

La parité entrerait en vigueur dès les municipales de 2001

LE GOUVERNEMENT a transmis au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi qui vise à mettre en œuvre le principe de la parité, inscrit dans la Constitution depuis le 28 juin. Le texte doit être présenté en conseil des ministres le 8 décembre, avant d'être débattu au Parlement en janvier. Dès les élections municipales de 2001, les listes devront comporter autant de femmes que d'hommes, à une candidature près. Aucune contrainte n'est prévue, en revanche, sur la place des candidates sur la liste, ce qui suscite des critiques au sein de la majorité. Les partis qui ne respectent pas un équilibre global entre hommes et femmes pour les législatives subiront une pénalisation financière. D'ores et déjà, les partis politiques se sont mis en quête de candidates pour 2001.

Lire page 8

OMC : l'Europe se divise face à l'Amérique

- Les négociations sur le commerce mondial ont commencé dans une ville sous couvre-feu
- Au nom de Bruxelles, Pascal Lamy propose un compromis sur les biotechnologies pour rompre l'isolement européen sur l'agriculture
- La France estime qu'il outrepassa son mandat

LES NÉGOCIATIONS au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), réunie à Seattle (Etats-Unis), ont commencé mercredi 1^{er} décembre alors que les manifestations se poursuivaient dans les rues de la ville. Le maire a prolongé le couvre-feu jusqu'à la fin des débats, prévue vendredi.

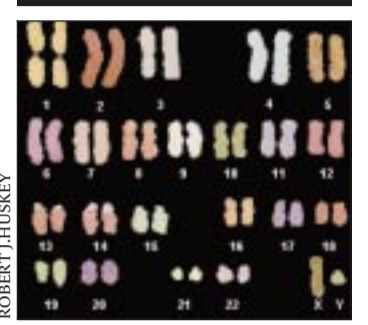
Au centre de conférences, protégé par d'importantes forces de l'ordre, les débats se sont engagés autour d'une proposition européenne élaborée par le commissaire Pascal Lamy. Afin de prendre de court les Américains, M. Lamy a rédigé un texte de compromis pour rallier le plus grand nombre possible de pays face aux thèses américaines. Censée respecter les positions des Quinze, cette initiative a cependant conduit cinq pays européens à accuser la Commission « d'avoir outrepassé son mandat ». Il s'agit de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Danemark et de la Belgique. M. Lamy ne remet pas en cause le principe des subventions agricoles, mais il



semble lâcher du lest s'agissant des biotechnologies en acceptant qu'un groupe de travail soit constitué sur ce sujet. La veille, M^{me} Voynet, ministre française de l'environnement, avait totalement exclu que ce sujet soit traité par l'OMC, estimant qu'il s'agit d'une porte ouverte aux importations de produits génétiquement modifiés. Un des représentants de la Confédération paysanne a dénoncé, dans la position du commissaire européen, des « abandons sur le principe de précaution en matière de sécurité alimentaire ».

De son côté, Bill Clinton, venu à Seattle, a défendu les positions américaines favorables au développement du libre-échange. Le président américain, sensible aux arguments des manifestants anti-OMC, a estimé nécessaire la prise en compte de la dimension sociale et de l'environnement dans le commerce mondial.

Lire pages 2 et 3 et les points de vue pages 18 et 19



SCIENTIFICS

Le livre de la vie

En décryptant, pour la première fois, la structure d'un chromosome humain, le vingt-deuxième, le Britannique Ian Dunham et ses collaborateurs viennent d'achever l'écriture du premier chapitre du grand livre de la vie humaine. Derrière ces recherches fondamentales, qui devraient encore progresser au cours de l'année 2000, se dessinent l'identification de tous nos gènes et de certaines maladies qui y sont associées ainsi qu'une meilleure compréhension de la façon dont s'est constitué, au fil des millénaires, le patrimoine génétique de l'humanité. La revue *Nature*, où ces travaux sont publiés, les présente en exclusivité aux lecteurs du Monde. p. 27

Universités : chantier francilien

ACCUEILLANT un demi-million d'étudiants, les dix-sept universités d'Ile-de-France vont connaître de profonds bouleversements au cours des quinze prochaines années. *Le Monde* révèle le contenu du plan de réorganisation qui vient d'être adressé aux présidents d'université. Un accord semble avoir été trouvé en ce qui concerne l'implantation de l'université Paris-VII (Jussieu) sur la ZAC Tolbiac Paris-Rive gauche. Afin d'être mis en œuvre, ce plan, sans précédent par son ampleur, attend maintenant la signature du contrat de plan Etat-région qui doit dégager les financements nécessaires. *A priori*, l'Etat devrait verser 4 milliards de francs et la région 2,5 milliards.

Lire page 12

Au Liban, les oulémas n'aiment pas que l'on chante le Coran

BEYROUTH de notre correspondant

La bataille pour la liberté d'expression prend ces jours-ci au Liban les traits d'un chanteur, Marcel Khalifé. L'objet du délit est une de ses chansons, *Ana youssoufou ya abi* (« Père, je suis Joseph »), qui se réfère à un épisode de la Bible commun aux religions juive, chrétienne et musulmane. Saisis par le parquet, suite à une requête des autorités religieuses musulmanes sunnites, des magistrats libanais se trouvent dans une situation bien embarrassante. Sans doute leur faudrait-il condamner tout en acquittant, à moins qu'ils ne préfèrent acquitter tout en condamnant... Exercice qui ferait sourire si l'enjeu n'était pas, tout simplement, la liberté de création des artistes.

Khalifé est en effet passible de six mois à un an de prison pour non-respect des valeurs religieuses. Mercredi 1^{er} décembre, le jugement a été ajourné au 15 décembre. Devant le tribunal, ils étaient nombreux, chrétiens et musulmans, à exprimer leur solidarité avec le chanteur. Bien que Marcel Khalifé soit un maronite chrétien poursuivi à l'instigation

de la hiérarchie musulmane, l'affaire n'a pas une connotation confessionnelle au sens habituel du terme au Liban. « Eût-il été musulman que Khalifé aurait été vilipendé de façon plus acerbe car les autorités religieuses auraient pu le sacquer plus à leur aise », estime un de ses défenseurs.

La chanson litigieuse a d'ailleurs été écrite par un musulman, et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit du grand poète palestinien Mahmoud Darwich. Un verset du Coran y est intégré. Et, depuis des années que ce poème existe, personne n'a trouvé à y redire, jusqu'à ce que Marcel Khalifé le mette en musique et le chante. C'est là que le bât blesse : qu'un verset du Coran soit chanté, fût-ce pour dénoncer l'oppression dont le peuple arabe est victime, voilà qui a paru inadmissible aux oulémas. Il s'agit donc d'une querelle des anciens et des modernes au sein de l'islam plutôt que d'un différend islamo-chrétien.

Khalifé fait valoir qu'il n'y a rien d'irrespectueux ni dans sa chanson ni dans sa démarche. Des oulémas rétorquent que l'irrespect réside déjà dans la mise en chanson du

Coran. Moins dogmatique, malgré son expression extrémiste incarnée par la révolution iranienne, l'islam chiite n'a pas fait bloc avec l'islam sunnite dans cette affaire. Et si le conseil supérieur chiite a abandonné le chanteur, le plus illustre des oulémas de cette communauté, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah, l'a vigoureusement défendu.

Artiste engagé, Marcel Khalifé s'est fait le chantre de la résistance libanaise à l'occupation israélienne du sud du Liban dont le Hezbollah est le fer de lance. S'accompagnant à l'oud, il est devenu une sorte de conscience nationale, d'abord contre l'ennemi israélien et maintenant contre l'obscurantisme. Mahmoud Darwich lui a apporté la caution de son immense popularité dans le cœur des foules arabes en revenant à Beyrouth, qu'il avait quitté lors de l'invasion israélienne de 1982, pour participer à ses côtés, il y a un mois, à un récital de chants et de poésies. Une belle combinaison de talents islamo-chrétiens et libano-palestiniens.

Lucien George



TENNIS

Tradition australienne

L'Australie a déjà emporté à vingt-six reprises la Coupe Davis. Pour renouer avec une tradition abandonnée depuis 1986, date de leur dernière victoire, les tennismen australiens, dont le jeune Lleyton Hewitt (photo), tenteront de conquérir un vingt-septième titre, contre l'équipe de France, à partir du vendredi 3 décembre, à Nice. p. 29

« Raider » italien



ROBERTO COLANINNO

TOUTES les privatisations effectuées en Italie ont été des succès. Seule la vente de Telecom Italia a soulevé une polémique. A peine mise sur le marché, la société est passée contre son gré sous le contrôle d'Olivetti et de son patron Roberto Colaninno.

Lire page 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1203 - 7,50 F



PRIX GONCOURT 1999

JEAN ECHENOZ

LES ÉDITIONS DE MINUIT

POINT DE VUE

Vérité du christianisme ?

par Joseph Ratzinger

AU terme du deuxième millénaire, le christianisme se trouve, précisément dans le domaine de son extension originelle, en Europe, dans une crise profonde, qui repose sur la crise de sa prétention à la vérité. Cette crise a une double dimension : tout d'abord se pose toujours plus la question de savoir s'il est juste, au fond, d'appliquer la notion de vérité à la religion, en d'autres termes s'il est donné à l'homme de connaître la vérité proprement dite sur Dieu et les choses divines.

L'homme contemporain se retrouve bien mieux dans la parabole bouddhiste de l'éléphant et des aveugles : un roi dans le nord de l'Inde aurait un jour réuni en un lieu tous les habitants aveugles de la ville. Puis il fit passer devant les assistants un éléphant. Il laissa les uns toucher la tête, en disant : « C'est ça, un éléphant. » D'autres purent toucher l'oreille ou la défense, la trompe, la patte, le derrière, les poils de la queue. Le roi demanda à chacun : « Comment c'est, un éléphant ? » Et, selon la partie qu'ils avaient touchée, ils répondaient : « C'est comme une corbeille tressée... c'est comme un pot... c'est comme la barre d'une char-

rie... c'est comme un entrepôt... c'est comme un pilastre... » Là-dessus, continue la parabole, ils se mirent à se disputer et, en criant : « L'éléphant, c'est comme ci, c'est comme ça », ils se jetèrent les uns sur les autres et se frappèrent avec les poings, au divertissement du roi.

La querelle des religions apparaît aux hommes d'aujourd'hui comme cette querelle des aveugles-nés. Car face aux secrets du divin nous sommes, semble-t-il, nés aveugles.

Le christianisme ne se trouve en aucune manière pour la pensée contemporaine dans une position plus positive que les autres - au contraire : avec sa prétention à la vérité, il semble être particulièrement aveugle face à la limite de toute notre connaissance du divin, caractérisée par un fanatisme particulièrement insensé qui prend incorrigiblement pour le tout le bout touché par l'expérience personnelle.

Lire la suite page 18 et l'analyse de Dominique Dhombres page 17

Le cardinal Ratzinger est préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi au Vatican.



IDÉES

« Ouvrir sa gueule »

Arte diffusera, dimanche 5 décembre, un entretien entre Pierre Bourdieu (à gauche) et Günter Grass (à droite). Dans ce dialogue, dont *Le Monde* et l'hebdomadaire *Die Zeit* publient un extrait, le sociologue français et l'écrivain allemand, tous deux représentants de la tradition européenne « d'ouvrir sa gueule », évoquent le rôle des intellectuels, la place - ou l'absence - de l'humour en sociologie et les fauxsemblants du socialisme. p. 16

International	2	Carnet	26
France	8	Aujourd'hui	27
Société	12	Météorologie-Jeux	30
Régions	14	Culture	31
Horizons	16	Guide culturel	33
Entreprises	20	Kiosque	34
Communication	22	Abonnements	34
Tableau de bord	23	Radio-Télévision	35

Après de terribles échecs, l'ONU fait son retour en Afrique

Absente du Continent noir depuis ses débâcles en Somalie et au Rwanda, l'Organisation des Nations unies envoie des « casques bleus » en Sierra Leone et des observateurs militaires au Congo-Kinshasa, en soulignant que ces opérations sont réclamées par les Africains eux-mêmes

Un premier contingent de « soldats de la paix » est arrivé le 30 novembre en Sierra Leone. Le Conseil de sécurité a décidé, mercredi 1^{er} décembre, l'envoi d'observateurs militaires en République démocratique du

Congo (RDC, ex-Zaïre). Les Nations unies effectuent leur retour en Afrique. En dehors de ses missions en Centrafrique et au Sahara-Occidental, l'ONU était absente du Continent noir depuis son échec sanglant

en Somalie, son revers en Angola et le génocide au Rwanda. Résolue à ne plus se lancer dans des opérations militaires de « maintien de la paix » dans des pays en guerre, elle revient en Afrique à la de-

mande à la fois des Africains et des puissances occidentales. La tâche de l'organisation internationale ne sera cependant pas aisée. Les rebelles sierra-léonais ont accueilli les « casques bleus » par des me-

naces ; quant aux factions congolaises, soutenues par des pays voisins, elles ne respectent pas le cessez-le-feu conclu en juillet 1999 à Lusaka et préparent au contraire de nouvelles offensives.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Depuis la débâcle sanglante en Somalie, le génocide au Rwanda, et l'échec en Angola, l'ONU brillait par son absence en Afrique. Les guerres civiles au Libéria, en Sierra Leone, au Congo-Brazzaville ou au Burundi ont fait rage sans qu'elle intervienne, et des négociations de paix ont eu lieu sans qu'elle y participe. Si, aujourd'hui, l'organisation se retrouve sur ce continent, c'est malgré elle. L'ONU envisage son « retour » en Afrique avec prudence et inquiétude.

Ce retour, explique un diplomate, marque « la fin des illusions » sur le rôle des institutions

régionales comme l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et le début d'une vision plus réaliste des pays occidentaux : « Les stratégies ambitieuses des grandes puissances se sont effondrées, tout comme l'arc vertueux des Américains, basé sur l'émergence d'une " nouvelle génération " de leaders qui devaient mener l'Afrique vers la démocratie. Il est évident que les guerres africaines sont des conflits orphelins. On se tourne vers l'ONU, le dernier recours ».

PAS D'AUTRE CHOIX

Si le retour de l'ONU est marqué par l'envoi de « casques bleus » en Sierra Leone (lire ci-dessous), c'est parce qu'il n'y avait pas d'autre choix. La première in-

tervention militaire dans ce pays était due au pouvoir dictatorial du Nigeria. La situation a changé : le nouveau gouvernement de Lagos souhaite se désengager.

L'opération de l'ONU peut cependant avoir des conséquences funestes. Quelques heures après le déploiement du premier contingent, le chef des rebelles a lancé un avertissement, pris très au sérieux à New York : Foday Sankoh a affirmé que l'ONU « regretterait » toute tentative de désarmer ses combattants par la force. Une menace qui peut transformer une opération de maintien de la paix en opération d'imposition de la paix.

Quant à l'engagement de l'ONU en République démocratique du

Congo (RDC, ex-Zaïre), il est symbolique. Si le Conseil de sécurité est parvenu à s'entendre sur l'envoi d'observateurs militaires, l'ONU n'est pas en mesure de déployer les dizaines de milliers de soldats nécessaires pour mettre fin au conflit.

UNE SORTE DE FIERTÉ

Ce retour au Congo-Zaïre est surtout perçu comme une évolution psychologique dans les relations entre New-York et Kinshasa, compte tenu du souvenir amer des Congolais envers l'intervention de l'ONU dans les années 60.

Concrètement, la seule opération réussie de l'ONU en Afrique reste celle menée en République centrafricaine, où la présence de

1 400 « casques bleus » a permis la tenue d'élections libres. Il faut aussi noter la présence de 300 soldats au Sahara occidental, qui aide à éviter la reprise des hostilités.

Malgré les difficultés inhérentes à la réalisation des opérations de maintien de la paix, dont le financement n'est pas la moindre compte tenu des réticences du Congrès américain, on sent à l'ONU une sorte de fierté : « Je note que c'est à la demande des Africains que nous sommes invités à retourner en Afrique, explique le secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, le Français Bernard Miyet, y compris des Rwandais, qui avaient des doutes sur nos capacités, et des

Congolais, qui se sont toujours méfiés des Nations unies. C'est aussi à la demande des grandes puissances qui, faute de mieux, se tournent vers l'ONU. »

Pour Bernard Miyet, la tentation de l'ONU est de ne plus se fourvoyer dans des situations militaires ambiguës. Mais il ajoute : « Dans des situations où des risques de pertes en vies humaines existent, il faut y aller, même si les chances de réussite sont de 10 %. Si on n'y va pas, les chances que les gens périssent sont de 100 %. Les risques sont énormes, l'ONU peut redevenir un bouc émissaire, mais elle n'a pas d'autre choix que de s'engager. »

Afsané Bassir Pour

Les premiers « casques bleus » arrivent en Sierra Leone où les rebelles tardent à déposer les armes

CHAQUE JOUR, des combattants émergent de la jungle et déposent les armes. Des enfants-soldats en profitent pour quitter les bases militaires et les villages rebelles. Pour la première fois, les Sierra-Léonais commencent à croire que la paix est réalisable. Et cet espoir est renforcé par l'arrivée des 6 000 « casques bleus » de l'ONU, qui doivent aider le pays à sortir de la guerre. Un groupe de 130 soldats kényans a atterri le 30 novembre à Freetown, et le déploiement de la force des Nations unies devrait prendre de un à deux mois.

Le processus enclenché le 7 juillet par l'accord de Lomé demeure pourtant très fragile. Les combattants ne sont encore que 1 125, selon l'ONU, à avoir abandonné la Kalashnikov alors que le pays compte 45 000 hommes en armes. Des chefs rebelles contrôlent des régions stratégiques, notamment les mines d'or et de diamants. Et la lutte pour le pouvoir fait rage à Freetown, la perspective d'élections futures aiguissant l'appétit des *warlords*, les « seigneurs de la guerre ». Les priorités pour les artisans du processus de paix, l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Nigeria sont d'abord de convaincre tous les chefs rebelles de rentrer à Freetown et d'intégrer le gouvernement d'union nationale, puis d'enclencher le programme de désarmement et de démobilisation de leurs hommes. Depuis que Foday Sankoh, le chef historique du Front révolutionnaire uni (RUF) et Johnny-Paul Koroma, le commandant des putschistes du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC) sont arrivés dans la capitale le 3 octobre, l'optimisme

est permis. Le caporal Foday Sabana Sankoh, qui a lancé la rébellion en 1991 avec le soutien de Charles Taylor, devenu président du Libéria, n'a-t-il pas déclaré publiquement que « la guerre [était] finie » ?

SIGNE D'APAISEMENT

La première cérémonie de désarmement de combattants, le 20 octobre à la caserne Wilber Force, tenue par la Force uest-africaine d'intervention (Ecomog), a constitué le premier signe d'apaisement. Une foule ravie a applaudi les soldats déposant leurs armes. Le président Ahmad Tejan Kabbah, MM. Sankoh et Koroma se sont engagés à œuvrer pour la paix. Le délégué des Nations unies, l'Ougandais Francis Okelo, qui vient d'être remplacé par le Nigérian Oluymeni Adeniji, a affirmé que « le processus de paix est irréversible » et a assuré la Sierra Leone du soutien de la communauté internationale. Des incidents armés ont empêché cependant depuis un mois de poursuivre le désarmement des factions. Le siège de l'ONU a reconnu que le pays connaît « une phase critique de la mise en œuvre des accords de paix de Lomé ».

La principale source de tension est l'ardeur des ex-rebelles à régler leurs différends internes par les armes. Les combattants de MM. Sankoh et Koroma, alliés de 1996 à 1998 alors que le président Kabbah avait été destitué et était parti en exil, ont entrepris de s'affronter, notamment à Makeni (nord). Après avoir expulsé les hommes de l'AFRC, deux commandants du RUF, « Superman » et « Issa », se sont disputé le partage de Makeni. Les leaders rebelles semblent avoir ramené un sem-

blant de calme depuis dix jours. La déclaration de Foday Sankoh, mercredi 1^{er} décembre, incite toutefois à la prudence. Il a affirmé que les « casques bleus » « ne peuvent forcer personne à désarmer », avant d'ajouter : « Ils ne sont qu'un tigre de papier ». Le défi qui attend les « soldats de la paix » sera avant tout de se déployer dans ces campagnes échappant à tout contrôle gouvernemental depuis huit ans. Les soldats nigériens de l'Ecomog, qui ont soutenu le retour au pouvoir du président Kabbah avec l'aide des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, restent cantonnés à Freetown. Trois mille d'entre eux vont être intégrés à la Minusil (Mission des Nations unies en Sierra Leone) en compagnie des trois mille soldats qui doivent arriver du Kenya, d'Inde et d'autres pays. Le commandant de la Minusil sera un général indien, entouré d'une quinzaine de conseillers militaires britanniques.

CONFIANCE INEXISTANTE

« Les Nigériens ont sauvé Freetown. Nous oublions peu à peu qu'ils furent très brutaux, car ils sont parvenus à chasser les rebelles, ce qui était le plus important, raconte un journaliste sierra-léonais. Nous sommes prêts à accueillir à bras ouverts des soldats de n'importe quel pays, pourvu qu'ils garantissent la paix ». La population espère que les Nigériens vont s'adapter aux règles des Nations unies et rompre avec leurs coutumes dans le domaine du maintien de l'ordre. Par exemple, une personne arrêtée après le couvre-feu à Freetown (21 heures) est condamnée à se rouler par terre, dans la poussière, devant le *check-point* de l'Ecomog, avant

d'être emmenée dans une caserne où elle est tabassée.

La force de maintien de la paix de l'ONU a devant elle une tâche considérable, dans un pays où le sentiment de confiance est inexistant, et où l'amnistie contenue dans l'accord de Lomé contribue à entretenir la certitude de l'impunité chez les ex-combattants. Des crimes sont encore commis chaque jour : attaques à main armée sur les routes, meurtres, viols, enlèvements. « Les combattants se comportent en intouchables et croient qu'ils peuvent agir à leur guise. Ils pensent qu'il est impossible de les condamner. Or l'amnistie couvre les crimes de guerre commis entre mars 1991 et juillet 1999 », raconte Zainab Bangura, de l'association Campaign for Good Governance. Tout méfait perpétré depuis le 7 juillet, date de signature de l'accord de paix, devrait être sanctionné. Un vœu pieux.

Les obstacles sont à la fois politiques et judiciaires. Personne, ni le gouvernement ni l'ONU, n'a envie d'énervier les chefs rebelles en inculpant leurs hommes. Et, de toute façon, note Shears Moses, le président du barreau de Sierra Leone, « les juges, mal payés, vendent leurs décisions de justice pour une poignée de dollars ». Confiance politique, système judiciaire, tout est à reconstruire en Sierra Leone. Ce ne sont pas 6 000 « casques bleus » qui devraient y parvenir. Le pays attend que l'ONU et les pays occidentaux fassent parallèlement un effort financier pour reconstruire l'Etat, briser le cycle de la violence et la tentation des putschs militaires.

Rémy Ourdan

Des observateurs militaires en République démocratique du Congo

LES QUINZE membres du Conseil de sécurité ont fait, mardi 1^{er} décembre, un pas décisif pour l'envoi de 500 observateurs militaires en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) en adoptant la résolution 1279 qui crée aussi la Monuc (Mission de l'Organisation des Nations unies pour le Congo). D'un premier mandat de trois mois (jusqu'au 1^{er} mars 2000), celle-ci sera dirigée par le représentant spécial de l'ONU, Kamel Morjane. Elle aura pour mission de veiller à la bonne application des accords de paix signés le 10 juillet à Lusaka, en Zambie, par les belligérants.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, avait récemment formé le vœu que ces premiers observateurs militaires soient dépêchés rapidement sur place pour permettre le déploiement ultérieur d'une force plus importante, composée de 15 000 à 25 000 « casques bleus ». Ceux-ci seraient chargés de faire respecter le cessez-le-feu et le futur retrait des forces étrangères impliquées dans un conflit qui oppose depuis le 2 août 1998 une nébuleuse de rebelles congolais soutenus militairement par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi aux forces gouvernementales fidèles à Laurent-Désiré Kabila épaulées par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie (le Tchad a rapatrié ses troupes il y a quelques mois).

COMBATS MEURTRIERS

L'envoi de troupes de l'ONU en RDC dépend toutefois des conditions de sécurité sur le terrain. Quelque 70 officiers de liaison des Nations unies sont à pied d'œuvre dans chacun des pays concernés. C'est sur la base de leur rapport (établi avant la fin de l'année) que le Conseil de sécurité décidera de l'envoi d'observateurs puis de troupes en RDC.

Sur le terrain, chacun des deux camps affirme respecter le cessez-le-feu et accuse la coalition adverse de violer les accords de paix. Les combats n'ont, en fait, jamais cessé. Les forces gouvernementales essaient de reprendre pied dans le nord-ouest du pays. Les Zimbabwéens veulent dégager ceux des leurs et les Namibiens qui sont assiégés sur l'aéroport d'Ikela. Les Ougandais viennent d'en découdre avec des milices Mayi-Mayi dans le Nord-Est. Les Rwandais continuent de pousser vers Mbuji Mayi, le chef lieu du Kasai-Oriental, la province diamantifère, au centre du pays. Les Angolais sont près de leur frontière. Ils renforcent leur présence, tant pour faire face à la situation en RDC que pour contrer les rebelles de l'Unita (Union nationale pour la libération totale de l'Angola) de Jonas Savimbi.

Les combats en cours sont très meurtriers. Le gouvernement a déclaré un nouveau couvre-feu à Kinshasa et a fait distribuer des armes aux unités civiles des Forces populaires d'autodéfense nouvellement créées. Le Rwanda et l'Ouganda accusent la RDC de se réarmer et de réorganiser ses forces. Kinshasa aurait reçu récemment deux cargaisons d'armes et d'équipements en provenance de Chine, d'Inde et d'un pays arabe non identifié et aurait

acheté six avions de combat Mig-21. Les Forces armées congolaises (FAC) ont intégré leurs premières brigades de commandos formées par des instructeurs zimbabwéens et namibiens, tandis que les rangs des rebelles ont accueilli quelques centaines de jeunes officiers formés au Rwanda. Des sources zimbabwéennes à Harare affirment que des mercenaires américains blancs apportent aux rebelles congolais les compétences qui leur font défaut dans les domaines de l'artillerie et des communications. Les autorités

Richard Holbrooke en tournée

L'ambassadeur américain à l'ONU, Richard Holbrooke, a commencé, mercredi 1^{er} décembre à Bamako, une tournée de douze jours en Afrique. « Nous n'avons pas l'illusion de vouloir résoudre un quelconque problème au Congo, il s'agit plutôt d'évaluer la situation », a prévenu un diplomate américain. Il s'agit du premier voyage officiel de M. Holbrooke en Afrique. Il se rendra dans les pays engagés dans le conflit en RDC (Angola, Namibie, Zimbabwe, Rwanda et Ouganda) avant de rencontrer le président Laurent-Désiré Kabila, le 11 décembre à Kinshasa. Il ira aussi en Afrique du Sud et en Zambie, deux pays qui jouent un rôle de médiateur dans le conflit. Et M. Holbrooke a inclus dans sa tournée les deux pays francophones élus pour siéger à partir du 1^{er} janvier au Conseil de sécurité, le Mali et la Tunisie. — (AFP)

de Kinshasa ont, elles, commencé le recrutement de plusieurs centaines de mercenaires en Europe, notamment à Paris, où une structure dirigée par un colonel à la retraite est en place.

A Kinshasa, le président Kabila a reçu lundi le général Jeannou Lacaze, ancien chef d'état-major des armées françaises. La radio officielle a rapporté qu'il avait eu aussi un entretien avec le ministre de l'intérieur, Gaëtan Kakudji. Jeannou Lacaze avait été jadis conseiller de feu le maréchal Mobutu Sese Seko, chassé du pouvoir le 17 mai 1997 par les forces de Laurent-Désiré Kabila, qui était soutenu à cette époque par l'Ouganda et le Rwanda, ses ennemis d'aujourd'hui. Les deux camps clament leur adhésion aux accords de Lusaka, parlent de paix, mais préparent la guerre. Début novembre, le ministre des affaires étrangères, Abdoulaye Yerodia, avait déclaré que la RDC ne débiterait pas « le siècle prochain sous occupation ». Il avait également affirmé que « la nouvelle armée [était] formée, équipée et prête à remplir sa mission libératrice ». Les observateurs de la Monuc sont donc attendus en RDC pour veiller au respect d'un cessez-le-feu qui n'est jamais entré en vigueur.

Frédéric Fritscher



306 XT HDI 5 portes
Série NEUBAUER

Prix catalogue 132.140F TTC
Prix de vente exceptionnel **117.500F TTC***



OPTIONS ET ACCESSOIRES :
Peinture métal, climatisation automatique, jantes alliage, surmonte façade CD, accoudoir central, tapis 3D, écrous anti-val, alarme, bac de coffre.
* Incluant 1er loyer d'un contrat de maintenance par abonnement 48mois/40.000km soit 121FTTC

PARIS 18 - 01 46 27 33 33
Thomas GUITTENY

PARIS 17 - 01 46 22 88 88
Alain DIAZ

PARIS 9 - 01 42 85 04 04
Henrique BARREIRA

92 LEVALLOIS - 01 45 19 19 19
Pascal COLIN

92 ASNIERES - 01 47 33 37 37
Jean DUBOIS

93 ST DENIS - 01 49 33 60 60
Arnaud TAFANI

95 SAINT BRICE - 01 34 04 39 39
Alain HOUTIN



PEUGEOT

Massimo D'Alema en visite en Libye

TRIPOLI. Le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, est arrivé mercredi 1^{er} décembre à Tripoli pour la première visite d'un chef de gouvernement occidental en Libye depuis 1992. M. D'Alema, qui doit séjourner 24 heures en Libye, doit notamment rencontrer le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. La Libye est le premier fournisseur de pétrole de l'Italie, qui est globalement le plus gros exportateur vers son ancienne colonie. Rome a été l'une des premières capitales occidentales à renouer les contacts politiques et économiques avec Tripoli après la suspension en avril des sanctions internationales imposées par l'ONU à la Libye en 1992, à la suite de l'attentat contre un avion de la compagnie américaine PanAm au-dessus de Lockerbie (270 morts en 1988). Depuis, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, a visité la Libye deux fois, et une trentaine de délégations italiennes se sont rendues à Tripoli. — (AFP)

Le régime de semi-autonomie entre en vigueur en Irlande du Nord

BELFAST. L'Irlande du Nord a entamé, jeudi 2 décembre, un régime de semi-autonomie, après avoir été gouvernée par Londres pendant vingt-cinq ans. A minuit exactement, le gouvernement britannique a transféré une part importante de ses pouvoirs d'administration directe sur la province au gouvernement nord-irlandais constitué lundi. Celui-ci rassemble pour la première fois les frères ennemis protestants et catholiques, dont l'un des anciens chefs présumés de l'IRA, Martin McGuinness, désormais ministre de l'éducation. L'IRA doit enclencher le processus de désarmement en nommant son représentant au sein de la commission chargée d'obtenir la restitution ou la destruction du matériel des groupes paramilitaires. La gestion au quotidien de la province se fera désormais à Belfast et non plus à Londres, qui garde cependant la fixation du budget de la province, la politique monétaire, les affaires étrangères et la défense. L'autonomie des Nord-Irlandais est ainsi plus limitée que celle des Ecossais, mais comparable à celle des Gallois. — (AFP)

La presse de Belgrade met en cause la DST dans l'affaire « Araignée »

BELGRADE. Le quotidien *Politika* a publié mercredi de nouvelles indications sur les activités qu'aurait eues pendant la guerre au Kosovo un groupe de cinq Serbes accusés d'être liés aux services de renseignement français et d'avoir projeté d'assassiner le président Slobodan Milosevic. *Politika*, le principal journal pro-gouvernemental de Belgrade, fournit des détails sur le rôle du groupe « Araignée » au Kosovo pendant les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie au début de l'année. « *Le financement de l'unité paramilitaire "Balkan Ekspres" a été assuré par la DST* » (Direction de la surveillance du territoire) et « *l'argent de Paris a été apporté à la frontière yougoslavohongroise par un certain Serge Lazarevic* », affirme *Politika*. — (AFP)

Le pape attend le « feu vert » de l'Irak

VATICAN. Le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, a indiqué, mercredi 1^{er} décembre, que le voyage du pape prévu fin janvier en Irak n'était plus suspendu qu'à l'accord de Bagdad. « *Nous ne connaissons pas encore à fond les raisons de l'hésitation du gouvernement irakien à donner le feu vert définitif* », a déclaré le plus proche collaborateur de Jean Paul II. M^{re} Sodano a laissé entendre que les « *difficultés* » pour ce voyage étaient désormais posées par l'Irak et non par les Etats-Unis qui avaient, au départ, fait connaître leur « *désapprobation* ». La visite du pape est « *toujours en discussion* », avait déclaré, il y a une semaine, Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, après le départ de Bagdad d'une délégation du Vatican. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **AUTORITÉ PALESTINIENNE : trois hommes masqués ont blessé par balle**, mercredi 1^{er} décembre, un membre du Conseil législatif palestinien, Mouawiya el-Masri, qui avait signé une pétition accusant de corruption l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat. M. Masri a été agressé près de son domicile à Naplouse, en Cisjordanie, par trois hommes masqués qui l'ont frappé avec des bâtons avant que l'un d'entre eux lui tire une balle dans la jambe. — (AFP)

■ **BURUNDI : l'ancien président sud-africain Nelson Mandela a été désigné**, mercredi 1^{er} décembre, à Arusha par les chefs d'Etat de la région des Grands-Lacs, nouveau médiateur pour relancer le processus de paix au Burundi, miné depuis juin par un regain de violences. M. Mandela remplace l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, décédé le 14 octobre. — (AFP)

■ **CHILI : la juge Dobra Lusic a ordonné**, mercredi 1^{er} décembre, la mise en détention du capitaine de l'armée de terre Gonzalo Asenjo, pour l'assassinat du journaliste José Carrasco et de trois opposants. Elle avait la veille engagé des poursuites contre huit anciens militaires et agents des services secrets du régime de Pinochet (1973-1990), dont cinq font déjà l'objet d'une enquête pour l'assassinat de douze membres du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR, gauche) en 1987. José Carrasco, chef du service international de la revue *Analisis* (critique à l'égard du régime et aujourd'hui disparue) avait été enlevé à son domicile le 8 septembre 1986 et assassiné quelques heures plus tard, au lendemain d'une tentative d'attentat contre le général Pinochet, au cours de laquelle cinq membres de son escorte avaient été tués. Ces « *enlèvements et homicides ont été des actes de vengeance après l'attentat* » contre le général Pinochet, a estimé la juge dans son rapport. — (AFP)

Washington appelle l'Allemagne à augmenter ses crédits militaires

HAMBOURG. Le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, a appelé, mercredi 1^{er} décembre, à Hambourg, avant l'ouverture de la session ministérielle de l'OTAN à Bruxelles, l'Allemagne à une hausse substantielle de ses dépenses militaires, estimant que l'unité de l'OTAN serait fragilisée par des disparités de moyens entre ses membres. Il faut dépenser plus pour combler les déficiences de l'Alliance révélées lors du conflit au Kosovo, a affirmé M. Cohen. « *Une grande alliance ne peut pas s'appuyer sur un membre, les Etats-Unis, qui supporte à lui seul les deux tiers de tous les vols de soutien et la moitié des missions de combat* », a-t-il ajouté. M. Cohen a souligné que le budget allemand de la défense n'était pas en ligne avec celui des membres de l'OTAN. Berlin alloue 1,5 % de son PIB à la défense et a prévu de réduire son budget militaire de 18 milliards de marks (9 milliards d'euros) en quatre ans. — (AFP)

Laborieuses tentatives de réconciliation entre le gouvernement soudanais et l'opposition en crise

Washington va envoyer une aide civile directe aux rebelles du Sud

Khartoum a condamné, mercredi 1^{er} décembre, un projet américain de distribution de vivres aux rebelles sudistes de l'Armée de libération des

peuples du Soudan. Cet « appui direct aux rebelles » montre que Washington veut « la poursuite de la guerre », a déclaré le porte-parole du

gouvernement. Les autorités soudanaises, minées par des rivalités internes, tentent de parvenir à des accords avec l'opposition divisée.

C'EST une déclaration de principes supposée contribuer à un règlement de l'ensemble des problèmes inter-soudanais. Elle a eu un premier effet contraire, puisqu'elle a creusé les divergences dans les rangs de l'opposition, regroupée depuis quatre ans au sein de l'Alliance nationale démocratique (AND). Qui plus est, elle a été adoptée sur fond de rivalités au sein de l'équipe au pouvoir à Khartoum, singulièrement entre le président Omar El Béchir et l'homme fort du pays, Hassan El Tourabi, secrétaire général du parti au pouvoir, le Congrès national.

Intitulé « L'appel de la patrie », le document est un accord-cadre conclu vendredi 26 novembre à Djibouti entre le président El Bachir et l'ancien premier ministre, Sadek El Mahdi, chef de l'un des deux principaux partis de l'opposition nordiste, la Oumma, et secrétaire général de l'AND. Elle énumère les critères d'une solution politique du conflit qui oppose Khartoum aux rebelles du sud conduits par l'Armée de libération des peuples du Soudan de John

Garang (SPLA) et aux opposants nordistes, en particulier la Oumma et le Parti unioniste démocratique (PUD) de Mohamad Osmane El Mirghani, associés aux sudistes depuis 1995 au sein de l'AND.

BASES POUR LA PAIX

« L'appel de la patrie » énumère les principes d'un règlement, dont l'instauration d'un « régime démocratique présidentiel fédéral », qui garantirait le « pluralisme, la pluralité religieuse, culturelle et ethnique, les droits de l'homme et les libertés fondamentales ». « La citoyenneté », et non l'appartenance tribale, ethnique ou religieuse sera « le critère des droits et devoirs ». Aucune communauté n'aurait droit à des privilèges à l'exclusion des autres. Une période transitoire de quatre ans est prévue, au terme de laquelle un référendum permettra aux sudistes de dire s'ils acceptent l'unité du pays ou s'ils souhaitent se scinder.

C'est une « violation » de la charte de l'AND, a aussitôt commenté un porte-parole de l'Alliance, dont le Conseil consultatif

réuni d'urgence au Caire a re-commandé la suspension de M. El Mahdi de ses fonctions de secrétaire général jusqu'à la réunion des dirigeants prévue le 6 décembre à Kampala. Les dissonances au sein de l'AND avaient en fait commencé lors d'une rencontre, en mai, à Genève, entre le même M. El Mahdi et son beau-frère ennemi, Hassan El Tourabi. Elles portent aussi bien sur les initiatives du chef de la Oumma que sur le fonctionnement interne de l'Alliance et sur ce qu'il est convenu d'appeler « l'initiative égypto-libyenne » de solution. Celle-ci consiste en un certain nombre de principes généraux qui serviraient de base à la paix. La SPLA l'a rejetée s'alignant ainsi sur les Etats-Unis qui viennent par ailleurs de s'engager à lui adresser une aide directe, contournant l'opération onusienne Lifeline Sudan. Pour la SPLA, seule l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD : Soudan, Kenya, Ouganda, Ethiopie, Erythrée, Djibouti et Somalie) est le forum adéquat pour le dialogue inter-soudanais.

Les opposants nordistes ne sont pas du même avis. L'IGAD, font-ils valoir, a été chargée de trouver une solution au seul problème qui oppose le gouvernement aux rebelles du sud. Or une solution durable doit englober tous les contentieux soudanais, dont celui qui oppose le gouvernement à l'opposition nordiste, et les relations avec les pays voisins. L'Egypte et la Libye doivent donc être inclus dans tout processus de règlement. Du côté du pouvoir, la sourde rivalité qui opposait MM. El Bachir et Tourabi a éclaté au grand jour depuis quelques semaines. Contre l'avis du premier, M. Tourabi a engagé au sein du parti et du Parlement un débat sur une révision de la Constitution, qui pourrait aboutir à une limitation des pouvoirs présidentiels. MM. Tourabi et El Bachir sont également en concurrence sur les ouvertures en direction des opposants. Cette guerre des chefs dans les deux camps risque de réduire à néant les espoirs, déjà minces, d'un début de solution au Soudan.

Mouna Naim

Avec nos programmes de fidélité, votre amitié est vraiment récompensée.



L'amitié vraie est toujours récompensée. C'est la raison d'être des programmes de fidélité partenaires KLM-Alitalia. Rejoignez l'un des tout premiers réseaux européens via l'un de nos trois hubs d'Amsterdam, Rome ou Milan Malpensa,

et voyagez dans le monde entier. Avec un décollage toutes les 33 secondes, vous avez près de 10.000 possibilités par semaine de gagner ou de dépenser vos points et vos miles. Une nouvelle manière de voler, souvent, en toute amitié.

THE KLM-ALITALIA PARTNERSHIP.

ONE TICKET TO THE WORLD.

Alitalia

www.klm-alitalia.com

Force ouvrière rejette le projet « corporatiste » de « Constitution sociale » défendue par le Medef

Imbroglie autour du régime complémentaire des cadres

Le Medef a inauguré, mercredi 1^{er} décembre, une série de consultations avec les syndicats sur l'avenir du paritarisme et des relations sociales,

en recevant une délégation de Force ouvrière, qui s'est montrée très critique. Le même jour, patronat et syndicats se sont également oppo-

sés sur le régime complémentaire des cadres, après la décision de la Cour de cassation invalidant une mesure d'économies.

« **OPPORTUNISTE** », « corporatiste », pas « **crédible** ». Inaugurant, mercredi 1^{er} décembre, la série de rencontres bilatérales organisées avec les syndicats par le Mouvement des entreprises de France (Medef) pour bâtir une « nouvelle Constitution sociale », le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, n'a pas mâché ses mots sur l'attitude et les ambitions de l'organisation patronale.

« On nous a presque proposé une mariée un peu trop belle », a-t-il expliqué devant la presse, au terme de deux heures et demie de discussions avec la délégation patronale. Selon M. Blondel, le Medef souhaiterait en effet que « tous les accords que nous pourrions signer s'imposent à la législation ». « C'est un cadeau phénoménal, prémice d'une société corporatiste », a-t-il ajouté, estimant que le patronat cherche ainsi à « avoir la même chose au meilleur prix, c'est-à-dire remettre en cause les acquis sociaux ». « Nous avons senti une volonté de nous emmener vers un système anglo-saxon de relations

sociales, où tout se négocie dans les entreprises, où il faut travailler pour avoir des droits », a résumé M. Blondel, qui juge une telle ambition « **inacceptable** ». Refusant par ailleurs d'apparaître comme « le Guignol du Medef », M. Blondel s'en est pris à « l'opportunisme » de l'organisation patronale, qui espère un « coup de main » des syndicats pour obtenir la validation de tous les accords de branche sans craindre de les voir remettre en cause par la justice.

Le « général » de FO n'a pas manqué ensuite de dénoncer « l'échec » et le manque de « **crédibilité** » du patronat dans ses critiques contre « l'étatisation » des organismes de Sécurité sociale. Pour M. Blondel, le Medef aura en effet toujours eu le tort de n'avoir « pas dénoncé, en 1995, le hold-up du siècle » en acceptant le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, pour constater, « quatre ans après, que cela ne fonctionne pas ».

Persuadé, enfin, que le Medef va quitter la gestion paritaire de la Sécurité sociale au mois de janvier, M. Blondel y voit un « pari stu-

vide »: « Si le patronat s'en va, ça veut dire qu'il se désintéresse de la Sécurité sociale, qu'il n'y croit plus, qu'il mise sur un déficit permanent de ses comptes, jusqu'au jour où le gouvernement en aura assez et en proposera la gestion au privé. » « C'est au moment où il faut reconstruire le paritarisme que vous l'affaiblissez », a-t-il conclu.

Dans une très brève intervention, Ernest-Antoine Seillière, le président du Medef, a rappelé que la rencontre avait pour objet de « **refonder un système social usé** » et « **en crise** ». Le Medef devrait faire connaître son analyse au terme des discussions bilatérales avec les syndicats, qui doivent s'achever le 22 décembre.

Parallèlement, un autre front risque de s'ouvrir sur l'Agirc - le régime complémentaire des cadres -, après la décision de la Cour de cassation (*Le Monde* du 25 novembre) invalidant une mesure d'économies, à savoir la réduction des majorations familiales consenties depuis 1995. Le bureau de l'Agirc a décidé, mardi, à la demande du Medef, qui fait ainsi une

entorse à sa grève des négociations, de convoquer une nouvelle réunion des partenaires sociaux lundi 6 décembre. Il s'agit de trancher sur la lecture de l'arrêt de la Cour du 23 novembre. Dans sa version stricte, seule la situation des cadres partis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1995 serait régularisée. Dans une lecture plus extensive, les nouveaux retraités seraient également concernés.

La CGT a plaidé pour une lecture large. La CFDT et la CGC s'interrogent, tout en estimant qu'au vu de la rédaction de l'arrêt, cette seconde interprétation pourrait s'imposer. Dès lors, le coût total de la régularisation s'élèverait entre 3,5 et 4 milliards de francs. « *Le Medef risque de saisir l'opportunité, lundi, pour nous dire qu'il faut réduire à concurrence les dépenses du régime, c'est-à-dire le montant des retraites, ce qui est hors de question* », avertissait, mercredi, Jean-Luc Cazettes, le président de la CFE-CGC.

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

Les 35 heures inquiètent les salariés de Monaco

Jamais une manifestation sociale n'avait réuni autant de monde dans la Principauté, révérence gardée envers le « palais »

NICE de notre correspondant

Les 35 heures ont provoqué à Monaco, mercredi 1^{er} décembre, la manifestation la plus importante qu'ait jamais connue la Principauté. L'USM (Union des syndicats monégasques) a déjà livré des combats en descendant dans la rue, mais sans atteindre le succès connu cette fois-ci. Environ 3 500 manifestants ont défilé jusqu'à la place d'Armes, en contrebas du palais princier. Toute manifestation étant interdite à Monaco, les autorités ont fait preuve, pour la circonstance, d'une tolérance dont les syndicalistes ont profité avec tact et sans banderoles. Les slogans étaient agrafés sur leurs vêtements, et lorsque, dans la foule, des cris se sont élevés - « Au palais ! » -, un responsable syndical a aussitôt pris la parole pour lancer : « Ne vous trompez pas de combat ! »

Depuis juillet, le gouvernement monégasque étudie un texte qui prévoit le passage aux 35 heures, mais ses modalités d'application provoquent la colère des salariés. « Le dialogue social existe vraiment avec le gouvernement, qui comprend la nécessité de préserver la paix sociale. Notre manifestation prouve qu'il a raison d'y prendre garde », explique Angèle Braquetti, secrétaire générale de l'USM. C'est la fédération patronale qui bloque, en posant comme préalable à toute

négociation la suspension de la loi 739 et le gel des salaires sur trois ans. » La loi 739 de mars 1963, modifiée en 1983 pour s'adapter aux 39 heures, prévoit que les salaires, dans la principauté, ne doivent pas être inférieurs à ceux de la région économique voisine, Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conséquence logique : si les 35 heures ne peuvent être appliquées à Monaco, la réduction du temps de travail en France, sans toucher au salaire, provoque sur 39 heures une augmentation du taux horaire.

« **APPROCHE DIFFÉRENTE** » L'application de la loi 739 doit donc se traduire par une réévaluation des salaires monégasques, estimée par les syndicats à 11,43 %. Les syndicalistes mettent en avant les particularismes économiques et sociaux de la Principauté. « Les 35 heures n'ont pas, comme en France, la même justification pour la création d'emplois. Nous sommes en situation de progression économique, explique M^{me} Braquetti. Il y a des postes qui nécessitent une approche sociale différente, comme les croupiers, qui ne peuvent quitter une table de jeu s'il y a encore des joueurs. » Là où la spécificité d'un métier rendra difficile la réduction du temps de travail, les syndicalistes veulent avoir l'assurance que les salaires seront réévalués.

Jean-Pierre Laborde

Réussir la couverture maladie universelle

Premiers signataires

- Pouria Amirshahi, président de la MNEF • Jean Auroux, président de la Fédération des Maires des villes moyennes • Yvette Benayoun-Nakache, députée de la Haute-Garonne • Jean-Louis Bianco, député des Alpes de Haute-Provence • Gilbert Biessy, député de l'Isère • Jean-Michel Bloch-Lainé, président de l'UNIOFSS • Paul Bouchet, président d'ATD Quart Monde • Malek Boutih, président de SOS Racisme • Stéphane Cazade, président de la FAGE • Alain Clary, député du Gard • Karine Delpas, présidente de l'UNEF • Jean-Jacques Denis, député de la Meurthe et Moselle • François Dosé, député de la Meuse • Julien Dray, député de l'Essonne • Georges Dupon-Lahitte, président de la FCPE • Claude Evin, député de la Loire-Atlantique • Jean-Baptiste Eyraud, porte parole du DAL • Jean-Pierre Giacomo, président de la Confédération syndicale du logement • Maxime Gremetz, député de la Somme • Paulette Guinchard-Kunstler, députée du Doubs • Guy Hascoet, député du Nord • Sylvie Jan, présidente de Femmes solidaires • Simon-Daniel Kipman, psychiatre • Daniel Le Scornet, président de la Fédération des mutuelles de France • Alain Lipietz, député européen • Noël Mamère, député de la Gironde • René Mangin, député de la Meurthe et Moselle • Hélène Mignon, députée de la Haute-Garonne • Gilbert Mitterrand, député de la Gironde • Philippe Nauche, député de la Corrèze • Schéhérazade Ouarem, présidente de la Fédération des maisons des potes • Bernard Outin, député de la Loire • Marcel Royez, secrétaire général de la FNATH • Léon Schwartzberg, professeur de médecine • Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID • Jean Simonnet, président du SMIP (Services mutualistes des individuels et professionnels) • Maya Surduts, secrétaire générale de la CADAC • Fodé Sylla, député européen • Pascal Terrasse, député de l'Ardèche • Alain Veyret, député du Lot et Garonne • Philippe Villechalane, président de l'APEIS • Pascal Vincens, président de la JOC • Kofi Yamgnane, député du Finistère •

Nous allons entrer dans un nouveau siècle, un nouveau millénaire avec un droit nouveau : le droit à la couverture maladie universelle.

Le 1er janvier 2000, nous avons tous rendez-vous avec une avancée sociale comme notre pays n'en a pas connu depuis très longtemps.

Enfin, l'espoir de millions de personnes d'accéder à la prévention et aux soins, avec les mêmes droits que tous, et dans des conditions de qualités identiques, peut-être comblé. Il ne peut, en aucun cas, être déçu parce que c'est la mesure la plus concrète, la plus significative de la loi relative à la lutte contre les exclusions.

La couverture maladie universelle doit donc être une réussite. Une réussite sanitaire, sociale, humaine, une réussite qui doit nous rassembler par delà les opinions qui ont été les nôtres, sur la meilleure manière de mener à bien cette réforme.

Tous les parlementaires qui ont voté cette loi, tous les militants des régimes d'assurance maladie, tous les responsables des organismes complémentaires et notamment de la mutualité, des associations, des collectivités territoriales, du mouvement social, tous les professionnels de santé, tous les travailleurs sociaux, oui, tous avons un rôle à jouer pour garantir, dès le 1er janvier 2000, et consolider dans le temps la pleine réussite de ce droit. Car oui, nous le voulons tous.

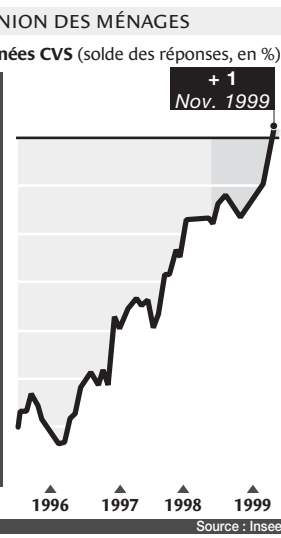
Nous nous engageons à aller au-devant de chacune des personnes concernées, à permettre à chacune d'entre elles de choisir librement son mode d'affiliation, de participer à la mise en œuvre de son droit.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent la réussite de la couverture maladie universelle à se rencontrer sur tout le territoire, à faire du mois de décembre le mois de la préparation active de la couverture maladie universelle, à créer les conditions de la mobilisation civique et sociale indispensable à sa réussite.

Nous appelons à faire du lundi 3 janvier 2000 et des jours qui suivront les journées nationales de la couverture maladie universelle.

Le moral des Français est au plus haut

LES MÉNAGES français ont un excellent moral, comme le montre l'enquête de l'Insee publiée jeudi 2 décembre. L'indicateur résumé d'opinion des ménages corrigé des variations saisonnières a, pour la première fois depuis sa création en 1987, atteint une valeur positive. Les Français sont optimistes sur les perspectives d'évolution de leur niveau de vie et de leur situation financière personnelle dans les mois à venir. « Quasiment stable au cours des trois derniers mois, la part des ménages anticipant une baisse du chômage est en progression très sensible en novembre. Ainsi, le solde relatif aux perspectives d'évolution du chômage affiche pour la première fois une valeur négative », souligne l'Insee.



DÉPÊCHES

■ **BUDGET : le Sénat a adopté** par 219 voix contre 99 (RPR-UDF-DL pour, PS-PCF contre), dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 décembre, la première partie du projet de loi de finances pour 2000, profondément modifié par la majorité sénatoriale. Il a notamment voté la suppression du droit de bail, pour tous les locataires, dès 2000, alors que le gouvernement prévoit l'étalement sur deux ans de cette mesure. Les sénateurs veulent aussi que les contribuables soient remboursés du droit au bail et de la contribution additionnelle (payée par les propriétaires), perçus deux fois en 1998, dès l'an 2000. Dans le nouveau budget sénatorial, le déficit s'établit à 177,517 milliards de francs (27,06 milliards d'euros), contre 215,39 milliards dans le texte issu de la première lecture à l'Assemblée nationale.

■ **VOTE DES ÉTRANGERS : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé**, mercredi 1^{er} décembre, une proposition de loi constitutionnelle afin de permettre aux étrangers vivant en France de voter aux élections municipales. « Nous avons voulu corriger l'inégalité qui existe », a expliqué Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS, en rappelant que les ressortissants de l'Union européenne pourront voter et être candidats aux élections municipales de 2001.

■ **SONDAGE : la cote de confiance de Jacques Chirac recule** de 3 points, selon le dernier sondage de CSA, réalisé les 26 et 27 novembre auprès d'un échantillon national de 1 016 personnes et publié, jeudi 2 décembre, par *La Vie* et France Info : 55 % des personnes interrogées (contre 58 % en octobre) font confiance au président de la République, tandis que 35 % sont d'avis contraire. De son côté, Lionel Jospin progresse de 1 point, à 58 % de confiance, contre 33 % d'avis contraire.

■ **GAULLISTES : Jacques Chirac a assisté** aux obsèques d'Alain Peyrefitte, mercredi 1^{er} décembre, en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris. Le président de la République était accompagné de nombreux membres de la famille gaulliste et de l'Académie française, parmi lesquels le président du Sénat, Christian Poncelet, les anciens premiers ministres Pierre Messmer, Raymond Barre et Alain Juppé, le maire de Paris Jean Tiberi. Philippe Séguin et Michèle Alliot-Marie étaient également présents. Le gouvernement était représenté par Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

■ **PARIS : la Ligue communiste révolutionnaire appelle** à voter pour Michel Charzat, au second tour de l'élection législative partielle de la 21^e circonscription de Paris, le 5 décembre. La LCR, dont la candidate a recueilli 2,3 % des suffrages au premier tour, précise que cet appel à voter pour le candidat socialiste ne signifie en rien un « soutien à la politique gouvernementale ».

Pour s'associer : Fédération des mutuelles de France : Daniel Le Scornet
3/5 rue de Vincennes - 93108 Montreuil cédex - Tél : 01 49 88 52 52/ Fax 01 49 88 93 73

Nom..... Prénom.....

Profession/qualité.....

Signature :

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999

ENSEIGNEMENT Les présidents d'université d'Ile-de-France viennent de recevoir un document présentant le schéma de réorganisation des universités franciliennes. Le

Monde révèle le contenu de ce plan qui détaille, site par site, ce que deviendront les 17 universités d'Ile-de-France au cours des quinze prochaines années. ● RÉORGANISÉS EN

PÔLES et accueillant au total 500 000 étudiants, ces établissements devraient connaître de profondes restructurations. ● UN ACCORD semble avoir été trouvé entre la Mairie de

Paris, le rectorat et la région concernant l'implantation, notamment, de l'université Paris-VII sur la ZAC Paris-Rive gauche. ● LA DERNIÈRE PHASE préalable à la mise en œuvre du plan

Université du troisième millénaire (U3M) est soumise à la signature du contrat de plan Etat-région, qui devra dégager les financements nécessaires à ce chamboulement sans précédent.

Le grand chambardement des universités d'Ile-de-France

« Le Monde » révèle le contenu du plan détaillant, site par site, ce que deviendront les 17 universités de la première région française dans les quinze prochaines années. Un accord semble avoir été trouvé concernant l'implantation de Paris-VII (Jussieu) sur la ZAC Paris-Rive gauche

JEU DE TAQUIN ? Monopoly géant ? Le document d'une cinquantaine de pages qui présente l'Université du troisième millénaire (U3M) en Ile-de-France tient un peu des deux. Distribué récemment aux présidents d'université, ce « projet de schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche » dessine le paysage universitaire des quinze prochaines années.

La réorganisation de 17 universités, réparties sur 131 implantations, comptant plus de 500 000 étudiants, s'avérerait nécessaire et urgente. Menée sous l'égide du recteur de Paris, René Blanchet, elle a pour objectif de rattraper le retard pris par la capitale et ses banlieues en matière d'aménagement universitaire, par rapport à la province, lors du plan Universités 2000. Elle tente aussi de rendre sa lisibilité à un enseignement supérieur éclaté qui a géré tant bien que mal l'afflux de nouveaux étudiants (+ 27 %) pendant dix ans.

Les spécificités de la région parisienne plaident également en faveur d'une action de grande envergure : c'est l'une des régions les plus jeunes de France, avec une surreprésentation des 15-25 ans, dont les performances scolaires sont à la fois très contrastées et en nette dégradation. Parallèlement, les personnels connaissent un vieillissement certain.

Le profond chamboulement prévu, qui s'étendra sur deux contrats

de plan Etat-région, est encore soumis à conditions. La première est l'accord des nombreux partenaires concernés, notamment la Ville de Paris, sur les financements qu'implique le plan (*lire ci-dessous*). L'Etat doit verser 4 milliards de francs (hors mise en sécurité, désamiantage de Jussieu et réhabilitation du Muséum) ; la contribution de la région Ile-de-France devrait

taire de Paris et de l'Ile-de-France. Constitués autour d'universités, de grands établissements, d'organismes de recherche, de partenaires économiques, ces pôles devront acquérir une dimension internationale.

● **Le pôle nouvelle Sorbonne** : situé sur la ZAC Tolbiac Paris-Rive gauche, ce pôle accueillerait, sur 200 000 mètres carrés à terme,

embryonnaire et la vocation précise de cet ensemble reste à définir.

La faisabilité de ces trois projets d'envergure est encore largement soumise aux cessions immobilières, consenties ou non par la Ville de Paris.

● **La Sorbonne du troisième millénaire** : lieu symbolique, la Sorbonne doit s'affirmer, un siècle après sa reconstruction, comme un espace de « valorisation de l'image des universités », porter le rayonnement universitaire. Cette ambition implique de mettre en place « un dispositif structuré et attractif d'accueil d'étrangers » et de développer l'enseignement en langue étrangère. Le renforcement des capacités d'accueil de la Cité internationale et des Crous est un élément essentiel de cet axe.

● **Paris intra-muros** est réorganisé autour de quatre sites principaux et sept sites satellites :

– **Le site Sorbonne-Quartier latin** est dédié aux lettres, sciences humaines et sociales, droit, sciences politiques et économie, centré sur les universités Paris-I, II, III et IV, l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess), l'Institut d'études politiques et les bibliothèques de Cujas et Sainte-Geneviève. Ce pôle se décline en quatre sous-ensembles dans lesquels plusieurs mouvements sont envisagés : le transfert de l'Ecole des Chartes rue Vivienne, dans les locaux de l'ex-Bibliothèque nationale, le transfert de l'Ecole pratique des hautes études boulevard Jourdan et celui de certains enseignements de Paris-III et Paris-IV sur les sites de l'Îlot Poliveau et de Clignancourt.

– **Le site Montagne Sainte-Geneviève-Jussieu** constitue un pôle scientifique, réparti sur cinq implantations. La Montagne Sainte-Geneviève rassemblerait la « physique et chimie du vivant », regroupant l'ensemble des activités de l'Ecole normale supérieure, qui quitterait les locaux implantés à Montrouge et boulevard Jourdan. Cette perspective implique le départ du CNDP (à Montrouge) et de l'INRP (boulevard Bessières), no-

tamment. Sous le nom générique de Jussieu, quatre implantations (Saint-Bernard, Buffon, Îlot Cuvier, Guy-de-la-Brosse) permettraient entre autres le développement de Paris-III-Censier et l'implantation de l'Institut de physique du globe.

– **Le site Odéon-Saints-Pères** accueillerait le pôle d'odontologie, qui, sur 80 000 mètres carrés, deviendrait le plus important de France.

– **Le site Dauphine** constituerait le pôle sciences de l'organisation, centré sur Paris-IX.

– **sept sites satellites**, résultat de restructurations d'implantations existantes (centre Mendès-France, Vaugirard, Clignancourt, Malesherbes, Jourdan, Cité internationale et Montrouge), complètent la réorganisation des universités parisiennes.

● **L'académie de Créteil** : soumise à un afflux massif d'étudiants ces dernières années, les universités de cette académie souffrent du manque de locaux.

Les universités Paris-VIII, sur le site de Seine-Saint-Denis, Paris-XIII sur les sites de Bobigny et Villetaneuse ou Paris-XII à Créteil bénéficieraient d'une extension de locaux.

Paris-XII, sur le site de Sénart, sera étendu grâce au développement de son institut universitaire professionnalisé (IUP) d'une filière langues et d'une filière STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives).

Le site de la cité Descartes de l'université de Marne-la-Vallée sera conforté autour d'un pôle consacré à l'aménagement, la ville et la société, avec la création possible d'une Maison de la géographie, en lien avec l'Institut géographique national, et d'un autre pôle dédié à l'image, autour d'entreprises telles que la Société française de production, l'Institut national de l'audiovisuel et Euro-Disney.

Sur le site d'Evry, la recherche se structurera autour du Génomôle (centre national de séquençage, centre national de génotypage, notamment).

● **Dans l'académie de Versailles**, les surfaces universitaires consacrées à la recherche et aux bibliothèques seront privilégiées, avec notamment le développement de la Bibliothèque documentaire internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre.

L'université Paris-XI à Orsay s'oriente prioritairement vers la recherche scientifique dans les domaines de la vie et de la santé, de l'optique et des matériaux.

L'université de Versailles-Saint-Quentin se voit confortée dans le domaine de l'environnement et celle de Cergy-Pontoise dans celui des services urbains (transports, pollution, traitement des déchets, de l'eau...).

● **Instituts universitaires de technologie** : les IUT de Bobigny, Saint-Denis, Montreuil, Vitry, Fontainebleau, Champs-sur-Marne (académie de Créteil) et ceux d'Evry, Athis-Mons, Conflans, Argenteuil, Gennevilliers (académie de Versailles) seront dotés de nouveaux départements, certains devenant des IUT de plein exercice. L'IUT de Paris-VII sera implanté sur la ZAC Pajol, dans le XVIII^e arrondissement et augmenté de trois départements. Un groupe de travail *ad hoc* repensera la cohérence entre les sections de techniciens supérieurs (STS) et les IUT.

● **Médecine** : le centre hospitalier universitaire (CHU) de Paris-V est transféré vers l'université de Versailles - Saint-Quentin, sur le site de Boulogne du pôle Paris - Val-de-Seine.

● **Bibliothèques** : des surfaces nouvelles devraient être construites sur la ZAC Tolbiac, sur les sites satellites des universités parisiennes, à Villetaneuse, Bobigny, Créteil, Sénart et Nanterre, ainsi que sur les quatre universités nouvelles. 50 000 mètres carrés de locaux seront réhabilités. Enfin, le programme prévoit d'achever la numérisation des catalogues et de multiplier les postes de travail informatique.

Béatrice Gurrey et Stéphanie Le Bars

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

47 Vie au T.G.I. d'AGEN, Jeudi 16 Décembre 1999 à 14h30
BELLE PROPRIÉTÉ
située à **MONFLANQUIN (Lot-et-Garonne)**
lieu-dit "CAMBES"
compr. : Château, lacs, maisons de régisseur et de gardien, bâtiments d'exploitation et terres d'une superficie totale de 118 ha 74 a 16 ca
MISE A PRIX : 1.500.000 F
S'adresser à Maître Yves LASCABES, Avocat à AGEN 47000, 2, Cours Washington - Tél : 05.53.66.04.59 - Fax : 05.53.48.24.75
SCP d'Avocats F. DELMOULY - E. GAUTHIER, 18, Rue Diderot 47000 AGEN - Tél : 05.53.66.02.72 - Fax : 05.53.66.93.60

92 Vie Pal Just NANTERRE, Jeudi 16 Décembre 1999 à 14h. - En un lot
APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
22, rue de l'Est
de 4 pièces principales au 3^{ème} étage, 2 PARKINGS et CAVE
MISE A PRIX : 500.000 F
S'adr. à Me DENNERY-HALPHEN, Avocat à NEUILLY SUR SEINE (92), 164, avenue Charles de Gaulle - Tél : 01.55.62.19.99
Me B. MALINVAUD, Avocat à PARIS (75116), 1 bis, Place de l'Alma
Tél : 01.47.23.02.49 - INTERNET : www.licitor.com
Visite Mardi 14 Décembre 1999 de 9h30 à 10h30

75 Vie s/sais. Pal. Just. Paris, Jeudi 16 décembre 1999 à 14h30
APPARTEMENT en duplex à PARIS 2^{ème}
2, passage du Grand-Cerf (145, rue Saint-Denis)
aux 3^{ème} et 4^{ème} étages du Bât. à droite
Superficie totale de 71,50 m² environ
MISE A PRIX : 600.000 F
S'adr. Me R. BOISSEL, Avocat à Paris 17^{ème}
76, avenue de Wagram - Tél : 01.47.63.14.13
Vis. s/place lundi 13 décembre 1999 de 14h30 à 15h30

Séance organisée par la Chambre des Notaires de PARIS
LA VILLE DE PARIS vend LIBRE
au CARROUSEL DU LOUVRE - 99, rue de Rivoli à PARIS 1^{er}
LE MARDI 14 DECEMBRE 1999 à 14 HEURES
21 BIS, AVENUE DESPRÉAUX à PARIS 16^{ème}
UN PAVILLON de 4 PIÈCES (87,50m²)
Sous-sol : 26m² - JARDIN - sur UN TERRAIN de 400 m²
S'adr. à Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)
14, rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71
Visites sur place : le 7 décembre de 13h à 15h
et le 11 décembre de 10h à 12h

75 Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
Jeudi 16 Décembre 1999 à 14h30 - En un seul lot
UN APPARTEMENT à PARIS 7^{ème}
87, Quai d'Orsay et 20, rue Cognacq-Jay
occupant le 5^{ème} étage de l'immeuble
3 CHAMBRES au 7^{ème} étage - PETIT DEBARRAS au 8^{ème} étage
UNE CAVE et UN BOX au sous-sol
MISE A PRIX : 5.000.000 F
S'adr. à Maître Michel MAAREK, Avocat à PARIS (75116)
35, avenue d'Eylau - Tél : 01.45.53.02.00
S/lieux pour visiter, vendredi 10 décembre 1999 de 10h à 12h

l'université Paris-VII - Denis-Diderot (Jussieu), actuellement en cours de désamiantage. Deux grands secteurs seraient créés : l'un consacré aux disciplines scientifiques, l'autre aux langues et civilisations, avec l'Inalco (Institut national des langues et civilisation orientales), la Maison de l'Afrique et de l'Institut du monde musulman, ainsi que des centres de recherche comme l'Iresco. A proximité de la Bibliothèque de France, ce nouvel ensemble contribuerait à un rééquilibrage vers l'Est parisien.

– **Le site Montagne Sainte-Geneviève-Jussieu** constitue un pôle scientifique, réparti sur cinq implantations. La Montagne Sainte-Geneviève rassemblerait la « physique et chimie du vivant », regroupant l'ensemble des activités de l'Ecole normale supérieure, qui quitterait les locaux implantés à Montrouge et boulevard Jourdan. Cette perspective implique le départ du CNDP (à Montrouge) et de l'INRP (boulevard Bessières), no-

– **Le pôle La Villette-Plaine Saint-Denis** : au nord de Paris, il prévoit de se développer autour des arts et des sciences et techniques. Sur le site de La Villette, à proximité de la Cité de la musique et de la Cité des sciences et de l'industrie, un centre consacré aux arts appliqués, aux arts du spectacle, aux arts des techniques et de l'image, de la culture et de l'innovation devrait voir le jour. La possibilité de créer une université de technologie sera examinée. L'implantation du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), de certains de ses laboratoires de recherche, est prévue sur la Plaine Saint-Denis.

● **Le pôle Val-de-Seine** devrait contribuer au rééquilibrage de l'Ouest parisien, avec les sites de Boulogne-Billancourt, Meudon et Saint-Cloud. Des structures liées à la formation continue, à l'aide à la création d'entreprises y sont envisagées, ainsi que la création d'une université de technologie. Cependant, sur ce projet, la réflexion est

Deux ans de réflexion

La réflexion engagée autour de l'Université du troisième millénaire (U3M) en Ile-de-France est une affaire de longue haleine.

● **17 décembre 1997** : un comité interministériel d'aménagement du territoire arrête le principe d'U3M.

● **2 septembre 1998** : le ministère de l'éducation nationale met en place un comité stratégique national présidé par Guy Aubert, conseiller d'Etat. Les priorités d'U3M sont alors affichées ; la première d'entre elles vise à aménager Paris Centre et l'Ile-de-France, présentés comme les « oubliés » d'Université 2000 :

UNE RÉUNION s'est tenue, mardi 30 novembre, à la mairie de Paris, sur la mise en place du plan U3M dans la capitale, entre Vincent Reina, adjoint (RPR) de Jean Tiberi pour les affaires scolaires et universitaires, René Blanchet, recteur de l'académie de Paris, et un représentant de Jean-Pierre Dupont, préfet de la région Ile-de-France. Le maire de Paris souhaitait « connaître la position du gouvernement » sur les universités, alors que s'engage la dernière phase des négociations sur le contrat de plan Etat-région 2000-2006. La veille, MM. Blanchet et Dupont avaient adressé une lettre à Jean Tiberi confirmant l'implantation d'un pôle universitaire sur la ZAC Paris-Rive gauche. Le maire de Paris s'était immédiatement dit « très satisfait de voir l'Etat répondre positivement à ses propositions [...] qui rencontraient les at-

tentes des présidents d'université ».

Un premier accord a été trouvé, mardi, entre l'Etat et la Ville pour le transfert d'Inalco (Langues O) sur 15 000 m² de la ZAC Paris-Rive gauche. Les discussions se poursuivent pour l'implantation, sur 20 000 m², d'une bibliothèque universitaire, ainsi que pour les logements étudiants que Jean Tiberi souhaite voir construits sur les 8 000 m² restants. Ces trois terrains, situés le long de la rue du Chevaleret, ont été « gelés » par la Ville sur cette gigantesque opération d'urbanisme lancée il y a une dizaine d'années dans le 13^e arrondissement, où se trouve la Bibliothèque nationale de France.

Une négociation très serrée est également engagée pour le transfert d'une partie de Jussieu-Paris VII sur d'autres terrains de la ZAC. La Ville est prête à dégager plus de 100 000 m² pour ce gigan-

tesque déménagement et considère comme « acquis », en particulier, une implantation dans les Grands-Moulins et dans la Halle aux farines. Cependant, selon M. Reina, « il n'est pas question pour l'instant » de céder ces terrains. Il dément qu'un accord ait pu être trouvé sur une participation financière de la Ville pour 800 millions de francs, selon le chiffre évoqué mardi par Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France.

● **Automne 1998** : plusieurs concertations se mettent en place : réflexions du Comité inter-académique U3M Ile-de-France, travail du recteur Armand Frémont en liaison avec la Datar, contributions des recteurs et des présidents d'université.
● **5 janvier 1999** : le rapport établi par Jean-Jacques Payan, responsable du comité stratégique régional d'U3M, est présenté devant le comité. Il préconise une réorganisation des universités

franciliennes autour de dix pôles stratégiques et évoque le concept d'université fédérale. Rejeté par les présidents d'université, il a néanmoins été repris largement dans le document final du recteur.

● **Printemps 1999** : dans le cadre de la conférence régionale d'aménagement du territoire, des commissions thématiques coprésidées avec le recteur de Paris abordent les questions relatives à la vie étudiante, l'enseignement, le rapprochement des grands établissements avec les universités, la recherche.
● **Décembre 1999** : les arbitrages financiers d'U3M et des contrats de plan Etat-région doivent être finalisés.

Jean Tiberi marchande ses terrains dans Paris

Le quartier de La Villette (19^e arrondissement). La Ville a déjà indiqué que la Cité olympique, qu'elle souhaite y construire pour accueillir d'éventuels JO en 2008, serait alors transformée en logements étudiants.

Alors que, dans le cadre du contrat de plan 2000-2006, l'Etat a déjà inscrit 4 milliards de francs pour l'enseignement et la recherche en Ile-de-France, la Ville de Paris est lancée dans ce qui apparaît clairement comme un vaste marchandage. Du côté de la région, on attend la fin de la négociation avec la Ville de Paris pour détailler les opérations que l'exécutif du conseil régional a prévu de financer à hauteur de 2,5 milliards de francs pendant les sept prochaines années. « Chacun doit mettre du sien », admet M. Reina.

Christophe de Chenay

La droite est divisée face à l'avant-projet de loi sur le statut des magistrats

Catherine Tasca (PS) dénonce la « pure tactique politicienne » de l'opposition

L'avant-projet de loi présenté mercredi 1^{er} décembre a suscité des réactions divergentes dans l'opposition. Au RPR, Jean-Louis Debré demande

à M^{me} Guigou de « *revoir sa copie* ». En revanche, Philippe Douste-Blazy a reconnu que les réformes « *correspondent largement aux propositions que*

les députés UDF avaient formulées ». Des députés demandent le report du Congrès sur la réforme du CSM (*lire aussi notre éditorial page 17*).

LA MINISTRE de la justice, Elisabeth Guigou, avait à peine dévoilé son avant-projet de loi sur le statut des magistrats, mercredi 1^{er} décembre, que l'opposition – le RPR en tête – demandait au gouvernement de revoir sa copie, mais aussi son calendrier. A droite, des voix s'élevèrent, en effet, pour regretter que la révision constitutionnelle sur le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), soumise au vote des députés et des sénateurs réunis en Congrès le 24 janvier, soit « *un préalable et non un aboutissement* » de la réforme de la justice. « *Cela ne permet guère une vision cohérente des buts poursuivis* », a souligné, mercredi, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy.

Au RPR, à Démocratie libérale (DL) et à l'UDF, des députés demandent un report du congrès de quelques semaines – voire de quelques mois, comme Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) – afin d'approfondir les projets sur la responsabilité des magistrats, la présomption d'in-

nocence et les relations chancellerie-parquets. S'il a « *pris acte qu'enfin, sous la pression de l'opposition, le gouvernement bouge* », le président du groupe RPR de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, a souligné, mercredi, sur France 2, que la réforme sur la responsabilité des magistrats « *n'est pas satisfaisante* » et que « *M^{me} Guigou devrait revoir sa copie* ». Claude Goasguen, porte-parole du groupe DL, souhaite que ce texte fasse au moins l'objet d'une lecture au Palais-Bourbon avant la réunion du Congrès.

« UN ÉCRAN DE FUMÉE »

L'opposition est pourtant loin de parler d'une même voix sur la réforme de la responsabilité des magistrats. Critiques, les députés RPR ne prendront une position définitive que le 8 décembre. Le parti néo-gaulliste, dont les militants éliront un nouveau président le 4 décembre, n'arrêtera sa décision sur le vote du CSM que début janvier.

« *Debré dit qu'il n'y a rien dans ce texte, ce n'est pas tout à fait*

juste », nuance M. Goasguen. Quant à Jacques Myard (RPF), il a jugé que le texte présenté mercredi n'est qu'« *un écran de fumée* » et qu'il faut « *tout reprendre, de la politisation des magistrats à la pénalisation de la vie quotidienne et à l'inéptie de l'indépendance des procureurs* ».

Critique sur la méthode, plus que réservée sur les deux autres textes du triptyque de la réforme de la justice (droits de la défense et liens chancellerie-parquets), l'UDF estime que les mesures annoncées par M^{me} Guigou sur la mobilité des magistrats et les sanctions vont dans le bon sens. « *Elles correspondent largement aux propositions que les députés UDF avaient formulées* », reconnaissent M. Douste-Blazy et Pierre Albertini (Seine-Maritime), porte-parole du groupe sur la justice. L'UDF reste cependant partagée sur ce projet. Son président délégué, Hervé de Charette, a estimé jeudi sur RTL, qu'« *il n'est pas bon* ». Il conteste notamment la création de la « *commission nationale d'examen des plaintes des justiciables* »,

chargée d'examiner les réclamations des citoyens. Elle « *préjuge la qualité des doléances et signifie qu'en réalité, on veut protéger les magistrats contre l'examen de la réalité du service* ».

Le report du congrès est-il sérieux ? « *On est dans la pure tactique politicienne* », analyse Catherine Tasca (PS, Yvelines), présidente de la commission des lois de l'Assemblée. « *Sur le fond, c'est un projet bien pensé auquel la garde des sceaux travaille depuis des mois* ». Ce volet manquait, reconnaît-elle, « *et il y avait sur ce point une vraie demande, y compris au sein de la majorité* ». L'opposition cherche, selon elle, « *tous les points d'entrée pour mettre le gouvernement en difficulté et montrer qu'il est incapable de faire passer cette réforme* ». « *Sans doute encouragée* », ajoute-t-elle, par le président de la République, qui avait pourtant réaffirmé l'importance de cette réforme quelques semaines après le retour de la gauche au pouvoir.

Jean-Michel Bezat

Les syndicats de magistrats dénoncent un texte de circonstance

BIEN qu'affirmant être favorables « *dans son principe* » à l'idée d'une responsabilisation accrue des juges, les organisations de magistrats ont vivement critiqué, mercredi 1^{er} décembre, la présentation, par Elisabeth Guigou, de son avant-projet de loi organique sur le statut des magistrats (*Le Monde* du 2 décembre). Dans un bel ensemble, les syndicats dénoncent un texte de circonstance, « *donné en pâture aux parlementaires afin d'obtenir d'eux, selon Gilles Sainati, un vote de la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature* », qui sera soumise au Congrès, le 24 janvier 2000.

Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), estime que le texte comprend « *des principes intéressants, mais malheureusement déviés* ». Le SM aurait ainsi préféré que la commission nationale d'examen des plaintes des justiciables, qui « *est une bonne chose* » saisie directement le CSM en cas de manquement manifeste d'un magistrat, sans passer par une transmission au garde des sceaux.

Le SM s'inquiète surtout d'une disposition du texte affirmant que « *les magistrats du par-*

quet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité de la garde des sceaux, dont ils mettent en œuvre les directives générales ». « *Cette simple disposition ouvre la voie à un amendement parlementaire créant une sanction disciplinaire en cas de non-respect de ces directives*, craint Gilles Sainati. *C'est dans la droite ligne de la reprise en main des parquets déjà organisée par le reste de la réforme.* »

ANNÉE « DE TOUS LES DANGERS »

« *Les propositions d'Elisabeth Guigou vont déjà très loin et certains parlementaires vont évidemment les durcir, renchérit Valéry Turcey. L'année 2000 risque d'être celle de tous les dangers pour la magistrature* ». Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), s'élève surtout contre les dispositions sur la mobilité fonctionnelle des magistrats, qui lui paraissent remettre en cause l'immovibilité des juges du siège.

« *Avec la règle des cinq ans maximum pour les présidents et les procureurs et les dix ans maximum pour un juge spécialisé, on va pouvoir faire tourner les magistrats comme on déplace*

les militaires, analyse Valéry Turcey. Imaginez-t-on qu'Eva Joly, atteinte par ce délai, soit contrainte d'abandonner son instruction sur Elf, sans l'avoir achevée ? » Eva Joly est juge d'instruction depuis sept ans et sa collègue Laurence Vichnievsky depuis six ans. Cette règle pourrait, en revanche, contraindre Jean-Louis Bruguière à quitter ses fonctions de juge d'instruction spécialisé dans l'anti-terrorisme, qu'il occupe depuis plus de dix ans.

« *Dix ans maximum dans la même fonction au même endroit, cela ne me paraît pas aberrant* », estime au contraire Dominique Matarin. Le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) réserve ses critiques à la commission d'examen des plaintes, qualifiée « *d'institutionnalisation de la délation* ». « *Le débat sur la responsabilité des juges est piégé*, affirme Dominique Matarin. *Tout cela s'inscrit dans une campagne d'ensemble des politiques destinée à faire payer aux juges leur indépendance. Finalement, ce qu'on nous donne d'une main, on le reprend de l'autre.* »

Cécile Prieur

Les évêques critiquent la délivrance de la pilule du lendemain à l'école

LA DÉCISION prise par Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, d'autoriser les infirmières scolaires à délivrer la pilule du lendemain aux adolescentes « *en situation de détresse ou d'extrême urgence* » (*Le Monde* daté 28-29 novembre) a suscité de nombreuses réactions dans le monde éducatif, familial et religieux. Si les syndicats d'infirmières scolaires sont très majoritairement favorables à cette mesure, le SNIES-FEN et le SNICS-FSU soulignent toutefois l'insuffisance des effectifs pour répondre aux besoins et rappellent qu'il n'existe que cinq mille infirmières scolaires pour plus de sept mille établissements. De son côté, le Syndicat national autonome des infirmières en milieu scolaire (Snaïms) parle d'un « *cadeau empoisonné* » et redoute que cette décision « *ne sème la zizanie entre infirmières et médecins* ».

« PROGRÈS SOCIAL »

Les deux syndicats lycéens – la FIDL et l'UNL – apportent, quant à eux, leur soutien à M^{me} Royal. « *Cette décision va dans le sens du progrès social et du droit des femmes face à la santé. Il vaut mieux donner à l'école les moyens d'anticiper des problèmes qui trop souvent aboutissent à des situations sociales graves* », estiment les responsables de la FIDL. La FEN se félicite, elle aussi, du choix ministériel permettant la délivrance du NorLevo. « *Nous apprécions que les infirmières, qui sont au plus près des élèves, puissent le faire* », soulignent les dirigeants du syndicat d'enseignants.

En revanche, l'association des Familles rurales considère que cette décision « *masque des risques importants : elle oublie une nouvelle fois le rôle des parents dans leur mission d'éducation ; elle néglige le rôle médiateur des professionnels de santé, dont le médecin de famille, pour encore alourdir la responsabilité des infirmières* ». De plus, fait remarquer l'association, « *cette décision n'est pas applicable en milieu rural, où de nombreux collègues ne disposent pas d'infirmière scolaire* ». Quant aux Associations des familles catholiques (AFC), elles évoquent leur « *inquiétude* » face à cette mesure. « *Oui à la volonté de réduire l'avortement* » mais « *non aux moyens mis en place pour y parvenir* », indique l'AFC. « *Ne faut-il pas, s'interroge-t-elle, préparer les jeunes à vivre une sexualité vraie, respectueuse de la per-*

sonne et vécue dans la fidélité à l'engagement conjugal ? »

Alors que le quotidien du Vatican, l'*Osservatore Romano*, qualifie d'« *hypocrisie cruelle* » la décision de Ségolène Royal, les évêques français, par la voix de leur porte-parole, le Père Stanislas Lalanne, expriment, eux, leur « *désaccord* » avec l'autorisation de délivrer la pilule du lendemain dans les établissements du second degré. « *S'il y a une priorité, c'est bien celle de la santé morale des jeunes, estime le porte-parole de la Conférence des évêques de France. Entretenir l'illusion qu'aux conséquences de comportements irresponsables on peut apporter des réparations médicales faciles, c'est tromper les jeunes et aller à l'encontre de toute véritable éducation.* »

Le porte-parole de l'épiscopat français affirme que dans l'édu-

l'AFRP et de la Cofmo pour un total de 270 000 francs. Or, l'AFRP est pour l'essentiel financée par de l'argent public et ses statuts ne prévoient pas le versement d'un salaire aux membres de son conseil d'administration. La structure a par ailleurs acquis des œuvres d'art ou du mobilier ancien, pour un montant total de 2 millions de francs. Acquisitions sans rapport direct avec son activité principale.

C'est en 1993, alors qu'il vient de perdre son mandat de député du 19^e arrondissement de Paris, que Jean-Christophe Cambadélis est embauché en qualité de chargé de mission par la société AGOS pour un salaire mensuel net de 14 000 francs. Il est déjà, à l'époque, salarié de Politicité, société spécialisée en communication qui comptait la MNEF parmi ses clients. Le nom de M. Cambadélis est apparu dans l'enquête en cours sur la MNEF, mais il n'a pas été mis en cause.

« UN CADRE INFORMEL »

Se fondant sur plusieurs témoignages de salariés de l'AFRP, la justice soupçonne Jean-Christophe Cambadélis d'avoir perçu indûment ces salaires. Personne ne se souvient en effet de l'avoir vu dans les locaux de l'association et aucun travail écrit n'a pu être produit pour justifier de la réalité de son travail. Entendu sur cette question, Yves Laisné a indiqué que les entretiens qu'il avait eus avec M. Cambadélis s'étaient déroulés « *dans un cadre informel* » et qu'il n'avait pas sollicité la rédaction de notes de synthèse. Pour sa part, M. Cambadélis a précisé au juge d'instruction que sa mission consistait en des conseils en stratégie et en image donnés lors de repas, notamment à dix ou quinze reprises au bar d'un hôtel parisien.

Reste que la collaboration entre les deux hommes n'a pas manqué d'étonner, au regard de leurs engagements politiques respectifs. M. Laisné a été, dans les années 70, un cadre du Front national. M. Cambadélis, ancien militant trotskiste avant son adhésion au PS, avait été le fondateur du Manifeste contre le Front national.

Acacio Pereira

Emplois fictifs du RPR : décision

le 11 janvier sur l'audition de M. Chirac

L'AVOCAT GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a requis, mercredi 1^{er} décembre, la confirmation de l'ordonnance prise le 15 avril par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure, qui se déclarait « *incompétent* » pour entendre Jacques Chirac dans le cadre du dossier sur les emplois fictifs du RPR. M. Desmure avait pris cette décision après avoir consulté le Conseil constitutionnel, qui avait estimé que le chef de l'Etat ne pouvait être poursuivi dans l'exercice de ses fonctions que par la haute cour de justice. M^{me} Pierre-François Divier, l'avocat de Pierre-Alain Brossault, partie civile depuis 1998, a estimé au contraire que « *l'égalité des citoyens devant la loi* » imposait l'annulation de la décision du juge Desmure. Soulignant que le magistrat estimait lui-même, dans son ordonnance d'avril, que des soupçons de « *prise illégale d'intérêt et recel d'abus de biens sociaux* » étaient constitués contre Jacques Chirac, l'avocat demande la mise en examen de l'ex-maire de Paris. L'arrêt a été mis en délibéré au 11 janvier.

Claude Allègre propose de nouveaux candidats à la direction de l'ECP

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION a transmis, mardi 30 novembre, au conseil d'administration de l'Ecole centrale de Paris (ECP), ses nouvelles propositions de candidature à la direction de l'ECP. Sept candidats sont en lice. Les administrateurs de l'ECP ne devraient pas rendre de nouvel avis avant le début du premier trimestre 2000. L'école se voit opposer, depuis le 23 septembre (*Le Monde* du 14 octobre), le refus de Claude Allègre de renouveler le mandat de Daniel Gourrisse, directeur depuis 1978, en dépit de l'avis du conseil d'administration de l'établissement. Les anciens élèves et les membres de l'ECP dénoncent un « *coup de force* ». Le ministère argue de la longévité excessive de Daniel Gourrisse à son poste. Ce dernier maintient sa candidature.

■ **FNMF : la perquisition au siège de la Fédération nationale de la mutualité française** (FNMF), effectuée le 26 novembre, à la suite d'un appel anonyme faisant état d'un escamotage de documents liés à des personnalités proches du Parti socialiste ou de la MNEF, n'a pas permis d'étayer ces allégations, a-t-on précisé mercredi de source proche de l'enquête. L'information ouverte contre X dans cette affaire, le 25 novembre, vise les chefs d'« *abus de confiance et recel* », et non le chef d'« *abus de biens sociaux* » (*Le Monde* du 2 décembre).


le numérique au service du livre et des auteurs

■ Vous êtes auteurs de manuscrits, de textes littéraires ou professionnels, transformez vos écrits en livres, ■ Vous souhaitez redonner vie à des livres anciens ou épuisés :

Edition Service Gutenberg XXI^e siècle, associée à l'Imprimerie Nationale, utilise les technologies les plus avancées pour réaliser le premier tirage de votre livre, ou la réimpression d'un livre existant, en 50 à 1000 exemplaires.

Une assistance éditoriale et technique est mise à votre disposition pour tous les types d'ouvrages : romans, thèses, actes de colloque, essais, poèmes, témoignages familiaux ou historiques...

Edition Service Gutenberg XXI^e siècle
9, av. Messine, 75008 Paris - Tél. 01 48 79 69 89 - Fax 01 48 79 71 06
www.gutenberg21.com - E-mail:contact@gutenberg21.com



Néry et Saintines désespèrent de leur colline empoisonnée

De 1969 à 1973, des milliers de tonnes de produits toxiques ont été enfouis dans une carrière de l'Oise. Les experts divergent sur la manière de dépolluer le site. L'opération coûtera plus d'une centaine de millions de francs

NÉRY (Oise)
de notre envoyé spécial
C'est l'une de ces rares éminences qui s'élèvent au milieu de la plaine picarde. De loin, les flancs

REPORTAGE

« En surface, on a même retrouvé de radium »

boisés de la colline de Vaucelles offrent à l'œil un agréable diversissement au milieu des champs infinis. Mais, arrivé au pied de cette butte culminant à 40 mètres, le visiteur est surpris par l'odeur fétide qu'exhale le sol. « *Ether, phénol, benzène* », énonce Claude Picart, maire de Néry.

A ses pieds, la tourbière s'irise de couleurs douteuses. Les sondes métalliques récemment plantées ça et là dans le sol sont déjà corrodées par les acides. L'homme allume une cigarette d'un air blasé. « *Pas de danger : la concentration en gaz n'est pas suffisante pour être explosive*, explique-t-il. Ici, depuis le temps, on a appris à vivre avec. » Trente ans que les habitants des communes de Néry et de Saintines vivent au pied de ce tertre bucolique qui n'est en fait qu'un amas de milliers de tonnes de produits chimiques.

ARSENIC ET BROMURE

En 1965, la société Rodanet, spécialisée dans le retraitement des déchets, achète les anciennes carrières de calcaire situées en haut de la colline. L'épais taillis et les parois creusées dans la roche forment une protection idéale contre les regards indiscrets. Là, de 1969 à 1973, la population locale assiste au curieux défilé de camions hissant leur cargaison sur le mauvais chemin menant au site. Dans les trois gares de campagne des environs, des trains débarquent des milliers de fûts métalliques et de bonbonnes de verre qui disparaissent à Vaucelles.

Intrigué, le maire de Néry envoie son garde-champêtre espionner le site. Le résultat de son enquête

jette l'effroi. Les containers sont entassés sans précaution puis recouvert d'une couche de terre, avant qu'une autre arangée ne soit déposée par-dessus. Plus grave, une fois par jour, un camion-citerne d'environ 20 000 litres déverse, à même le sol, son contenu nauséabond. Les étiquettes arrachées subrepticement des récipients confirment la présence de matières dangereuses. Elles indiquent également l'origine des colis empoisonnés : les grandes industries chimiques de Feyzin (Rhône).

Alertées, les autorités administratives stoppent le carnage écologique au début de 1973. C'est le début d'un interminable feuilleton judiciaire. Le vide législatif en matière de pollution à l'époque des faits, les changements de gérance de la société Rodanet, l'habileté procédurière de cette entreprise, le manque de motivation des pouvoirs publics, la revente du site à des propriétaires insolubles, ont rendu le dossier inextricable. Vingt-cinq ans durant, l'affaire passe de tribunaux en tribunaux



sans qu'aucune responsabilité puisse être engagée.

Les travaux de dépollution n'avancent pas plus. Les archives de Rodanet s'étant volatilisées, un long travail d'expertise est entamé. La seule assurance concerne les fûts, bonbonnes et autres flasques, abandonnés en surface, que les indécis n'ont pas eu le temps d'enfourer. En 1989, 1 500 tonnes ont ainsi été évacuées et entreposées

dans une ancienne mine de sel, en Allemagne. Mais difficile d'évaluer les quantités ensevelies sur des épaisseurs atteignant par endroit 7 mètres, et plus encore, le tonnage déversé à même la terre.

La dernière d'une longue série d'expertises doit être remise au ministère de l'environnement le 16 décembre. Son auteur, Ghislain de Marsily, professeur de géologie à l'université Paris-VI, avance une fourchette de 6 000 à 30 000 tonnes enfouies. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) évoque, quant à elle, de 30 000 à 40 000 mètres cubes de remblais « *fortement contaminés* ».

« *Ont été recensés plus de trois cents composés chimiques différents, dont certains hautement toxiques, notamment de l'arsenic et des bromures*, explique Denis Laville, président de l'Association des riverains de la décharge de Néry-Saintines. En surface, on a même retrouvé une barrette de radium et trois fûts de produits plus faiblement radioactifs. » Le mélange de ces déchets a provoqué

une réaction dans le ventre de la terre, créant en sous-sol des poches de chlorure de vinyle, un gaz inflammable et toxique.

Le poison ne cesse de se répandre. Les pollueurs ont choisi le terrain. En trois endroits, ils ont achevé de percer la surface de calcaire, déjà entamée par la carrière. Dessous se trouve une épaisse couche de sable qui a absorbé les liquides déversés et en a accéléré la dispersion. La pollution aurait aujourd'hui pénétré jusqu'à 60 mètres de profondeur, sur une surface difficile à estimer.

FOUGÈRE MUTANTE

Environ 2 tonnes de produits s'évacuent chaque année sous forme de gaz. Quelques tonnes également subissent une biodégradation. Mais le professeur pense que la pollution est là pour au moins trois cents ans. Pour l'heure, les études d'environnement, hors du périmètre de la colline, ne dénotent guère d'anomalies, si ce n'est la désaffection des batraciens et l'apparition d'une fougère mutante. Mais les experts s'accordent

pour dire que, si rien n'est fait, la nappe phréatique profonde et les terrains avoisinants pourraient être contaminés par capillarité.

« *D'ici une dizaine d'années, le captage d'eau de la commune de Verberie pourrait être contaminé*, estime Daniel Laville. Si on n'agit pas aujourd'hui, le problème risque de devenir insoluble. »

Il l'est déjà. La dépollution dans le contexte de Vaucelles s'annonce difficile. « *Aujourd'hui, on ne sait pas faire* », admet M. de Marsily. Les multiples projets – déblaiement, pompage ou traitement en station d'épuration – n'ont, jusqu'à présent, pas abouti, ces solutions s'avérant irréalisables, peu productives ou trop onéreuses. Sans oser trop y croire, les riverains espèrent qu'une action sera enfin entamée quand M. de Marsily aura rendu ses conclusions.

Sa proposition consiste à enfoncer un mur en matériau composite, sur une profondeur de 30 mètres et sur une longueur de 700 mètres, afin de confiner la pollution dans le périmètre de la colline maudite. Des filtres permettraient de récupérer doucement les produits : un labeur de plusieurs siècles ! L'Ademe estime à 120 millions de francs le coût des travaux, sans compter l'entretien de l'ouvrage sur une aussi longue période. Des chiffres vertigineux sont avancés qui avoisinent pour certains le milliard de francs.

Qui paiera ? Vaucelles est l'une de ces décharges dites « orphelines » dont la charge incombe aux pouvoirs publics, faute d'autres héritiers. « *L'Etat a l'obligation que les problèmes soient réglés*, explique Philippe Vesseron, directeur de la prévention des pollutions et des risques au ministère de l'environnement. *Quitte à se retourner ensuite contre les différents responsables.* » Mais la plupart des intervenants de l'époque sont morts et l'entreprise elle-même est en liquidation judiciaire. Restent ces grandes firmes chimiques qui, pendant des années, se sont débarrassées d'un encombrant fardeau, sans trop y regarder.

B. H.

Benoît Hopquin

Les orphelins de la pollution

SONT DÉFINIS « sites pollués orphelins » par la loi les lieux où sont entreposés des déchets industriels spéciaux (DIS) et où l'intervention directe de l'Etat « *est devenue nécessaire, du fait de la défaillance de l'exploitant ou du détenteur* ». Depuis 1989, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) gère ce type de site, le plus souvent des décharges. En dix ans, elle a été amenée à en traiter près d'une centaine.

Actuellement, l'Ademe est maître d'ouvrage sur quarante-cinq sites. « *Cela va de l'intervention lourde au simple suivi* », explique René Goubier, responsable de cette activité. Les dossiers les plus importants concernent la décharge de Salsigne (Aude) et celle de Montchanin (Saône-et-Loire). Un autre site à Sermaise (Essonne) sollicite également une extrême attention. Outre la décharge de Néry-Saintines, l'agence traite encore un autre héritage de la société Rodanet, à Ballancourt (Essonne).

Elle dispose d'un budget annuel d'environ 100 millions de francs, prélevé sur la taxe DIS de 1995, transformée en taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en 1998.

Le classement en site orphelin d'un lieu pollué ne signifie pas l'abandon des poursuites contre les anciens responsables. « *Nous entamons des procédures de recours systématiques* », explique René Goubier. Ainsi, la décharge de Montchanin a fait l'objet d'un récent procès.

200 000 SITES SUSPECTS

L'ancien exploitant n'a cependant été condamné, en avril, qu'à 150 000 francs d'amende et trois mois de prison avec sursis. Une goutte d'eau au regard des 3,5 millions de francs par an que coûtera, sur une période encore indéfinie, le traitement du lieu. L'Ademe est donc en train de constituer un dossier pour se retourner contre un grand groupe qui était actionnaire de la société gestionnaire de la décharge, aujourd'hui en faillite, et donc insolvable.

Existe-t-il des sites orphelins inconnus ? Même si le flot tend à se tarir, l'Ademe a encore été amenée à se saisir de nouveaux dossiers en 1999. Dans la décharge de Néry-Saintines, les produits polluants enfouis en haut de la colline de Vaucelles ne sont réapparus en surface, au

de celle-ci, qu'en 1984, soit près de quinze ans après que les premiers déchets chimiques ont été répandus. D'autres pollutions anciennes inconnues pourraient ainsi resurgir dans les années à venir.

Le ministère de l'environnement a recensé sur le territoire 200 000 sites suspects, c'est-à-dire ayant porté, à un moment de leur histoire, des installations polluantes, de la station-service à la grande usine chimique. Sur ce chiffre, 1 500 ont été classés et environ 150 appellent une intervention rapide. L'étude a été minutieuse, mais ses auteurs se gardent bien de jurer qu'il n'existe pas, quelque part, une décharge dissimulée qui aurait échappé à leurs investigations.

En juillet, plus de 100 000 fûts contenant des déchets faiblement radioactifs ont été découverts dans une décharge de la Drôme, au milieu d'un bois. Régulièrement, des containers douteux sont découverts, empilés au fond d'un hangar ou enfouis dans le sol. Des « orphelins » dont il est bien difficile de retrouver les parents.

B. H.

Benoît Hopquin

Ile-de-France : l'opposition refuse le plan de M. Huchon

LES CONSEILS régionaux reviennent sur le devant de la scène, toujours aussi fragiles, faute de majorités stables. Ces assemblées doivent, dans les semaines qui viennent, affronter un nouvel obstacle : les contrats de plan 2000-2006. L'enveloppe définitive accordée par le gouvernement est maintenant connue : 120 milliards de francs (*Le Monde* du 24 novembre). Aux présidents des conseils régionaux de faire adopter le plus vite possible leurs orientations, qui permettront de débloquer rapidement les crédits pour engager les opérations-phases de leur mandat.

Un des premiers à s'engager dans ce processus est Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France. Mais, sans majorité absolue, le parcours va être périlleux. Ainsi, jeudi 2 décembre, l'assemblée qu'il présidait devait examiner un plan régional détaillant la programmation de toutes les actions à mener au cours des sept prochaines années. Il s'agit pour M. Huchon du « *principal exercice du processus de décentralisation* ».

Les élus de droite du conseil régional ont déjà annoncé qu'ils ne voteront pas ce document. Pour Roger Karoutchi, président du groupe RPR, « *c'est un brouillon,*

pas une copie ». Bernard Lehideux, son homologue de l'UDF, s'est étonné de ne pas y retrouver « *le moindre écho des grandes lignes de la campagne électorale de M. Huchon* » en 1998. Enfin, Philippe Dominiati, président du groupe DL, a estimé que ce plan comprenait beaucoup de mesures dépassant les compétences de la région.

Ils ont décidé de repousser le texte de l'exécutif, sans même présenter d'amendements. Les groupes d'extrême-droite (FN et MNR) vont, quand à eux, camper dans leur opposition systématique. Aussi, ne pouvant utiliser la procédure du « *49-3 régional* » – qui n'est applicable que pour le vote du budget –, M. Huchon ne pourra pas franchir ce premier obstacle dans le processus d'adoption du contrat de plan.

Dans les 96 milliards de francs du plan régional figure en effet l'enveloppe de 20 milliards de francs que devrait apporter l'Etat dans le contrat de plan 2000-2006, abondée par 30 milliards de francs de la région. Il intègre également les crédits hors contrat de plan de la région. Ces crédits, de l'ordre de 46 milliards de francs, ne seront pas affectés par le rejet du plan régional, puisqu'ils seront inscrits,

chaque année – jusqu'en 2004 tout du moins, terme du mandat de l'actuel exécutif – dans le budget du conseil régional. Ce dernier sera vraisemblablement adopté par la procédure du « *49-3* ».

N'en va pas de même pour les crédits du contrat de plan. Même si la loi ne l'y oblige pas, le président du conseil régional d'Ile-de-France a lié le plan régional au « *mandat de négociation du contrat de plan Etat-région* ».

OBTENIR AU MOINS L'ABSTENTION

Le vote du 2 décembre va donc obliger M. Huchon à engager une difficile confrontation avec les groupes d'opposition pour obtenir de ceux-ci au moins qu'ils s'abstiennent lors du vote, prévu au début du mois de mars 2000, sur le document final du contrat de plan.

En théorie, si ce contrat n'est pas adopté, l'Etat ne sera plus tenu d'apporter ses 20 milliards de francs à l'Ile-de-France. Mais il pourra cependant négocier des contrats particuliers sur telle ou telle opération avec les collectivités locales, ou avec les grandes entreprises publiques comme la RATP et la SNCF.

Pour expliquer leur refus de voter ce mandat de négociation, les partis

de droite contestent d'abord le montant réel des crédits apportés par l'Etat, puisque les 20 milliards annoncés englobent une ressource spécifiquement francilienne : une taxe sur les bureaux et les entrepôts. M. Huchon répond qu'en 1994, lors du précédent contrat, l'Ile-de-France n'avait obtenu que 11,3 milliards de francs, soit 13,3 % de l'enveloppe nationale, alors qu'elle obtient cette fois 16,6 % des crédits de l'Etat.

En attendant, le président de l'assemblée régionale n'a pas encore réussi à trouver la « *voie de passage* » qui avait permis à son prédécesseur, Michel Giraud (RPR), de faire adopter, en octobre 1993, un plan régional habilement transformé en « *plan vert* » pour obtenir l'accord de quelques conseillers écologistes prêts aux compromis. « *La droite a choisi de se livrer à un exercice politique classique en votant contre le plan régional, sans risque, puisque cela ne remettra pas en cause des opérations introduites annuellement dans le budget, estime-t-il. Il faudra qu'elle nous explique pourquoi elle refuse 24 milliards en faveur des lycées, 14 milliards pour la formation professionnelle.* »

Christophe de Chenay

Une desserte ferroviaire cadencée entre Lyon et Saint-Etienne

LA LIGNE ferroviaire entre Lyon et Saint-Etienne bénéficie, depuis le 29 novembre, d'une desserte cadencée. Soixante-dix-neuf trains express régionaux relient quotidiennement les deux principales villes de Rhône-Alpes, à raison d'un train toutes les dix minutes aux heures de pointe et d'un train toutes les trente minutes aux heures creuses. Le conseil régional a investi 450 millions de francs dans l'achat de nouvelles rames et dans la modernisation de cette ligne qui, avec 11 000 voyageurs par jour, est la plus fréquentée en France, en dehors de la région parisienne. La SNCF espère doubler, à terme, ses parts de marché sur cette liaison, en faisant passer de 15 % à 30 %, d'autant que l'autoroute A 47 est en voie de saturation. Vingt et un emplois-jeunes ont été créés pour cette desserte cadencée. – (*Corresp.*)

DÉPÊCHES

■ **TUNNEL** : Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, a annoncé, mercredi 1^{er} décembre, que le gouvernement déblocquera 2 milliards de francs jusqu'en 2003 pour l'amélioration de la sécurité des trente-neuf tunnels routiers français. Cette décision fait suite aux recommandations du comité d'expertise réuni après l'incendie du tunnel du Mont-Blanc, en mars, dont la réouverture est toujours envisagée à l'automne 2000.

■ **ENVIRONNEMENT** : les cultures maraichères se poursuivent sur la plaine de Pierrelaye-Bessancourt, selon le collectif Val-d'Oise environnement. Ces associations viennent d'écrire à Dominique Gillot, secrétaire d'Etat à la santé, pour l'informer de cette situation, malgré la double interdiction de mise sur le marché de ces produits, par arrêté interministériel du 31 juillet. Ce site est contaminé par des métaux lourds issus de la station d'épuration d'Achères (Yvelines). – (*Corresp.*)

■ **EUROPE** : Louis Le Penec, sénateur (PS, Finistère) et ancien ministre de l'agriculture, a été nommé à la présidence de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe. Il succède à Michel Barnier, nommé commissaire européen à la politique régionale.

ÉTUDES

DÉCEMBRE 1999
60 F
144 pages

Servitude et grandeur politiques
Michel ROCARD

Les sectes à l'âge démocratique
Jean-Louis SCHLEGEL

36 15 SJ*ETUDES
(2,23 F/mn)

ETUDES - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

www.go.tm.fr

Le site Emploi & Formation des jeunes diplômés et des jeunes cadres

U.C.S. ANTIQUITÉS

Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ

ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...

ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions

21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

sur cédérom

L'encyclopédie de

DIDEROT
et d'ALEMBERT

librairies et FNAC

690 F

www.dictionnaires-france.com
04 75 90 25 30

HORIZONS

ENTRETIENS

Pierre Bourdieu, sociologue français, et Günter Grass, écrivain allemand

La tradition « d'ouvrir sa gueule »

« Pierre Bourdieu : vous avez parlé quelque part de "la tradition européenne ou allemande - qui est d'ailleurs aussi une tradition française -, d'ouvrir sa gueule"; et lorsque nous avions pensé à faire ce dialogue public avec des syndicalistes, je ne savais pas évidemment que vous seriez Prix Nobel. Je me réjouis beaucoup que vous soyez Prix Nobel et je me réjouis aussi beaucoup que vous n'ayez pas été transformé par le prix Nobel, que vous soyez aussi disposé qu'avant à "ouvrir votre gueule" et j'aimerais bien que nous l'ouvriers ensemble.

« Günter Grass : compte tenu de l'expérience allemande, il est relativement rare qu'un sociologue et un écrivain se rencontrent. Chez nous, il est plus fréquent que les philosophes se rassemblent dans un coin de la pièce, les sociologues dans un autre et les écrivains, en froid les uns avec les autres, dans l'arrière-boutique. Une communication comme entre nous est l'exception. Lorsque je pense à votre livre, *La Misère du monde*, ou à mon dernier ouvrage, *Mon siècle*, il y a une chose qui nous réunit dans le travail : nous racontons l'Histoire vue d'en bas. Nous ne parlons pas par-dessus la tête de la société, nous ne prenons pas le point de vue des vainqueurs de l'Histoire mais, de par notre métier, nous sommes notoirement du côté des perdants, de ceux qui sont en marge, des exclus de la société.

« Dans *La Misère du monde*, vous avez réussi avec vos collaborateurs à mettre votre individualité en retrait et à miser tout sur la compréhension, sans prétention de tout savoir mieux : une vue des conditions sociales et de l'état de la société française qui peut très bien être transposée sur d'autres pays. Vos histoires induisent l'écrivain que je suis en tentation de m'en servir comme matière brute. Par exemple, l'étude d'une jeune femme venue de la campagne à

« On nous dit : vous n'êtes pas drôles. Mais l'époque n'est vraiment pas drôle ! Vraiment, il n'y a pas de quoi rire »

Pierre Bourdieu

Paris pour trier des lettres la nuit. La description de leur poste de travail fait comprendre les problèmes sociaux sans pour autant les mettre en exergue d'une manière ostentatoire. Cela m'a beaucoup plu.

« Je voudrais qu'un tel livre existe sur les conditions sociales dans chaque pays.

« La seule question qui m'a frappée fait peut-être partie du domaine de la sociologie : il n'y a pas d'humour dans ce genre de livre. Il manque le comique de l'échec, qui joue un grand rôle dans mes histoires, les absurdités découlant de certaines confrontations.

« P. B. : vous avez magnifiquement raconté un certain nombre de ces expériences que nous avons évoquées. Mais celui qui reçoit ces expériences directement de la personne qui les a vécues est un peu écrasé, accablé, et l'idée de prendre de la distance n'est presque pas pensable. Par exemple, nous avons été amenés à exclure du livre un certain nombre de récits parce qu'ils étaient trop poignants et trop pathétiques, trop douloureux.

« G. G. : en parlant de "comique", je veux dire que tragédie et comédie ne s'excluent pas mutuellement, que les frontières entre les deux sont fluctuantes.

« P. B. : absolument... C'est vrai... En fait, ce que nous voulions, c'était jeter devant les yeux

des lecteurs cette absurdité brute, sans aucun effet. Une des consignes que nous avions données était qu'il fallait éviter de faire de la littérature. Je vais peut-être vous choquer, il y a une tentation, quand on est devant des drames comme ceux-là, c'est de bien écrire. La consigne était d'essayer d'être aussi brutalement positif que possible, pour restituer à ces histoires leur violence extraordinaire, presque insupportable. Cela pour deux raisons : des raisons scientifiques et aussi, je pense, littéraires, parce que nous voulions ne pas être littéraires pour être littéraires d'une autre façon. Mais aussi des raisons politiques. Nous pensions que la violence qu'exerce actuellement la politique néo-libérale mise en œuvre en Europe et en Amérique latine, et dans beaucoup de pays, la violence de cette action est si grande qu'on ne peut pas en rendre compte par des analyses purement conceptuelles. La critique n'est pas à la hauteur des effets que produit cette politique.

« G. G. : nous sommes tous les deux, le sociologue et l'écrivain, des enfants des Lumières européennes, d'une tradition remise en question partout actuellement - en tout cas en France et en Allemagne -, comme si le mouvement européen de l'Aufklärung, des Lumières, avait échoué. Beaucoup d'aspects existants au début - ne pensons qu'à Montaigne - se sont perdus au fil des siècles. L'humour, entre autres, en fait partie. *Le Candide* de Voltaire ou *Jacques le Fataliste* de Diderot, par exemple, sont des livres où les conditions sociales décrites sont également affreuses. N'empêche que même dans la douleur et l'échec, la capacité humaine d'être comique et, dans ce sens, victorieux s'impose.

« P. B. : oui, mais ce sentiment que nous avons d'avoir perdu la tradition des Lumières est lié au renversement de toute la vision du monde qui a été imposée par la vision néo-libérale, aujourd'hui dominante. Je pense - ici en Allemagne, je peux employer cette comparaison -, je pense que la révolution néo-libérale est une révolution conservatrice - au sens où on parlait de révolution conservatrice en Allemagne dans les années 30 -, et une révolution conservatrice est quelque chose de très étrange : c'est une révolution qui restaure le passé et qui se présente comme progressiste, qui transforme la régression en progrès. Si bien que ceux qui combattent cette régression ont l'air eux-mêmes régressifs. Ceux qui combattent la terreur ont l'air eux-mêmes terroristes. C'est une chose que nous avons subie en commun : nous sommes volontiers traités d'archaïques, en français on dit "ringards", "arriérés"... (Grass : "dinosauria") "dinosauria", exactement. C'est ça, la grande force des révolutions conservatrices, des restaurations "progressistes". Même ce que vous dites, je crois, participe... de l'idée... On nous dit : vous n'êtes pas drôles. Mais l'époque n'est vraiment pas drôle ! Vraiment, il n'y a pas de quoi rire.

« G. G. : je n'ai pas prétendu que nous vivions une époque drôle. Le rire infernal, déchaîné par les moyens littéraires, est aussi protestation contre nos conditions sociales. Ce qui se vend aujourd'hui comme néo-libéralisme est un retour aux méthodes du libéralisme Manchester du XIX^e siècle. Dans les années 70, on faisait partout en Europe une tentative relativement réussie de civiliser le capitalisme. Si je pars du principe que le socialisme et le capitalisme sont tous les deux les enfants génialement ratés des Lumières, ils avaient une certaine fonction de contrôle réciproque. Même le capitalisme était soumis à certaines responsabilités. En Allemagne, nous appelions cela l'économie sociale du marché et il y avait un consensus, y compris avec le parti conservateur, que des conditions telles que sous la République de Weimar ne devaient plus jamais se reproduire. Ce consen-

Dans un entretien qui sera diffusé dimanche

5 décembre sur

Arte, le sociologue

Pierre Bourdieu et

l'écrivain allemand

Günter Grass,

Prix Nobel

de littérature 1999,

parlent librement

du rôle des

intellectuels,

de l'humour,

ou de l'absence

d'humour,

en sociologie, et

des faux-semblants

du socialisme.

« Le Monde » publie

un extrait

de ce dialogue,

simultanément

avec

l'hebdomadaire

« Die Zeit »

du 2 décembre



JACK DABAGHIAN/REUTERS

PIERRE BOURDIEU

Soixante-neuf ans. Agrégé de philosophie, professeur au Collège de France depuis 1981 (chaire de sociologie). Créateur en 1975 de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*. Référence intellectuelle de ceux qui, à gauche, se réclament du « mouvement social », il s'attaque au libéralisme triomphant. Ouvrages récents : *La Noblesse d'Etat* (1989, Minuit), *Les Règles de l'art* (1992, Seuil), *La Misère du monde* (1993, Seuil), *Sur la télévision* (1996, Raisons d'agir), *Méditations pascaliennes* (1997, Seuil), *La Domination masculine* (1998, Seuil).



JACQUELINE GODAN/REUTERS

GÜNTER GRASS

Soixante et onze ans. Originaire de Dantzig, ce proche de Willy Brandt à la fin des années 60 se définit comme un « citoyen écrivain ». Il a provoqué en Allemagne une violente polémique en critiquant la réunification. Prix Nobel de littérature en 1999. Principaux ouvrages : *Le Tambour* (1959, Points-Seuil), *Les Années de chien* (1963, Points-Seuil), *Journal d'un escargot* (1972), *Le Turbot* (1977, Points-Seuil), *La Ratte* (1986, Points-Seuil), *Toute une histoire* (1995), *Mon siècle* (1999, Seuil).

sus a été rompu au début des années 80. Depuis l'écroulement des hiérarchies communistes, le capitalisme se croit tout permis, comme s'il échappait à tout contrôle. Le pôle opposé fait défaut. Même les rares capitalistes responsables qui restent appellent aujourd'hui à la prudence, parce qu'ils se rendent compte que leurs instruments perdent le nord, que le système néo-libéral répète les erreurs du communisme en créant des dogmes, une espèce de revendication d'inafaillibilité.

« P. B. : oui, mais la force de ce néo-libéralisme est qu'il est mis en application, au moins en Europe, par des gens qui s'appellent socialistes. Que ce soit Schröder, que ce soit Blair, que ce soit Jospin, ce sont des gens qui invoquent le socialisme pour faire du néo-libéralisme.

« G. G. : c'est une capitulation devant l'économie.

« P. B. : du même coup, faire exister une position critique à la gauche des gouvernements socio-démocrates est devenu extrêmement difficile. En France, il y a eu le mouvement des grandes grèves de 1995 qui ont mobilisé très largement la population des travailleurs, des employés, etc., et aussi des intellectuels. Ensuite, il y a eu toute une série de mouvements : le mouvement des chômeurs, la marche européenne des chômeurs, le mouvement des sans-papiers, etc. Il y a eu une sorte d'agitation permanente qui a obligé les sociaux-démocrates au pouvoir à faire semblant, au moins, de tenir un discours socialiste. Mais, dans la pratique, ce mouvement critique reste très faible, en grande partie parce qu'il est enfoncé à l'échelle nationale, et une des questions majeures, me semble-t-il, au plan politique, est de savoir comment faire exister à l'échelle internationale une position, à la gauche des gouvernements socio-démocrates, qui soit capable d'influencer réellement ces gouvernements.

« Mais je pense que les tentatives pour créer un mouvement social européen sont actuellement très incertaines ; et la question que je me pose est la suivante : qu'est-ce que nous, intellectuels, pouvons faire pour contribuer à ce mouvement, qui est indispensable, parce que, contrairement à la vision néo-libérale, toutes les conquêtes sociales ont été acquises par la force des luttes. Donc, si nous voulons avoir une "Europe sociale", comme on dit, il faut qu'il y ait un mouvement social européen. Et je pense - c'est mon impression - que les intellectuels ont une responsabilité très grande dans la constitution d'un tel mouvement, parce que la force des dominants n'est pas seulement économique, elle est aussi intellectuelle, elle est aussi du côté de la croyance. Et c'est pour ça, je crois, qu'il faut "ouvrir sa gueule", pour essayer de restaurer l'utopie, parce qu'une des forces de ces gouvernements néo-libéraux, c'est qu'ils tuent l'utopie.

« G. G. : les partis socialistes et sociaux-démocrates ont un peu cru eux-mêmes cette thèse, prétendant que l'écroulement du communisme allait également rayer le socialisme de la mappemonde, et ils ont perdu confiance dans le mouvement européen des travailleurs qui existait d'ailleurs depuis bien plus longtemps que le communisme. Si l'on abandonne ses propres traditions, on s'abandonne soi-même.

« En Allemagne, il y a seulement eu quelques timides approches pour organiser les chômeurs. Depuis des années, je cherche à dire aux syndicats : vous ne pouvez quand même pas vous contenter d'encadrer les travailleurs tant qu'ils ont un travail et, dès qu'ils n'en ont plus, ils tombent dans un abîme sans fond. Vous devez fonder un syndicat des chômeurs pour toute l'Europe.

« Nous nous lamentons que la construction de l'Europe ne se réalise que dans le domaine économique, mais il manque un effort des syndicats pour trouver

une forme d'organisation et d'action qui dépasse le cadre national et qui ait de l'impact au-delà des frontières. Il faut créer un contre-poids au néo-libéralisme mondial.

« Mais, peu à peu, beaucoup d'intellectuels avalent tout, et cela ne donne rien, sinon des ulcères. Il faut dire les choses. C'est pourquoi je doute que l'on puisse compter exclusivement sur les intellectuels. Tandis qu'en France, me semble-t-il, on parle toujours sans hésitation "des intellectuels", mes expériences allemandes me démontrent que c'est un malentendu de croire qu'être intellectuel équivaut à être de gauche. On trouve les preuves du contraire dans toute l'histoire du XX^e siècle, y compris dans le nazisme : un homme comme Goebbels était un intellectuel. Pour moi, être un intellectuel n'est pas une preuve de qualité.

« Votre livre *La Misère du monde* montre bien que ceux qui viennent du monde du travail, qui sont syndiqués, ont bien plus d'expérience dans le domaine social que les intellectuels. Ces gens-là sont aujourd'hui au chômage ou à la retraite et personne ne semble plus avoir besoin d'eux. Leur potentiel reste en jachère.

« P. B. : je reviens une seconde à ce livre, *La Misère du monde*. C'est

« Je n'ai pas

prétendu

que nous vivions

une époque drôle.

Le rire infernal,

déchaîné

par les moyens

littéraires,

est aussi protestation

contre nos conditions

sociales »

Günter Grass

un effort pour donner une fonction beaucoup plus modeste et, en même temps, je crois, beaucoup plus utile qu'à l'accoutumée, aux intellectuels : la fonction d'écrivain public. L'écrivain public, que j'ai bien connu dans les pays d'Afrique du Nord, est quelqu'un qui sait écrire et qui prête sa compétence aux autres pour qu'ils puissent dire des choses qu'ils savent, en un sens, mieux que celui qui les écrit. Les sociologues sont dans une position tout à fait particulière. Ce ne sont pas des intellectuels comme les autres ; ce sont des gens qui savent la plupart du temps - pas tous - écouter, déchiffrer ce qui leur est dit, et transmettre.

« G. G. : mais cela voudrait dire en même temps qu'il faudrait faire appel aux intellectuels qui se situent à proximité du néo-libéralisme. Quelques-uns parmi eux commencent à se demander si cette circulation de l'argent autour du globe, qui se soustrait à tout contrôle, si cette forme de folie qui règne dans le sillage du capitalisme ne doit se heurter à aucune opposition. Des fusions, par exemple, sans utilité ni raison, qui provoquent le licenciement de 2 000, 5 000, 10 000 personnes. Seul le profit maximum compte pour les cotations à la Bourse.

« P. B. : oui, malheureusement, il ne s'agit pas simplement de contrarier et de contrecarrer ce discours dominant qui se donne des allures d'unanimité. Pour le combattre efficacement, il faut pouvoir diffuser, rendre public le discours critique. Nous sommes sans arrêt envahis et assaillis par le discours dominant. Les journalistes, dans leur grande majorité, sont souvent inconsciemment complices de ce discours, et quand on veut rompre cette unanimité, c'est très difficile. D'abord parce

que, dans le cas de la France, en dehors de personnes très consacrées, très reconnues, il est très difficile d'accéder à l'espace public. Quand je disais, en commençant, que j'espérais que vous alliez "ouvrir votre gueule", c'est que je pense que les gens consacrés sont les seuls, en un sens, à pouvoir briser le cercle. Mais malheureusement, on les consacre parce qu'ils sont tranquilles et silencieux, et pour qu'ils le restent, et il y en a très peu qui utilisent le capital symbolique que leur donne la consécration pour parler, pour parler tout simplement, et aussi pour faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas de parole.

« Dans *Mon siècle*, vous évoquez une série d'événements historiques et un certain nombre d'entre eux m'ont beaucoup touché - je pense à l'histoire du petit garçon qui va à la manifestation de Liebknecht et qui fait pipi sur le dos de son papa : je ne sais pas si c'est un souvenir personnel, mais en tout cas c'est une façon très originale d'apprendre le socialisme. J'ai beaucoup aimé aussi ce que vous dites sur Jünger et Remarque : vous dites entre les lignes beaucoup de choses sur le rôle des intellectuels, leur manière d'être complices avec des événements tragiques, même quand ils ont l'air critiques. J'ai aussi beaucoup aimé ce que vous dites sur Heidegger. C'est encore une chose que nous avons en commun. J'avais fait toute une analyse de la rhétorique de Heidegger qui a sévi terriblement en France pendant... presque jusqu'à aujourd'hui, paradoxalement...

« G. G. : cette histoire avec Liebknecht... Il m'importait dans cette histoire qu'il y ait d'un côté Liebknecht, l'agitateur de la jeunesse - un mouvement progressiste au nom du socialisme se met en marche - et de l'autre côté le père qui, dans son enthousiasme, ne se rend pas compte que le fils veut descendre de ses épaules. Lorsque le petit fait pipi dans le cou du père, celui-ci lui donne une énorme fessée. Ce comportement autoritaire fait que le garçon se porte volontaire à la mobilisation pour la première guerre mondiale et qu'il fait ainsi exactement ce contre quoi Liebknecht avait voulu mettre les jeunes en garde.

« Dans *Mon siècle*, je décris un professeur qui réfléchit pendant son séminaire du mercredi à ses réactions en 1966/67/68. A l'époque, son point de départ est la philosophie des postures sublimées. C'est là qu'il arrive à nouveau. Entre-temps, il a quelques élans radicaux et il fait partie de ceux qui démontent Adorno en public sur le podium. C'est une biographie très typique de cette époque.

« Dans les années 60, j'étais au cœur des événements. Les protestations des étudiants étaient nécessaires et elles ont mis plus de choses en branle que les porte-parole de la pseudo-révolution de 68 ont bien voulu l'admettre. Soit, la révolution n'a pas eu lieu, elle n'avait aucune base, mais la société a changé. Dans *Le Journal d'un escargot*, je décris comment les étudiants ont hurlé lorsque j'ai dit : le progrès est un escargot. Très peu voulaient comprendre.

« Nous sommes tous les deux arrivés à un âge où nous pouvons, certes, assurer que nous continuerons à ouvrir notre gueule, à condition de rester en bonne santé, mais le temps est limité. Je ne sais pas ce qu'il en est en France - je crois que ce n'est pas mieux -, mais je constate que la jeune génération de la littérature allemande fait preuve de peu de disponibilité et d'intérêt pour perpétuer cette tradition inhérente aux Lumières, la tradition d'ouvrir sa gueule et de s'immiscer. S'il n'y a pas de renouvellement, pas de relève pour nous, alors cette partie d'une bonne tradition européenne sera également perdue. »

Les propos de Günter Grass sont traduits de l'allemand par Gabriele Wennemer

Naissance et survivance d'une religion

IL EST BEAUCOUP question ces temps-ci du passage à l'an 2000 et très peu de ce qui est pourtant à l'origine de notre calendrier, à savoir la naissance du Christ. L'imminence de l'alignement de ces trois zéros obsède les esprits, mais on ne se préoccupe guère de ce que l'on célèbre à cette occasion. La grande peur d'une panne informatique générale qui susciterait des catastrophes en série pour des centaines de millions d'habitants de la planète est amplement traitée, de même que se multiplient les démentis rassurants des spécialistes des réseaux qui affirment qu'il ne se passera rien ou presque le 1^{er} janvier 2000. Par comparaison, la place accordée à l'histoire de deux mille ans de christianisme paraît bien maigre.

C'est ce vide relatif qu'ont voulu combler les organisateurs du colloque « 2000 ans après quoi ? » qui s'est tenu, du 25 au 27 novembre, à la Sorbonne. L'idée a germé parmi quelques enseignants chrétiens du département de philosophie de l'université Paris-IV et de l'École pratique des hautes études. Voilà bien longtemps qu'on n'avait pas ainsi évoqué la figure du Christ et son enseignement dans ce temple du rationalisme bâti par la III^e République. La vaste fresque allégorique de Puvion de Chavannes illustrant les progrès de l'esprit humain, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, fournissait un décor étonnant aux propos échangés lors de cette rencontre.

La présence du cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi et, à ce titre, une des plus hautes autorités de l'Eglise catholique, n'était pas moins surprenante. Cette prise de parole « en ce lieu qui symbolise la République » était la preuve, selon un des organisateurs, que la République et l'Eglise étaient enfin réconciliées.

Dressant le tableau de l'état du christianisme à la veille du passage à l'an 2000, Mgr Ratzinger estime que celui-ci se trouve dans une « crise profonde » (lire en page Débats le texte de la communication du cardinal). Pour beaucoup de nos contemporains, le christianisme n'est plus une vérité, mais une expression culturelle particulière de la sensibilité religieuse universelle.

Afin de réfuter ce relativisme ambiant, Mgr Ratzinger fait retour sur l'origine même de la pensée chrétienne. Celle-ci se veut d'abord une connaissance rationnelle. Elle ne se fonde pas sur des images, des mythes poétiques, ou la nécessité d'un culte permettant

le bon fonctionnement de l'Etat. Lorsque saint Augustin cherche à situer le christianisme dans les diverses catégories de théologies établies par « la plus érudit des Romains », l'encyclopédiste Varron (-116-27 avant J.-C.), il le place d'emblée parmi les « théologies naturelles », c'est-à-dire celles qui ont pour objet l'approche rationnelle de la réalité.

LA VICTIME EST INNOCENTE

Pourquoi la synthèse, caractéristique du christianisme, entre foi et raison, ne fonctionne-t-elle plus aujourd'hui ? Mgr Ratzinger pose la question sans vraiment y répondre. Tout au plus propose-t-il une piste de réflexion. La théorie moderne de l'évolution décrit les organismes vivants comme soumis à des mutations dues au hasard. Les mieux adaptés survivent et se développent, les autres disparaissent. Il y a donc de l'irrationnel et même de l'insensé – le hasard – au cœur de cette description scientifique tandis que la seule « lutte pour la vie » ne peut évidemment fonder une morale.

Une autre justification du christianisme a été apportée à la Sorbonne par René Girard. Ce philosophe français, qui enseigne

depuis de longues années aux Etats-Unis, affirme que le judaïsme et le christianisme introduisent une rupture radicale dans la pensée humaine, dont on n'a pas encore pris toute la mesure. Toute société se définit selon lui par le choix d'une victime, dont l'expulsion soude l'ensemble du corps social. Mais seuls le judaïsme et le christianisme affirment que la victime est innocente. Œdipe est coupable, à l'évidence, puisqu'il ne fait aucun doute qu'il a tué son père et couché avec sa mère. Mais Joseph, le fils de Jacob et de Rachel, vendu comme esclave par ses frères dans le récit de la Genèse, est innocent. C'est également le cas du Christ.

Les organisateurs de ce colloque avaient posé une question redoutable à Jean Baechler, professeur de sociologie à l'université Paris-IV : quel est l'avenir prévisible du christianisme ? Tout d'abord, rien ne prouve que le troisième millénaire ne verra pas l'émergence d'une religion totalement nouvelle, dont par définition nous ne savons rien encore. Mais le christianisme lui-même ne devrait pas disparaître car il a prouvé, au cours des deux millénaires précédents, sa capacité à s'adapter à des

modèles culturels entièrement nouveaux, tout en gardant le noyau dur de sa doctrine, qui contient la chute de l'homme (le péché originel), l'incarnation (la vie du Christ) et la révélation (l'explication du dessein de Dieu).

L'avenir du calendrier chrétien semble en tout cas assuré, a expliqué Hans Maier, professeur à l'université de Munich. Même les civilisations étrangères au christianisme l'ont progressivement adopté, au XIX^e et au XX^e siècle. Les diverses tentatives pour rompre avec cette chronologie, la plus célèbre étant celle de la Convention, qui fixa au 22 septembre 1792 le début de l'an I de la République, ont échoué. L'éminent n'a pas réussi à augmenter le nombre de jours de travail au détriment des jours fériés, et les semaines soviétiques de cinq jours, sans samedi ni dimanche, n'ont pas davantage survécu que les fêtes du « décadi » inventées par les révolutionnaires français. Le succès du moine Denis le Petit, qui fut le premier, à Rome en 525, à compter les années à partir de la naissance du Christ, est désormais absolu.

Dominique Dhombres

Objectif 2000 par Jean-Paul Lubliner



Mardi 30 novembre, J-32 : des vendeurs à la sauvette.

Le Japon, un grand argentier régional

IL FAUDRA du temps avant de voir apparaître un marché commun asiatique. Mais, bien que le communiqué sur la coopération régionale signé par les treize pays de l'Asie du Sud-Est et du Nord-Est réunis dans le cadre du sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), qui a eu lieu à Manille les 26 et 27 novembre, contienne plus de bonnes intentions que d'objectifs concrets, un pas supplémentaire en cette direction n'en a pas moins été franchi. Tirant les leçons de la crise financière, les pays asiatiques ont défini à cette occasion le cadre de ce que pourrait être leur coopération. La réunion des « Treize » a aussi permis au Japon, lui aussi convalescent, de réaffirmer sa volonté d'être l'élément moteur dans une intégration élargie à l'Asie du Nord-Est et d'apparaître comme le « grand argentier » de la région.

L'aide massive accordée par Tokyo aux pays d'Asie depuis le déclenchement de la crise financière en juillet 1997 (quelque 80 milliards de dollars, soit 78,4 milliards d'euros) témoigne de cette volonté. Le projet de mise en place par le Japon d'un fonds destiné à prévenir une nouvelle crise dans la région est une autre manifestation de l'influence qu'il entend avoir. Au tout début de la tempête monétaire en Asie du Sud-Est, le Japon avait proposé la création d'une version asiatique du Fonds monétaire international (FMI) de 100 milliards de dollars dont il aurait été l'une des principales sources de financement. Le projet avait été torpillé par les Etats-Unis et les autres membres du G7, qui faisaient valoir que le fonds nippon risquait de compromettre les réformes exigées en par le FMI comme condition de

son aide à la Thaïlande, à l'Indonésie et à la Corée du Sud. Aujourd'hui, les Américains et le G7 ne semblent plus faire objection à une initiative japonaise en ce sens. Le nouveau fonds s'ajouterait aux 30 milliards déjà consentis en octobre 1998 dans le cadre du « Fonds Miyazawa » (du nom du ministre des finances nippon), qui consiste en des prêts à faible taux d'intérêt. Le Japon a, en outre, contribué pour 19 milliards de dollars aux aides consenties par le FMI.

A Manille, le premier ministre, Keizo Obuchi, a annoncé une aide additionnelle aux pays d'Asie de 500 millions de dollars afin de développer leurs ressources humaines. Une partie de cette aide, qui transitera par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, sera destinée à la mise en place de « filets de sauvetage sociaux ».

OUVERTURE SUR L'ASIE

Cherchant à prendre en compte les critiques sur le manque de transparence de sa politique d'aide au développement, le Japon essaye par différents programmes de toucher directement les populations en difficulté. Tel est, par exemple, l'objectif d'un petit Fonds à la sécurité humaine, créé en mars 1998, qui revient à une assistance au ras du sol destinée aux individus et non à des grands projets d'infrastructures. Cette nouvelle orientation de la politique d'aide japonaise est expérimentée au Kosovo et dans les bidonvilles de Bangkok.

L'aide au développement est l'un des principaux instruments diplomatiques dont dispose le Japon. C'est l'un des rares domaines où il peut faire preuve d'initiatives. En dépit de la récession, l'enveloppe

budgétaire d'aide au développement demeure importante (9,3 milliards de dollars en 1999) et supérieure à celle des Etats-Unis.

La politique de Tokyo en direction de l'Asie accompagne des initiatives du secteur privé qui visent également à approfondir la coopération régionale et une meilleure ouverture du Japon à ses voisins. Telle est la conclusion d'un rapport d'une mission patronale, dirigée par le président de Toyota, Hiroshi Okuda, qui vient d'effectuer une tournée en Asie du Sud-Est. La « revitalisation de l'Asie », souligne le document, passe par une ouverture du Japon sur l'Asie allant jusqu'à une meilleure acceptation de l'immigration en provenance de la région. On y lit que « le moment est venu d'étudier activement le recours à des ressources humaines venant de l'étranger pour faire face aux besoins de notre société vieillissante ». Le Japon a une politique d'immigration très restrictive (les étrangers ne représentent qu'un pour cent de la population : 268 000 sont en situation illégale), mais l'évolution démographique risque de se traduire

dès 2005 par une pénurie de main-d'œuvre. Une plus grande ouverture à l'immigration serait une solution. Cette perspective est encore loin de faire l'unanimité en raison des risques de désordre social qu'elle pourrait provoquer.

Après un net repli de l'Asie au cours des deux dernières années (des importations en recul, des investissements en forte baisse et un effondrement des flux bancaires), le Japon amorce un retour dans la région. Les banques japonaises, par exemple, commencent à revenir à Hongkong et en Corée du Sud. Si les prévisions de croissance de l'économie japonaise pour 1999 ne permettent pas d'espérer que l'archipel soit un moteur de reprise de la demande extérieure de la région, le gouvernement Obuchi a voulu souligner, à Manille, que, en dépit d'un déficit alarmant de ses finances publiques (la dette de l'Etat dépasse 120 % du produit intérieur brut en 1999), son pays restait la puissance financière « tutélaire » de la région.

Philippe Pons

RECTIFICATIFS

CONTRATS TERRITORIAUX D'EXPLOITATION

Le plafond des aides publiques dans le volet économique des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) n'est pas de 50 000 francs mais de 100 000 francs (*Le Monde* du 30 novembre).

PROCÈS

Au cours de l'audience devant la cour d'assises des Yvelines (*Le Monde* du 18 novembre), Yvonne Fosset, veuve Parisot, a certes re-

connu avoir « volontairement » tiré dans la tête de son mari, mais non « pendant son sommeil » comme l'indiquait par erreur le sous-titre. Comme il était écrit dans l'article, Yvonne Fosset a évoqué une bagarre qui aurait mal tourné.

CINÉMA

Les résultats de fréquentation du cinéma publiés dans *Le Monde* du 10 novembre concernaient la France entière et non pas seulement Paris. Leur source n'était pas Ciné chiffres mais Ecran total.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Des magistrats responsables

LES PÈRES FONDATEURS l'ont proclamé dès 1789 : « La société a le droit de demander des comptes à tout agent public de son administration. » La lente installation d'un Etat de droit a permis progressivement la mise en œuvre de ce sage principe énoncé par la Déclaration des droits de l'homme. Un corps d'agents publics y échappe encore, paradoxalement, celui qui, de par la Constitution, est le gardien des libertés individuelles : la magistrature. On ne peut donc que se féliciter du projet d'Elisabeth Guigou permettant aux justiciables de se plaindre du comportement des juges, rendant plus transparentes les procédures disciplinaires engagées contre eux et favorisant leur mobilité.

Certes, la garde des sceaux ne fait ces propositions que pour tenter d'arracher à des parlementaires pour le moins réticents une approbation de la révision constitutionnelle couronnant la vaste réforme de la justice à laquelle elle a attaché son nom. Ainsi, une fois encore, il se vérifie que la découverte par les élus, à leur détriment, du poids des mécanismes judiciaires entraîne des progrès au bénéfice de tous.

Cette avancée était, en effet, devenue indispensable. D'abord parce que, dans une société qui se judiciarise, les dysfonctionnements de ce service de l'Etat sont de plus en plus insupportables, même s'ils ne relèvent pas tous, loin s'en faut, du comportement individuel de certains magistrats. Ensuite et surtout, parce que la justice, ayant arraché son autonomie, ne peut plus se camoufler

derrière l'autorité des politiques : il n'est pas d'indépendance sans responsabilité. Les magistrats doivent le comprendre et en accepter toutes les conséquences. Par exemple, il est sain qu'il soit mis fin à cette tradition qui voulait que le corps judiciaire règle dans une totale opacité les errements de certains des siens. La justice, toute la justice ne peut être rendue qu'au grand jour.

Les solutions préconisées par Elisabeth Guigou méritent certes d'être débattues. Ainsi, l'obligation de mobilité soulève des difficultés à une époque où la technicité des affaires impose une spécialisation. Le Conseil constitutionnel devra dire si ces dispositions sont conformes au principe de l'immovabilité des juges du siège. Les modalités d'examen des plaintes des justiciables – dont le principe même n'est pas discutable – mériteraient certainement d'être débattues : ne serait-il pas plus conforme à l'esprit de la réforme que cette commission adresse ses plaintes directement au CSM et non pas, comme il est prévu, préalablement au garde des sceaux ?

Cette « révolution » judiciaire, en tout état de cause, ne peut aboutir à la perfection dès le premier jet. Les textes qui l'organisent devront certainement, au vu de l'expérience, être remis sur le chantier. Les refuser aujourd'hui au nom d'un idéal inaccessible ne serait qu'un prétexte. Repousser la réforme du Conseil supérieur de la magistrature serait en fait avouer que l'on ne veut pas couper le cordon qui, trop longtemps, a mis la justice sous la dépendance des politiques.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Nernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minic, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Au seuil de l'année sainte

LE 24 DÉCEMBRE, veille de Noël, dans l'après-midi, Pie XII, armé d'un marteau d'or, frappera la porte sainte de la basilique vaticane, close depuis un quart de siècle – il s'agit d'une porte murée, de petites dimensions, située à droite de la façade –, et dira : « Ouvrez-moi la porte de la justice parce que Dieu est avec nous. »

Il battra trois coups – c'est peut-être de là qu'ils viennent – et aussitôt le mur s'ouvrira. Après la récitation des oraisons et le chant des psaumes, le pape franchira le seuil de Saint-Pierre, tenant un cierge allumé à la main gauche, et, agenouillé, entonnera le *Te Deum*. Derrière lui suivront dans l'ordre les cardinaux, les évêques, les chanoines et toute la cour pontificale. A la même heure la cérémonie se répétera par les soins d'un cardinal légat dans les trois autres basiliques de la Ville éternelle : à Saint-Jean de

Latran, à Saint-Paul-Hors-les-Murs, à Sainte-Marie-Majeure.

Par ce geste commencera le vingt-quatrième jubilé ordinaire depuis la première célébration de Boniface VIII, en l'an de grâce 1300. Après le couronnement du Souverain Pontife, le jubilé ordinaire – l'extraordinaire est d'objet limité – est l'acte le plus solennel de la chrétienté. Celui de 1950 s'annonce comme un événement capital. Les cérémonies se dérouleront pendant une année pleine, selon un rite immuable formulé en 1500 par Alexandre VI, le fameux et fâcheux Rodrigo Borgia des chroniques romaines et de tant de mauvais romans-feuilletons. Tout sera exécuté, sans la moindre hésitation dans les méandres du protocole et de l'étiquette, comme dans le passé.

Jean d'Hospital
(3 décembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Vérité du christianisme ?

Suite de la première page

Ce scepticisme tout à fait général à l'égard de la prétention à la vérité en matière de religion est encore étayé par les questions que la science moderne a soulevées vis-à-vis des origines et des objets de la sphère chrétienne. La théorie de l'évolution semble avoir surclassé la doctrine de la création, les connaissances concernant l'origine de l'homme surclassé la doctrine du péché originel.

L'exégèse critique relativise la figure de Jésus et met des points d'interrogation vis-à-vis de sa conscience de Fils ; l'origine de l'Eglise en Jésus apparaît douteuse, et ainsi de suite. La « *fin de la métaphysique* » a rendu problématique le fondement philosophique du christianisme, les méthodes historiques modernes ont mis ses bases historiques dans une lumière ambiguë.

Aussi est-il facile de réduire les contenus chrétiens à un discours symbolique, de ne leur attribuer aucune vérité plus haute que les mythes de l'histoire des religions, de les regarder comme un mode d'expérience religieuse qui aurait à se placer humblement à côté d'autres. En ce sens, on peut encore - à ce qu'il semble - continuer à rester chrétien, on se sert toujours des expressions du christianisme, dont la prétention, bien sûr, est transformée de fond en comble : la vérité qui avait été pour l'homme une force obligatoire et une promesse fiable, devient désormais une expression culturelle de la sensibilité religieuse générale, expression qui serait, nous laisse-t-on entendre, le produit des aléas de notre origine européenne.

Ernst Troeltsch, au début de ce siècle, a formulé philosophiquement et théologiquement ce retrait intérieur du christianisme par rapport à sa prétention universelle originelle, qui ne pouvait se fonder que sur la prétention à la vérité. Il était arrivé à la conviction que les cultures sont insurpassables et que la religion est liée aux cultures. Le christianisme est alors seulement le côté du visage de Dieu tourné vers l'Europe. (...)

Si on peut dire que la victoire du christianisme sur les religions païennes fut, au fond, rendue possible par sa prétention à l'intelligibilité, il faut ajouter qu'un deuxième

motif de même importance y est lié. Il consiste d'abord, pour le dire de façon tout à fait générale, dans le sérieux moral du christianisme, caractéristique que, du reste, Paul déjà avait également mise en rapport avec la rationalité de la foi chrétienne : ce que vise au fond la loi, les exigences essentielles, mises en lumière par la foi chrétienne, du Dieu unique eu égard à la vie de l'homme, satisfait aux exigences du cœur de l'homme, de chaque homme, en sorte que, lorsque cette loi se présente à lui, il la reconnaît comme le Bien. Elle correspond à ce qui « *est bon par nature* » (Rm. 2,14 s.) (...)

En jetant un coup d'œil en arrière, nous pouvons dire que la force qui transforma le christianisme en une religion mondiale consista dans sa synthèse entre rai-

La force qui transforma le christianisme en une religion mondiale consista dans sa synthèse entre raison, foi et vie ; c'est précisément cette synthèse qui est exprimée en abrégé dans l'expression « religio vera »

son, foi et vie ; c'est précisément cette synthèse qui est exprimée en abrégé dans l'expression « *religio vera* ». D'autant plus s'impose la question : pourquoi cette synthèse ne convainc-t-elle plus aujourd'hui, pourquoi la rationalité et le christianisme sont-ils au contraire considérés aujourd'hui comme contradictoires et même exclusifs l'un par rapport à l'autre ?

Qu'est-ce qui a changé dans la rationalité, qu'est-ce qui a changé dans le christianisme, pour qu'il en soit ainsi ? Autrefois, le néoplatonisme, en particulier Porphyre, avait opposé à la synthèse chrétienne une autre interprétation du rapport entre philosophie et religion, une interprétation qui se comprenait comme une refondation philosophique de la religion des dieux. Mais aujourd'hui, c'est justement cette autre manière d'harmoniser la religion et la rationalité qui semble s'imposer comme la forme de religiosité adaptée à la conscience moderne.

Porphyre formule ainsi sa première idée fondamentale : « *la véri-*

té est cachée ». Rappelons-nous la parabole de l'éléphant, qui est exactement déterminée par cette idée dans laquelle le bouddhisme et le néoplatonisme se rencontrent. Selon elle, il n'y a pas de certitude sur la vérité, sur Dieu, mais seulement des opinions.

Dans la crise de Rome au V^e siècle tardif, le sénateur Symmaque a ramené la conception néoplatonicienne à des formules simples et pragmatiques, que nous pouvons trouver dans son discours tenu en 384 devant l'empereur Valentinien II, en défense du paganisme et en faveur du rétablissement de la déesse Victoria dans le Sénat romain. Je cite seulement la phrase décisive, devenue célèbre : « *C'est la même chose que tous vénèrent, c'est une unique chose que nous pensons, ce sont les mêmes étoiles que nous contemplons, le ciel au-dessus de nous est unique, c'est le même monde qui nous enveloppe ; qu'importent les espèces variées de*

sagesse par lesquelles chacun cherche la vérité. On ne peut parvenir par une unique voie à un mystère aussi grand. »

Tel est exactement ce que dit aujourd'hui la rationalité : la vérité en tant que telle, nous ne la connaissons pas ; dans des images les plus diverses, c'est au fond la même chose que nous visons. Un mystère aussi grand, le divin, ne peut être réduit à une seule figure qui exclut toutes les autres - à une voie qui obligerait tout le monde. Il y a beaucoup de voies, il y a beaucoup d'images, toutes reflètent quelque chose du tout et aucune n'est elle-même le tout. L'ethos de la tolérance appartient à qui reconnaît en chacune un bout de vérité, à qui ne place pas le sien plus haut que celui de l'autre et qui s'insère paisiblement dans la symphonie polymorphe de l'éternel Inaccessible. Celui-ci, en effet, se voile dans des symboles, mais ces symboles n'en paraissent pas moins être notre unique possibilité de parvenir à une certaine manière à la divinité.

La prétention du christianisme

d'être la *religio vera* serait donc dépassée par le progrès de la rationalité ? Est-il forcé d'abaisser le niveau de sa prétention et de s'insérer dans la vision néoplatonicienne ou bouddhiste ou hindoue de la vérité et du symbole, de se contenter - comme Troeltsch l'avait proposé - de montrer de la face de Dieu le côté tourné vers les Européens ? Faut-il peut-être même faire un pas de plus que Troeltsch, qui considérait encore le christianisme comme la religion adaptée à l'Europe, tenant compte du fait qu'aujourd'hui l'Europe elle-même doute qu'elle soit adaptée ? Telle est la véritable question à laquelle l'Eglise et la théologie doivent faire face aujourd'hui.

Toutes les crises à l'intérieur du christianisme que nous observons de nos jours, ne reposent que tout à fait secondairement sur des problèmes institutionnels. Les problèmes d'institutions comme de personnes dans l'Eglise dérivent finalement de cette question et du poids énorme qu'elle possède. Personne ne s'attendra que cette provocation fondamentale au terme du second millénaire chrétien trouve, même de loin, une réponse définitive dans une conférence. Elle ne peut absolument pas trouver de réponse purement théorique, de même que la religion, en tant qu'attitude ultime de l'homme, n'est jamais seulement de la théorie. Elle exige cette combinaison de connaissance et d'action qui a fondé la force de conviction du christianisme des Pères. (...)

Par son option en faveur du primat de la raison, le christianisme demeure aujourd'hui encore « *rationalité* », et je pense qu'une rationalité qui se débarrasse de cette option devrait signifier, contrairement aux apparences, non point une évolution mais une involution de la rationalité.

Nous avions vu auparavant que, dans la conception de l'Antiquité chrétienne, les notions de nature, homme, Dieu, ethos et religion étaient indissolublement intriquées l'une dans l'autre et que cette intrication avait précisément aidé le christianisme à voir clair dans la crise des dieux et dans la crise de l'antique rationalité. L'orientation de la religion vers une vision rationnelle du réel en tant que tel, l'ethos comme partie de cette vision, et son application concrète sous le primat de l'amour s'associèrent l'un à l'autre. Le primat du logos et le primat de l'amour se révélèrent comme identiques.

Le logos n'apparut pas seulement comme raison mathématique à la base de toutes les choses, mais comme amour créateur jusqu'au point de devenir com-passion à l'égard de la créature. La dimension cosmique de la religion qui, dans la puissance de l'être, vénère le Créateur, et sa dimension existentielle, la question de la rédemption, se compénétrèrent et devinrent un unique problème.

De fait, une explication du réel qui ne peut fonder également de façon sensée et compréhensive un ethos, doit rester nécessairement insuffisante. Or, c'est un fait que la théorie de l'évolution, là où elle se risque à s'élargir en *philosophia universalis*, tente de refonder également l'ethos sur la base de l'évolution. Mais cet ethos de l'évolution, qui trouve inéluctablement sa notion clé dans le modèle de la sélection, et donc dans la lutte pour la survie, dans la victoire du plus fort, dans l'adaptation réussie, n'a à offrir que peu de consolations. Là même où l'on cherche à l'embellir de diverses manières, il demeure finalement un ethos cruel. L'effort pour distiller le rationnel à partir d'une réalité en elle-même insensée échoue ici clairement, à vue d'œil.

Tout cela sert bien peu pour ce dont nous avons besoin : une éthique de la paix universelle, de l'amour pratique du prochain et du nécessaire dépassement du bien individuel.

La tentative pour redonner, en cette crise de l'humanité, un sens compréhensif à la notion de christianisme comme *religio vera*, doit, pour ainsi dire, miser pareillement sur l'orthopraxie et sur l'orthodoxie. Son contenu devra consister, au plus profond, aujourd'hui - à vrai dire comme autrefois - en ce que l'amour et la raison coïncident en tant que piliers fondamentaux proprement dits du réel : la raison véritable est l'amour et l'amour est la raison véritable. Dans leur unité, ils sont le fondement véritable et le but de tout le réel.

Joseph Ratzinger

★ Ce texte est extrait d'une conférence prononcée le 27 novembre à la Sorbonne, lors du colloque « 2000 ans après quoi ? ».

Le grand esprit de Seattle

par Victor Scherrer

SEATTLE est en ce moment le siège du plus grand marchandage planétaire du siècle, aux enjeux énormes : au-delà de la liberté des échanges, de l'accès aux marchés, des barrières tarifaires ou non tarifaires, de la propriété intellectuelle... ce qui va s'y jouer va conditionner nos choix de civilisation.

C'est le XXI^e siècle qui va s'y esquisser, avec nos modes de production, de consommation, d'information, de culture, bref, nos modes de vie. Car, cette fois, outre les activités de services, l'agriculture - et, *de facto*, toute la chaîne alimentaire - est au menu de Seattle.

Pour les Européens, et singulièrement pour les Français, un lien charnel unit agriculture, terroir, nourriture et culture. D'Hippocrate et de nos racines grecques et romaines, nous avons retenu que nous sommes ce que nous mangeons ; de notre histoire, collective et individuelle, que la terre n'est pas seulement nourricière des corps mais encore porteuse de culture ; que « *la France est, essentiellement à tous égards, la nature cultivée* » (Keyserling) et que « *cette France se nomme diversité* » (Braudel).

Diversité et force aussi d'une agriculture et d'une industrie alimentaire associées depuis un demi-siècle dans la construction d'un « *modèle alimentaire* » capable d'offrir une solution alternative au modèle agro-industriel américain. Peut-être la seule viable lorsqu'elle se voit enrichie par l'apport des autres pays de l'Union européenne.

L'industrie alimentaire de l'UE représente le premier muscle industriel mondial avec un chiffre d'affaires de plus de 500 milliards d'euros et 2 600 000 emplois. Elle achète et valorise 70 % des produits agricoles de l'UE. Ses 22 000 entreprises contribuent largement à l'aménagement du territoire. En France, c'est aussi la première industrie : elle offre, avec une gamme de plus de 180 000 produits, le choix le plus large de produits goûteux, sains et sûrs.

Pour reprendre le titre du rapport du Conseil économique et social de juin 1998, elle s'affirme non seulement comme une véritable force industrielle, mais encore, avec ses 4 200 entreprises employant plus de 400 000 personnes, comme une chaîne de valorisation. Qui transforme les trois quarts des productions de l'agriculture française avec laquelle elle contribue à la préservation des terroirs et à la beauté des paysages. Et au plébiscite des consommateurs étrangers, qui lui ont accordé la première place mondiale !

Face à la détermination expansionniste des Etats-Unis et au dynamisme agressif du groupe de Cairns, l'Europe doit faire preuve de cohésion et de cohérence dans la défense et la promotion de son modèle alimentaire. Pour que les Européens puissent contribuer à vivre selon leurs choix, mais aussi pour que d'autres pays puissent faire de même.

Tenir bon, ce n'est pas se replier frileusement à l'abri d'un protectionnisme dépassé ou déguisé ; c'est exiger la cohérence entre les accords passés à l'OMC et les choix politiques européens en matière de modèle alimentaire et de modèle agricole.

Nous ne pouvons admettre au nom d'un libre-échange réducteur que le « *cours mondial* » soit le seul critère du maintien ou de la disparition de nos productions agricoles. En vertu de ce seul critère factice, même les plaines de Beauce, qui sont en réalité compétitives par rapport aux Grandes Plaines, ne peuvent soutenir la comparaison. Sans parler de nos vaches laitières par rapport aux usines à lait hormoné de Pennsylvanie, et nos moutons, qui coûteraient toujours 2 à 3 fois plus cher que leurs congénères néo-zélandais ou argentins.

Faire évoluer notre politique agricole commune vers plus d'efficacité, de transparence et de rigueur, certes ; la sacrifier comme contrepartie à des concessions commerciales au nom d'un accord global : non.

L'accord de Marrakech, signé en

avril 1994 dans le cadre du précédent cycle de négociations, prévoyait bien « *un processus suivi sur une période continue de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture qui permettrait de remédier aux distorsions vers les marchés* ».

Il faut s'y tenir ! Sans angélisme ni naïveté. Le président Clinton ne vient-il pas de signer un chèque de 8,7 milliards de dollars d'aides exceptionnelles à ses fermiers ? Ainsi, de 1997 à 1999, le montant total des aides américaines à l'agriculture aura triplé par rapport à la période précédente (de 7,5 à 21 milliards de dollars). Modèle agricole et modèle alimentaire sont intimement liés. Nous sommes guidés par les choix des consommateurs et par l'application raisonnable du principe de précaution. Les consommateurs européens veulent des produits goûteux, sains, variés et sûrs, à juste prix (et non pas au prix le plus bas). Ils découvrent qu'à force de payer toujours moins pour se nourrir, on risque de payer toujours plus pour se soigner !

Nous sommes guidés par les choix des consommateurs et par l'application raisonnable du principe de précaution. Les consommateurs européens veulent des produits goûteux, sains, variés et sûrs, à juste prix

S'ils ne veulent pas de bœuf aux hormones ou d'organismes génétiquement modifiés dans leur alimentation, qu'on leur laisse au moins exercer leur choix, tout en évitant de tomber dans les travers de l'obscurantisme ou de réactions passionnelles. Aux scientifiques, par ailleurs, d'éclairer le politique et l'opinion sur les risques éventuels de tel aliment ou de tel procédé.

L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments montre la voie pour la création prochaine d'une agence européenne de l'alimentation que nous appelons de nos vœux. Aux instances politiques nationales et européenne enfin de mettre en œuvre les principes de précaution et de proportionnalité, avec discernement et en utilisant les avis fournis par l'agence.

Conscience des enjeux, cohérence des objectifs, détermination et union dans la négociation : voilà ce qui doit animer nos représentants à Seattle.

Outre un frémissement dans l'opinion publique américaine, peut-être y découvriront-ils un allié inattendu : l'esprit du chef Seattle, lui-même chef des tribus Duwamish et Sequamish. Le 22 janvier 1855, par la signature du traité de Port Elliot, il renonçait sous la pression à ses droits de pêche et de chasse, à la terre où s'élève aujourd'hui la ville qui porte son nom.

Écoutons-le déclarer au gouverneur Isaac Stevens : « *Pour nous, les cendres de nos ancêtres sont sacrées et l'emplacement où ils reposent une terre sanctifiée. Vous errez loin des tombes de vos ancêtres... vos morts cessent de vous aimer, vous et la terre qui les a vus naître... nos morts n'oublient jamais le monde merveilleux qui leur a donné la vie.* »

C'est pour ce monde merveilleux, cette féconde diversité économique, alimentaire et culturelle, que la France et l'Europe doivent gagner la bataille de Seattle.

Victor Scherrer est président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

le nouvel **Observateur** www.nouvelobs.com

LA FRANCE DES EMPLOIS FICTIFS

Dans la politique, les administrations, les affaires, le scandale des vrais-faux salariés

Recrutement
Spécial Industrie 16 pages

Nous ne voulons pas de la mondialisation libérale

par **Christophe Aguiton**

LE résultat du sommet de l'OMC est incertain. Les points de vue sont très différents entre la délégation américaine, qui voudrait limiter le nombre des questions à débattre pour assurer un accord rapide, pour ne pas en faire un enjeu de l'élection présidentielle américaine, et les Européens, qui défendent un cycle de plusieurs années qui aborderait de nombreux dossiers.

C'est une explication. Mais l'essentiel est probablement ailleurs. Il faut le chercher dans les craintes exprimées par l'opinion, dans le refus de la mondialisation libérale qui s'est exprimée lors de l'emprisonnement de José Bové ou, plus généralement, dans la plupart des conflits sociaux que notre pays a connus ces dernières années.

Ce refus du libéralisme est devenu une constante de notre vie publique. L'addition des actes de foi dans les vernis du marché et des résignations réalistes sur l'inévitabilité des processus en cours ne suffiront pas à réconcilier les Français avec la mondialisation libérale. Il y manque la réponse à une question élémentaire : pourquoi, malgré une certaine croissance économique, la situation globale des hommes et des femmes ne s'est-elle pas améliorée dans la dernière décennie, en France comme dans le reste du monde ?

La croissance des inégalités, entre pays riches et pauvres mais aussi au sein même de nos sociétés développées et l'apparition d'un sentiment d'insécurité générale quant à l'avenir sont la toile de fond de l'opposition au libéralisme qui s'affirme aujourd'hui. La question sociale – avec la généralisation du travail précaire et de la flexibilité – se combinant avec la question démocratique – avec l'impression que les institutions élues n'ont qu'une faible prise sur les événements, alors que la demande de contre-pouvoirs ne cesse de croître.

Dans leur très grande majorité, les associations et les syndicats ne défendent pas un retour au protectionnisme, mais ils mettent en avant deux préoccupations.

La première renvoie aux pays les plus pauvres. Leurs économies ne pourront se développer que si elles bénéficient de mesures de protections particulières, comme l'ont fait la Corée du Sud ou le Brésil en leur temps. Mike Moore, le directeur général de l'OMC, reconnaît lui-même, sans en tirer toutes les conséquences, qu'il y a là un problème non résolu par la communauté internationale.

La seconde préoccupation, qui est au cœur des mobilisations en France comme aux Etats-Unis, porte sur le rôle dévolu au marché, dans de nombreux domaines. L'introduction d'une libre concurrence dans des secteurs comme l'éducation ou la santé mettrait à mal toute politique de développement des services publics et de péréquations entre régions ou groupes sociaux.

Dans ce domaine, l'Europe et la France n'ont pas toujours le beau rôle : en voulant ouvrir le « marché de l'environnement », il s'agit d'offrir à Vivendi ou à la Lyonnaise des Eaux l'accès aux marchés de l'eau dans les villes des Etats-Unis où, plus qu'en France, un service public local a été maintenu grâce à des régies municipales. Le débat existe dans des termes analogues pour la culture, l'agriculture ou la protection du vivant où les associations refusent de donner aux multinationales le libre accès au patrimoine génétique des zones tropicales. Le mot d'ordre des manifestations du 27 novembre : « Le monde n'est pas une marchandise », résumait bien cet enjeu central des négociations de Seattle.

La nécessité de négociations multilatérales n'est pas non plus remise en cause. Ce qui l'est, en revanche, c'est le choix de l'institution en charge de ces négociations. L'OMC a été créée pour libéraliser et gérer le commerce

mondial, pas pour autre chose. Et nous savons tous à quel point l'acte de naissance d'une institution détermine ses marges de manœuvre et les possibilités futures.

L'Union européenne en est un bel exemple : pensée comme union politique du continent, elle s'est construite par le marché et l'économie et l'on voit tous les jours les difficultés à en élargir le contenu. Penser introduire de réelles préoccupations sociales ou environnementales dans le cadre de l'OMC est une illusion absolue. Rappelons, pour ceux qui en douteraient, que les Etats-Unis et l'UE se sont mis d'accord pour aborder les problèmes sociaux dans un groupe de travail commun entre l'OMC et l'OIT, l'Organisation internationale du travail, groupe de travail qui tiendra sa première réunion... dans deux ans !

Il faut proposer un autre cadre international de régulation des échanges en s'inspirant des recommandations des 1 200 associations, organisations non gouvernementales et syndicats qui se mobilisent en ce moment à Seattle

S'il existait une volonté politique plus ferme, il serait possible de défendre une logique alternative. La France n'est pas le seul pays à subir les conséquences du libéralisme, et il serait possible de s'appuyer sur les réactions qui émergent un peu partout. Il existe, en Allemagne comme en France, un risque de repli sur la nation, au nom de la défense d'intérêts sociaux et économiques.

Pour dépasser cette logique du repli, il faut proposer un autre cadre international de régulation des échanges en s'inspirant des recommandations des 1 200 associations, ONG et syndicats qui se mobilisent en ce moment à Seattle. Il faut donner la primauté aux résolutions de la communauté internationale qui portent sur les questions sociales, démocratiques et environnementales : déclaration universelle des droits de l'homme, résolutions de l'Organisation internationale du travail, résolutions des conférences de Rio et de Kyoto, etc.

Il faut que l'avenir de notre monde soit l'objet de débats et de prises de positions collectives, d'où les idées de « contrôle citoyen » sur l'OMC, ou « d'Etats généraux planétaires » permettant d'associer ONG, associations, syndicats et institutions élues pour l'organisation de ces discussions. La mise en œuvre de ces chantiers demandera du temps, c'est ce qui justifie la demande par ces mille deux cents organisations d'une pause, d'un moratoire sur les négociations de Seattle.

La mobilisation qui se développe, en France comme aux Etats-Unis, permet une alliance inédite de salariés et d'écologistes, de chômeurs et de paysans. D'une certaine façon, elle préfigure les nouveaux cadres démocratiques dont notre monde a besoin.

Christophe Aguiton est syndicaliste et militant d'Agir ensemble contre le chômage (AC).

Les élucubrations de M. de Garis

par **Jean-Gabriel Ganascia**

J'ai analysé patiemment les arguments de Hugo de Garis (*Le Monde* du 9 novembre) sur les développements de l'intelligence artificielle pour essayer de comprendre ce sur quoi se fondait la fable des « artefacts » qu'il nous conte avec tant de verve. Je suis même allé sur son site Web (<http://www.artilect.org/hugo.html>), où j'ai récupéré ses écrits. Certains de vos lecteurs, médusés ou perplexes, pourraient lire avec intérêt ces quelques éléments d'information ainsi que le fruit de mes réflexions.

L'argumentation de M. de Garis repose sur deux hypothèses : d'une part, les capacités des machines vont s'accroître considérablement dans les prochaines années ; d'autre part, les techniques de programmation génétique appliquées aux cartes programmables vont donner naissance à des machines évolutives se reproduisant et se perfectionnant automatiquement. Or, de ces deux hypothèses, l'une se révèle hautement problématique, tandis que l'autre a déjà fait l'objet de nombreuses réfutations.

Pour ce qui touche à la première, l'accroissement des capacités des ordinateurs, soulignons que la loi de Moore mentionnée par M. de Garis, selon laquelle la densité et la rapidité des composants électroniques doublent tous les dix-huit mois, se vérifie empiriquement depuis une trentaine d'années, mais que l'on ne sait pas si elle restera valide dans le futur. Il est même bien des chercheurs pour penser qu'il en ira tout autrement dans les quinze prochaines années, car les principes physiques sur lesquels repose actuellement la fabrication des puces admettent des limites au-delà desquelles la miniaturisation devient impossible. Outrepasser ces limites exige le recours à d'autres procédés faisant appel aux nanotechnologies. Ces techniques sont actuellement à l'étude, mais rien n'assure des résultats futurs.

Le second argument porte sur les moyens préconisés, autrement dit sur l'emploi d'algorithmes génétiques pour modifier physiquement les cartes programmables et les faire évoluer, jusqu'à ce qu'elles se constituent en entités autonomes capables de se reproduire d'elles-mêmes. M. de Garis se propose de simuler, à l'aide de techniques bien connues dites de programmation génétique, les phénomènes d'auto-organisation qui produisent l'ordre à partir du chaos ou, ce qui revient au même, qui diminuent l'entropie.

Depuis plus de cinquante ans, la cybernétique, la systémique, la physique statistique et les sciences cognitives ont abordé ces questions afin de comprendre l'origine de l'univers, de la matière, de la vie et de la conscience. Rien dans les arguments avancés par M. de Garis ne suggère une quelconque percée conceptuelle dans ce domaine réputé difficile.

De plus, les théories formelles de l'apprentissage démontrent que, dans le cas général, les procédures d'auto-organisation se révèlent d'une complexité combinatoire dite exponentielle, ce qui signifie que, la plupart du temps, les nombres d'opérations à exécuter et de re-

AU COURRIER DU « MONDE »

EOLIENNES EN MER

Le projet d'implantation d'éoliennes en mer doit alerter toute personne soucieuse de la sauvegarde des paysages (*Le Monde* du 29 octobre). Je laisserai aux « nordistes » le soin de prendre en charge leur littoral, faute de bien le connaître, mais s'agissant de Gruissan, je peux apporter quelques éléments au débat qui ne manquera pas de venir. Gruissan est dominé par le massif de la Clape, qui est classé au titre des sites. Des points culminants de la Clape, on découvre un paysage maritime qui s'étend du cap Béhar au sud, jusqu'à Sète au nord. Le projet décrit dans votre article ne paraît pas s'en soucier. Et pourtant l'implantation envisagée détruirait ce paysage. L'électricité produite devra également être acheminée par des installations à terre, au-dessus (ou au-dessous) d'une station touristique, d'étangs riches en espèces protégées, de salines ; et toujours dans des paysages à préserver absolument. Il va donc falloir être vigilants.

G. Coste
Le Vésinet (Yvelines)

gistres de stockage requis excèdent ce que tout ordinateur fini peut offrir.

Dès lors, peu importe que l'on multiplie par mille, par un million ou par un milliard les capacités des ordinateurs... Bref, pour tous ceux qui connaissent un peu ces questions, il n'y a pas de lien direct entre les deux arguments de M. de Garis : l'accroissement des capacités des ordinateurs et les techniques de programmation génétique pour faire évoluer automatiquement les machines. En d'autres termes, tant que l'on ne maîtrisera pas les phé-

nomènes d'auto-organisation, l'accroissement de la puissance des ordinateurs ne modifiera pas de façon significative les capacités d'auto-évolution ou d'autoreproduction des machines.

Indépendamment de la faiblesse des arguments invoqués par M. de Garis, il convient de préciser la signification des termes afin d'éviter toute ambiguïté et toute méprise sur la portée des travaux conduits actuellement sur ces questions dans les laboratoires du monde entier. Partout, l'intelligence artificielle se présente comme une discipline scientifique ; elle n'aspire pas à animer des objets d'un souffle de vie et à les doter d'une conscience, mais elle tire parti de la simulation informatique pour améliorer notre compréhension de la nature en imitant, puis en comparant le modèle avec l'original. Ainsi, l'intelligence artificielle procède d'une ruse de l'esprit par laquelle nous prétons

une intelligence aux machines – c'est littéralement à l'intelligence artificielle – pour mieux les dominer et en tirer parti.

Lorsque le modèle se révèle fidèle à l'original, qu'il répond à nos intuitions et qu'il se comporte de façon familière, nous sommes en mesure d'anticiper ses évolutions, sans avoir à reproduire l'ensemble des opérations élémentaires exécutées par l'ordinateur. Dans le cas contraire, il faut amender le modèle pour l'améliorer.

Dans tous les cas, l'ordinateur se présente uniquement comme mo-

dèle et, à ce titre, il joue un rôle d'intermédiaire et de pivot ; il ne saurait donc être question de le voir prendre son autonomie pour nous dépasser de nous-mêmes. Répétons-le, les machines ne possèdent pas à proprement parler de conscience, d'intelligence ou de connaissance ! Nous leur attribuons ces facultés pour mieux rendre compte de leurs comportements.

Face à une machine qui joue aux échecs, rien ne sert de mimer les calculs ; il est préférable d'attribuer des stratégies et des buts aux ordinateurs. C'est la démarche de l'intelligence artificielle. Dès lors, on conçoit que bien peu de chercheurs de ce domaine se reconnaissent dans les perspectives brossées par M. de Garis.

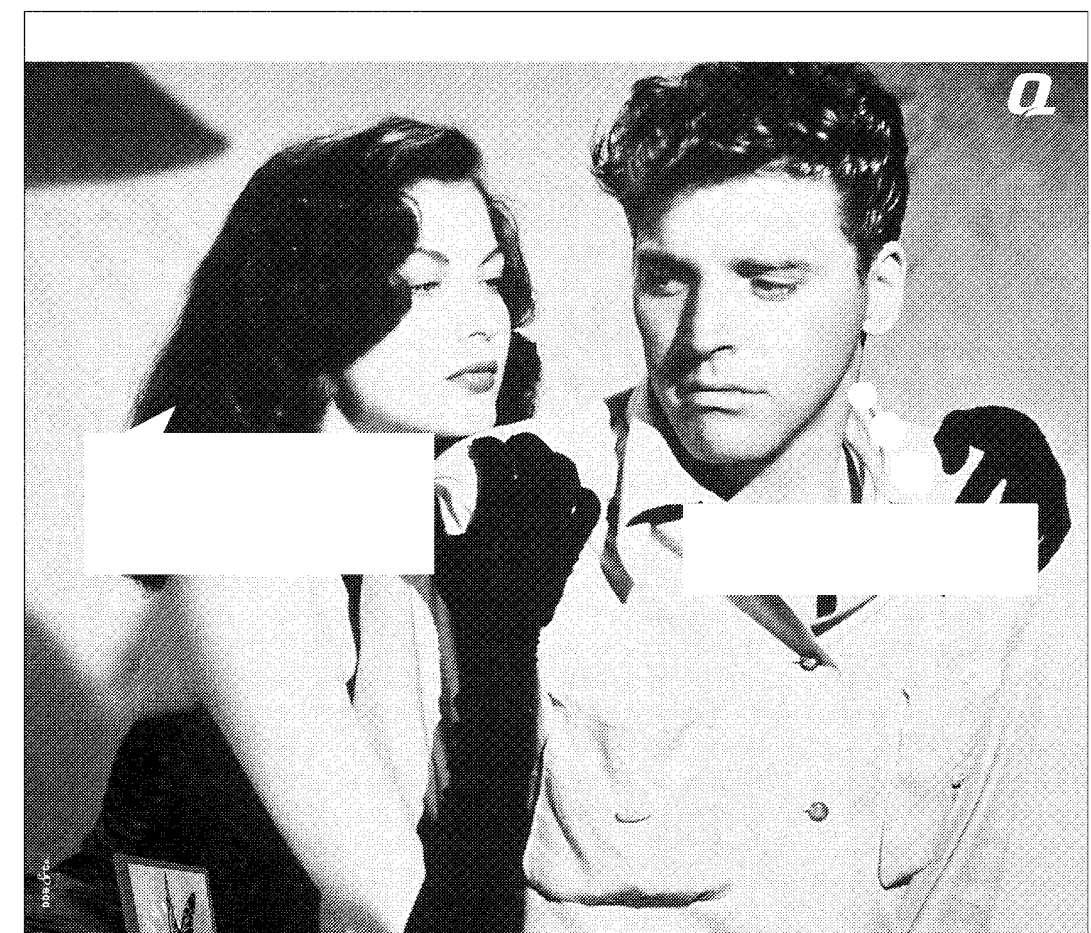
Mon dernier point porte sur la guerre des « cosmistes » et des « terrans », cette fable racontée par M. Hugo de Garis pour nous

convaincre de l'importance des enjeux. Bien avant lui, d'autres penseurs, physiciens ou philosophes imaginèrent des situations étranges tout aussi inquiétantes pour paraître leurs démonstrations. Tous se souviennent du malin génie, méchant et trompeur, qu'un certain René Descartes a introduit dans ses *Méditations métaphysiques*. Albert Einstein a lâché des ascenseurs en chute libre pour produire des états d'apesanteur.

Moins connues en France, les expériences de pensées des philosophes de l'esprit sont tout aussi isolées. Comment ne pas être glacé d'effroi en songeant à l'expérience dite des « cerveaux dans une cuve », au cours de laquelle des encéphales extraits la nuit de boîtes crâniennes, puis plongés dans un bain de sérum physiologique, reçoivent des influx nerveux similaires à ceux que perçoit un encéphale *in situ*. Nous pourrions aussi citer la « chambre chinoise », où John Searle a enfermé un de ses compatriotes ne parlant pas le chinois, en le condamnant à regarder ce qui se passe par une fenêtre et à afficher, eu égard à d'obscures règles de manipulation consignées dans de grands registres, des panneaux où sont inscrits d'impénétrables idéogrammes chinois.

Cependant, dans toutes ces expériences de pensées, la fiction étaye une démonstration générale portant sur la conscience, le mouvement, la référence, etc. C'est leur fonction. Songeons maintenant à la portée de la démonstration à laquelle nous convie la fable de Hugo de Garis. Je crains qu'elle ne vise qu'à nous persuader de son propre pouvoir, ce dont beaucoup doutent. Dans ce cas, la morale de la fable des « cosmistes » et des « terrans » se révèle singulièrement limitée.

Jean-Gabriel Ganascia est professeur à l'université Paris-VI et directeur de la cellule sciences de la cognition du CNRS.



Respirez, l'Armada M300 est à 13990^{FHT} !

Ultra portable pour les uns, insupportable pour les autres, le dernier né des portables Compaq à la pointe de la technologie.

1,4 kg, format B5
Processeur Intel® Celeron™ 333 MHz
64 Mo de mémoire vive SDRAM
Ecran matrice Active 11" 3 SVGA
Modem 56 Kbps V90 intégré
technologie Mini-PCI

POUR UNE AIDE IMMÉDIATE :

à suivre...

M01299

Intel, Celeron et Intel Inside sont des marques de Intel Corporation. Microsoft, Windows et Windows 95 sont des marques de Microsoft Corporation. Compaq est une marque de Compaq Computer Corporation. Les autres noms de marques sont des marques de leurs propriétaires respectifs. Les prix sont indiqués en francs français hors taxes. Les prix peuvent varier sans préavis. Les prix sont indiqués en francs français hors taxes. Les prix peuvent varier sans préavis. Les prix sont indiqués en francs français hors taxes. Les prix peuvent varier sans préavis.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999

BOURSE La privatisation d'Autostrade, la société qui gère les autoroutes italiennes, succède à celle de l'ENEL, équivalent italien d'EDF, qui s'est déroulée en octobre. ● LE SUC-

CÈS de cette nouvelle opération paraît déjà confirmé. Au fil des opérations menées par les gouvernements successifs depuis 1994, le public a pris goût à la Bourse. ● LA CAPITALI-

SATION de la place italienne s'est désormais rapprochée des standards européens. Les privatisées en représentent environ 40 %. ● DE NOUVELLES CESSIONS, sans doute moins

faciles que les précédentes, sont prévues au premier semestre 2000 : Aéroports de Rome, dont l'Etat détient encore la majorité, Alitalia et le groupe d'aéronautique Finmeccani-

ca. ● LE GOUVERNEMENT prévoit de dissoudre, dès juin 2000, l'IRI, qui gère depuis l'époque de Mussolini les participations publiques dans la Péninsule.

L'Italie s'apprête à tourner la page du capitalisme d'Etat

Les privatisations ont repris à un rythme soutenu dans la Péninsule. Après la mise sur le marché de l'opérateur d'électricité ENEL en octobre, celle d'Autostrade s'achève à son tour. En juin 2000, l'IRI, qui gère les participations publiques, devrait être dissous

MILAN

correspondance

Après près de deux ans de net ralentissement, le processus de privatisations en Italie a redémarré tambour battant. Un mois après la cession du tiers du capital de l'ENEL, l'équivalent italien de l'EDF, c'est Autostrade, principal réseau d'autoroutes du pays, qui fait l'objet d'une offre publique de vente. Cette opération, qui se termine vendredi 3 décembre, est un nouveau succès : selon le quotidien économique *Il Sole 24 Ore* de mercredi, l'offre aurait été souscrite deux fois dès le deuxième jour du placement.

La mise en Bourse d'Autostrade suit de près la vente du Mediocredito Centrale (spécialisé dans les prêts aux PME) à la Banca di Roma, achevée le 24 novembre, qui a permis à l'Etat de se retirer presque totalement du secteur bancaire. D'autres opérations sont programmées au printemps 2000 : l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI), qui fut depuis l'époque de Mussolini le bras armé de l'Etat dans l'industrie, devrait céder l'une après l'autre les participations qui lui restent pour s'acheminer vers sa liquidation le 30 juin 2000. Compte tenu de cette disparition annoncée, son président, Gian Maria Gros-Pietro, a été nommé, mardi, à la tête du groupe pétrolier privé Eni.

Autostrade, qui a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 1,85 milliard d'euros, est le principal opérateur européen en matière de construction et de gestion d'autoroutes à péage : il contrôle 56 % du réseau italien et 18 % des voies européennes. Pour mettre en valeur ses 3 300 kilomètres de fibres optiques,

Un coup de fouet pour la Bourse de Milan		
LA CAPITALISATION DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS PRIVATISÉES AU 29/10/99		
date de privatisation	en milliards d'euros	part en % de la capitalisation totale de la Bourse de Milan
TELECOM ITALIA novembre 1997	53,58	10,53
ENEL* octobre 1999	environ 50	-
ENI (4 tranches) à partir de novembre 1995	44,55	8,75
UNICREDITO IT. (pour priv. du Credito It.) déc. 1993	21,89	4,30
SAN PAOLO IMI (pour priv. de l'IMI) février 1994	17,35	3,41
INA juin 1994	11,62	2,28
BANCA COMMERCIALE IT. mars 1994	10,27	2,02
BANCA NAZION. DEL LAVORO novembre 1998	6,8	1,34
AÉROPORTS DE ROME juillet 1997	1,63	0,32

* Estimation (privatisée en octobre, l'ENEL n'est cotée que depuis novembre)

Source : Borsa Italiana SpA

Avant même la mise en vente de l'ENEL, les sociétés privatisées représentaient près de 33 % de la capitalisation de la Bourse italienne. Avec cette nouvelle opération, leur part avoisine les 40 %.

le groupe s'est diversifié dans les télécommunications en devenant le principal actionnaire de Blu, qui a obtenu la quatrième licence de téléphonie mobile en Italie et commercialisera ses services au début de l'an 2000. Autostrade a été doté d'un noyau dur représentant 30 % du capital, avec Edizione Holding (famille Benetton) comme chef de file, et 13 % de son capital est déjà coté en Bourse. A l'issue de l'OPV, l'IRI aura cédé la totalité de ses actions.

Si l'on excepte la télévision publique RAI, dont le sort n'est toujours pas décidé, il restera à l'IRI à accomplir trois grandes opérations au cours du premier semestre de

l'an 2000. La première est la cession de la part de 54,2 % qu'il détient encore dans les Aéroports de Rome, après la cession d'une première tranche il y a deux ans. L'IRI devra également céder la majorité d'Alitalia. En situation très difficile depuis quelques années, la compagnie aérienne a redressé la barre et s'est allié au néerlandais KLM, mais a subi cette année les problèmes de mise en route de l'aéroport de Milan-Malpensa. La dernière privatisation d'importance devrait concerner le groupe Finmeccanica (défense et aéronautique), dont l'Etat entend garder 30 %.

Ces deux dernières opérations devraient être plus complexes que

Telecom Italia améliore fortement son bénéfice

MILAN

correspondance

Internet, téléphonie mobile, expansion internationale prudente : le communiqué résumant le plan stratégique 2000-2002 approuvé par le conseil d'administration de Telecom Italia, mercredi 1^{er} décembre, ne fait aucune mention des quelque 13 000 suppressions d'emploi évoquées au cours des derniers mois. Ce projet de Roberto Colaninno, administrateur délégué d'Olivetti et auteur d'un raid spectaculaire sur Telecom Italia, dix-huit mois après sa privatisation, cristallise pourtant toutes les inquiétudes. Une rencontre entre la direction de l'entreprise et les syndicats devait se tenir jeudi 2 décembre.

Après l'échec du plan de restructuration financière du groupe, violemment critiqué par les investisseurs, M. Colaninno espère ne pas subir de revers sur le front social. Il juge trop lourdes les structures administratives de la société, même si les résultats ne le font pas apparaître.

Mercrredi, le groupe a annoncé ses prévisions pour 1999. Il s'attend à un bénéfice d'exploitation de 6,19 milliards d'euros, en hausse de 30 % sur 1998, et un chiffre d'affaires de 26,8 milliards d'euros, en

hausse de 7 %. A l'issue de son conseil, le groupe a confirmé son plan d'investissements de plus de 15 milliards d'euros sur trois ans. Le développement de la téléphonie classique passera par Internet – pour lequel une filiale ad hoc sera créée – et par la transmission de données. Le plan prévoit que ces activités, qui représentent aujourd'hui 9 % du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe, devraient atteindre 20 % en 2002 – le trafic de données aura alors dépassé celui de la voix – et 40 % à l'horizon 2005-2007. En ce qui concerne la téléphonie mobile, le groupe compte sur un nouveau boom : il estime que 80 % de la population italienne sera équipée en 2002 et que sa filiale de téléphonie mobile, TIM, conservera 50 % du marché.

Telecom Italia entend garder, malgré la concurrence, la première place du marché italien dans tous ses secteurs d'activités. Son expansion à l'international reposera sur l'Amérique latine – où il entend devenir le deuxième opérateur intégré – et sur l'Europe ; il se concentrera sur certains secteurs (téléphonie mobile, transmission de données) et sur certains pays, dont la France.

M.-N. T.

Gares et aéroports sont très convoités

MILAN

correspondance

Les plus grands noms du capitalisme industriel et financier italien sont en train de fournir leurs armes en vue de la privatisation des gares et des aéroports de la Péninsule. Ils misent ainsi sur la future rentabilité de centres bien placés pour la gestion de boutiques, restaurants ou services innovants aux consommateurs.

Parmi les candidats, on trouve Pirelli, allié à Edizione Holding, le bras financier de la famille Benetton. Le fabricant de pneumatiques et de câbles, qui dispose d'une importante branche immobilière, investit ainsi dans des secteurs qu'il estime à fort potentiel de développement. Quant aux Benetton, on les trouve désormais dans les autoroutes d'Autostrade mais aussi dans la chaîne de restaurants Autogrill

ou les supermarchés GS. L'alliance Pirelli-Benetton doit notamment faire face à la concurrence de la CIR, de Carlo De Benedetti, qui a mobilisé plusieurs partenaires étrangers : British Airport Authority pour les aéroports, et le français Ségécé, contrôlé par l'assureur Axa et Klépierre (groupe Paribas), pour les gares.

La cession des 54,2 % que le holding public IRI détient encore dans la société Aeroporti di Roma (ADR) devrait faire l'objet d'une négociation de gré à gré vers le mois d'avril 2000. L'acquéreur devra ensuite lancer une offre publique d'achat sur la totalité du capital, ADR étant partiellement cotée en Bourse. Treize déclarations d'intérêt ont été enregistrées. ADR ne constituera que la première étape d'une gigantesque libéralisation du secteur.

Nombre d'aéroports, aujourd'hui

contrôlés par les collectivités locales, prévoient d'ouvrir leur capital à des partenaires privés, notamment la SEA de Milan ou les structures de Venise et de Bologne. De leur côté, les Ferrovie dello Stato (FS) entendent céder une part de 30 % à 49 % de la société Grandi Stazioni, spécialement créée pour permettre la privatisation de ces infrastructures et contribuer au rétablissement de la santé financière des chemins de fer. Trois groupes de candidats ont été retenus pour participer à la phase finale de la sélection : Pirelli, allié à Benetton et à la SNCF ; l'Ifil, holding de la famille Agnelli, appuyé par Westdeutsche Immobilienbank et la banque San Paolo IMI ; et le tandem constitué par la CIR et Ségécé. Les FS espèrent conclure l'affaire fin janvier.

M.-N. T.

Novartis et AstraZeneca créent le numéro un mondial de l'agrochimie

LE SUISSE Novartis et l'anglo-suédois AstraZeneca ont annoncé, jeudi 2 décembre, qu'ils allaient fusionner leurs activités agricoles au sein d'une nouvelle entreprise, appelée Syngenta, afin de pouvoir se concentrer sur la santé humaine. Cette société est appelée à être introduite en Bourse au deuxième trimestre 2000.

Depuis quelques mois, ces deux groupes de sciences de la vie passaient en revue différentes solutions pour se désengager de leur branche agrochimique (*Le Monde* du 8 juillet 1999). Le marché des herbicides, des fongicides et des insecticides dans le monde est confronté à un ralentissement de sa croissance du fait de la baisse de revenus de nombreux paysans. La mise sur le marché d'un nouveau produit phytosanitaire absorbe 100 à 150 millions de dollars, avec de coûteuses études sur l'impact environnemental du produit, contre 350 à 400 millions de dollars pour un médicament. Mais le retour sur investissement espéré

n'excède pas 20 % dans le premier cas contre 40 % en pharmacie.

En juin, Novartis annonçait un plan de restructuration pour sa division agricole, entraînant la suppression de 1 100 emplois dans le monde sur deux ans. Le groupe suisse ne cachait pas que d'autres mesures pourraient suivre.

Neuf mois après la fusion ayant créé, en mars 1999, AstraZeneca, le nouveau groupe n'a toujours pas procédé à l'intégration de ses activités agricoles. L'agrochimie (21,8 % du chiffre d'affaires) a conservé à ce jour le nom de Zeneca Agrochemicals, ce qui était le signe, aux yeux des analystes, d'une volonté de sortir d'un domaine où le suédois Astra est totalement absent. Le 3 août, Tom Mac Killop, le président du groupe, annonçait lancer une « *révision accélérée* » de son unité agricole, troisième mondiale derrière celle de Novartis et de l'américain Monsanto.

La nouvelle entreprise, Syngenta, s'érige comme un leader mon-

dial de « l'agribusiness ». Elle devient le numéro un mondial de la protection des plantes et le numéro trois des semences. Dotée d'un chiffre d'affaires combiné de 7,9 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) et d'un budget de recherche et développement de 700 millions de dollars, Syngenta inaugure la première entreprise globale spécialisée en agriculture. Historiquement, ces activités étaient développées dans des branches annexes de grands groupes chimiques ou pharmaceutiques. Les pesticides représenteront 87 % des ventes et les semences 13 %.

GÉNIE GÉNÉTIQUE

Syngenta, à l'instar de l'américain Du Pont de Nemours, va emprunter la voie des semences « améliorées » pour leurs performances agronomiques mais aussi pour la production d'aliments plus goûteux, plus sains, plus adaptés aux besoins des consommateurs. Novartis comme Zeneca

disposent d'une recherche de pointe dans le domaine des plantes OGM (organismes génétiquement modifiés). Les deux entreprises qui espèrent beaucoup du génie génétique, susceptible de renouveler l'arsenal chimique contre les ravageurs des cultures et de fournir de nouveaux aliments ont réduit leurs ambitions à la suite des polémiques sur les OGM.

De façon assez curieuse, les activités vétérinaires ne font pas partie de la transaction. Novartis avait d'ailleurs choisi de réinvestir dans ce secteur, en rachetant, le 26 novembre, Vericore, une société basée en Grande-Bretagne et spécialisée dans les vaccins, parasitocides et autres produits pour le bétail et les animaux de compagnie. Novartis, s'il ne croit plus aux avantages des sciences de la vie, mise encore sur les synergies d'un pôle santé, intégrant la santé humaine et animale. « *Nous constatons aussi des synergies entre les produits pour animaux de*

compagnie et notre activité Consumer Health (nutrition des sportifs, aliments pour bébés, etc.) qui utilisent les mêmes canaux de la grande distribution. C'est pourquoi la santé animale sera placée dans le nouvel organigramme de Novartis sous la division Consumer Health, indique un porte-parole du groupe à Bâle.

BALLON D'OXYGÈNE

L'organigramme de la nouvelle entreprise est déjà arrêté ainsi que le plan de la fusion. Syngenta, dont le siège sera à Bâle (Suisse), sera introduite à la Bourse suisse, ainsi qu'à celles de Londres, New York et Stockholm. Les actionnaires de Novartis vont recevoir 61 % des actions Syngenta contre 39 % pour ceux d'AstraZeneca. Le directeur actuel de Novartis Agribusiness, Heinz Imhof, deviendra président du conseil d'administration de Syngenta.

La transaction sera soumise à l'approbation des actionnaires, le 12 avril 2000 pour Novartis et le

sable de la banque d'affaires pour l'Italie. Si elles ont permis à la place de Milan de s'ouvrir aux investisseurs institutionnels étrangers, les privatisations ont également eu un impact très net sur le grand public italien. « *L'importante offre d'actions et la baisse des taux d'intérêts sur les bons du Trésor ont permis aux petits épargnants de se familiariser avec les investissements en actions. Nous avons suivi la première privatisation, celle du Credito Italiano en 1993 : elle avait recueilli environ 300 000 adhésions. Pour l'ENEL, 3,8 millions de personnes ont adhéré à l'offre* », explique M. Costamagna.

LIBÉRALISATION POUSSÉE

Cet engouement pour la Bourse va au-delà des privatisées et a ouvert la voie à la cotation d'autres entreprises. Une quarantaine d'entreprises auront été introduites en Bourse cette année, contre 14 en 1997.

En outre, malgré le scepticisme initial des observateurs, les privatisations des monopoles publics ont été accompagnées d'une libéralisation poussée des secteurs concernés. Totale dans les télécommunications, celle-ci est en train de se mettre en place pour l'électricité, tandis que celle du gaz est programmée pour l'an prochain. L'Italie est certes « *en retard sur la Grande-Bretagne mais beaucoup plus avancée que la France* » sur ce terrain, selon M. Costamagna. En adoptant un plan de privatisations ambitieux – élément décisif pour respecter les critères de Maastricht – le gouvernement italien a donné un coup de fouet à la modernisation économique du pays.

Marie-Noëlle Terrisse

Véronique Lorelle

Les banques écossaises s'affrontent pour s'emparer de l'anglaise NatWest

La place financière d'Edimbourg se réjouit de cette offensive

La Bank of Scotland et la Royal Bank of Scotland se livrent bataille pour prendre le contrôle de la National Westminster Bank, troisième banque commerciale anglaise. Les deux établissements écossais ont bâti leur réputation sur la prudence de leur gestion et la rentabilité de leur activité dans la banque de détail. L'issue du combat, qui réjouit la classe politique écossaise, est toujours incertaine

ÉDIMBOURG

de notre envoyé spécial

De part et d'autre du Nor'loch, ancien lac glaciaire séparant la vieille ville médiévale de la nouvelle cité tracée au cordeau, les deux petits bâtiments de style classique géorgien du Mound et de St Andrews square se regardent, en cet automne, en chiens de faïence. Plus que jamais depuis le déclenchement de la bataille entre la Bank of Scotland (BoS) et la Royal Bank of Scotland (RBoS) pour le contrôle de la National Westminster Bank, Edimbourg est la cité aux deux visages chère à Stevenson. La foire d'empoigne autour de la troisième banque commerciale anglaise a scindé la communauté financière de la deuxième place financière du royaume après la City en deux camps irréductibles.

En attendant l'issue de ces deux raids, l'Écosse, si longtemps réduite à l'état de simple province de l'Angleterre, elle, pavise. À écouter Ray Perlman, directeur du Scottish Financial Enterprise, ce feu croisé des deux établissements édimbourgeois contre NatWest apporte à ce centre européen de la gestion de fonds une formidable accélération de son histoire. « *Quelle que soit l'issue, Edimbourg ne peut qu'en tirer profit. Jusqu'aujourd'hui, c'était plutôt l'inverse qui se produisait. Les Anglais achetaient des compagnies écossaises dont le siège était ensuite transféré à Londres* », dit-il. Toutes tendances politiques confondues, les députés du Parlement régional nouvellement installé jubilent devant ce pied-de-nez à l'écrasante City de Londres.

Au siège de la BoS, le visiteur se rend compte immédiatement qu'il pénètre dans une noble maison plus que tricentenaire, avec des tentures en tartan, des portraits d'ancien dirigeants au regard de granite, de lourds meubles anciens. Comme d'ailleurs la Royal Bank, dignement fondée en 1727, l'établissement du Mound peut même imprimer ses propres billets de banque. Jusqu'à présent, les deux institutions avaient cohabité en bonne intelligence, se taillant la part du lion du marché écossais. De surcroît, le duo performant est précédé de la même réputation de prudence. Ainsi, la diversification à l'étranger, où NatWest comme tant de banques anglaises a englouti une fortune au cours des

deux dernières décennies, est réduite à deux petites acquisitions, aux États-Unis pour la RBoS, et en Australie pour la seconde.

La clef du succès de ces deux banques à réseaux qui savent compter, ce qu'il ne faut pas confondre avec l'avarice ? L'accent mis sur le métier peu glamour de la banque de détail aux particuliers et aux entreprises. Seule différence entre ces deux mastodontes, alors que la Bank of Scotland s'est spécialisée dans certains créneaux comme la banque électronique ou par téléphone, la RBoS offre une plus large palette de services comme le leasing de trains ou l'assurance. Sans faire de bruit, cette dernière a aussi noué une solide alliance avec la banque espagnole BSCH, son premier actionnaire avec 9,6 % de son capital. Le groupe ibérique est également lié à la banque italienne SanPaolo-Imi, à l'allemande Commerzbank et à la française Société générale. Cette dernière partage un autre point commun avec la RBoS : dans sa bataille boursière contre la BNP, elle a reçu le soutien de l'assureur britannique CGU, sans l'appui de qui la banque écossaise n'aurait pu lancer son offensive britannique.

SOLIDES ALLIANCES

A première vue, on ne peut imaginer des personnalités plus différentes que les directeurs généraux respectifs de la BoS et la Royal Bank, Peter Birt, cinquante-cinq ans et sir George Mathewson, cinquante-sept ans. Au premier, réservé et détestant parler de lui, s'oppose le second, extraverti provocateur, familier d'un parler direct. Mais ces deux chefs ont connu un parcours professionnel somme toute identique : St Andrews University, l'Oxford écossais, puis l'exil temporaire dans une université américaine, suivi d'une expérience dans l'industrie de l'électronique et la banque d'investissement, avant de s'enraciner dans le train-train de la banque commerciale. Les deux self-made men édimbourgeois méprisent un sir David Rowland, le PDG policé et délicat de NatWest, pur produit de l'establishment anglais tant honni.

Mais tous deux nourrissent également la même ambition stratégique, l'expansion en Angleterre, d'où les risques pris avec ces deux OPA hostiles contraires à leur

« culture ». Avec quelque 300 agences héritées d'une petite banque anglaise rachetée il y a quelques années, la RBoS est déjà bien implantée au sud des Borders. Pour sa part, la BoS peut se targuer de ses liens commerciaux tout aussi bénéficiaires avec des supermarchés, une chaîne de pharmacie et des organisations philanthropiques anglaises.

« FRED L'EMPALEUR »

À l'évidence, dans la capitale de l'Écosse, l'époque du capitalisme complice est aujourd'hui révolue. Toutes les attaques sont bonnes pour tenter de faire main basse sur la NatWest. Les lobbyistes de la RBoS rappellent-ils le coup porté à la crédibilité de l'ambitieux Peter Birt par son projet avorté d'alliance entre la BoS et le télévangéliste américain d'extrême-droite Pat Robertson ? L'intéressé réplique en surnommant le dauphin de sir George, Fred Goodwin, « Fred l'empeleur » pour avoir organisé un bain de sang au sein du personnel quand il dirigeait la Clydesdale Bank.

Pour le quotidien local *The Scotsman*, cette surenchère peu amène est à la hauteur de l'enjeu pour deux patrons tout auréolés de leur incontestable réussite à la tête de leurs juteuses compagnies : « *Le vainqueur sera couvert de gloire. En revanche, le prédateur vaincu verra le groupe qu'il a bâti devenir proie.* » Et les politiques s'en mêlent, dans un sens ou d'un autre. Ainsi, sir George Mathewson, le seul à avoir connu le secteur public comme directeur de la Scottish Development Agency, équivalent de la Datar française, bénéficie du soutien du parti autonomiste SNP. Son leader, Alex Salmond, a été un temps économiste à la Royal Bank. Légitimiste dans l'âme, Peter Birt, lui, peut compter sur l'appui discret du chef du gouvernement de la province, le travailliste Donald Dewar, en remerciement de son opposition sans ambages à une séparation d'avec la Grande-Bretagne préconisée par le SNP lors des élections régionales organisées en mai 1998.

Marc Roche

Dexia et Société générale renforcent leurs liens

DEXIA et la Société générale (SG) ont officiellement scellé leurs liens, jeudi 2 décembre. Le groupe franco-belge, spécialisé notamment dans les services financiers aux collectivités locales, a annoncé qu'il allait investir 2,42 milliards de francs (368,9 millions d'euros) pour prendre une participation de 20 % dans le Crédit du Nord, filiale de la SG. Celle-ci est déjà, depuis 1995, actionnaire (à 20 %) de CLF-Banque, filiale de Dexia. Les deux groupes ont également annoncé leur intention d'aller au-delà de cet accord technique et de construire un « partenariat pérenne et évolutif ». Pour cela, Dexia, qui détient actuellement 0,4 % du capital de la Société générale, portera sa participation à 2 %. La SG, elle, détient 0,5 % du capital de Dexia.

Depuis plusieurs années déjà, Pierre Richard, administrateur délégué du groupe franco-belge, affirmait qu'il souhaitait se doter d'un réseau d'agences en France, pendant aux 950 agences dont dispose dans son pays le Crédit communal de Belgique. Dexia avait d'ailleurs été un temps candidat à l'achat du CIC lors de sa privatisation. Un tel réseau est nécessaire à Dexia pour offrir aux collectivités locales françaises et à leurs personnels un service bancaire complet (tenue de compte, gestion des moyens de paiement...). D'autant que l'obligation à laquelle sont aujourd'hui soumises les collectivités locales de déposer leurs fonds au Trésor pu-

blic, pourrait ne pas durer éternellement. D'après le quotidien *La Tribune* du 2 décembre, Dexia pourrait également s'intéresser à la Banque Hervet lorsque la privatisation de la dernière banque publique sera lancée.

Le Crédit du Nord et Dexia veulent créer une joint-venture pour fournir aux personnels du secteur public local un service de banque sur Internet. Dexia envisage également d'étendre son partenariat avec la Société générale au domaine des financements de projets.

1,5 MILLIARD DE PLUS-VALUE

Au passage, la Société générale dégage une plus-value de près de 1,5 milliard de francs. Elle avait dépensé 4,7 milliards de francs pour acheter la totalité du capital du Crédit du Nord en 1997 et recapitaliser la banque. Elle en revend aujourd'hui un cinquième à Dexia sur la base de 12,1 milliards de francs !

La banque présidée par Daniel Bouton a également annoncé qu'elle se préparait à signer un accord technique avec l'UCB, filiale de Paribas et donc de la BNP, spécialisée dans les crédits à l'habitat. La SG devait se doter d'une nouvelle chaîne informatique pour gérer ce type de prêts et a jugé qu'il était plus rapide et moins coûteux de sous-traiter la gestion informatique plutôt que de la recréer entièrement.

Sophie Fay

► PARIS / FRANCFORT, Succès de l'échange des actions Hoechst contre des actions Rhône-Poulenc pour créer



- ... bienvenue Aventis!

Plus de 96 % des actionnaires de Hoechst ont apporté leurs titres à l'offre publique d'échange lancée par Rhône-Poulenc. Le 15 décembre, les actionnaires de Rhône-Poulenc se prononceront sur l'augmentation de capital nécessaire à l'émission des nouvelles actions Aventis à l'intention des actionnaires de Hoechst. A l'issue du vote et sous réserve de l'approbation des actionnaires, Aventis sera créée.

Nouveau leader mondial dans les Sciences de la Vie, Aventis sera un acteur de tout premier plan en Pharmacie, dans les médicaments et les vaccins, et en Agriculture, dans la protection et l'amélioration des cultures, la nutrition animale et le vétérinaire. Société de droit français, siégeant à Strasbourg, Aventis comptera 92 000 salariés pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 18 milliards d'euros. Le Groupe disposera du budget de recherche et développement le plus important de son secteur. Toutes les actions Aventis seront cotées le 20 décembre à Paris, Francfort et New York.

www.rhone-poulenc.com

Les élèves des écoles américaines sous influence publicitaire

Alors que huit millions d'enfants et d'adolescents sont déjà obligés de regarder, pendant les cours, une émission quotidienne entrecoupée de publicités, des marques enquêtent et testent maintenant leurs produits directement dans les classes, souvent à l'insu des parents

KANSAS CITY

de notre envoyée spéciale

J. C. Harmon High School accueille chaque jour un millier d'élèves, âgés de quatorze à dix-neuf ans, dans un quartier modeste et verdoyant de Kansas City (Kansas). Ce matin-là, après avoir franchi le portail électronique qui contrôle l'accès à l'établissement d'enseignement public (les armes à feu sont interdites), une dizaine d'adolescents rejoignent la salle des professeurs pour participer au *focus group* qu'organise la société d'étude de marchés Education Market Resources (EMR).

Assis autour d'une table en formica, aucun adolescent ne sait vraiment ce qu'il est venu faire : « On nous a simplement demandé si on avait du temps pour participer à quelque chose de marrant », explique Ana, quatorze ans. Les professeurs ont été mandatés pour trier les élèves selon des critères (confidentiels) fournis par EMR. Ana, Josh, Mark, Lebra et les autres sont contents d'échapper aux cours pendant que leurs camarades de classe étudient dans des ateliers libres. Leurs parents,

eux, ne savent pas que J. C. Harmon High School a décidé, ce 23 novembre, de céder ses élèves à l'entreprise, pendant une heure, contre quelques centaines de dollars.

MIXITÉ ETHNIQUE

Gary, l'animateur volubile d'EMR qui se présente comme « un chercheur », est un ancien prof. Il distribue un petit carnet blanc sur lequel les jeunes doivent écrire les réponses à ses questions : qu'y a-t-il dans votre frigo ? Les biscuits, les boissons, quelles sont vos marques de vêtements, votre chanteur préféré ? Si les réponses tardent, il devient pressant : en une heure, il doit tirer de ces adolescents considérés comme des « précurseurs de tendances » le nom des stars de cinéma ou de la pop que ses clients devront utiliser dans leurs publicités l'an prochain. Il ne recule devant aucune carotte : « Dites moi qui sera le chanteur le plus en vogue à la fin de l'année prochaine, et je reviens, ici, en novembre 2000 avec 1 million de dollars pour celui qui m'aura donné la bonne réponse ! »

En fait de millions, ce test commercial rapportera entre 500 et 600 dollars (environ 1 800 francs) au Movimiento Estudiantil Chicano de Aztlan, un club d'entraide que dirige Gene Chavez, le principal du lycée. C'est lui qui a permis à l'entreprise d'entrer dans l'école. La J. C. Harmon High School a été choisie en raison de sa mixité ethnique – les deux tiers des élèves sont « latinos » –, et de son profil urbain. Pour les publicitaires, c'est la nouvelle Amérique en termes de musique, de danse, de mode et de nourriture. M. Chavez affirme ne pas avoir accepté ce test pour l'argent, mais pour « aider les enfants à s'inscrire dans leur environnement », dit-il.

J. C. Harmon n'est pas une exception aux Etats-Unis. Bon nombre d'établissements ont cédé aux sirènes du commerce, y compris des privés : « Nous avons testé hier pendant six heures des barres chocolatées auprès d'une centaine d'élèves de l'école Sainte-Thérèse », explique Bob Reynolds, président d'EMR. Il se défend d'indemniser ses contacts au sein des écoles, mais, dit-il : « Je crois que

celle-ci a reçu plus de 14 000 dollars cette année de différentes sociétés d'études de marché. » Ces enquêtes, réalisées au profit de grandes marques, comme McDonald's, Kellogg's, Nintendo ou Reebok, se font souvent sans l'autorisation des parents.

Les enfants sont aussi sollicités par des jeux-concours farameux organisés par les bons M&M's (1 million de dollars à gagner) ou Twix (deux Jeeps en jeu). Comment entendent-ils parler de ces opérations ? Par une télévision commerciale diffusée dans l'enceinte des établissements. La chaîne Channel One (groupe de presse Primedia) est entrée à la J. C. Harmon High School, comme dans 12 000 autres écoles aux Etats-Unis, il y a neuf ans. Elle revendique une audience quotidienne de 8,1 millions d'adolescents de douze à dix-sept ans, soit « cinq fois l'audience cumulée au près de cette tranche d'âge par les grandes chaînes ABC, CBS, NBC et CNN ». Ces jeunes Américains, qui regardent déjà à la maison vingt heures de télévision par semaine en moyenne, selon une étude ré-

cente de la Fondation Henry J. Kaiser, avalent en plus à l'école un programme quotidien de douze minutes coupé deux fois de publicités.

Celles-ci s'ajoutent aux 16 000 à 18 000 spots qu'ils voient déjà chez eux chaque année.

AUDIENCE CAPTIVE

A Kansas City, il est 10 h 25, et c'est l'heure du Channel One News quotidien. Ana, Josh, Mark et les autres, à peine sortis du test conduit par EMR, retrouvent dans leurs classes les informations télévisées distillées par deux jeunes présentateurs, depuis un plateau californien très inspiré de la chaîne MTV. C'est un rappel des gros titres du jour, entrecoupé de publicités pour Pepsi, Clearasil ou de Winterfresh mouth. L'intérêt pédagogique ? « Pour la plupart des élèves, c'est leur seule source d'information, un peu du monde extérieur qui entre dans l'école », explique, en face de son supérieur hiérarchique, Andrew Walleck, un professeur d'anglais à moitié convaincu. En vertu du contrat qui lie l'école à Channel One depuis le 29 juin 1990, il s'est interrompu, comme ses collègues, pour allumer le moniteur installé dans sa classe et s'est calé sur le « top départ » lancé tous les matins par Mary Sternshein, la bibliothécaire. M. Walleck découvre les images en même temps que ses élèves.

Ceux-ci ne peuvent se soustraire au programme dont le contenu, critiqué parfois pour sa violence, échappe pourtant au contrôle du corps enseignant et aux parents d'élèves. Les adolescents n'ont en général pas le droit de lire ou d'aller aux toilettes pendant que la télévision est allumée. Channel One peut ainsi assurer à ses annonceurs qu'elle touche « une audience captive, même les adolescents qui regardent peu la télévision à la maison ». Et vendre ses spots environ 200 000 dollars (environ 1,2 million de francs) les trente secondes, l'équivalent du prix en prime time, selon des observateurs locaux.

Selon les détracteurs américains de plus en plus actifs de Channel One – l'association Obligation Inc. et le Center for Commercial Free Public Education notamment –, la vocation de cette télévision est avant tout publicitaire. De fait, elle impose des conditions de diffusion d'une rigueur extrême qui

ne sauraient aller avec de réelles préoccupations pédagogiques : les écoles s'engagent, pour un durée de trois ans minimum reconduite par tacite reconduction, à « montrer le programme Channel One News à tous les enfants dont l'âge est compris entre onze et dix-sept ans au moins 90 % des jours scolaires ; à faire en sorte que le programme soit regardé dans une salle de classe, ni avant ou après les heures de cours, ni au moment du repas ». En échange, l'école reçoit à la signature du premier contrat, un poste de télévision pour 23 enfants.

De multiples entrées

L'entreprise ZapMe! distribue, depuis plus d'un an, des ordinateurs gratuits connectés à Internet (valeur 9 500 dollars par mois par école) en échange de la diffusion de publicité sur les écrans et sur leurs machines. Début 1999, 200 écoles avaient déjà accepté l'offre. Par ailleurs, en mars, le *New York Times* a révélé que certains manuels scolaires de mathématiques (Ed. McGraw-Hill) payés par l'Etat contenaient de la publicité pour M&Ms, Nike et McDonald's. Ces livres ont été adoptés par quinze Etats pour être distribués aux enfants de onze ans.

Aucun texte fédéral ne réglementant la publicité dans les écoles, c'est l'ASCD, une association pour la qualité de l'enseignement, qui tente d'imposer ses propres recommandations : « Les responsables de district doivent s'assurer que le matériel commercial fourni par des entreprises qui ont un intérêt financier à faire parler d'elles (...) ne s'oppose pas aux valeurs de l'école, répond clairement à un besoin pédagogique (...) et ne font pas la promotion d'une marque. »

Des chercheurs du Centre d'analyse sur la commercialisation de l'éducation (Université du Wisconsin) ont chiffré le coût de Channel One (équivalent en temps d'enseignement gaspillé) à 1,8 milliard de dollars. New York est le seul Etat à avoir déclaré illégal Channel One dans les écoles publiques.

Florence Amalou

La qualité, cela vous dit quelque chose ?

GUERRE DES PRIX, BANALISATION DES PRODUITS, STANDARDISATION DES TECHNOLOGIES... UNE CONSTANTE RESTE FIÈREMENT EN TÊTE DU DÉFILÉ DES EXIGENCES : LA QUALITÉ. JAMAIS LES PRODUITS DE QUALITÉ NE SE SONT AUSSI BIEN VENDUS. PREUVE CONCRÈTE QUE LE CONSOMMATEUR MATURE ET AVERTI EXISTE BIEN. ON RETROUVE UNE LOGIQUE IDENTIQUE DANS LE DOMAINE DES ACHATS D'ESPACE. POUR UN ANNONCEUR OU UN DÉCIDEUR MÉDIA, LA QUALITÉ C'EST L'EFFICACITÉ MAXIMALE, C'EST CONJUGUER LA COHÉRENCE ET LA PERFORMANCE. EN RÉUNISSANT 5 TITRES D'UNE PRESSE DE QUALITÉ, PQN⁵ VOUS PERMET DE TOUCHER D'UNE MANIÈRE UNIQUE, ÉCONOMIQUE ET EFFICACE LES CONSOMMATEURS DE QUALITÉ, LES LEADERS D'OPINION, LES DÉCIDEURS.

DANS LES SUPPORTS AUSSI, LA QUALITÉ A MAINTENANT UN NOM.



OMC : les négociateurs cherchent l'apaisement



Aujourd'hui, 12.11.2000
La poudre sociale des Antilles



Allegre répond aux bréveux



Le ministre méditerranéen



Le Monde

PQN⁵

La Formule Absolue.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RAILTRACK : le gouvernement britannique** a décidé, mercredi 1^{er} décembre, d'écarter la société Railtrack de la privatisation du métro londonien. Railtrack avait pourtant été choisi comme un des attributaires de cette privatisation. Depuis l'accident de Paddington, la société chargée des infrastructures ferroviaires est vivement critiquée pour sa gestion.

● **MECCANO : la direction du célèbre fabricant de jeux** de constructions métalliques a annoncé en début de semaine au comité d'entreprise de son usine de Calais (183 salariés) son intention de se déclarer en cessation de paiements. Selon les syndicats, « les salariés ont travaillé tout le mois de novembre pour satisfaire les commandes de Noël », de même que les fournisseurs, et « on leur annonce maintenant qu'ils ne vont pas être payés ».

● **HOCHTIEF : le groupe de BTP allemand**, concurrent mais aussi actionnaire de Philipp Holzmann, a annoncé, mercredi, que la quasi-faillite de ce dernier aurait un impact de « l'ordre de plusieurs millions d'euros » sur ses comptes. Hochtief s'inquiète des distorsions de concurrence résultant du soutien accordé, la semaine dernière, par le gouvernement allemand à Philipp Holzmann.

● **SIEMENS : le conglomérat allemand** a annoncé, mercredi, la vente prochaine de ses activités de câbles de télécommunications, afin de se recentrer sur les techniques d'information et de communication à forte croissance.

● **FUJI HEAVY INDUSTRIES** : le constructeur automobile japonais Subaru, filiale du conglomérat Fuji, serait proche de conclure une alliance avec l'américain General Motors, selon le quotidien *Nihon Keizai Shimbun* du jeudi 2 décembre. GM pourrait acquérir jusqu'à 20 % du capital du constructeur japonais.

● **CHARBONNAGES DE FRANCE** : l'intersyndicale des mineurs des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) a annoncé, mercredi 1^{er} décembre, qu'elle engagerait jeudi des négociations salariales avec Charbonnages de France (CdF) et suspendait à cette occasion le mouvement qui s'est traduit, mardi, par de violentes manifestations en Moselle.

SERVICES

● **CARNIVAL CORP. : le numéro un mondial des croisières** a annoncé, mercredi, qu'il allait racheter le croisiériste norvégien NCL Holding ASA.

● **AIR FRANCE : la compagnie aérienne a annulé tous ses vols** prévus jeudi entre Paris-Orly et la Corse (Ajaccio et Bastia) en raison d'une grève annoncée par le personnel de la Compagnie Corse Méditerranée (CCM), son sous-traitant sur la destination.

● **TÉLÉCOMMUNICATIONS : l'autorité de régulation des télécommunications (ART)** réunira France Télécom et ses concurrents le 15 décembre pour définir les modalités d'ouverture de la « boucle locale » aux transmissions Internet à haut débit (ADSL).

● **TELIA-TELEOR** : l'opérateur téléphonique scandinave a lancé une offre hostile de rachat sur le second opérateur mobile irlandais Esat pour 1,5 milliard d'euros.

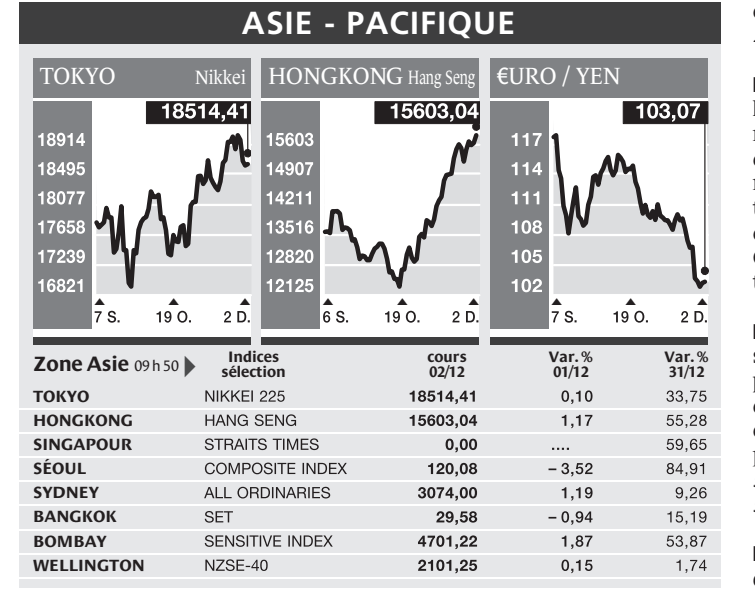
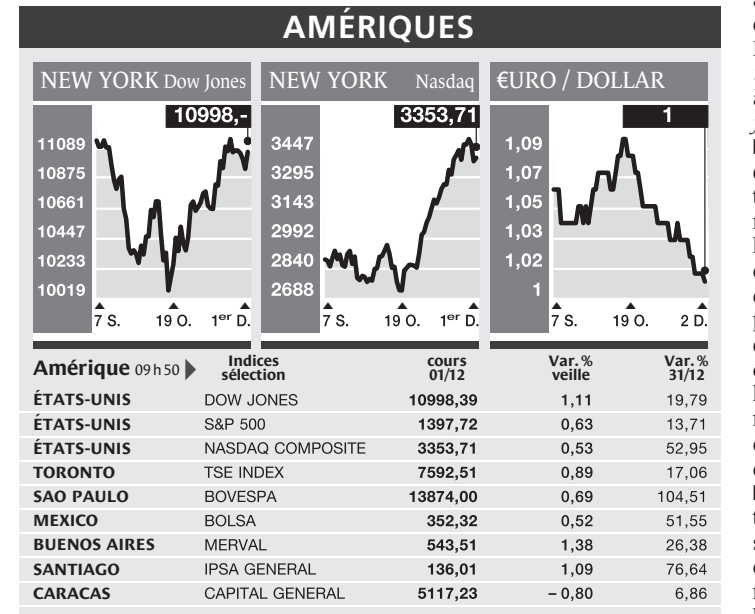
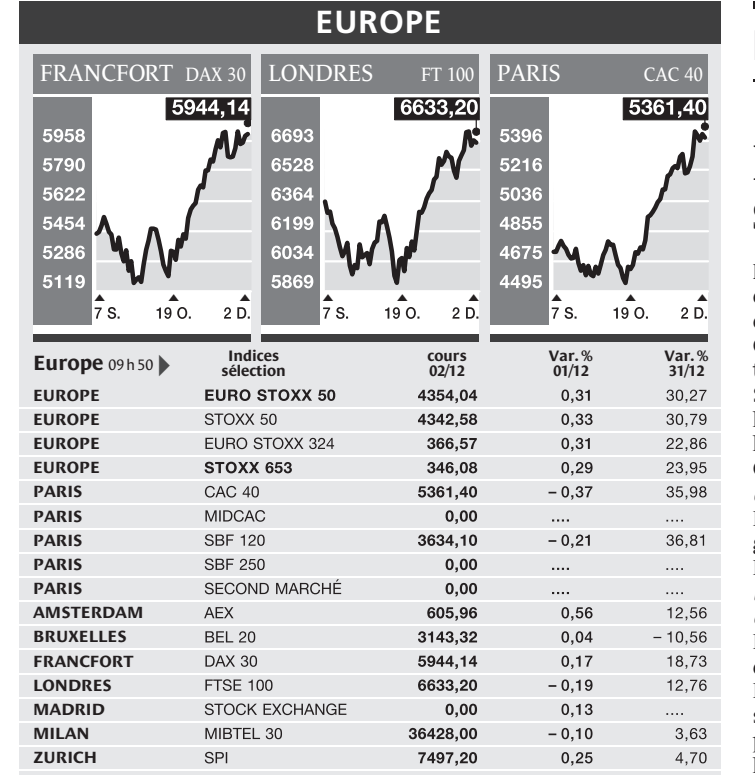
● **TELEFONICA MEDIA : la filiale audiovisuelle de l'opérateur espagnol** du téléphone a annoncé, lundi, la prise de contrôle d'Atlantida Comunicaciones (ATCO), un groupe audiovisuel argentin regroupant plusieurs chaînes de télévision et des radios. Le coût de l'opération est de 530 millions de dollars.

● **LA POSTE : les postiers du département de Corse-du-Sud** sont en grève depuis le 6 octobre. Ils réclament une augmentation des effectifs. La grève, commencée à la distribution d'Ajaccio, s'est étendue le 19 octobre, à la suite d'un appel de la CGT, la CFDT, FO, le STC et l'UNSA. Des négociations se poursuivent à la préfecture.

FINANCE

● **CCF : Le Crédit commercial de France a annoncé**, mercredi 1^{er} décembre, le lancement de Netvalor, filiale à 100 % spécialisée dans le crédit à la consommation sur l'Internet.

● **BOURSE : la Bourse de Paris et la Bourse de Singapour**, ont signé, mercredi, un accord permettant aux membres de l'un des deux marchés de devenir automatiquement membres de l'autre Bourse. Les participants pourront également accéder à partir d'un même écran aux produits de chacune des deux places financières.



ÉCONOMIE

Le front européen se lézarde à Seattle

LE PROJET de déclaration finale de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) mis au point par la Commission européenne a été critiqué, mercredi 1^{er} décembre à Seattle, à la fois par des pays de l'Union européenne, des partis politiques et des groupes de pression. Ce texte « s'écartere dangereusement du mandat européen », a protesté Luc Guyau, président du plus grand syndicat agricole français, la FNSEA. « Ce texte est imbuvable, l'Europe s'est vendue aux Américains », s'est insurgé pour sa part Paul Lannoy, président du groupe des Verts au Parlement européen. Il n'y a pas de crise au sein de l'UE sur le projet de déclaration finale présenté par la Commission, mais la France émet quelques réserves, a pour sa part déclaré le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, François Huwart. « Nous ne donnons pas le feu vert, ni le feu rouge » à la Commission, « mais c'est un feu orange », a-t-il dit.

■ **Les Etats-Unis ont affirmé que des progrès avaient été enregistrés**, mercredi, à la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle sur les principaux dossiers du futur cycle de négociations commerciales multilatérales. Selon la représentante américaine pour le commerce, Charlene Barshefsky, qui préside la conférence de l'OMC, les ministres sont parvenus, mardi soir et mercredi, à réduire leurs divergences sur le texte d'un compromis agricole. ■ **L'Inde a rejeté une proposition de compromis britannique** sur l'incorporation de normes sociales dans un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, a-t-on appris, mercredi, de source britannique. (*Lire pages 2 et 3.*)

■ **FMI : le président français de la République Jacques Chirac** n'est pas prêt à soutenir une candidature allemande au poste de directeur général du Fonds monétaire international (FMI), après la démission du Français Michel Camdessus, affirme, jeudi, le quotidien allemand *Berliner Zeitung*.

■ **UNION EUROPÉENNE : le président de la Commission européenne Romano Prodi** a demandé, mercredi, que le sommet d'Helsinki (10-11 décembre) se prononce en faveur « d'un processus d'adhésion très souple et à plusieurs vitesses » des candidats.

■ **FRANCE : le secrétaire général de FO, Marc Blondel**, a estimé

mercredi, à l'issue d'une rencontre avec le Medef (patronat) sur l'avenir du paritarisme, qu'il était « clair », selon lui, que « le Medef va quitter la Sécurité sociale » mais rester à l'Unedic (assurance-chômage).

■ **Les prix des carburants continuent de grimper en France**, même si le cours du pétrole brut est en léger repli après une flambée due à l'arrêt des exportations irakiennes : le sans-plomb 95 a enregistré une hausse moyenne de 10 centimes en une semaine.

■ **ROYAUME-UNI : les ventes de détail en volume en Grande-Bretagne** ont progressé plus vigoureusement en novembre, après le ralentissement constaté en octobre, selon une étude publiée, mercredi, par la Confédération de l'industrie britannique (CBI, principale organisation patronale).

■ **ALLEMAGNE : le gouvernement allemand a adopté**, mercredi, un nouveau plan de stabilité qui prévoit une baisse du déficit budgétaire de l'Allemagne plus rapide que les estimations précédentes, a annoncé le ministère des finances. Le plan prévoit une baisse du déficit budgétaire à 1,25 % du PIB pour l'an prochain, à 1 % pour 2001 et 0,5 % en 2003.

■ **IRLANDE : l'Irlande devrait continuer à connaître une forte croissance**, de 6,5 % l'an sur les trois prochaines années comparé à 8,5 % en 1999, a annoncé, mercredi, le ministre des finances, Charlie McCreevy, en présentant le projet de budget 2000 du gouvernement.

■ **RUSSIE : au 1^{er} novembre, 82 des 89 régions de Russie** devaient des arriérés de salaires aux employés du secteur public, d'une durée moyenne d'environ un mois et demi, a déclaré, mercredi, le premier ministre russe, Vladimir Poutine.

■ **ÉTATS-UNIS : l'indice composite des principaux indicateurs économiques** aux Etats-Unis est resté inchangé en octobre par rapport à septembre, a annoncé, mercredi, le Conference Board, institut privé de conjoncture.

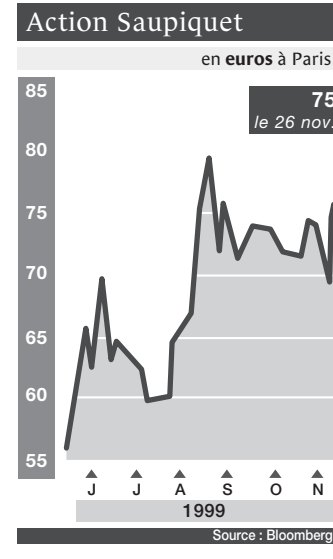
■ **Les dépenses de construction ont augmenté de 0,3 % en octobre** aux Etats-Unis, a annoncé, mercredi, le département du commerce.

■ **Le groupement national des directeurs d'achat des groupes manufacturiers (NAPM)** a annoncé, mercredi, que son indice d'activité avait baissé à 56,2 en novembre, contre 56,6 le mois précédent.

VALEUR DU JOUR

Trinity Alimentari lance une OPA sur Saupiquet

LE SUSPENSE est terminé. Le groupe agro-alimentaire italien Trinity Alimentari Spa, filiale de Bolton Group international, a lancé, mercredi 1^{er} décembre, une offre publique d'achat (OPA) sur le français Saupiquet, numéro un européen de la conserve de poissons. La cotation du groupe français était suspendue à la Bourse de Paris depuis lundi 29 novembre. Trinity Alimentari propose d'acquérir la totalité des actions de Saupiquet au prix unitaire de 95 euros. Une prime de 27 % par rapport au cours avant suspension - 75 euros - qui valorise l'entreprise nantaise à 113,4 millions d'euros (744 millions de francs). Le principal actionnaire de Saupiquet, Paribas Affaires Industrielles (PAI) - 37,1 % du capital et des droits de vote -, « apporte la totalité de ses titres à l'opération Trinity », a commenté Amaury-Daniel de Seze, président de PAI. Cette participation était dans l'escarcelle de PAI depuis la prise de contrôle de la Compagnie de navigation mixte en juin 1995. La filiale de Paribas a signé avec le repreneur un protocole d'accord : PAI peut vendre en une seule fois la totalité de ses titres, entre le 20 et le 30 de chaque mois, entre le 20 décembre 1999 et le 30 décembre 2000. Le groupe nantais, qui emploie 2 300 salariés, venait de connaître une année 1998 difficile : il avait enregistré des pertes de 9,5 mil-



lions d'euros pour un chiffre d'affaires de 298 millions. La pêche a été difficile en 1998 pour tous les poissons bleus (thon, marlin...) et l'entreprise a eu du mal à rentabiliser ses deux bateaux ultra-modernes mis en service dans l'océan Indien en 1997. La direction de l'entreprise avait entamé des restructurations, notamment « par la fermeture d'un site de production et la suppression de 35 postes administratifs », note Kara Guillon, analyste chez Portzamparc. Le groupe cherchait des partenaires afin de partager les coûts ». C'est désormais chose faite. Saupiquet rejoint le giron du leader de la conserve grecque et italienne - 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires -, qui opère dans 35 pays.

Laure Belot

SUR LES MARCHÉS

PARIS

CONTRAIREMENT aux autres places européennes, la Bourse de Paris baissait en début de séance, jeudi 2 décembre, l'indice CAC 40 abandonnant 0,21 %, à 5 369,88 points. La Bourse avait repris le chemin de la hausse mercredi, clôturant sur un gain de 0,74 %, à 5 381,41 points, après deux séances consécutives de baisse.

FRANCFORT

A LA BOURSE de Francfort, l'indice de référence DAX des trente valeurs vedettes avançait de 0,64 %, à 5 971,90 points, jeudi matin. La Bourse de Francfort a clôturé, mercredi, en hausse de 0,64 %, à 5 933,84 points, grâce au soutien des valeurs énergétiques.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE de la Bourse de Londres restait stable, jeudi matin, à 6 650,90 points. Le marché des actions britanniques a terminé en hausse, mercredi, grâce à un bon début de séance à Wall Street et à la fermeté des valeurs de télécommunications. A la clôture, l'indice Footsie a gagné 0,73 %, à 6 646 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a fini la séance de jeudi en hausse de 0,1 %, bénéficiant du soutien en fin de séance des valeurs du secteur automobile. L'indice Nikkei a progressé de 18,46 points, à 18 514,41 points.

NEW YORK

WALL STREET a clôturé en nette hausse, mercredi 1^{er} décembre. Les grandes valeurs ont particulièrement profité de l'enthousiasme des investisseurs, alors que les technologiques restaient au second plan. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a progressé de 120,58 points, soit 1,11 % de hausse, à 10 998,39 points, tandis que l'indice composite du Nasdaq s'est adjugé 0,53 %, à 3 353,71 points. L'indice Standard & Poor's 500 a pris, de son côté, 0,62 %, à 1 397,72 points.

TAUX

EN DÉBUT de séance, jeudi, les marchés obligataires européens suivaient la baisse du marché américain (5,24 % sur le taux à 10 ans en France). Aux Etats-Unis, la veille, le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, s'est établi à 6,29 % (contre 6,28 %) après avoir bondi à 6,33 %. Il s'est légèrement détendu après l'annonce d'une légère baisse de l'indice d'activité établi par le groupement national des directeurs d'achat des groupes manufacturiers (NAPM) en novembre.

MONNAIES

ALORS que le dollar restait stable face au yen (à 102,60 yens) au début des échanges mercredi, l'euro chutait de nouveau contre la devise américaine. Il a atteint son plus bas niveau historique, à 1,0027 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL (1000)	3,87774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03289	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Cours de change croisés

DOLLAR	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
02/12 09h50	EURO	FRANC	LIVRE	FR. S.	FR. S.
02/12 09h50	1,0025	1,5325	1,5910	6,62818	6,62818
YEN	102,53500	103,07000	15,71500	163,93000	64,43500
EURO	0,99478	0,97021	0,15245	1,59060	6,62520
FRANC	6,52530	6,36430	6,55957	10,43125	4,10030
LIVRE	0,62574	0,61000	0,62870	0,09585	0,93910
FRANC SUISSE	1,59190	1,55210	1,59975	0,24395	2,54400

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
01/12	3 mois	10 ans	30 ans	30 ans
FRANCE	3,15	2,79	5,20	5,79
ALLEMAGNE	3,04	3,45	5,09	5,73
GDE-BRETAG.	5,44	5,47	5,24	4,29
ITALIE	3,04	3,42	5,32	5,93
JAPON	0,05	0,20	1,81	2,60
ÉTATS-UNIS	5,59	5,26	6,19	6,29
SUISSE	0,62	1,77	3,41	4,32
PAYS-BAS	3	3,42	5,23	5,85

Matières premières

En dollars	Cours	Var. %
01/12	01/12	veille
MÉTALUX (LONDRES)		\$/TONNE
CUivre 3 MOIS	1746	-0,68
ALUMINUM 3 MOIS	1550,5	-0,03
PLOMB 3 MOIS	495,5	-0,10
ETAIN 3 MOIS	5770	-0,52
ZINC 3 MOIS	1172,5	-0,38
NICKEL 3 MOIS	7735	-1,09
MÉTALUX (NEW YORK)		\$/ONCE
ARGENT A TERME	5,19	-1,43
PLATINE A TERME	101815,48	0,45
GRAINES DENRÉES		\$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	237,5	0,42
MAÏS (CHICAGO)	189,25
SOJA TOURTEAU (CHG.)	150,1
SOFTS		\$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	849	-3,63
CAFÉ (LONDRES)	1470	2,51
SUCRE BLANC (PARIS)

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

Le cours de Hochtief s'est apprécié de 3,6 %, mercredi 1er décembre. Le groupe de BTP allemand a prévenu qu'il enregistrerait des pertes de plusieurs millions d'euros en raison des projets communs avec Philipp Holzmann.

après un accord de coopération dans les détergents et les cosmétiques avec le japonais Lion Corp. Siemens a cédé 0,60 % à 99,30 euros, mercredi, après que le groupe eut annoncé son intention de vendre dans les prochaines semaines ses activités de câbles de télécommunications afin de se concentrer sur les techniques d'information et de communication à fort taux de croissance.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for CONGLOMÉRATS and TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for PRODUITS DE BASE and CHIMIE.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for CONSTRUCTION and SERVICES FINANCIERS.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for HAUTE TECHNOLOGIE and COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for ALIMENTATION ET BOISSON and ASSURANCES.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for CONSUMMATION CYCLIQUE and ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and ASSURANCES.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for CONSUMMATION CYCLIQUE and ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and ASSURANCES.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for CONSUMMATION CYCLIQUE and ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var., veille. Includes sections for SERVICES FINANCIERS and ASSURANCES.

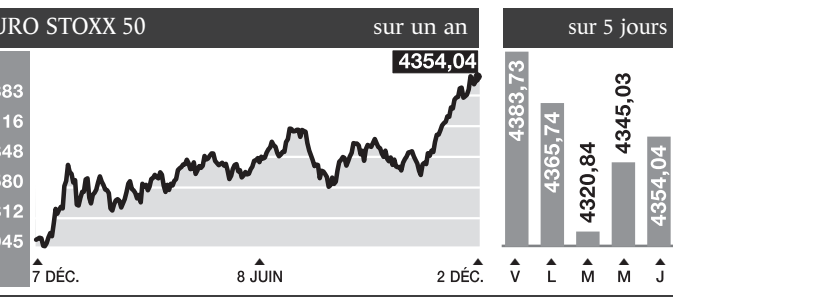
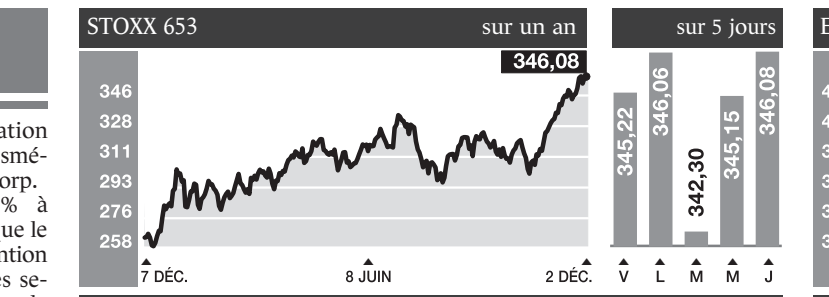


Table listing various companies and their stock prices, including HUNTER DOUGLAS, KLM, HILTON GROUP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including KONINKLIJKE NUM, PARMALAT, PERNOD RICARD, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ROYAL SUN ALLIA, SAMPO -A-, SWISS RE N, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including NATIONAL POWER, OESTERR ELEKTR, POWERGEN, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ASTRAZENECA, ELAN CORP, GAZ ET EAUX, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ABB PARTI, ADECCO N, ALSTOM, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CARLTON COMMUNI, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including FKI, FLJ IND.B, FLUGHAFEN WIEN, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AHOLD, ATHENS MEDICAL, AUSTRIA TABAK A, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ENIPCO HLD CT, FARDEM BELGIUM B, INTERNOC HLD, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including EIRCOM, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including MAN AG, MANNEMANN N, METALLGESELLSCH, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including BOOTS CO PLC, CARREFOUR, CASTO.DUBOIS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including 1 & 1 AG & COXGAA, AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGI, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ACCIONA, AKTOR SA, ASKO -A-, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including LINDE AG, MAN AG, MANNESMANN N, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including GREAT UNIV STOR, GUCCI GROUP, GUILBERT, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including VALORA HLDG N, W.H SMITH GRP, WOLSELEY PLC, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALFA ROMEO, ANSALDO, ARISTON, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including MORGAN CRUCIBLE, NFC, NKT HOLDING, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including HENNES & MAURIT, KARSTADT QUELLE, KINGFISHER, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including REFUGIUM HOLDING A, SACHSENRING AUTO, SALTUS TECHNOLOGY, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AIR FCE, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEGON NV, AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AIR FCE, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEGON NV, AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AIR FCE, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEGON NV, AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for AMSTERDAM.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for BRUXELLES.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for FRANCFORT.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for HAUTE TECHNOLOGIE.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for SERVICES COLLECTIFS.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ASSURANCES.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for CONSUMMATION CYCLIQUE.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ASSURANCES.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for CONSUMMATION CYCLIQUE.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with 4 columns: Cours en euros, % Var., veille. Includes section for ASSURANCES.

www.lemonde.fr FOOT EN DIRECT

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

26 / LE MONDE / VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999

DISPARITION

German Arciniegas

Un écrivain colombien poète de la prose

GERMAN ARCINIEGAS, journaliste, historien et écrivain colombien, est mort mardi 30 novembre dans un hôpital de Bogota des suites d'une maladie cardiaque. Il allait avoir quatre-vingt-dix-neuf ans le 6 décembre.

Vers 1918, German Arciniegas publiait ses premiers articles dans ce qui deviendrait sa légendaire colonne du journal *El Tiempo*. Ses thèmes de prédilection : la liberté d'enseignement, l'autonomie universitaire et la perte du Panama. Il appartenait à une génération qui luttait pour une utopie qu'il appellerait plus tard l'*Amérique latine*. Une Amérique plurielle, hybride et métisse. Quatre-vingts ans après, son obsession demeura intacte.

Son caractère mêlait la curiosité intellectuelle et l'activisme. Les étudiants qui l'éluent représentaient à la Chambre en 1932 n'imaginaient pas que sa carrière politique serait interrompue par son entrée tardive en littérature. Assumant ses paradoxes, German Arciniegas abattit les murs de l'université et fit de ses livres une chaire plaisante et omnisciente. Le premier d'entre eux, *El Estudiante de la mesa redonda* (1932), constitua un bréviaire enthousiaste qui fut lu

d'un bout à l'autre du continent. De Fray Luis de León, poursuivi par l'Inquisition, aux étudiants vénézuéliens incarcérés par Juan Vicente Gomez, il rafraîchit, avec une salutaire irrévérence, le caractère clérical de nos belles-lettres.

German Arciniegas sut ouvrir des horizons, et sa renommée dépassa celle de son ami Léon De Greiff quand il sut décrire avec profondeur et délice cette mer de boucaniers contenue en un livre parfait : *Biografía del Caribe* (1945). Gabriel García Marquez, qui en fit grand profit, devait dire de lui des années plus tard : *« German Arciniegas, le plus prolifique et méthodique de tous, le seul auteur colombien qui bénéficie d'un marché international, mais également le seul que l'on puisse définir comme un écrivain professionnel. »*

Mais ce poète de la prose était également un militant au sein de la mouvance santiste du parti libéral. En conséquence, la censure conservatrice des années 50 lui interdit de s'exprimer, le condamnant à dix ans d'exil à New York, au sein de l'université de Columbia. La distance lui permit de rédiger une dénonciation fort étayée à l'encontre de nos dic-tateurs : *Entre la libertad y el miedo*

(1952). C'est à cette époque qu'il prépara *El Continente de siete colores* (1965), une histoire de la culture en Amérique latine où il mit en œuvre sa façon de faire : humaniser les héros, faire sortir les femmes de l'ombre et offrir, depuis en bas, depuis le peuple, une nouvelle perspective qui reconnaît le rôle des petites gens.

C'est avec un égal sens de la polémique et de l'irrévérence qu'il exposa une autre de ses thèses dans *América en Europa* (1975). Celle-ci, étayée par de considérables sources documentaires, voulait démontrer que l'apport de l'Amérique à l'Europe fut égal en importance à ce qui vint d'Europe en Amérique. C'est vraisemblablement pour cette raison que ses entreprises culturelles comprennent, parmi d'autres, la création du Musée national et du Musée d'art colonial, la signature du décret qui créa l'Institut Caro y Cuervo et la fondation de revues : *Universidad, Revista de las Indias, Revista de America, Correo de los Andes*.

Il désirait aménager un espace ample et chaleureux où soient confrontées les idées et où ses amis de l'Amérique tout entière puissent

CARNET

NOMINATIONS

SÉNAT

Paul Dubrule, maire (div. droite) de Fontainebleau, est appelé à remplacer en qualité de sénateur de Seine-et-Marne Alain Peyrefitte, mort le 27 novembre (*Le Monde* du 30 novembre), dont il était le suppléant.

[Né le 6 juillet 1934, à Tourcoing (Nord), Paul Dubrule est cofondateur du groupe hôtelier Novotel. Coprésident du groupe hôtelier et de services international Accor (1983), il en est coprésident du conseil de surveillance depuis 1997 et est aussi coprésident de la société éditrice du *Nouvel Economiste*. Paul Dubrule est maire (UDF) de Fontainebleau depuis 1992. A l'automne 1998, il avait accepté de faire partie du conseil de gouvernance de La Droite, le parti de Charles Millon.]

ÉDUCATION

Paul Malartre, professeur de philosophie, élu en juin secrétaire général de l'enseignement catholique par la conférence des évêques de France, a pris ses fonctions le 1^{er} novembre pour trois ans, en remplacement de Pierre Daniel, dont le mandat arrivait à son terme.

[Né le 20 avril 1946 à Saint-Etienne, Paul Malartre a dirigé des établissements de l'enseignement catholique jusqu'en 1986, avant de devenir directeur diocésain de Saint-Etienne. Parallèlement, il a été élu président de l'assemblée des directeurs diocésains, puis vice-président du comité national de l'enseignement catholique, qui réunit les représentants de tous les organismes présents dans le secteur. Il a occupé cette fonction jusqu'en

Anniversaires de décès
<p>– Il y a cinq ans, le 3 décembre 1994, le docteur Norbert BENSARD nous quittait.</p>

Il reste présent dans le cœur des siens et de tous ses amis du *Nouvel Observateur*, auquel il a apporté pendant trente ans son intelligence, sa lucidité, son humour et sa chaleur. Il ne cesse de leur manquer.

– Le 1^{er} décembre 1997,

Alain CHAUVET
<p>nous a quittés.</p> <p>Sa famille, Et ses amis se souviennent.</p>

– 4 décembre 1998-4 décembre 1999,
<p>Evelyne TINCQ.</p>

Un an après la disparition de son épouse,

Henri Tincq, Céline et Vincent, Cyril et Matthieu, ses enfants, invitent tous leurs amis à se joindre à eux par la pensée ou par la prière.

Une célébration anniversaire aura lieu, le samedi 4 décembre, à 19 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, place des Marronniers, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), RER A – le Parc de Saint-Maur.

Débats
<p>– Débat autour de l'ouvrage de Nicolas Offenstadt : Fusillés pour l'exemple ? Les exécutions de la Grande Guerre dans l'espace public 1914-1999, (éditions Odile Jacob) avec la participation de M^{me} Madeleine Rebérioux, Serge Barcellini et le général de brigade André Bach, le lundi 6 décembre 1999, à 18 heures, au Palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense.</p>

– Dans le cadre de la cinquante-deuxième Journée dédicaces de Sciences-Po, le bureau des élèves, l'association Les Lettres perçantes et <i>Le Monde</i> organisent un débat sur le thème : <p>« Peut-on voyager sans bagages ? », animé par José-Alain Fralon, grand reporter au <i>Monde</i>, avec Henri Bauchau, Bertrand Badie, Jean-Luc Marty, Jacques Meunier et Jean-Claude Zylberstein.</p> <p>Samedi 4 décembre 1999, à 15 heures, Sciences-Po, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Renseignements au 01-45-49-51-47 et 01-45-49-51-96</p>

Soutenances de thèse
<p>– Sylvie Le Borgne soutiendra sa thèse : « Les effecteurs T CD8⁺ dans l'infection par le VIH : cytotoxicité et contrôle non-lytique de la réplication virale. Caractérisation de la réponse T CD8⁺ chez des macaques rhésus au cours d'une vaccination génétique contre le VIH, suivie d'une épreuve virulente », le lundi 6 décembre 1999, à 16 h 30, Institut Pasteur, 28, rue du Docteur-Roux, Paris-15^e, salle 14, rez-de-chaussée du bâtiment Rétrovirus.</p> <p>Le jury sera composé des docteurs Y. Rivière, directeur de thèse (Institut Pasteur Paris) ; A.-M. Aubertin (Inserm, Strasbourg) ; de MM. les professeurs B. Autran (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris) ; D. Dormont (CEA, Fontenay-aux-Roses) ; M. Seman (président du jury, université Paris-VII).</p>

1997. Paul Malartre est marié et père de quatre enfants, dont l'un est encore scolarisé, ce qui fait de lui le premier secrétaire général de l'enseignement catholique parent d'élève.]

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 1^{er} décembre a approuvé les nominations et promotions suivantes dans les armées :

● **Marine**. Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau **Jean-Noël Gard**, **Yves Melaine** et **Rémy Bertrand**.

Est nommé adjoint « logistique » de l'amiral commandant la zone maritime Méditerranée, la région maritime Méditerranée et préfet maritime à Toulon, major général du port de Toulon, le contre-amiral **Philippe Sauter**.

● **Air**. Est promu général de division aérienne, le général de brigade aérienne **Jean-François Dischamps**, nommé commandant les écoles de l'armée de l'air.

Sont nommés : directeur du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de division aérienne **Jean Raingeard** ; commandant en second la région aérienne Méditerranée, le général de brigade aérienne **Yves Riondet**.

● **Terre**. Est nommé commandant des opérations spéciales (COS), le général de division **André Ranson**.

● **Armement**. Est nommé adjoint au chef du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de première classe **Daniel Itié**.

AU CARNET DU « MONDE »
<p>Naissances</p> <p>Marie-Christine ORRY et Luc-Antoine DIQUERO sont heureux d'annoncer la naissance de</p>

Léon, le lundi 29 novembre 1999, à 23 h 18, à Paris-11^e.

Le petit-frère de Louise .
<p>3, rue du Pressoir, 75020 Paris.</p>

– Créteil. Fresnes. Paris. Keraras.

Michel et **Danielle** sont heureux de faire part de la naissance de

Maud ,
<p>le 28 novembre 1999, à Paris.</p>

Gustave, Sara et Olivier DURIN sont heureux d'annoncer la naissance de
<p>Oscar,</p>

le samedi 20 novembre 1999.
<p>71, rue Jules-Guesde, 92300 Levallois-Perret.</p>

Anniversaires de naissance
<p>Petite Fleur,</p> <p>Clément, Raphaël, Alexandre te souhaitent un excellent anniversaire, le 3 décembre 1999.</p>

Mariages
<p>M. et M^{me} Gilles NORROY, M. et M^{me} Daniel POURET ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,</p> <p>Sophie et Jean Fabrice,</p>
<p>le samedi 4 décembre 1999, à 15 heures, en l'église Saint-Paul, rue Emile-Zola, à Nanterre.</p>

Messages
<p>– Ses enfants Laure (1966), Raphaëlle (1970) et Cédric-Alexandre (1979) ayant atteint leur vingtième année,</p>

Dominique SAUDINOS
<p>rependra le 31 décembre 1999, le nom <i>DE</i> la famille suisse qui l'a accueillie lors de sa naissance, en 1945.</p>

Elle tient à remercier celle-ci de l'avoir alors entourée et vous adresse ses vœux ardents pour un XXI^e siècle plus digne...

« Le surhomme est un idéal prématuré qui suppose l'homme... »
Karl Kraus, Vienne, 1899.

Dominique-Paule von Schaad, 3, rue Auguste-Comte, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE TARIFS 99 - TARIF à la ligne
<p>DÉCÈS. REMERCIEMENTS. AVIS DE MESSE. ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 TTC - 20,73 € TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €</p> <p>NAISSANCES. ANNIVERSAIRES. MARIAGES. FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €</p> <p>THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 € COLLOQUES - CONFÉRENCES : <i>Nous consulter</i> ☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 - Fax : 01.42.17.21.36</p> <p>Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.</p>

– Valence.
<p>Le docteur Yves Grillet, Matthieu et Benjamin, Denise et Sylvie Moutarde, M. Claude Perret, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de</p>

Marie-Claude GRILLET , née PERRET ,
<p>survenu dans sa cinquante-deuxième année.</p>

Un dernier hommage lui a été rendu dans l'intimité familiale à Saint-Péray, le lundi 29 novembre 1999.

<i>« Ta chevelure d'oranges dans le vide du monde. »</i> (Paul de la douleur).
<p>Jacqueline GRIMBERT, née GÉROMBOUX,</p>

à Alger, le 12 mai 1948, a renoncé à vivre le vendredi 26 novembre 1999.

Elle sera incinérée au Père-Lachaise, le lundi 6 décembre, à 15 h 15, en présence de ceux qui l'aiment.

Sans fleurs ni couronnes.
<p>Claude, Frédéric et Violette Grimbert, 77, rue Dunois, 75646 Paris Cedex 13.</p>

– Bordeaux.
<p>M^{me} Joseph Saramon, sa mère, Philippe Roland Jaïs, son époux, Pierre et Catherine Jaïs, Marie et Anna Caroline Jaïs, Cécile et Michel Camin, Capucine et Julian Claire Jaïs, ses enfants et petits-enfants, Simone et Jean Saramon, sa sœur, son beau-frère et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de</p>

– M. et M ^{me} Raymond Millot, ses enfants, M ^{me} Jenny Millot, sa petite-fille, font part du décès de
<p>M^{me} Yvonne FILIATRE, résistante du réseau des Vélite Thermopyles, déportée à Ravensbrück,</p>

survenu le 1^{er} décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20^e, le lundi 6 décembre, à 9 h 30.

– Corinne, Jean-Michel, Marie-Hélène et Olivier, ses enfants et leurs conjoints, Ses quatre petits-enfants, Parents et amis,
<p>ont la douleur de faire part du décès de</p>

Henri GALLIANA , commandant de l'armée de l'air (e.r.), officier dans l'ordre national du Mérite,
<p>survenu le 30 novembre 1999, à l'âge de soixante-huit ans, à Paris.</p>

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 décembre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Taverny (Val-d'Oise).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Taverny.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Yves-Du-Manoir, 95150 Taverny.
<p>– Patricia Orsini et son mari, Patrice Stransky, Jean et Béatrice Loustau et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de</p>

médecin général inspecteur **Marcel ORSINI**, compagnon de la Libération,

survenu le 24 novembre 1999, à Bordeaux.

<i>Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.</i>
<p>Un dernier hommage lui a été rendu le 27 novembre 1999.</p>

A toute sa famille nous présentons nos plus sincères condoléances.

– M ^{me} Paul Peuffailit, sa mère, Anne , son épouse, Nicolas , son fils et Marie , Ses frères et sœurs , Et ses neveux , ont la tristesse de faire part du décès de
<p>Patrick PEUFFAILIT,</p>

survenu dans sa cinquante-troisième année, le 19 novembre 1999, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Léger-en-Yvelines.

Une messe sera célébrée à son intention le jeudi 9 décembre, à 18 heures, en l'église basse de Saint-Augustin, Paris-8^e.

– Nous avons la douleur de faire part du décès de
<p>Jean RIME,</p>

le 29 novembre 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 3 décembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs.

De la part de Son épouse , Et de ses enfants .
<p>– Béatrice Serieux, née Thebault, son épouse, Virginie, Guillaume, Marjolaine, leurs enfants, Madeleine et Alain Serieux, ses parents, Odiè, Sa sœur et Dominique Lehman, ainsi que leurs enfants, Véronique, Sa sœur et Jim Lane, ainsi que leurs enfants, Claire, Sa sœur et Jean Luc Thouvenon, ainsi que leurs enfants, Marc Serieux, son frère, Sœur Anne Christine, sa sœur, Les familles Gandouly, Serieux et Thebault, ont la douleur de faire part du décès brutal de</p>

Eric, Jean, Joël SERIEYX , directeur de l'hôtel Balladin de Vitrolles (Bouches-du-Rhône),
<p>survenu dans sa quarantième année, le 30 novembre 1999.</p>

Ses obsèques religieuses se dérouleront le vendredi 3 décembre, à 10 h 30, en l'église de La Fare-les-Oliviers, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à Carqueiranne (Var), à 16 heures.

« Nous serons ensemble réunis dans l'espérance de la résurrection. »

Cet avis tient lieu de faire-part.
<p>– L'Institut de génétique et microbiologie (campus d'Orsay) a la douleur de faire part du décès du</p>

professeur Pierre SCHAEFFER.

Venu de l'Institut Pasteur en 1968, il a participé à la création de l'Institut de microbiologie où il a formé plusieurs générations d'étudiants et encadré de très nombreux chercheurs en microbiologie. Il était unanimement reconnu comme un très grand scientifique, notamment dans les milieux internationaux. Son humanité, son humour et sa modestie resteront présents à la mémoire de tous ceux qui l'ont connu.

Un dernier hommage lui a été rendu le 27 novembre 1999.

A toute sa famille nous présentons nos plus sincères condoléances.

Associations communiquez vos Assemblées générales tous les jours dans le Carnet Tarif à la ligne 120 F TTC / 18,29 € ☎ 01.42.17.39.80 Fax : 01.42.17.21.36
--

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999

SCIENCES Dans le numéro du 2 décembre de la revue scientifique *Nature* paraît la séquence du chromosome humain 22. C'est le premier dont on ait déchiffré le code gé-

netique dans sa presque intégralité. ● L'ENSEMBLE des structures des autres chromosomes humains devrait être connu au printemps. L'entreprise Celera annonce elle

aussi une première base du génome humain pour 2000, qui s'appuiera en partie sur les séquences rendues publiques par le Projet Génome Humain. ● CES STRUCTURES seront

une très bonne base d'un travail qui devrait être complété dans trois ou quatre ans. Ces découvertes permettront de repérer et d'étudier les gènes impliqués dans les maladies

humaines. ● ON DEVRAIT aussi lire dans ces structures comment s'est formé le patrimoine héréditaire de l'homme, levant le voile sur les mystères de notre évolution.

La première ébauche du génome humain sera formulée début 2000

La revue « Nature » publie, dans son numéro du 2 décembre, la séquence du chromosome humain 22, le seul dont on connaisse si précisément la structure. Un premier séquençage du reste du patrimoine génétique devrait être établi au printemps

LA SÉQUENCE du chromosome humain 22 est une très longue suite de quatre lettres (A, G, C ou T) dont chacune représente un des quatre composants chimiques qui servent à coder l'information dans l'ADN. La « double hélice » est en effet constituée de deux brins faits de ces bases qui sont appariées pour former une échelle de « paires de bases ». Il existe environ 33,4 millions de paires de bases dans le chromosome 22 et quelque 3 milliards dans l'ensemble du génome humain.

Que nous dit cette liste interminable de lettres ? Elle comporte des gènes qui sont des instructions

s'effectue un tiers du séquençage, estime que le simple fait d'avoir pu observer avec son équipe la séquence d'un chromosome complet – le chromosome 22 – leur a permis de mieux comprendre comment le génome s'assemble (*Nature* du 2 décembre). Mais, constate-t-il, « la structure du chromosome se révèle beaucoup plus complexe qu'on ne l'imaginait ».

Pour Terry Gaasterland, généticien à l'université Rockefeller de New York, le séquençage du génome n'est que le sommet de l'iceberg. Les chercheurs vont donc devoir employer toutes sortes d'astuces s'ils veulent découvrir

quelles parties de l'ADN sont effectivement des gènes, sans parler de la fonction de ces gènes. Or, « plus nous avançons, dit Terry Gaasterland, plus nous prenons conscience de notre ignorance ». Comment les scientifiques peuvent-ils alors repérer les gènes d'une séquence d'ADN ? Une première méthode vise à comparer cette séquence à celle de gènes connus et à identifier des ressemblances. Une autre consiste à utiliser des ordinateurs pour trouver les sections codant pour les protéines. Puis ces supposés gènes sont testés un à un en laboratoire. A en croire Terry Gaasterland, les techniques actuelles de dépistage ne sont pas très fiables, mais elles permettent au moins de limiter les recherches. Ian Dunham considère, néanmoins, que les 545 gènes que son équipe a identifiés représentent la plupart des gènes présents dans le chromosome.

Malgré ces difficultés, le séquençage préliminaire de l'ensemble du génome humain devrait s'achever au début de l'année prochaine.



données à l'organisme pour fabriquer des protéines spécifiques, éléments constitutifs de la vie. On y trouve aussi des segments qui indiquent aux cellules la quantité de protéines à fabriquer, ainsi que le moment et la manière de les fabriquer. Mais ces pièces essentielles du code génétique sont cachées – un peu comme une aiguille dans une meule de foin – entre de longues portions d'ADN dont la fonction n'est pas connue. Ian Dunham, du centre Sanger (Cambridge, Grande-Bretagne), où

Entre technologies douces et méthodes brutales

DEUX ÉQUIPES de recherche sont en lice pour réaliser la première ébauche du génome humain. Celera Genomics Systems, entreprise privée de Rockville (Maryland, Etats-Unis), qui s'est mise à la tâche en septembre, vient d'achever le séquençage du génome de la mouche du vinaigre. Le Human Genome Project (HGP) – qui, pour sa part, a travaillé sur le chromosome 22 – est un organisme qui perçoit des fonds publics et réunit des équipes venues du monde entier, dont les plus renommées sont en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Le HGP, qui publie sur Internet l'ensemble de ses résultats (avec une mise à jour quotidienne), a adopté une démarche « clone à clone », par tranches de cinq cents bases. Il faut plus de deux cents machines pour analyser les minuscules fragments de l'ADN humain que produisent en masse les bactéries conçues pour porter ce qu'on appelle les « chromosomes artificiels des bactéries » (BAC). Le HGP doit réunir un ensemble de 30 000 BAC environ, à partir desquels est ensuite établie une cartographie, souvent par sondage des plages d'ADN qui se chevauchent.

Celera, qui regroupe les intérêts de l'Institut pour la recherche du génome (TIGR) et de la division des biosciences appliquées de Perkin-Elmer – entreprise qui détient la licence de la technologie de base du séquençage –, utilise une méthode différente pour produire une information qu'elle vend ensuite. Sa méthode, dite du séquençage aléatoire, a été mise au point par son directeur, le charismatique Craig Venter, « enfant terrible du génome » reconverti aujourd'hui en chef d'entreprise. C'est grâce à elle qu'il a séquencé, entre autres, le virus de la grippe, la bactérie *E. coli* et, plus récemment, le génome de la mouche du vinaigre. Pour Craig Venter, ce séquençage

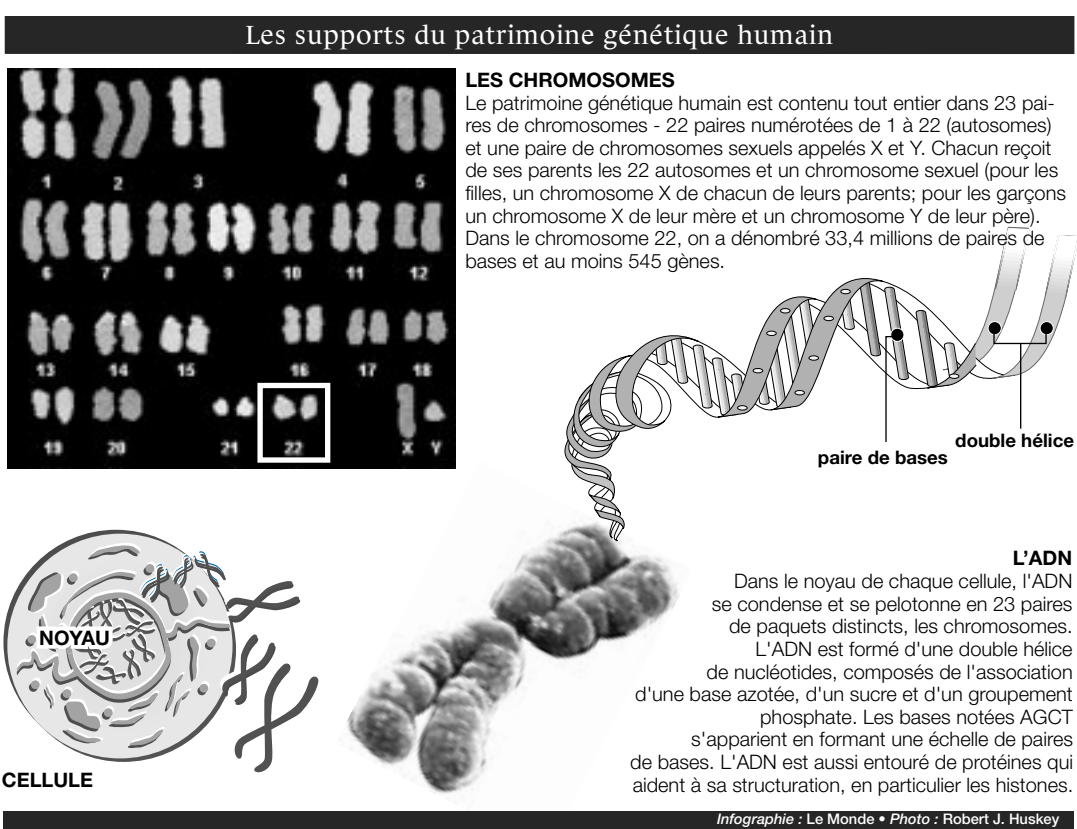
aléatoire, « rapide et sale », coûte 90 % moins cher que la méthode clone à clone. Elle fait voler en éclats tout le génome, qu'elle « lit » simultanément en introduisant ses fragments dans l'un des plus grands superordinateurs du monde. Parce que le génome humain est mille fois plus grand que celui d'une bactérie, il faut pour le décrypter un appareil d'une puissance un million de fois supérieure. Cette méthode repose ensuite en grande partie sur les données issues du HGP pour réassembler les débris du génome en une structure cohérente.

CONCURRENTS COMPLÉMENTAIRES

Bien que beaucoup plus rapide que la technique clone à clone, ce séquençage aléatoire donne des résultats nettement inférieurs sur l'ADN dupliqué – dont le génome humain est composé, à la différence de celui d'organismes plus petits. Or, si elles constituent rarement les régions les plus intéressantes du génome, ces duplications peuvent introduire une ambiguïté dans le processus d'ordonnement des fragments de la séquence. C'est pour cette raison que la firme de Craig Venter effectue des vérifications par recoupements avec l'information HGP. De fait, des rumeurs plutôt surprenantes courent même, depuis quelques semaines, au sujet d'une collaboration plus officielle entre les deux projets.

Inversement, le HGP, qui est plus méthodique et a en fait un peu d'avance sur le calendrier, a été critiqué pour sa pesanteur. Mais, comme le souligne Ian Dunham, du centre Sanger, la séquence du chromosome 22, qui représente la plus importante portion de séquençage à ce jour, a montré que « la méthode clone à clone tient décidément la route ».

R. Sm.



Les supports du patrimoine génétique humain

LES CHROMOSOMES

Le patrimoine génétique humain est contenu tout entier dans 23 paires de chromosomes – 22 paires numérotées de 1 à 22 (autosomes) et une paire de chromosomes sexuels appelés X et Y. Chacun reçoit de ses parents les 22 autosomes et un chromosome sexuel (pour les filles, un chromosome X de chacun de leurs parents; pour les garçons un chromosome X de leur mère et un chromosome Y de leur père). Dans le chromosome 22, on a dénombré 33,4 millions de paires de bases et au moins 545 gènes.

double hélice
paire de bases

L'ÉVOLUTION MIEUX COMPRIS

Le séquençage du génome a également d'autres applications potentielles. Les scientifiques qui travaillent sur l'évolution des espèces utilisent déjà les données génétiques pour trouver les liens qui existent entre les divers organismes. La structure des chromosomes devrait renseigner sur la façon dont notre ADN s'est développé. Le chromosome 22, par exemple, comporte de nombreuses répétitions de fragments d'ADN qui, à un certain stade de notre histoire, se sont dupliqués. Des détails de ce type pourraient dévoiler les mystères de notre évolution.

De fait, le séquençage du chromosome 22 a déjà réservé des surprises. Ainsi, l'équipe de Ian Dunham a découvert un gène qui est pratiquement le même chez l'homme et chez... la levure. Que ce gène n'ait pas, comme la plupart des autres, évolué avec le temps laisse penser à Dunham qu'il doit être vital pour toutes les cellules et que le moindre changement dans sa séquence peut avoir des conséquences catastrophiques.

Le séquençage du chromosome 22 n'est toutefois que le premier chapitre d'un grand livre. Il nous faut attendre la description de tous les autres pour découvrir ce que l'histoire conte véritablement. Mais il est déjà clair que le projet du génome humain va bouleverser les comportements et conduire les chercheurs « à faire de la biologie d'une manière totalement nouvelle et surprenante ».

Rachel Smyly

CELLULE

Peter Little, qui travaille sur la génétique humaine à l'Imperial College of Science, Technology and Medicine, fait observer que l'opération permettra aux chercheurs d'établir pour la première fois une liste complète de tous les gènes – et donc de toutes les protéines – du corps humain. Mais « trouver ce que font ces protéines demandera infiniment plus de travail que le séquençage en lui-même ».

Gaasterland et Little s'accordent à penser qu'une des grandes applications du séquençage du génome humain sera la détermination des différences spécifiques de l'ADN des individus. Entre deux personnes sans lien de parenté, quelque 999 paires de bases sur 1 000 seront identiques, mais une ne le sera pas. Or il existe plus de trois millions de ces différences dites polymorphismes nucléotidiques simples, ou SNP (Single Nucleotide Polymorphism), qui à elles seules permettent d'identifier chacun de nous. La liste en est actuellement dressée en association avec dix des plus grandes firmes phar-

maceutiques mondiales. L'idée est de constituer, d'ici à deux ans, un registre en libre accès des SNP les plus communs.

VERS UNE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Pour Little, des combinaisons spécifiques de SNP sont sans doute à l'origine de la plupart des troubles génétiques courants. Ainsi, cinq gènes seraient impliqués dans le diabète, qui touche environ 10 % de la population. Si l'un de nous hérite du « mauvais » SNP dans quatre de ces gènes, il

n'aura pas de problème. Mais si celui-ci est présent dans les cinq, cette personne court le risque d'être un jour diabétique. « Quand les chercheurs auront découvert quels SNP sont responsables de tel ou tel trouble, ils seront en mesure de prévenir les personnes des risques qui sont les leurs de développer un diabète, une maladie cardiaque, un accident vasculaire cérébral, etc. » Ainsi, explique Little, « la médecine passera du traitement à la prévention. Les médecins pourront indiquer à leurs

Le chromosome 22, un premier pas

Le séquençage ADN du chromosome humain 22 est l'aboutissement d'une collaboration entre chercheurs du monde entier. En dépit de quelques lacunes – certains fragments d'ADN n'ont pu être séquencés –, cette opération représente un exploit remarquable dont témoigne la publication dans la revue *Nature* du 2 décembre des travaux de Ian Dunham et de son équipe (Centre Sanger, Cambridge, Royaume-Uni). Ces recherches ne sont cependant qu'une étape du projet qui vise à décrypter le code génétique complet des cellules. Une bonne ébauche du séquençage complet du génome humain devrait en principe être disponible début 2000. Achevé, ce décryptage devrait donner des informations relatives à chaque gène du corps humain et aux protéines dont ils contrôlent la fabrication.

Jean Weissenbach, directeur du Centre national de séquençage

« Le séquençage est de plus en plus une activité industrielle »

« Vous avez réalisé, avec Daniel Cohen et l'Association française contre les myopathies, la carte génétique du génome humain au début des années 90 et déchiffrez aujourd'hui la structure du chromosome 14. Qu'est-ce qui a permis une accélération telle qu'on publie aujourd'hui la structure du premier chromosome humain déchiffré ?

– Entre les premiers génomes viraux en 1977-1978 et les premiers génomes bactériens en 1995, la taille des réalisations a augmenté d'un facteur mille en moins de vingt ans. Avec la séquence du génome humain, d'ici 2002-2003, un autre facteur mille aura été gagné en moins de dix ans. Cette accélération vertigineuse résulte en premier lieu d'une augmentation considérable des moyens financiers consacrés au séquençage.

» Sur le plan méthodologique, il n'y a pas eu de révolution, mais toute une série d'améliorations techniques, une concentration des moyens de plus en plus robotisés au sein de grosses structures, les centres de séquençage et, surtout, le recours massif à des outils informatiques capables de traiter et de canaliser les flots de données brutes. Le séquençage des génomes est de plus en plus une activité industrielle où chaque

étape doit être finement contrôlée. Tout biologiste qui visite un centre de séquençage pour la première fois est frappé par l'accumulation de machines et par la faible densité en personnel.

– Comment s'est décidé le projet public de séquençage complet du génome humain ?

– John Sulston et Bob Waterston, respectivement directeurs du Centre Sanger et du Genome Sequencing Center de l'université de Washington à Saint-Louis, ont proposé dès 1994 un programme de séquençage de l'ensemble du génome humain, s'étalant sur une dizaine d'années, réparti entre un petit nombre de centres. Vers 1994-1995, ces mêmes centres ont mis en route des projets importants (plusieurs mégabases) de séquençage du génome humain alors que moins du quart du programme de séquençage du nématode [un ver qui a été le premier être pluricellulaire dont le génome a été entièrement séquencé] était réalisé.

» Fin 1995, le Wellcome Trust (la fondation caritative qui finance le Sanger Centre et qui n'a qu'un lien historique avec la société Glaxo-Wellcome) annonça le financement du séquençage d'un sixième du génome humain au prix de 1 franc la base, alors que ce n'est qu'à présent qu'on a atteint des coûts aussi bas. Il s'agissait donc à l'époque d'un pari, et c'est sans

doute une des raisons pour lesquelles le financement a été si lent à s'établir de façon massive aux Etats-Unis. Ce programme public a néanmoins débuté avec une forte coordination entre les Américains et les Britanniques. Le rôle leader des Britanniques dans le soutien et les initiatives sur le projet est à souligner. On peut aussi sérieusement s'interroger sur la manière dont les Etats-Unis auraient laissé le libre accès aux données de séquence sur le génome humain sans cette participation massive du Wellcome Trust.

– Qu'appelle-t-on l'« annotation du génome » ?

– Il s'agit du premier niveau d'interprétation des séquences d'ADN. Il faut tout d'abord repérer, dans une séquence d'ADN, la présence de gènes. On a des programmes pour cela qui permettent de rechercher le début et la fin d'un gène. Il est, en effet, limité par des balises, un codon (suite de trois paires de bases) initiateur et un codon de terminaison. Puis l'interprétation repose soit sur des comparaisons avec des séquences existantes, soit fait appel à des programmes de prédiction capables de reconnaître des éléments caractéristiques dans les séquences : les introns – séquences non codantes qui seront éliminées avant que le gène ne soit traduit – et les exons, qui sont les séquences

codantes. L'annotation comporte aussi les variations de séquence détectées lors du séquençage de parties du génome qui se recouvrent.

» Il n'est pas possible ici de traiter du problème de l'interprétation des séquences, qui demeure le prochain défi à relever. D'une manière générale, l'interprétation est avant tout le problème de l'utilisateur. Le producteur de données de séquence ne peut assurer qu'un niveau d'interprétation informatique fruste. Mais les données utilisées pour les comparaisons sont en augmentation constante et les programmes de prédiction évoluent avec le temps. On pourra comparer systématiquement les séquences génétiques à celles d'autres vertébrés lorsqu'on en connaîtra le génome entier, celui de la souris d'une part, mais aussi celui de vertébrés ayant divergé beaucoup plus tôt au cours de l'évolution comme certains poissons – nous séquençons le génome du tétrahodon. »

Propos recueillis par Elisabeth Bursaux

★ Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El Pais et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traductions de l'anglais par Sylvette Gleize.

Le cigare, un projet politique

Symbole autant du grand capital que de la révolution cubaine, le havane, dans sa quête de perfection, transcende les clivages

SUAVE, délicat, ou bien âpre et terreux comme le sol, unique au monde, de la Vuelta Abajo ; subtil, élégant, rond et délicat au toucher, corsé ou noir, majestueux, triomphant même s'il est un churrichero, alors le cigare est synonyme de liberté, généreux et sincère comme les bonnes têtes des *torcedores* (rouleurs) de la fabrica Partagas à La Havane. Combatif et confisqué par la *revolucion*, grandiose comme le Che, ou bien bourru et emplé de certitudes comme un landlord dans le fumoir de son club du Strand à Londres ou un magnat de la viande dans le Chicago des

années 20, à moins qu'il ne soit fiché au bec d'un Al Capone hilaire au temps de la prohibition... En cette fin de siècle, cinq cents ans après sa découverte, tel est le havane, comme il était hier encore, insolent sous le nez épaté de Vendredi et des Indiens Tainos de Cuba.

Le succès du havane en France est récent. Un renouveau, plus qu'un succès, si l'on s'en tient aux chiffres publiés par le magazine *L'Amateur de cigare*. En 1900, on consommait en France 720 millions de cigares, y compris les cigarrillos, contre 15 millions au-

jourd'hui. On recense en France trente-cinq clubs « officiels » d'amateurs de cigares, plus ou moins sponsorisés par les marques, qui regroupent 1 300 adhérents et sans doute beaucoup plus si on comptabilise les groupes identifiables par les sites qui fleurissent sur le Web. Ils ne sont parfois que l'alibi d'une activité commerciale parallèle, et, là comme ailleurs, l'amateur devra être prudent dans ses achats et ne faire confiance qu'à des enseignes connues, tant la contrefaçon est généralisée.

IMAGE BROUILLÉE

L'image du havane a longtemps été brouillée. Symbole de la victoire, avec Churchill, au moment de la Libération, cliché du banquier ennemi de classe au temps des campagnes présidentielles en images, ou bien souvenir des héros de la *revolucion* cubaine, son image, en mosaïque, est plurielle. « Il n'y a guère que le cigare qui civilise le capitaliste », admettait Karl Marx. Un propos auquel pourraient souscrire aujourd'hui le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, Patrice Carvalho (PC, Oise) et Julien Dray (PS, Essonne), tous trois membres du Club des parlementaires amateurs de havanes (CPAH). Ce club compte aujourd'hui soixante-dix-

MARC WALTER



Un humidificateur géant de chez Davidoff, pour amateur collectionneur.

Les nouveaux San Cristobal à la Nuit de l'amateur

La 5^e Nuit de L'Amateur de cigare, qui a lieu samedi 4 décembre au Carrousel du Louvre, doit rassembler « les amoureux du puro désireux de savourer en toute impunité leurs chères vitoles », annonce Jean-Paul Kauffmann, directeur de la rédaction de *L'Amateur de cigare*. Les quelque mille participants dégusteront les créations de Jean-Pierre Vigato, Emile Jung et Christian Conticini. Mais les vedettes de la soirée seront les deux vitoles de la nouvelle gamme San Cristobal, qui ont été présentées le 19 novembre à La Havane, à l'issue du sommet ibéro-américain. San Cristobal de La Habana était le nom donné à la capitale cubaine par les Espagnols, le 16 novembre 1519. Pour marquer ce 480^e anniversaire, la nouvelle marque présente une série de quatre vitoles dédiées aux fortifications qui protégeaient la ville : El Punta, La Fuerza, El Principe, El Morro. Ce sont ces deux dernières, de format « robusto » et « double-corona », aux arômes assez doux et comparables à ceux de Trinidad, qui devraient être présentées le 4 décembre. La date de leur commercialisation en France n'est pas encore fixée.

neuf députés et dix-neuf sénateurs, un ministre en exercice – Claude Bartolone –, d'anciens représentants du peuple comme Pierre Mazeaud, aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel, au total près de deux cents personnalités, dont plusieurs femmes, Sylvia Bassot (DL, Orne), Béatrice Marre (PS, Oise), Catherine Génisson (PS, Pas-de-Calais), Odile Saugues (PS, Puy-de-Dôme).

C'est André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) qui créa ce club en 1989, avec ses deux complices Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) et Pascal Clément (DL,

Loire). Renaud Guillot-Corail, élu parisien, grand chancelier, assure l'intendance. Un club ouvert à tous les groupes politiques, mais « où on n'entre que par délation », précise malicieusement son « président à vie », le maire d'Issy-les-Moulineaux.

L'objectif du club – « Fumer moins, mais fumer mieux » – se mêle au sentiment partagé que le cigare relève aujourd'hui d'un art de vivre. « Notre unique ambition est de promouvoir le plaisir du cigare », assure André Santini, soucieux par ailleurs du développement de la démocratie à Cuba et dénonçant l'anachronisme de l'embargo. Ce club est une parenthèse dans la vie politique, une cohabitation en forme de volutes, une sorte de récréation bon enfant dont la principale manifestation est la journée d'études annuelle à Genève, le premier jeudi de juillet, avec conférence, dégustation, repas et visite des caves de Gérard père et fils, le célèbre marchand genevois. Soixante-dix parlementaires français en goguette accueillis par le chancelier d'Etat dans la cité de Calvin, un événement unique marqué cette année par l'édition d'une jarre en porcelaine frappée à l'enseigne du club pour son dixième anniversaire.

GLOIRE ET INFAMIE

Le plaisir du cigare, pourtant, n'est pas aisément partagé, et, dans les lieux publics, il suscite chez les non-fumeurs une exaspération bien compréhensible. Regrettons, avec les vrais amateurs, que l'usage du fumoir dans les restaurants ne soit plus aussi répandu qu'il l'était au XIX^e siècle. L'hostilité au tabac n'est pas nouvelle ; glorifié puis interdit, le tabac connu en Europe un sort fluctuant entre drogue et plante d'ornement. « Gentlemen, à présent vous pouvez fumer », s'écria le fils aîné de la reine, le futur

Edouard VII, en apprenant la mort de la reine Victoria, qui avait interdit l'usage du tabac à Buckingham.

Le salut viendra-t-il de l'intérêt nouveau que les biologistes portent au tabac, ou de l'attention que n'ont cessé de lui manifester les botanistes ? Dans son récent ouvrage *La Cannelle et le panda* (Fayard, 1999, 350 p., 120 F, 18,3 €), Jean-Marie Pelt, à son corps défendant, vient au secours du tabac en dressant le portrait du véritable inventeur de la « feuille indienne », André Thevet (1503-1592), dont Jean de Léry et Jean Nicot usurpèrent les découvertes. Une réhabilitation qui est aussi un plaidoyer en faveur des leçons de la nature au moment où, avec la génétique, l'homme s'engage dans la voie incertaine des rapports de domination sur la vie.

Le goût du cigare, auquel s'intéresse une nouvelle catégorie de jeunes consommateurs, désormais connaisseurs et exigeants, n'est peut-être qu'une belle histoire, la possibilité infinie de toutes les combinaisons, celles propres aux sens gustatif et olfactif, celles qui font rêver, celles qui permettent de visiter en poète le paradis terrestre, celui-là même où vivait le bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau.

Une façon de signifier, là où on peut aussi ne voir qu'un inutile et scandaleux raffinement qui blesse la misère du monde, que le tabac, par le soin quasi écologique apporté à la confection des inimitables puros de la Vuelta Abajo, entretient la nostalgie d'une civilisation perdue encore capable de faire partager son sens de la perfection. Ce à quoi s'emploie pour sa part la modeste cigarière de La Havane, comme les Indiens d'Amazonie observés, ou rêvés, par Claude Lévi-Strauss, dans les années 30, au Brésil.

Jean-Claude Ribaut

Baisse de qualité à Cuba, nouveautés au Nicaragua

LE MARCHÉ du havane est en progression. L'offre cubaine, sans que l'on puisse avec exactitude en connaître les chiffres, est désormais régulière et abondante. Mais les amateurs s'inquiètent des conditions dans lesquelles un tel essor de la production est intervenu depuis deux ans. L'augmentation des rendements et la formation des *torcedores* (rouleurs) sont les deux points sensibles de la situation actuelle du havane. Dans certaines gammes, trop de cigares mal roulés, aux capes imparfaites, présentent des arômes ternes et insipides, sans parler de la contrefaçon, qui touche de nombreux secteurs de la distribution.

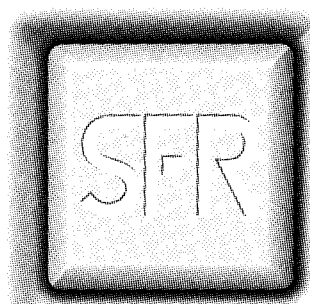
Si ses cigares sont les plus célèbres, Cuba n'est que le troisième producteur de cigares *hecho a mano* (roulés à la main) des Caraïbes. Saint-Domingue reste en tête, suivi du Honduras, où pendant un temps Zino Davidoff fit réaliser des cigares, avant de se replier sur Saint-Domingue.

Depuis 1995, la marque Flor de Selva propose une gamme de cigares composés de feuilles provenant du Honduras, bien assemblés, un peu moins denses que les cubains, aux arômes nuancés : des vitoles plaisantes, moins rassasiantes naturellement que l'équivalent (robusto ou double corona) de la production cubaine. Cette marque commercialise depuis peu une série entièrement nouvelle de cigares également faits à la main

avec 100 % de tripes longues de tabac du Nicaragua sous le nom de Cumpay. Les Indiens Tawahkas, de la vallée de Jalapa, où coule la rivière Solonli, avaient coutume d'enterrer les feuilles de tabac pour amorcer la fermentation et nommaient ainsi le puro dont ils absorbaient la fumée. La gamme Cumpay s'est inspirée de cette tradition et s'est adaptée au marché en proposant une série de quatre vitoles : corona, robusto, piramide et churrichero (prix entre 28 et 39 F, de 4,3 à et 5,9 €). Ce sont des cigares de caractère, à la combustion aisée, mais manquant parfois de densité, malgré leur attaque poivrée. Ils s'adressent à des fumeurs débutants, ou bien à ceux qui, de temps à autre, préfèrent la légèreté à une expression plus puissante des arômes du tabac.

J.-C. Rt.

★ Depuis le 24 novembre, les lieux de dégustation du cigare à Paris se sont enrichis d'une nouvelle adresse : La Bodeguita del Medio (10, rue des Lombards, tél. : 01-44-59-66-90). Ce bar, restaurant, salons de dégustation en musique, c'est l'atmosphère de la maison-mère à La Havane, transposée avec beaucoup de bonne volonté dans le quartier des Halles, sous franchise du groupe hôtelier Gran Caribe. La cuisine et le service sont assurés par des Cubains.



Le Stade de France a gagné 20 millions de francs depuis son ouverture

Des bénéficiaires supérieurs aux prévisions

LE STADE de France est dans une forme olympique. Le Monde s'est procuré le dernier compte de résultat du consortium Bouygues-Dumez-SGE qui a la gestion de l'équipement. Arrêtés au 30 juin, les chiffres concernent les dix-huit premiers mois de son exploitation : ils font apparaître un chiffre d'affaires de 547,86 millions de francs (83,52 millions d'euros) et un bénéfice de 20,02 millions de francs (3,05 millions d'euros) après impôts. Un peu moins de deux ans après son ouverture au public, le Stade de France a trouvé une vitesse de croisière supérieure aux prévisions les plus optimistes.

Ces résultats prennent en considération l'indemnité de 76 millions de francs (11,58 millions d'euros) que l'Etat doit verser chaque année au consortium en raison de l'absence de club résident, ainsi que le stipule le contrat de concession signé en 1995 sous le gouvernement Balladur. Mais ces résultats prennent également en compte un « petit cadeau » accordé en contrepartie à l'Etat. La relecture du contrat de concession a permis, en effet, la découverte d'une disposition jusque-là ignorée par l'actuel gouvernement. Il s'agit de l'article 39-1-4, lequel précise ainsi qu'en cas de bénéfices, le consortium doit s'acquitter d'une « redevance » calculée en fonction du résultat avant impôts (en l'occurrence + 53,13 millions de francs) et d'un certain nombre de « estimations ». Pour la période concernée, cette redevance s'élève à 16,44 millions de francs.

« Ce résultat va en partie alléger le montant de l'indemnité de l'Etat au consortium qui pèse lourdement sur le budget de mon ministère, a confié au Monde Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports. Je note également que le chiffre d'affaires du stade s'avère très nettement supérieur aux prévisions déficitaires ratifiées en avril 1995 par le gouvernement de l'époque. On peut, dès lors, se demander si ces prévisions excessivement négatives n'étaient pas destinées avant tout à justifier l'inscription d'une indemnité de l'Etat. »

L'ABSENCE DE CLUB RÉSIDENT

Si Marie-George Buffet se félicite de constater que « ceux qui avaient contesté le lieu d'implantation du Stade de France et annoncé les pires catastrophes se sont trompés », la bonne santé de l'équipement relance la question de l'absence de club résident. Depuis sa prise de fonctions, la ministre a multiplié les initiatives pour trouver une solution à cette situation aussi embarrassante qu'onéreuse. Alors que l'hypothèse consistant à racheter le contrat de concession – ce qui aurait coûté la bagatelle de 1,8 milliard de francs à l'Etat – a été abandonnée, Marie-George Buffet envisage désormais d'entamer, avec le consortium, des discussions qui « devraient porter sur la recherche de conditions économiques nettement plus favorables à l'arrivée d'un club résident ». « Telles qu'elles sont, ces conditions

ne permettent pas à un club de s'implanter et de se développer durablement. L'objectif à atteindre est d'intéresser le club à l'exploitation même du stade », annonce la ministre. L'échec du déménagement du Paris - Saint-Germain vers Saint-Denis, en mars 1998, semble avoir été instructif. Si le PSG n'avait pas voulu s'installer au Stade de France, c'est notamment parce que les recettes sur un certain nombre de postes (billetterie, loges, publicité...) revenaient trop favorablement au consortium.

Le projet commun à Marie-George Buffet et à Gaëtan Desruelles, le directeur général du consortium, repose sur la création d'une société anonyme chargée de l'exploitation du stade pour les matches disputés à domicile par le futur occupant. Cette société appartiendrait à 50 % au consortium et à 50 % au club. Aucun domaine ne lui échapperait (loges, publicité, produits dérivés, droit d'image, billetterie, loyer...). Ses recettes seraient réparties équitablement entre les deux actionnaires.

« ÉNORME POTENTIEL SPORTIF »

Des estimations ont d'ores et déjà été réalisées. Ainsi une équipe de division 1, avec 30 000 spectateurs en moyenne par match, permettrait à la société anonyme de gagner 5 millions de francs par saison. Si le nombre de spectateurs atteint les 45 000, le bénéfice passerait alors à 16 millions de francs. Toujours d'après ces simulations, l'utilisation de l'enceinte cesserait d'être rentable en dessous de 20 000 personnes par rencontre : cette configuration minimaliste rendrait donc possible l'hébergement d'une bonne équipe de deuxième division, sachant que le Stade de France continue d'entretenir un caractère de curiosité, seize mois après la victoire des Bleus en Coupe du monde.

Ces extrapolations auront-elles pour effet de réactiver quelques dossiers endormis ou secrètement cachés ? Ces deux dernières saisons, le PDG d'Adidas et actionnaire majoritaire de l'Olympique de Marseille, Robert Louis-Dreyfus, a approché le Red Star (alors en D2, aujourd'hui en National) puis l'Olympique de Noisy-le-Sec (National), avant de couper court à toute discussion. Alors qu'une autre équipe francilienne de National, le Racing, se verrait bien occuper le Stade de France, le monde du football n'ignore pas que Robert Louis-Dreyfus caresse toujours le rêve de bâtir un grand club populaire en banlieue.

« J'ai bon espoir que nous parvenions à une solution susceptible d'accélérer l'arrivée d'un club, indique Marie-George Buffet. La région nord de l'Île-de-France dispose d'un énorme potentiel sportif, populaire et économique. Etant moi-même élue de la Seine-Saint-Denis, je peux vous dire que les gens sont fiers d'avoir le Stade de France. »

Frédéric Potet

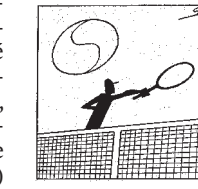
Même si, privés du redoutable Patrick Rafter, les Australiens ne sont plus donnés favoris de la finale de la Coupe Davis, qu'ils jouent contre la

SYDNEY
correspondance

Le calcul est facile et sa conclusion éloquent : Lleyton Hewitt, la nouvelle trouvaille du tennis australien, avait seulement cinq ans et une poignée de mois l'année où son pays emportait sa dernière Coupe Davis.

Pas vraiment l'âge de raison. Et moins encore celui de se souvenir de ce succès obtenu, à l'automne 1986 face à la Suède, sur le gazon de Melbourne. Et pourtant, Lleyton Hewitt ne s'aventure jamais à évoquer la magie de l'épreuve sans se couvrir d'un voile de sérieux. Il en parle avec respect, envie et gravité, comme il le ferait de l'œuvre de toute une existence. « La Coupe Davis, murmure-t-il dans un soupir, c'est autre chose qu'un simple tournoi. J'ai toujours rêvé d'y participer. Et j'y pense, je crois, depuis mes débuts sur un court de tennis. »

Curieux. Mais Lleyton Hewitt est australien. Pour lui, une vie de tennisman ne saurait donc être complète sans une sélection en Coupe Davis. Simple question de tradition. Après tout, la première victoire de l'Australie dans l'épreuve



TENNIS

Avec la finale de la Coupe Davis, l'Australie renoue avec ses passions d'antan

Le pays a emporté l'épreuve à vingt-six reprises

France, du vendredi 3 au dimanche 5 décembre, sur le court en terre battue du Palais des expositions de Nice, ils gardent l'espoir de suivre les

traces de leurs anciens, ceux qui, dans les années 60, inscrivaient d'office la finale de l'épreuve à leur calendrier.

remonte presque aussi loin que la nation elle-même. En 1907, six ans seulement après la création de la fédération, acte de naissance de l'Australie moderne. Un succès ramassé sur le gazon britannique par un joueur raide et souffreteux, Norman Brookes, vainqueur quelques semaines plus tôt du tournoi de Wimbledon. A en croire la légende, Brookes aurait mis six semaines à ramener le trophée au pays. Il aurait même été contraint de s'acquitter d'un supplément de bagages pour le garder avec lui, sur le bateau du retour. Et, amusant détail, l'Australien aurait conservé le trophée dans une vitrine de sa salle à manger, son épouse la sortant dans les grandes occasions pour la remplir de fleurs.

Depuis, l'Australie a toujours observé l'épreuve avec un regard tendre et protecteur. Elle l'a gagnée vingt-six fois. Assez pour s'imaginer parfois en posséder l'acte de propriété. Dans les années 60, la finale de l'épreuve était même inscrite par principe au calendrier sportif national. On s'y rendait en procession, fiers de voir que le pays pouvait s'illustrer ailleurs que sur les terrains de cricket, rugby ou jeu à 13, disciplines vénérées mais dépourvues de la moindre vocation universelle.

Aujourd'hui, le succès l'a quittée mais l'Australie n'a pas cessé d'aimer la Coupe Davis. En septembre,

une poignée d'heures a suffi pour vendre les 40 000 places de la demi-finale contre la Russie, jouée à l'ANZ Stadium de Brisbane. Les blessures de Patrick Rafter et Mark Philippoussis avaient obligé John Newcombe, le capitaine australien, à piocher dans les profondeurs du classement ATP pour en sortir un joueur bien portant et capable de génie. Mais Wayne Arthurs, un rou-

Contrôle inopiné

L'équipe australienne de Coupe Davis a accepté le principe d'un contrôle antidopage inopiné, mercredi 1^{er} décembre à Nice, après avoir refusé de s'y soumettre dans un premier temps. Deux médecins assermentés par le ministère de la jeunesse et des sports s'étaient présentés sur les lieux de la compétition afin d'effectuer des prélèvements sur les joueurs australiens Lleyton Hewitt et Mark Woodforde et les Français Fabrice Santoro et Olivier Delaire. Le capitaine australien, John Newcombe, s'y était opposé. Il s'est finalement ravisé, apprenant qu'un accord de coopération dans la lutte contre le dopage existait entre la France et l'Australie depuis le 17 septembre.

qu'un droit comme une ligne, 91^e mondial, s'est laissé gagner sans effort par la magie de l'épreuve. Il a assommé Evgeni Kafelnikov en le rouant d'aces et de volées. Puis il a expliqué son exploit de ces mots : « Je ne sais pas si j'aurais encore l'occasion de jouer la Coupe Davis, mais cette seule participation suffirait à mon bonheur. J'en rêvais depuis toujours. Je n'oublierai jamais. »

Le public a apprécié. Et il s'est convaincu, en voyant Wayne Arthurs et Lleyton Hewitt sauter sans peine au-dessus de l'obstacle russe, que les beaux jours étaient enfin revenus. Ces dernières semaines, John Newcombe n'a pas eu un mot à dire pour signifier le rappel des troupes. Pat Rafter, encore blessé, a renoncé la mort dans l'âme. Mais Lleyton Hewitt l'a rejoint au grand galop. Mark Philippoussis a activé sa rééducation après une blessure au genou pour se ranger sous la bannière australienne.

Et même Todd Woodbridge, légendaire joueur de double abandonné depuis deux ans par la confiance, a fait acte de candidature. Treize années ont passé depuis la dernière victoire de l'Australie en Coupe Davis. Il est grand temps, semble penser le pays, de fermer cette trop longue parenthèse.

Alain Mercier

La Commission européenne va mettre en place un plan de lutte contre le dopage sportif

VIVIANE REDING, commissaire européen à l'éducation et à la culture, a annoncé, mercredi 1^{er} décembre à Bruxelles, la mise en œuvre prochaine d'un plan de lutte contre le dopage sportif au sein des pays de l'Union européenne. Ce plan se fonde sur le récent avis émis sur ce thème par le Groupe européen d'éthique, que préside Noëlle Lenoir. Il devrait compléter, au sein de l'Union, le travail de l'Agence mondiale antidopage (AMAD) du Comité international olympique (CIO), et, dans le même temps, amorcer une dynamique plus générale, la Commission européenne traitant directement ici, pour la première fois, d'un sujet de prévention et de santé publique.

« Il est urgent, dans le cadre des politiques sportives, de tenir compte des profonds changements qui ont eu lieu au cours de ce siècle en raison de l'impact économique et médiatique croissant du sport à l'échelle mondiale », souligne l'avis du Groupe européen d'éthique, qui entend « mettre l'accent sur les tensions qui existent entre la lutte antidopage et la recherche de performances sans cesse dépassées ».

Le plan dévoilé par Viviane Reding consiste, dans un premier temps, à soutenir la création et le fonctionnement de l'AMAD, fondation privée de droit suisse dont le siège provisoire se situera à Lau-

sanne et qui devrait être pleinement opérationnelle avant les Jeux olympiques organisés à Sydney en septembre 2000. Jusqu'ici, le CIO s'était engagé à assurer seul le financement de cette agence, pour une durée de deux ans. A l'issue de cette période, les Etats membres de l'Union européenne pourront envisager une participation à son financement. Pour Viviane Reding, l'AMAD devra impérativement adopter la liste des substances interdites, être responsable de l'accréditation des laboratoires de dépistage et coordonner les contrôles hors compétition.

Mais, visiblement inquiète de la réalité des actions à venir de l'AMAD, la Commission européenne entend dès à présent aller plus loin dans la politique de lutte contre le dopage sportif. C'est ainsi que des « instruments communautaires » vont prochainement être mobilisés dans les domaines de la recherche, de la coordination des mesures réglementaires ainsi que de l'information de tous les sportifs, qu'ils soient professionnels ou non. « En 1999, 77 championnats du monde et 102 championnats européens ont été organisés en Europe (...). Ceci implique une circulation de sportifs (...) soucieux de connaître avec exactitude les règles régissant le dopage et les conséquences qui découlent d'éventuelles infractions, explique-t-on à Bruxelles. Il est donc

nécessaire, désormais, de veiller à ce que l'espace sportif européen soit régi par des réglementations ne constituant pas des obstacles à la liberté de circulation, et notamment à la liberté de prestation de services des sportifs professionnels au sein de l'Union. »

Pour Noëlle Lenoir, la prise en compte de l'avis du Groupe d'éthique qu'elle préside atteste de la volonté de la Commission européenne de s'engager « dans une dynamique nouvelle, qui devrait faire de l'Union européenne un espace dans lequel la responsabilité à l'égard du dopage relève tant des sportifs professionnels que de leurs employeurs ».

Jean-Yves Nau

■ LOTO : Résultats des tirages n° 96 du mercredi 1^{er} décembre.

Premier tirage : 1, 4, 9, 23, 26, 49, numéro complémentaire : 2. Rapports pour 6 numéros : 2 086 755 F, 318 123 € ; 5 numéros et le complémentaire : 38 270 F, 5 834 € ; 5 numéros : 2 345 F, 357,49 € ; 4 numéros et le complémentaire : 154 F, 23,48 € ; 4 numéros : 77 F, 11,74 € ; 3 numéros et le complémentaire : 20 F, 3,05 € ; 3 numéros : 10 F, 1,52 €.

Second tirage : 2, 4, 14, 21, 24, 49, numéro complémentaire : 15. Rapports pour 6 numéros : 6 694 540 F, 1 020 576 € ; 5 numéros et le complémentaire : 92 590 F, 14 115 € ; 5 numéros : 5 885 F, 897,16 € ; 4 numéros et le complémentaire : 264 F, 40,25 € ; 4 numéros : 132 F, 20,12 € ; 3 numéros et le complémentaire : 26 F, 3,96 € ; 3 numéros : 13 F, 1,98 €.

ATTRIBUTION DE LA BOURSE D'ETUDES "Ernst Jünger" PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DU BADE-WURTEMBERG

Le Président du conseil des ministres du Bade-Wurtemberg a créé une bourse d'études pour les scientifiques, qui travaillent pour la recherche dans le domaine de la littérature et de l'histoire européenne, en considération particulière d'Ernst Jünger.

La bourse d'études Ernst Jünger, dont le statut a été publié dans le journal officiel du Bade-Wurtemberg le 06.11.1995, a été attribuée pour la première fois le 29.03.96. Elle consiste en un montant de DM 20.000,-. De plus, une chambre d'hôte sera mise à disposition pendant 9 mois à la maison collégiale de l'archiviste allemand de littérature à Marbach sur le Neckar.

Des candidatures peuvent être présentées par les scientifiques des lettres, particulièrement ceux des domaines sciences linguistiques, littéraires, historiques ou sociologiques. Une promotion ou une qualification académique comparable est exigée.

Une présentation de la carrière scientifique, une liste des publications ainsi qu'une description détaillée du projet envisagé, qui doit être réalisé avec la bourse, devront être joints à la candidature. Comme résultat de la bourse, une publication autonome est attendue dans les trois ans.

Un jury décide de l'attribution.

Veillez adresser vos candidatures avant le 31 Janvier 2000 (date du timbre de poste) à.

Direktor des Deutschen Literaturarchives - Herrn Professor Dr. Ulrich Ott
Postfach 11 62 - 71666 Marbach Allemagne

E-MOTION.

VIDEO BRIEF s.r.l.

0,99Frc/mn

Dégradation au nord

VENDREDI. Une dépression très creuse circule de l'Écosse au Danemark. La perturbation associée va induire une dégradation pluvieuse et ventueuse sur la moitié nord vendredi après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Journée brumeuse vers le val de Loire. Près des côtes de la Manche, le vent de sud-ouest se lève et atteint 90 à 100 km/h en rafales à la mi-journée, avec de la pluie, qui se généralise à l'ensemble des régions l'après-midi. Les températures sont comprises entre 10 et 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les éclaircies matinales persistent jusqu'au soir au sud de la Loire. Au nord, le ciel devient pluvieux dès la mi-journée sur les côtes de la Manche, sous des bourrasques jusqu'à 100 km/h. La pluie se propage des Flandres au Bassin parisien l'après-midi avec du vent à 70 km/h. Il fait de 8 à 12 degrés.

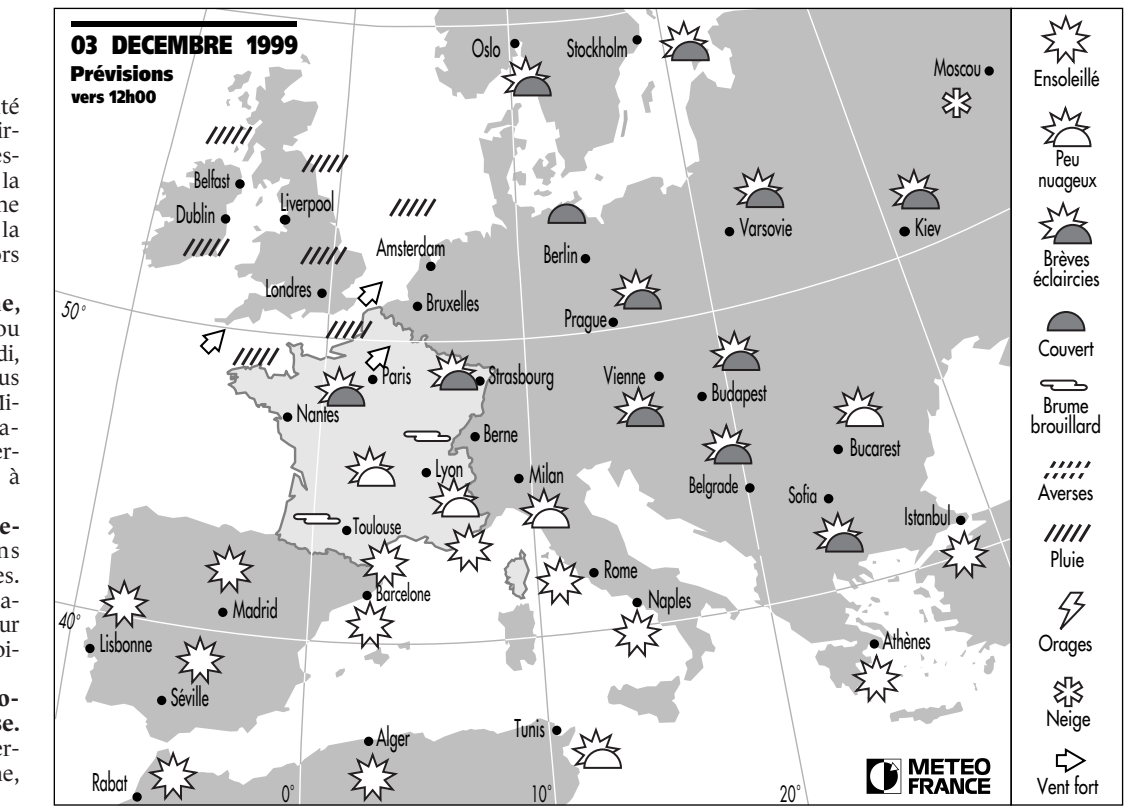
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -

Brouillards sur la Franche-Comté et le Haut-Rhin en matinée. Eclaircies mais qui se réduisent l'après-midi par le nord-ouest avec de la pluie en soirée de la Champagne au nord de la Lorraine et de la Bourgogne. Le vent atteint alors 80 km/h. Il fait de 6 à 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Brouillards ou nuages bas le matin. L'après-midi, les apparitions du soleil sont plus généreuses du Pays basque au Midi-Pyrénées qu'en Poitou-Charentes et nord Aquitaine. Les thermomètres indiquent 10 à 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil brille sans compter du Dauphiné aux Alpes. Ailleurs, il faut attendre la dissipation des grisaillies matinales pour en profiter. Les températures avoisinent 8 à 13 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Ciel bleu azur. Le vent faible permet d'apprécier la douceur diurne, 13 à 17 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** La compagnie AOM affirme dans un communiqué que le passage à l'an 2000 se fera sans problèmes. Des délestages sont prévus la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, étant donné la faiblesse de la demande commerciale pour cette date sur les vols à destination du Sri Lanka, de l'Australie, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie, de la Réunion, de la Guyane, de Nassau, La Havane et Zurich. Renseignements au 08-03-00-12-34. A noter: les liaisons entre Orly et Fort-de-France et Pointe-à-Pitre seront assurées aux horaires normaux.

■ **FRANCE.** Le 36^e Salon de la piscine, du spa et du sauna se tiendra du 3 au 13 décembre, à Paris Expo, porte de Versailles, de 10 heures à 19 heures et jusqu'à 23 heures le vendredi 10 décembre. Entrée: 65 F (10 €, 30 F (4,6 €) pour les enfants de 7 à 13 ans. Le billet donne également accès, le même jour, au Salon nautique. Renseignements au 08-36-68-00-51.

PRÉVISIONS POUR LE 03 DÉCEMBRE 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoléillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	4/9 N	
AJACCIO	5/17 S	NANTES	5/11 S
BIARRITZ	5/14 S	NICE	6/16 S
BORDEAUX	2/13 N	PARIS	6/11 C
BOURGES	1/10 N	PAU	0/13 S
BREST	7/12 P	PERPIGNAN	5/15 S
CAEN	7/10 P	RENNES	5/11 C
CHERBOURG	7/11 P	ST-ETIENNE	0/10 S
CLERMONT-F.	-1/8 S	STRASBOURG	1/9 N
DIJON	-2/6 N	TOULOUSE	0/10 S
GRENOBLE	-1/10 S	TOURS	2/10 N
LILLE	7/10 P	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	2/9 S	CAYENNE	23/32 S
LYON	-1/9 S	FORT-DE-FR.	24/29 S
MARSEILLE	2/15 S	NOUMEA	22/27 C

PAPEETE	24/30 P	KIEV	-2/2 N	VENISE	4/8 S	LE CAIRE	12/21 S
POINTE-A-PIT.	23/30 S	LISBONNE	11/15 S	VIENNE	4/5 N	NAIROBI	16/24 C
ST-DENIS-RE.	21/27 S	LIVERPOOL	3/11 P	AMÉRIQUES		PRETORIA	18/22 C
EUROPE		LONDRES	3/12 P	BRASILIA	17/24 S	RABAT	10/21 S
AMSTERDAM	6/10 P	LUXEMBOURG	3/7 N	BUENOS AIR.	17/26 S	TUNIS	11/17 S
ATHENES	11/17 S	MADRID	3/12 S	CARACAS	24/28 C	ASIE-Océanie	
BARCELONE	8/16 S	MILAN	1/9 S	CHICAGO	11/12 P	BANGKOK	22/25 C
BELFAST	1/8 P	MOSCOW	-4/2 *	LIMA	18/22 C	BEYROUTH	14/18 S
BELGRADE	-3/4 N	MUNICH	-3/5 S	LOS ANGELES	11/15 S	BOMBAY	19/31 S
BERLIN	2/8 C	NAPLES	10/17 S	MEXICO	1/20 S	DIJAKARTA	26/30 P
BERNE	0/7 S	OSLO	-6/0 N	MONTREAL	-3/3 C	DUBAI	21/27 S
BRUXELLES	5/11 C	PALMA DE M.	7/19 S	NEW YORK	2/9 S	HANOI	16/24 S
BUCAREST	-3/8 S	PRAGUE	-1/7 N	SAN FRANCIS.	9/13 S	HONGKONG	19/23 C
BUDAPEST	0/3 N	ROME	7/15 S	SANTAGOCHI	13/28 S	JERUSALEM	9/19 S
COPENHAGUE	2/8 N	SEVILLE	11/20 S	TORONTO	0/7 C	NEW DEHLI	11/26 S
DUBLIN	2/11 N	SOFIA	-2/6 N	WASHINGTON	-2/13 C	PEKIN	1/6 C
FRANCFORT	3/8 N	ST-PETERSB.	-3/0 *	AFRIQUE		SEOUL	1/9 C
GENEVE	3/5 S	STOCKHOLM	-1/7 N	ALGER	5/19 S	SINGAPOUR	26/30 C
HELSINKI	-2/1 N	TENERIFE	13/17 P	DAKAR	22/28 S	SYDNEY	18/28 S
ISTANBUL	8/11 S	VARSOVIE	2/4 N	KINSHASA	20/31 C	TOKYO	5/11 S



Situation le 2 décembre à 0 heure TU **Prévisions pour le 4 décembre à 0 heure TU**

VENTES

Des chefs-d'œuvre présentés à Monaco par Christie's et Sotheby's

UN FLORILÈGE de pièces de haut niveau, présenté à Monaco les 11 et 12 décembre, retiendra l'attention des collectionneurs pouvant dépenser quelques millions de francs pour un meuble ou un objet. C'est bien sûr Christie's et Sotheby's qui organisent ces ventes puisqu'elles ne sont pas encore autorisées à pratiquer leur activité sur le territoire français.

Samedi 11 décembre, Sotheby's propose de l'orfèvrerie et du mobilier XVIII^e siècle. La pièce-phare est l'aiguière dite de Rubens qui, selon la tradition, aurait été offerte au peintre par les régents des Pays-Bas, soit en remerciements d'une mission diplomatique, soit pour avoir participé à la mise en place de décors à Anvers et à Gand pour l'entrée triomphale du régent des Pays-Bas en 1635. Fabriquée la même année à Anvers, cette aiguière a été exécutée par Théodore de Rasier, issu d'une des plus importantes familles d'orfèvres des Pays-Bas, dont le père s'était fixé à Anvers en 1561.

Restée depuis le XVII^e siècle dans la famille des descendants de Rubens, elle est considérée comme un chef-d'œuvre de l'orfèvrerie anver-

soise. Entièrement ciselés, l'aiguière et son bassin forment un des rares exemples de cette époque où la sculpture prend une place prépondérante: l'anse de la verreuse est constituée d'un triton soutenant avec ses pattes un serpent au-dessus de sa tête, la panse est ornée d'une frise illustrant le triomphe de Vénus; le bassin offre en son centre

la scène biblique de Suzanne et les vieillards, située dans un jardin avec fontaine et architecture, entourée d'allégories des quatre éléments sur l'aile. Cet ensemble est estimé entre 2,5 et 3,5 millions de francs (de 381 000 à 534 000 euros).

Concurrence oblige, Christie's met en vente, les 11 et 12 décembre, la fastueuse collection de meubles

et objets d'art XVIII^e de l'homme d'affaires Akram Ojeh.

et objets d'art XVIII^e de l'homme d'affaires Akram Ojeh.

2,3 à 2,8 millions d'euros). Estampillé par Carlin et Weisweiler, ce meuble Louis XVI en placage d'ébène est orné de cinq tableaux en marqueterie de pierres dures représentant des paysages marins, avec navires, phares, architectures et paysages, un type de décor rarissime dans le mobilier français.

Autre rareté, des meubles en

Les adjudications de photographies anciennes

- VENTE DORA MAAR** (étude Piasa et Mathias) à Drouot le 19 novembre :
- « Amoureux sur un pont » (avec deux autres clichés). 13 000 F, 1 984 €.
 - « Portrait d'un boucher parisien ». 5 000 F, 763 €.
 - « Vieille chiffonnière dans les rues de Londres ». 3 000 F, 458 €.
 - « Cavalier ». 22 000 F, 3 358 €.
 - « Double portrait avec effet de chapeau ». 220 000 F, 33 587 €.

- VENTE DE L'ÉTUDE TAJAN** à Drouot le 22 novembre :
- « Brick au clair de lune » de Gustave Le Gray, marine vers 1856. 130 000 F, 19 847 €.
 - **Grands travaux de Marseille** par Adolfe Terris : - Album photographique d'anciennes démolitions en 1862, 26 planches. 40 000 F, 6 106 €.
 - Chemin de la corniche. 14 000 F, 2 137 €.
 - Muséum du château d'eau. 6 500 F, 992 €.
 - Construction de la rue Impériale et vue des chantiers. 19 000 F, 2 900 €.
 - Anonyme, portrait d'homme vers 1850, daguerréotype. 39 000 F, 5 954 €.

- ANTIQUITÉS-BROCANTES**
- **Caen** (Calvados), du vendredi 3 au dimanche 5 décembre, tél : 02-31-29-99-99.
 - **Angoulême** (Charente), du vendredi 3 au lundi 6 décembre, tél : 05-45-95-62-42.
 - **Collonges-sous-Salève** (Haute-Savoie), du vendredi 3 au dimanche 5 décembre, tél : 04-50-43-60-75.
 - **Jouy-en-Josas** (Yvelines), du vendredi 3 au dimanche 5 décembre, tél : 01-39-56-30-35.
 - **Moullins** (Allier), les 4 et 5 décembre, tel : 04-70-44-24-08.
 - **Saint-Brieuc** (Côtes-d'Armor), les 4 et 5 décembre, tél : 02-98-44-97-36.

- COLLECTIONS**
- **Montpellier** (Hérault), Mostra du livre ancien, les 4 et 5 décembre, tél : 04-67-61-96-71.
 - **Chamalières** (Puy-de-Dôme), philatélie, numismatique, cartophilie, les 4 et 5 décembre, tél : 04-73-92-45-71.
 - **Tremblay-en-France** (Seine-Saint-Denis), cartophilie, les 4 décembre, tél : 01-49-63-26-89.

Catherine Bedel

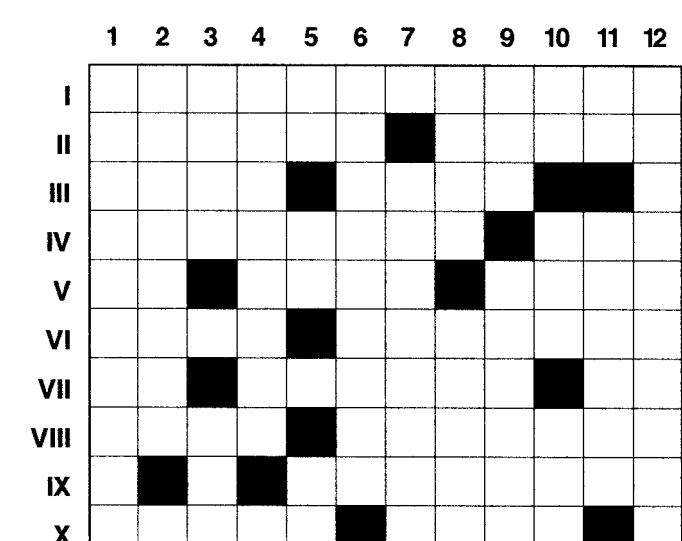
★ **Sotheby's, 11 décembre.** Exposition les 9 et 10, Sporting d'hiver, place du Casino, Monte-Carlo. Tél. : (00) 377-93-30-88-80.

★ **Christie's, 11 et 12 décembre.** Exposition les 9 et 10, Hôtel Métropole Palace, 4, avenue de la Madone, Monte-Carlo. Tél. : (00) 377-93-15-15-15.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99286

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Une boulette d'hier qui fait aujourd'hui désordre. - II. Il n'a rien de remarquable, sauf s'il est en tête. Démon. - III. Supprimai. Poète du Plat Pays. - IV. Porteur de flèches. Divise la couronne. - V. Petit patron dans une grande entreprise. Vieux ruminant. Canton du Morbihan. - VI. Fille de la Bastille. Apporte de grands changements. - VII. Sait beaucoup de choses. Maman du bouillant Achille. Dans les habitudes. - VIII. Perdue en déménageant.

VERTICALEMENT

1. Pour tout saisir et garder des traces. - 2. Déformé et réduit. - 3. Le deuxième calife fut le premier du nom. Encore une fois. - 4. C'est plus une illusion qu'un don. - 5. Dans le bide. Demi-tour. Bien pratique pour faire le tour. - 6. Mis en fable et en terre par La Fontaine. - 7. Expressions enfantines.

SOLUTION DU N° 99285

HORIZONTALEMENT

I. Trivialement. - II. Honoraires. - III. Ennui. Tucson. - IV. Odessa. Droit. - V. Ré. Entier. - VI. Ib. Brouta. Ht. - VII. Coco. Ry. Nabi. - VIII. Isolements. - IX. Est. Tare. Tue. - X. Nées. Léonins.

VERTICALEMENT

1. Théoricien. - 2. Ronde-bosse. - 3. Innée. Cote. - 4. Vous. Bol. - 5. Iriser. Et. - 6. Aa. Anormal. - 7. Lit. Tuyère. - 8. Erudit. Néo. - 9. Mécréant. - 10. Essor. Asti. - 11. Oi. HB. Un. - 12. Tentatives.

L'ART EN QUESTION

N° 146

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

En famille

AVANT de devenir célèbre en tant que peintre d'histoire, Hippolyte, dit Paul, Delaroche a commencé une carrière de peintre paysagiste. Son frère aîné, Jules, étudiait la peinture chez David et leur père ne voulait pas que Paul entre en concurrence avec lui. Il l'avait donc autorisé à embrasser la carrière à condition qu'il s'inscrive à l'atelier du peintre paysagiste Watelet.

Lorsque Jules abandonne son apprentissage, Paul entre chez le baron Gros, lui-même ancien élève de David.

L'envoi de Delaroche au Salon de 1822 lui vaut l'intérêt de Théodore Géricault qui, deux ans plus tard, sur son lit de mort, lui conseillera d'ultimes retouches pour le *Saint Vincent de Paul* destiné à figurer au Salon de 1824 au côté de *Jeanne d'Arc malade est interrogée dans sa prison par le Cardinal de Winchester*.



A.G. VILLE DE NANTES

« Jeanne d'Arc malade est interrogée dans sa prison par le cardinal de Winchester » (1824), Hippolyte, dit Paul, Delaroche (1797-1856). Huile sur toile, 277 x 217 cm, Rouen, Musée des beaux-arts. Figure à la rétrospective Delaroche, au Musée des beaux-arts de Nantes, jusqu'au 17 janvier 2000, puis au Musée Fabre de Montpellier, du 3 février au 23 avril 2000.

Pour réunir la documentation nécessaire à ses travaux, Delaroche n'hésite pas à prendre plusieurs fois le chemin de l'Italie. C'est à Rome, en 1835, qu'il épouse la fille d'un autre peintre d'histoire :

- François Gérard ?
- Antoine Gros ?
- Horace Vernet ?

Réponse dans Le Monde du 10 décembre

Réponse du jeu n°145 paru dans Le Monde du 26 novembre

Carpeaux fut répétiteur dans une classe de dessin à la Petite Ecole, école gratuite de dessin et d'architecture, il eut comme élèves Auguste Rodin et Jules Dalou.

L'Américain de Paris Theo Hakola revisite le mythe de Zorro

Le chanteur, auteur, comédien donne « une pièce avec des chansons » aux Transmusicales de Rennes

Theo Akola présente, au théâtre de l'Aire Libre, *La Chanson du Zorro andalou*, « pièce avec des chansons » qui transpose le mythe de Zorro

dans un village d'Andalousie à l'aube de la guerre civile espagnole. Le justicier masqué d'Hakola, nettement plus perturbé que l'origi-

nal, observe la chute d'un monde en dandy décadent porté sur la bouteille et trouve la rédemption dans des jeux érotiques incestueux.

LA CHANSON DU ZORRO ANDALOU, « une pièce avec des chansons » de Theo Hakola, mise en scène de Pierre Mailliet et Theo Hakola, avec Theo Hakola, Marie Payen, Olivier Hamel, Paola Comis... Musiciens : Lionel Dollet, Scott Taylor, Bénédicte Villain. Jusqu'au 4 décembre, à l'Aire Libre, Saint-Jacques-de-la-Lande. 20 h 30. Tél. : 02-99-31-13-10. 50 F (7,62 €).

RENNES

de notre envoyé spécial

Il y a près de vingt ans, Theo Hakola, à la tête de son groupe d'ailleurs, l'Orchestre rouge, participait aux prémices des Transmusicales de Rennes. Aujourd'hui, le festival bre-

ton a permis à cet Américain de Paris de concrétiser un projet qu'il portait en lui depuis longtemps. D'abord roman, baladé d'éditeur en éditeur (et qui sortira finalement en février 2000 aux éditions Verticales), *La Chanson du Zorro andalou* fut ensuite conçue comme une pièce « avec des chansons ». Elle est enfin montée au théâtre de l'Aire Libre, petite salle de la proche banlieue rennaise.

Chanteur, auteur, compositeur, comédien, co-metteur en scène, Theo Hakola a transposé le mythe de Zorro – l'histoire d'un fils de bonne famille passant pour couard qui, la nuit, devient justicier masqué – dans un village d'Andalousie à l'aube de la guerre civile espagnole. Les décors imaginés par Jean-Pierre

Girault et le peintre Ricardo Mosner (vieux complice d'Hakola) illustrent en un tourbillon bancal la décomposition d'une société et les tourments intérieurs d'un « héros » nettement plus perturbé que l'original. Salle à manger dérépète jouxtant un « bar à putes », arcades arabo-andalouses au bord de l'écroulement et, surplombant le tout, la valse dangereuse d'un lit à baldaquin... Car cette fable à base de lutte des classes est aussi une histoire de chair. Rappelé de Londres par son père, Miguel Angel Escobar va observer la chute d'un monde en dandy décadent porté sur la bouteille. Dans une espèce de dédoublement schizophrène, il enfante un Zorro chargé d'expier les péchés familiaux mais c'est dans l'amour de sa sœur – incarnée très

joliment par Marie Payen – et des jeux érotiques incestueux qu'il trouvera à la fois gouffre et rédemption.

Depuis le début des années 80, dans une dizaine d'albums, avec Orchestre rouge puis Passion fodder et enfin en solo, Theo Hakola s'est singularisé par la portée ironique de sa voix acide et son goût pour le folk expressionniste. Sur une scène de théâtre, son long corps d'aristo malingre, ses accents sarcastiques imposent une vraie présence à défaut d'un large registre d'expressions. Parfois compliqué, bavard (on décroche plus d'une fois pendant ces deux heures et demie de représentation), surchargé de références historiques, son texte ne manque pourtant ni de souffle ni de vie. Il a surtout réussi sa fusion avec un univers musical qui illustre et rythme l'exaltation, la nostalgie, le grotesque, la sexualité crue, la mort ou l'enjeu historique de la pièce. Les chansons s'intègrent à la manière de monologues. Trois musiciens impriment une cadence poétique qui rend plus attachante cette manière de *songspiel*.

Lionel Dollet à la guitare, Scott Taylor à la trompette, au piano et à l'accordéon, Bénédicte Villain au violon, à l'accordéon et à la guitare électrique, interprètent une bande-son qui ne craint pas l'instabilité et la fragilité des sons. Magnifique de profondeur, mélancolique, la mélodie chantée au final par Theo Hakola et Marie Payen donne envie d'écouter le disque des morceaux de la pièce, sorti récemment par le label Kerig records.

Stéphane Davet

ce jour, l'une des tentatives les plus réussies. Collectionneur de disques – « chez moi vous trouverez aussi bien du punk que du jazz, de la musique classique, beaucoup de musiques de films » –, bricoleur avisé, comme tous ceux qui ne se contentent pas d'empiler des sons préfabriqués, Jason Swinscoe préfère aux figures rythmiques conquérantes, des mélodies tour à tour dansantes ou contemplatives dont sa formation a traduit les belles envolées dans un disque à grand spectacle, le récent *Motion* (Ninja Tune, distribué par Pias).

Soucieux de ne pas laisser aux machines la seule responsabilité de la musique, cet adepte du sampling confie à des musiciens – « ils ont un sérieux bagage de jazzmen » – le soin de créer la matière

première de partitions où les arrangements sont nourris de cordes hollywoodiennes et de longues mélodies proches du mysticisme de John Coltrane ou Pharoah Sanders. Reste que le passage à la scène d'un tel kaléidoscope souvent ludique sera le test ultime. « Reproduire un disque sur scène ne nous intéresse pas, précise Jason Swinscoe. Notre fonctionnement collectif nous permet de mettre en avant les improvisations. En terme de spectacle la culture du DJ me semble à bout de souffle. »

S. Si.

★ Salle Liberté haut, esplanade Charles-de-Gaulle. Le 3 décembre, 19 heures. Tél. : 02-99-31-13-10. 110 F (16,77 €) et 140 F (21,34 €)

Iles de danses, un festival d'atypiques

Iles de danses. Jusqu'au 19 décembre, dans 40 communes en Ile-de-France. Prochains spectacles : Faits et gestes, de Bernard Glandier ; le 4 décembre, à Brétigny-sur-Orge ; le 10, à Villejuif. Cendrillon ailleurs, d'Annette Leday ; le 4 décembre, à Gif-sur-Yvette ; le 8, à Sarcelles ; le 18, à Nanterre. Next, de Xavier Lot ; le 3 décembre, à Croullemiers ; le 9, à Vanves ; le 17, à Fosses. Tél. : 01-42-65 06-58. Prix : de 110 F à 50 F.

La douzième édition des Iles de danses en Ile-de-France est un festival de cas chorégraphiques. Premier bilan à mi-parcours d'une manifestation qui court jusqu'au 19 décembre. Les chorégraphes programmés étincellent de singularité. Marcia Barcellos et Karl Biscuit bidouillent sons, images et gestes dans des loufoqueries sans queue ni tête ; Annette Leday est depuis vingt ans spécialiste de kathakali, ce théâtre dansé du sud de l'Inde généralement interprété par des hommes ; Philippe Jamet fait aujourd'hui danser les amateurs de tous âges. Jolies anomalies. « Parce que ce sont de vrais artistes, des individus à part, menant chacun une quête unique en son genre, ce sont forcément des cas », commente Jérôme Franc, ex-codirecteur du 18 Théâtre, chargé de la danse depuis 1998, dont c'est la première programmation. Ils travaillent sur des matériaux chorégraphiques spécifiques

pour aboutir à un résultat spectaculaire non formaté, parfois même maladroit, mais tant pis. »

Ex-interprète de Daniel Larrieu, Pascale Houbin, dont la compagnie Non de Nom a été lancée en 1987, a fait l'apprentissage du langage des signes pour le sublimer dans une écriture personnelle qui se lit comme un poème. Elle a désiré se confronter à un conteur. Abbi Patrix, et un comédien sourd, Levent Beskardes. Le résultat, intitulé *Parole*, est un objet spectaculaire parfaitement inaccoutumé.

DE RUDES PARTI-PRIS

Sur le plateau où s'étalent trois couvertures marron, nos trois personnages tentent de bâtir une parole commune par le biais de contes. La tâche est ardue. A deux ou à trois, les interprètes trouvent des accords imparfaits : traductions simultanées ou décalées en langage des signes, échafaudages de corps imbriqués.

La solitude de chacun éclate parfois au visage du public, mais elle est immédiatement soufflée par le désir palpable d'entrer en contact, de partager ne serait-ce que quelques mots. Célébration grave du vivant dans ses différences, *Parole* est un mystère blafard auquel il faut donner sa langue au chat.

Autre rude parti-pris, celui d'Olga de Soto, qui se collète à des compositions de musique contemporaine pour en extraire le suc, et donner à voir la musique. Sur des œuvres de

Michaël Jarrell, la partition chorégraphique est somptueuse dans son austérité. Si austère d'ailleurs qu'elle laisse plus d'un spectateur sur le carreau. Mais qu'il s'agisse du duo *Autre* ou du quatuor *... des rhizomes*, la danse semble pénétrer la matière musicale pour l'incarner. Le son se fait corps, inscrivant dans l'espace une gestuelle ferme et souple, souvent suspendue comme dans un arrêt sur image.

Même immobiles, les danseurs sont happés dans un mouvement global continu qui fait chaotier la composition musicale. S'arc-boutant sur le silence pour mieux faire jaillir la nécessité de la musique, Olga de Soto orchestre d'un interprète à l'autre une conversation elliptique dont la sensualité ne se départ jamais d'une tenue rigoureuse.

Loin de cet environnement limpide, l'espace du solo de Jordi Cortés Molina est sans cesse sous tension, assailli par des flammes, des hurlements, tandis que le corps du danseur se projette dans une danse tordue. Ce chorégraphe espagnol, qui passe par des accès de beauté puis de laideur fascinants, raconte un homme dévasté qui s'émiette en confettis blancs ou se vomit en un long serpent rouge. Un monologue de l'errance savamment déglingué dont la quête bagarreuse finit dans le plus complet dénuement. Cette cruelle comédie s'intitule *Lucky*.

Rosita Boisseau

Interrogations autour d'une fosse commune

LA CONCESSION PILGRIM, d'Yves Ravéy. Mise en scène : Joël Jouanneau. Avec Jean-Yves Dubois, Christine Fersen, Catherine Hiegel. COMÉDIE-FRANÇAISE-STUDIO THÉÂTRE, Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-98-58. Durée : 1 h 30. 45 F (6,86 €) et 80 F (12,19 €). Lundi à mercredi, vendredi et samedi, à 18 h 30. Jusqu'au 29 décembre. Le texte de la pièce est publié aux éditions de Minuit (63 p., 45 F 6,86 €).

« Dans cette affaire, tout le monde tient tout le monde », proclame Angelica Pilgrim, maîtresse femme d'affaires et propriétaire de la concession du même nom. Dans le cimetière de la ville de Drau, la concession Pilgrim couvre l'espace de la fosse commune où ont été jetés les corps des milliers de personnes assassinées par la milice qui a ravagé le pays, il n'y a pas si longtemps. Après que son fils y a mis au jour une mâchoire et des

dents (en or), identifiables, Angelica, qui est aussi l'épouse du fossoyeur, s'est offert les lieux pour cent quatre-vingt-dix-neuf ans afin de les revendre par lots aux familles des disparus. Une belle affaire immobilière. Taillée dans ce que les investisseurs appellent une niche, valorisée par le silence sur le massacre, la honte des survivants, l'enfouissement des remords.

Habilement mis en valeur, en circulation, les morts devraient saisir les vivants et leur enjoindre de payer au comptant leur repentance. Mais à qui au juste apparaissent les morts ? Leur corps, leur trace, leur souvenir, leur image, argentique ou mentale. Que leur doit-on de piété pour avoir la vie sauve ? En quoi engagent-ils leurs descendants ? Comment porter le deuil ? Les trois personnages de *La Concession Pilgrim* – Angelica ; Donowitz, son beau-frère, venu toucher sa part ; et Klima, fille d'un des disparus, et acheteuse d'un lot –, s'accrochent autour d'une série d'interrogations sans fin, où se mêlent histoire collective

et responsabilité individuelle ; droit moral et devoir de mémoire ; patrioisme plus ou moins solide et espèces liquides. Avec la mise en jeu de cette matière presque abstraite : la terre. Donnée, prêtée ou louée, le temps d'oublier.

UNE ACTRICE DE HAUT VOL

Angelica est une femme de ce temps. Elle ne trouve pas scandaleux de commercialiser l'hologramme. Mais se révéler plus complexe qu'il n'y paraît, lorsqu'elle avoue payer de sa propre poche à la banque la concession qu'elle est censée avoir vendue à sa cliente. Qu'est-ce qui les lie alors ? Quels morts ou quelles morts ? Que s'est-il passé exactement à Drau ?

Ce nom étrange est celui que porte la Drave dans sa traversée de l'Autriche, avant de toucher la Slovaquie, la Croatie et la Hongrie, et de rejoindre le Danube. Ce pourrait être sur ce fleuve frontière que se penche Klima au final pour y chercher les visages détestés d'Angelica et de Donowitz parmi « les

déchets emportés par le courant ». Mais lorsque les acteurs prononcent Drau, c'est Dachau qu'on entend. Assurément, la pièce passe par là. Aussi.

Loin de la fantaisie dont faisait montre *Montparnasse reçoit*, précédente pièce d'Yves Ravéy, *La Concession Pilgrim* est une œuvre noire, austère, qui risque cependant le doigt de la comédie dans une bonne quantité d'engrenages tragiques sans solution. Une langue forte et claire dessine des personnages dont le metteur en scène, Joël Jouanneau, s'est attaché à exposer les profils multiples. Christine Fersen (Angelica), joue sang chaud de sang-froid ; Jean-Yves Dubois (Donowitz) déglince maîtrisée ; Catherine Hiegel (Klima), arbitre de haut vol. Un simple changement de pas la fait passer de l'humilité à l'autorité. Un sourcil levé de la douceur à l'aboïement. Elle n'a pas attendu le dernier mot, pour s'en emparer depuis longtemps.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

PARIS

Carte blanche à Aldo Romano Après le triomphe à La Cigale, le 22 novembre, du groupe qui unit le batteur Aldo Romano, le clarinetteste Louis Sclavis et le contrebassiste Henri Texier au photographe Guy Le Querrec dans des voyages africains, on pourra retrouver le trio, sans les images, les 3 et 4 pour débiter une large semaine confiée à Romano. Les autres soirées permettront d'entendre Corners, récente formation d'un des batteurs les plus mélodistes du jazz – on se souviendra que Romano glisse régulièrement des chansons dans ses enregistrements – au sein de laquelle œuvre notamment Michel Benita (contrebasse). *Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Les 3 et 4, 20 h 30 et 22 heures ; les 6, 8, 9, 10 et 11, 21 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.*

Teca Calazans *Alma de Tupi* (Buda Musique), le nouvel album de Teca Calazans, a été enregistré au Brésil, à Recife, ville du Nordeste dont elle est originaire. L'ex-comparsa du duo Teca et Ricardo s'est attachée au patrimoine musical brésilien, notamment en interprétant des

chansons d'Hector Villa-Lobos, de Pixinguinha. Elle explore cette fois avec raffinement et sensibilité des cocos, des choros, des baios, des cirandas. *Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11^e. M^o Bastille. Le 3, 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 130 F.*

BREST

Homme et galant homme Cette comédie d'Eduardo de Filippo puise son inspiration dans l'observation attentive de la bouillonnante réalité napolitaine. C'est une réflexion lucide et enjouée, profonde et drôle sur « le spectacle de la comédie humaine ». La pièce, mise en scène par Bernard Lotti et interprétée par le Théâtre de l'Instant, repose sur une opposition apparente : d'un côté, une compagnie d'acteurs faméliques englués dans une réalité quotidienne misérable ; de l'autre, une société bourgeoise engoncée dans une respectabilité de façade. *Sélect, Théâtre de l'Instant, 143, rue Robespierre, 29 Brest. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 02-98-33-70-70. 40 F et 120 F. Puis au Théâtre national de Bretagne à Rennes, du 7 au 22 janvier. Tél. : 02-99-31-12-31.*

→ 3 DEC. 99 - 15 JANV. 2000

L'ORESTIE

Eschyle / Georges Lavaudant

avec GILLES ARBONA, FRÉDÉRIC BORIE, HERVÉ BRIEAUX, CHRISTIANE COHENY, MAURICE DESCHAMPS, PHILIPPE MORIER-GENOUD, SYLVIE ORCIER, ANNIE PERRET, PATRICK PINEAU, DELPHINE SALKIN, MURIEL SOLVAY, MARIE-PAULE TRYSTRAM

ODEON
THÉÂTRE DE L'EUROPE
→ 01 44 41 36 36

GUIDE

FESTIVALS CINÉMA

Cinéma Turc : Exode rural et immigration
Au programme : *La Blessure* (Yilmaz Aslan, 1998, inédit en France), *L'Agha fauché* (Nesli Çolgecen, 1986), *L'Engrenage* (Fatih Akin, 1997), *Cœur de verre* (Fehmi Yasar, 1990), *Lola et Biliddikid* (Kutlug Ataman, 1998), *Cheval mon cheval* (Ali Özgentürk, 1982), *40 m² d'Allemagne et Adieu étranger* (Tevfik Baser, 1986, 1991), *Berlin in Berlin* (Sinan Çetin, 1993).

Cinéma Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. Jusqu'au 7 décembre. Tél. : 01-43-26-84-65.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Peines de cœur d'une chatte française d'Alfredo Arias et René de Ceccatty, mise en scène d'Alfredo Arias et Marilu Marini. *Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du 3 décembre au 29 janvier. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; dimanche, 15 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.*

Le Tartuffe de Molière, mise en scène de Jean-Marie Viéville. *Théâtre de l'Agora, place de l'Agora, 91 Evry. Les 3 et 4, 20 h 30. Tél. : 01-60-91-65-65. De 50 F à 120 F.*

Quatuor Debussy Œuvres de Chostakovitch et Schumann. Philippe Cassard (piano). *Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 3, 12 h 45. Tél. : 01-40-28-28-40. 55 F.*

Jazz Tour sur Seine au profit de Téléthon Avec notamment Georges Arvanitas, Lionel Belmondo, Johnny Griffin, Daniel Humair, François Janneau, Olivier Temine, Jacques Vidal...

Jazz sur Seine (péniche au pied de la tour Eiffel), Paris 7^e. M^o Trocadéro. Le 3 et 4, de 18 heures à 2 heures (un départ toutes les 90 minutes). Tél. : 01-47-66-22-14. 70 F et 100 F.

Belmondo Quintet *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Les 3 et 4, 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

Alexis Tcholakian Trio *Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Les 3 et 4, 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*

Jean-Marc Padovani *Cave Dimière, 107, rue Paul-Vaillant-Couturier, 95 Argenteuil. Le 3, 21 heures. Tél. : 01-34-23-44-70. 80 F.*

Paolo Fresu Quartet *Centre culturel Paul-Bailliant, 6, allée du Québec, 91 Massy. Le 3, 21 heures. Tél. : 01-69-20-57-04. 110 F.*

Peter Brötzmann, Kent Carter, David Holmes *Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 3, 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.*

Les 17 Hippies de Berlin *Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^o Oberkampf. Le 3, 19 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. Entrée libre.*

La Nuit de l'Espoir Soirée au profit des Restos du Cœur en partenariat avec l'Unesco. Avec notamment Chico Bouchkhit Patchaï, Nourith, Annabelle Mouloudji, Khadja Nin, Santa Esmeralda, Simon Elbaz, Ranzie Mensah, Atef, Diversity Dance Workshop, danseurs du Kamerni Theatre de Sarajevo, Alain Alexandre...

Grand Théâtre de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e. M^o Maubert-Mutualité. Le 3, 20 h 30. Tél. : 08-03-80-88-03. De 100 F à 160 F.

Orchestre du conservatoire de Meknès *Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu. Les 3 et 4, 20 h 30. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.*

Favela Chic Soirée brésilienne. *Elysée Montmartre, 72 boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. Le 3, 23 heures. Tél. : 01-40-21-38-14. 100 F.*

RÉSERVATIONS

Miguel Poveda (flamenco) *Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^o Notre-Dame-des-Champs. Les 9, 10 et 11 décembre, à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-41-42. 100 F et 140 F.*

Steve Grossman *Sunset 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Du 17 au 22 décembre, à 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 100 F.*

Les Arts Florissants Betsy Jolas et Marc-Antoine Charpentier. William Christie (direction). *Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Le 21 décembre, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 150 F et 200 F.*

DERNIERS JOURS

4 décembre : Mozart et Saliéri d'Alexandre Pouchkine, mise en scène et interprétation Oleg Mokchanov. *Tremplin-Théâtre des 3 Frères, Paris 18^e. Tél. : 01-42-54-91-00. De 50 F à 100 F.*

Meurtres hors champ d'Eugène Durif, mise en scène de Jean-Michel Rabeux. *Théâtre Ouvert, 4 bis, cité Véron, Paris 18^e. Tél. : 01-42-62-59-49. 70 F et 100 F.*

Fragments Koltès de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Catherine Marnas. *Les Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.*

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

23.00 Le Rire, quelques secondes de bonheur en plus. Forum Planète
0.55 Les sans papiers en Europe. Arte

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Jaddel ; Ute Lemper ; François Armanet. Canal +
20.05 Temps présent. Cancer du sein : la meurtrière. L'attentat. TSR
20.55 Envoyé spécial. Etats-Unis : Croisades contre l'homosexualité. Les roues de la colère. Etats-Unis : Des emplois en or. France 2
22.35 Le Club. Invité : Claude Brasseur. Ciné Classics
22.40 Les Enfants du rock. « Mad Max ». Canal Jimmy
23.25 Prise directe. En direct d'Accio. Corse, le droit à la démocratie. France 3

23.25 Si j'ose écrire. Da Copa. Invités : Carmelina Carracillo ; Olinda Slongo ; Catherine Ribeiro. RTBF 1

0.35 Saga-Cités. J'espérons que je m'en sortira. France 3

DOCUMENTAIRES

20.30 Il était une fois le maillot de bain. Planète
20.35 Thema. Les sans-papiers en Europe. Arte
20.45 Les Authentiques. Le combat du beaufort. Odyssee

21.05 Notre siècle. [7/9]. TV 5
21.10 Les Fresques perdues de la Basilique Saint-François. Odyssee
21.40 Planeta Alemana. Arte
22.05 Going Wild. Les ours bruns. Odyssee
22.25 Mondialisation oblige ! Les visages du Burundi. Arte
22.35 Visages du Burundi. [1/6]. Odyssee
22.45 Un siècle de musique d'orchestre. [4/7]. Mezzo
22.55 Télé notre histoire. [2/2]. Histoire
23.05 Les Immigrants silencieux. Odyssee

23.10 Sortis de l'ombre. Les sans-papiers et l'église Saint-Bernard. Arte
23.20 La Terre promise. [1/5]. Planète
23.50 Mémoires de France. [12/12]. Histoire

0.15 Histoires naturelles. Derrière la haie... les Normands du bocage. TF 1
0.25 Passage sans passeport. Arte

SPORTS EN DIRECT

19.15 Football. Coupe de l'UEFA (16^e finale). Spartak Moscou - Leeds. Pathé Sport
20.00 Football. Championnat de D 1 (21^e journée). Lille - Nice. Eurosport

DANSE

18.30 Beach Birds for Camera. Ballet. Chorégraphie de Merce Cunningham. Musique de Cage. Par la Merce Cunningham Dance Company. Mezzo

MUSIQUE

20.30 Jazz à Vienne 1998. Muzzik
22.20 Sonate n° 8 en ut mineur, de Beethoven. Avec Daniel Barenboim, piano. Mezzo
22.55 Les Plus Belles Musiques de films. Avec Dee Dee Bridgewater ; Julia Migenes. Par l'Orchestre de l'Opéra de Marseille, dir. Lalo Schifrin. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.55 Réveuse jeunesse. Nadine Trintignant. TMC
22.15 Le Bébé d'Elsa. Michaël Perrotta. Festival
22.35 Made in America. Le Successeur. Aaron Norris. O. TF 1

SÉRIES

20.25 Happy Days. Soirée romantique. Série Club
20.30 Monty Python's Flying Circus. Salad Days (v.o.). Canal Jimmy
20.50 Julie Lescaut. Mort d'un petit soldat. TF 1
21.35 Zoé, Duncan, Jack & Jane. Down and Out at Bleeker and Houston (v.o.). Série Club
22.40 Le Caméléon. Un virus parmi nous (v.o.). Le premier Noël de Jarod (v.o.). Série Club
23.55 Homicide. Retrouvailles. TSR
0.10 Gregory Hines Show. L'ami rare. Série Club

FILMS

16.40 Sid et Nancy. Alex Cox (Grande-Bretagne, 1986, 110 min). Cinéstar 1

16.50 Raging Bull. Martin Scorsese (EU, 1980, N., 125 min). Cinéfaz

17.00 Femmes entre elles. Michelangelo Antonioni (Italie, 1955, v.o., 115 min). Ciné Classics

20.30 Le Jour et l'Heure. René Clément (France, 1962, N., 125 min). Ciné Classics

20.30 Nocturne indien. Alain Corneau (France, 1989, 110 min). Ciné Cinémas 1

20.30 La Lettrice. Michel Deville (France, 1988, 100 min). Cinéstar 1

20.45 Satyricon. Federico Fellini (Italie, 1969, 130 min). Histoire

20.45 Tandem. Patrice Leconte (France, 1986, 90 min). Ciné Cinémas 2

20.50 La Discrète. Christian Vincent (France, 1990, 100 min). Téva

21.00 Falbalas. Jacques Becker. Avec Raymond Rouleau, Micheline Presle (France, 1944, N., 115 min). Paris Première

22.20 Prince Valiant. Anthony Hickox (All. - GB, 1997, v.o., 90 min). Ciné Cinémas 1

22.35 Jamais plus jamais. Irvin Kershner (Etats-Unis, 1983, 140 min). Cinéfaz

22.55 Les Professionnels. Richard Brooks (Etats-Unis, 1966, 120 min). Cinétoile

0.20 Voyage au bout de l'enfer. Michael Cimino (EU, 1978, v.o., 180 min). Ciné Cinémas 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.00 Etre heureux comme...
19.05 Le Bigdill. L'Air d'en rire.
19.57 Clic et net.
20.00 Journal. Coupe de l'America.
20.40 Le Résultat des courses.
20.42 Boom. Météo.
20.50 Julie Lescaut. Mort d'un petit soldat.
22.35 Made in America. Le Successeur. Téléfilm. Aaron Norris O.
0.15 Histoires naturelles.

FRANCE 2

17.45 Cap des Pins.
18.20 Hartley, cœurs à vif.
19.10 1000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Envoyé spécial.
23.00 Expression directe.
23.10 Cobb. Film. Ron Shelton.

FRANCE 3

16.35 Les Minikeums.
17.40 Le Kadox.
18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Fa si la.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 L'Expert. Film. Luis Llosa O.
22.50 Météo, Soir 3.
23.25 Prise directe. En direct de Bordeaux.
0.35 Saga-Cités. J'espérons que je m'en sortira.

CANAL +

16.35 Les Kidnappeurs. Film. Graham Guit O.
► En clair jusqu'à 20.40
18.15 Flash infos.
18.20 Nulle part ailleurs.
20.40 Bandits. Film. Katja von Garnier O.
22.25 Playing God. Film. Andy Wilson O.
23.55 Alice et Martin. Film. André Téchiné O.

FRANCE 2

14.45 Arabesque.
15.40 Sydney Police.
16.40 Sunset Beach.
17.30 Melrose Place.
18.25 Exclusif.
19.00 Etre heureux comme...
19.05 Le Bigdill. L'Air d'en rire.
19.57 Clic et net.
20.00 Journal. Coupe de l'America.
20.40 Boom, Météo, Trafic infos.
20.50 Les Années tubes.
22.55 Sans aucun doute. Le business de la voyance.
0.45 Formule foot.
1.20 Les Coups d'humour.

FRANCE 3

13.55 Derrick.
14.55 Newlin; Le Renard.
15.55 La Chance aux chansons. Tino, Piaf et Chevalier.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.05 Un livre, des livres.
17.10 Bogue ou pas bogue.
17.15 Cap des Pins.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.40 1000 enfants vers l'an 2000.
18.45 Téléthon 2000.
20.00 Journal, Météo 2, Point route.
20.55 Téléthon 2000. L'espoir.
1.30 Téléthon. Lignes ouvertes.

FRANCE 3

13.25 Tennis. En direct. Coupe Davis : France-Australie.
18.13 Keno.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
20.05 Fa si la.
20.35 Tout le sport.
20.50 Thalassa. La fièvre des cabanes.
21.55 Faut pas rêver.
23.00 Météo, Soir 3.
23.25 La Séparation. Film. Christian Vincent.
0.58 Bogue ou pas bogue ? 1.00 3 x + net.
1.10 Nocturnales, jazz à volonté.

CANAL +

13.45 Hors jeu. Film. Karim Dridi. O.
15.20 Micro ciné.
15.50 Hasards ou coïncidences. Film. Claude Lelouch O.
► En clair jusqu'à 20.30
17.45 C'est ouvert le samedi.
18.15 Flash infos.
18.20 Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma(s) d'Europe.
21.00 En plein cœur. Film. Pierre Jolivet O.
22.40 Jour de foot.
23.25 US Marshals. Film. Stuart Baird O.
1.30 Etrange rendez-vous. Film. Terence Young O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
O Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Lisbonne.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. L'Ecurie Alain Prost.
20.35 Thema. Les sans-papiers en Europe.
20.40 Planeta Alemana.
21.35 et 22.20, 23.00, 0.15 Sans-papiers TV.
21.40 Planeta Alemana.
22.25 Mondialisation oblige !
23.10 Sortis de l'ombre. Les sans-papiers et l'église Saint-Bernard.
0.25 Passage sans passeport.
0.55 Débat.

M 6

18.25 Stargate SG-1.
19.15 Unisexe.
19.50 La sécurité sort...
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Six minutes sur le siècle, Passé simple.
20.55 Délit mineur. Film. Francis Girod O.
22.55 L'Emprise de la peur. Téléfilm. Fred Olen Ray O.
0.25 Highlander.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Décibels. Invité : Mike Ladd.
21.20 Expresso, Poésie sur parole.
21.30 Rediffusions.
22.10 Carnet de notes.
22.30 Surpris par la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

19.07 A côté de la plaque.
20.00 Tournée en Chine de l'Orchestre national de France. Dir. Charles Dutoit.
22.30 Jazz, suivez le thème.
20.15 Les Soirées. Sonate pour cordes n° 4, de Rossini; Tarentelle, de Liszt.
20.40 Charles Koechlin, compositeur.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Haydn, Mendelssohn, Brahms.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.35 La Cinquième rencontre... Famille, école : l'école de toutes les chances ou des inégalités.
16.00 Vive la retraite !
16.30 Alf.
17.00 Le Magazine ciné.
17.30 100% question.
17.55 Côté Cinquième.
18.30 L'Ours et le Serpent à sonnette.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Design. [2/4] Le lounge chair.
20.45 Le Maire et la Mosquée. Téléfilm. Dagmar Wagner.
22.10 Grand format. L'homme qui écoute.
23.45 Dimanche d'août. Film. Luciano Emmer (v.o.).

M 6

13.35 La Vie, malgré tout. Téléfilm. David Jones.
15.15 University Hospital.
16.05 M comme musique.
17.35 Les Bédés de M 6 Kid.
18.25 Stargate SG-1.
19.15 Unisexe.
19.50 La sécurité sort...
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Politiquement rock.
20.55 Crime d'amour. Téléfilm. Maurice Bunio O.
22.40 X-Files, l'Intégrale. Le seigneur du magma O. La visite. O.
0.20 Chapeau melon et bottes de cuir.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black & Blue. Invité : Petr Kral.
21.20 Expresso, Poésie sur parole.
21.30 Rediffusions.
22.10 Carnet de notes. Phil Glass et le Kronos Quartet.
22.30 Surpris par la Nuit.

FRANCE-MUSIQUES

20.05 Concert franco-allemand. Donné en direct du Gewandhaus de Leipzig, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Herbert Blomstedt. Œuvres de Beethoven, Nielsen.
22.30 Alla breve.
22.45 Jazz-Club. Le trio d'Aldo Romano, avec Louis Scavias et Henri Texier.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Concerto pour clarinette et orchestre n° 1 op. 26, de Spohr, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Rafael Frühbeck de Burgos, Karl Leister, clarinette.
20.40 Piano aux Jacobins. Hélène Grimaud, piano.
22.40 Le Roi Roger. Opéra de Szymanowski. Par le Chœur et l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. Simon Rattle, Thomas Hampson (le roi Roger).

le Monde TELEVISION

ARTE

20.35 Les sans-papiers en Europe. Trois ans après la mobilisation née de l'occupation de l'église Saint-Bernard, à Paris, où en est la lutte des immigrés sans-papiers ? Le Thema d'Arte de ce soir voyage à Berlin, et dresse notamment le portrait de Maria, condamnée à « une vie invisible » faute de sème, mais aussi en France, afin de faire le point des suites de la mobilisation en France. Un sujet nécessaire.

PARIS PREMIÈRE

21.00 Falbalas. Troisième film de Jacques Becker, retardé par la Libération, et sorti en salles en 1947. Description du monde de la haute couture parisienne et de la frénésie d'un homme, perpétuellement insatisfait et qui accumule le plus grand nombre possible de conquêtes féminines. Admirable interprétation pour un film devenu un classique et qui donne un aperçu de la maîtrise du cinéaste.

ODYSSÉE

21.10 Les Fresques perdues. Le 26 septembre 1997, un séisme détruit une partie de la voûte de la basilique Saint-François, à Assise (Italie). Des fresques de Cimabue et de Giotto sont détruites, d'autres lésées. La peinture moderne est née là, il y a sept cents ans. Un travail de bénédictin commence afin de restaurer ces œuvres d'art. C'est ce sauvetage que décrit ce documentaire, avec ses aléas et ses rebondissements.

VENDREDI 3 DÉCEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

20.30 Rock Press Club : Rolling Stones. Invités : Eric Dahan ; Philippe Barbot ; Benoît Sabatier ; Sylvain Siclier ; Serge Kaganski ; Rachel Godt ; monsieur Schultz. Canal Jimmy

21.00 Troglodytes aujourd'hui, les nouveaux hommes des cavernes. Invités : Joël Jouanneau ; Benoît Lambert ; Jean-Paul Loubes ; Jacek Rewerski ; Patrick Saletta. Forum Planète

23.00 L'Art, dernière expression de la liberté. Invités : Jean Chelini ; Gosta Cavras ; Nicolas Genka ; maître Georges Klejman ; Jean-Louis Missika ; Jean-Jacques Pauvert. Forum Planète

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre... Famille, école : l'école de toutes les chances ou des inégalités. La Cinquième

17.00 Les lumières du music-hall. Enrico Macias. Julien Clerc. Paris Première

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Kevin Smith ; Groove Armada ; François Berléand ; Carla Bruni. Canal +

19.00 Tracks. No respect : 2000. Vibration : le Womex de Berlin. Dream : Lionel Richie. Tribal : Leon Krier. Live : Luscious Jackson & Dot Allison. The clip : Beth Orton. Future : la photographie verticale. Arte

19.30 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première

20.05 C'est la vie. Mon enfant est hyperactif. TSR

20.10 Soirée Philippe et Mathilde. Invités : Michel Camnuyer ; le professeur Delperée ; Michel Didisheim ; le doyen de la Cathédrale Saints Michel et Gudule ; François-Xavier de Donméa ; Willy Colberlin ; des amis de Mathilde d'Udekem d'Acoz. RTBF 1

20.50 Thalassa. La fièvre des cabanes. France 3

21.00 Recto Verso. Avec Alain Prost. Paris Première

21.55 Faut pas rêver. Islande : Sauvetage des bébés macareux. Suisse : Le gardien du trésor. Yakoutie : Le combat de Piotr. Invitée : Muriel Hermine. France 3

22.35 Bruel, nouvel album. TMC

22.55 Sans aucun doute. Le business de la voyance. Invités : Véronique et Davina. TF 1

23.35 Intérieur nuit. Carnets de route. RTBF 1

23.50 Ushuaïa nature. Les trésors de l'océan. Odyssee

0.25 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première

DOCUMENTAIRES

18.30 Les Grands Félics au quotidien. TMC

19.15 Mémoires de France. [12/12]. Marseille (1900-1965). Histoire

19.20 Etat des lieux. Le Botswana. Odyssee

20.00 Ekranoplane, le bateau volant. Odyssee

20.15 Design. [2/4]. Le lounge chair. Arte

20.30 Cinéma(s) d'Europe. Canal +

20.45 La Saga scandinave. [2/2]. Histoire

21.25 Embarquement porte n° 1. Budapest. Odyssee

21.45 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [5/6]. Les frustrés de la paix 1994-1995. Histoire

21.50 Valentina, témoin d'un génocide. Planète

22.10 Grand format. L'homme qui écoute. Arte

22.10 L'Espagne sauvage. L'éte. Odyssee

22.30 Le Peuple des cavernes. Planète

22.45 Le Temps des cathédrales. [5 et 6]. Louis IX, roi chevalier et saint : la cathédrale. Les nations s'affirment. Histoire

23.25 Les Grandes Expositions. L'Amérique vue par l'Europe. Planète

23.55 Il était une fois le maillot de bain. Planète

23.55 A la redécouverte du monde. Philippines : Palawan, le dernier refuge. TMC

0.45 Pasteur, l'héritage menacé. Planète

SPORTS EN DIRECT

13.25 Tennis. Coupe Davis. Finale. France - Australie. France 3

15.00 Tennis. Tournoi senior de Londres (Angleterre). Eurosport

19.00 Ski. Coupe du monde. Entraînement de la descente messieurs. Eurosport

20.00 Football. Championnat de France (18^e journée). Marseille - Le Havre. Superfoot

MUSIQUE

18.00 Ornette Coleman à Montréal. Avec Denardo Coleman, batterie ; Charlie Ellebe, guitare ; Al McDowell, basse ; Bern Nix, guitare ; Badal Roy, tablas ; Chris Walker, basse ; Pat Metheny, guitare. Muzzik

19.00 et 23.00 Le Pavillon aux pivoines. Mise en scène. C. Shi-Zheng. Mezzo

19.35 Solti dirige Stravinsky. Symphonie en trois mouvements. Avec Gudrun Haug, harpe ; Barton Weber, piano. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. sir Georg Solti. Muzzik

21.05 James Carter. Lors du Deutsches Jazz Festival, en 1994. Muzzik

22.10 The Rolling Stones. A Saint-Louis, aux Etats-Unis, en 1998. Canal Jimmy

22.50 Classic Blues. Lors du Festival de jazz de Montreux en 1992. Muzzik

23.20 Maria Callas à Hambourg. A la Musikhalle, en 1962. Paris Première

0.15 The Rolling Stones. Au Hyde Park de Londres, en 1969. Canal Jimmy

VARIÉTÉS

20.55 Téléthon 2000. L'espoir. France 2

TÉLÉFILMS

20.45 Le Maire et la Mosquée. Dagmar Wagner. Arte

20.55 Crime d'amour. Maurice Bunio. O. M 6

22.40 Entre l'arbre et l'écorce. Bruno Gantillon. Festival

23.00 Les Filles du maître de chai. François Luciani [1/3]. Téva

SÉRIES

19.55 New York Undercover. Racaille. O. 13^{ème} RUE

20.10 Une nounou d'enfer. La crise de la quarantaine. M 6

20.15 Friends. Celui qui savait faire la fête. RTL 9

20.20 Happy Days. Pottsie et le show-business. Série Club

20.45 Stargate SG-1. Décision politique. Série Club

20.45 First Wave. L'élixir. 13^{ème} RUE

20.50 Jesse. The Mischievous Elf (v.o.). Téva

21.30 Au-delà du réel, l'aventure continue. L'appel d'ailleurs. Série Club

21.35 La Planète des singes. Pris au piège. 13^{ème} RUE

22.20 Le Dammé. Heat (v.o.). Série Club

Le Monde DES LIVRES

LITTERATURE  ESSAIS

VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999



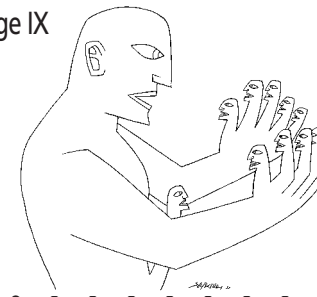
**GÉRARD MORDILLAT
ET JÉRÔME PRIEUR**
Le Feuilleton de Pierre Lepape page II

SALON JEUNESSE
pages V à VIII



INGO SCHULZE
page III

L'HOMME DE DEMAIN
La Chronique de Roger-Pol Droit
page IX



POLÉMIQUE
Au moment où Gilles Veinstein prononce sa leçon inaugurale au Collège de France, Yves Terson relance la polémique sur le génocide arménien. Pierre Vidal-Naquet lui répond. page XI

Le Sud brûlant de Kaye Gibbons

Dernièrement, Kaye Gibbons a décidé de s'accorder une année de vacances. Une grande, belle année à ne pas écrire, ou alors pas sérieusement. C'est-à-dire à ne pas promener de pièce en pièce, à travers sa maison, les chapitres d'un roman en cours, aussi avides de soins et d'attention qu'un nourrisson affamé. Le brusque et prodigieux succès de ses livres, portés aux nues cathodiques par la célèbre émission télévisée d'Oprah Winfrey, l'a soulagée de la pression financière qui l'obligeait à enchaîner les romans sans reprendre son souffle. Et qu'a-t-elle fait, à la place ? Eh bien, la cuisine, un peu de ménage, des courses pour ses trois filles, toutes ces pièces du puzzle domestique dont elle ne se lasse pas de redessiner les contours. Car c'est dans le va-et-vient entre l'exaltation de l'écriture, sa fragilité nerveuse et un quotidien plein de tendresse que cette femme de trente-neuf ans a réussi à s'imposer comme l'une des romancières les plus admirées des Etats-Unis.

Encouragée par Walker Percy, Kaye Gibbons est aujourd'hui l'une des grandes voix de cette littérature du Sud qui compte, dans son arbre généalogique, les noms de William Faulkner, de Tennessee Williams et de Mark Twain. Le « Sud » littéraire, contrée secrète et presque aussi mythique que le Yoknapatawpha de Faulkner, contenue comme un songe brûlant dans la vaste espace qui s'étend de Baltimore à Kansas City – en passant par le saint des saints, ce Richmond où la légende est pure comme le plus pur des whiskeys. Hormis leurs liens géographiques, quelle sorte de parenté relie entre eux les écrivains de cette région ? « Ah ! Mais c'est que nos personnages ont généralement de meilleures manières qu'ailleurs », s'exclame Kaye Gibbons, en riant franchement. *Il faut dire aussi qu'ils mangent très bien, nous les aliments mieux que les autres romanciers.* Puis, plus sérieusement : « En fait, nos romans reflètent beaucoup de caractéristiques locales. Et surtout, les écrivains du Sud sont très marqués par l'Histoire. Nous y pensons sans cesse en écrivant. »

Les personnages de Kaye Gibbons donnent corps à cette théorie. De livre en livre, ils se heurtent à la surface raboteuse de l'Histoire, qui façonne les esprits et les mœurs autant que la configuration d'un pays. C'est la Dépression dans *Pour faire de beaux rêves* (Flammarion,

Encouragée par Eudora Welty, qu'elle admire, la romancière américaine est devenue l'une des grandes voix de cette littérature qui compte dans sa généalogie Faulkner ou Tennessee Williams. Peuplés de femmes, de tempêtes passées et de présents apaisés, ses romans sont un mélange de fureur et de grâce

1993, Points n° P57), la deuxième guerre mondiale, dans *Une sage femme* (Flammarion, 1995), ou la guerre de Sécession dans *En mon dernier après-midi*. Presque tous vivent en Caroline du Nord, là où Kaye Gibbons habite elle-même, avec son mari l'avocat Franck Ward. C'est une maison de briques, dans l'un des faubourgs résidentiels de la ville de Raleigh. Une de ces maisons remplies de livres et de sofas, où les animaux – des chats et des chiens, neuf en tout – ont la permission de marcher sur la table du petit déjeuner.

Sur les murs, de splendides photos du Sud en noir et blanc, dont certaines ont été prises par Miss Welty en personne. Il règne là une espèce de sérénité difficile à décrire, l'ombre légère d'une paix dont les romans de Kaye Gibbons sont souvent l'illustration. Non que leurs personnages y vivent des vies tranquilles, loin de là, mais parce que leur félicité suprême, lorsqu'ils parviennent à s'extraire des tempêtes, consiste à se forger un foyer paisible. Un port comme celui que la romancière a fini par trouver pour elle-même, après une enfance troublée. Née d'une famille de fermiers en Caroline du Nord, elle avait dix ans quand sa mère s'est suicidée, la laissant aux mains d'un père alcoolique et brutal. Après avoir été confiée à « divers parents psychopathes », celle qui s'appelait alors Bertha Kaye Batts trouva une amorce de salut auprès d'une famille adoptive.

Chez des « foster parents », autrement dit des parents nourriciers. C'est de cet adjectif qu'elle a fait le

nom de sa première héroïne, *Ellen Foster* (Rivages, 1988 et Rivages-poche n° 4), une jeune fille qui tente de se faufiler hors d'un drame un peu semblable à celui que vécut Kaye Gibbons – et dont l'histoire se vend par centaines de milliers d'exemplaires. Dans ce livre, comme dans tous les autres, la narration se fait à la première personne, par la bouche d'une femme. Une seule exception à cette règle : le merveilleux récit intitulé *Une femme vertueuse* (Rivages, 1989 et Rivages-poche n° 31), où alternent les voix d'une femme à quelques heures de sa fin, puis celle de son mari après que la mort a fait son œuvre. « *Ecrire à la première personne, c'est tout ce que je peux faire*, explique Kaye Gibbons. *Quant aux portraits de femmes, c'est une manière de me rapprocher de ma mère. Je ne me rappelle pas le son de sa voix, alors j'invente des personnages de femme qui pourraient être des voix de mère.* »

Des mères, il y en a de toutes sortes dans ses romans, mais l'une des plus saisissantes est sans doute la femme qui livre un âpre combat à sa folie dans *Signes extérieurs de gaieté* (Flammarion, 1996). Kaye Gibbons sait ce que cela signifie, elle qui souffre de troubles maniaco-dépres-

Raphaëlle Rérolle

sifs depuis l'âge de vingt ans. A force d'obstination, cette romancière qui se dit « *submergée par la joie* » quand elle écrit a pourtant appris à maîtriser son mal. « *Quand je me relis en phase dépressive, affirme-t-elle par exemple, je trouve tout absolument horrible. Alors je lave du linge en attendant que ça passe.* » Ecrire des romans l'a sauvée, dit-elle. S'obliger à rendre une histoire cohérente, à respecter une chronologie, à tenir le chaos en respect. « *Toute cette énergie que je dois canaliser, c'est comme dompter une horde de chevaux sauvages !* »

Lectrice enragée depuis son plus jeune âge, amatrice d'Eudora Welty dès dix ans, puis de Flaubert et de Thackeray, Kaye Gibbons ne se contente pas d'à-peu-près en matière littéraire. Son exigence l'a conduite, juste avant Noël 1997, à jeter 900 pages d'un manuscrit qui ne la satisfaisait pas. « *La poubelle a été lourde, ce jour-là. Deux ans de travail. Cette première version de ce qui devait devenir En mon dernier après-midi était possible, mais ce n'était pas ce que je voulais. Les voix des personnages ne m'envahissaient pas, elles étaient trop dominées par l'Histoire.* » Pour ne pas manquer de parole à son éditeur, qui attendait le manuscrit avant le 1^{er} avril, la romancière a donc entrepris d'écrire son livre à jet continu, comme si sa vie en dépendait.



SIMON GRIFFITHS

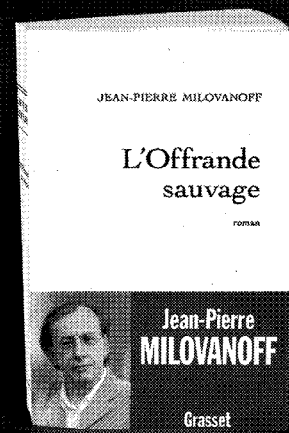
Plantée en survêtement dans une pièce située au centre de la maison (« *pour mieux diriger les opérations* »), se nourrissant de Coca light et se lavant quand elle en avait le temps (« *A peu près aussi souvent qu'un clochard sous un pont* », dit son mari en riant), Kaye Gibbons a écrit *En mon dernier après-midi* en dix semaines. Pas une de plus. Pour accoucher, au bout du compte, d'un livre à la fois beau, prenant, charnel et d'une remarquable intensité, surtout dans sa première partie. L'histoire d'Emma Garnet, fille d'un riche et odieux planteur du Sud, va cahotant sur les chemins d'un pays secoué par la guerre civile. Une fois encore, Kaye Gibbons donne la parole à une femme qui sent sa fin prochaine.

L'heure où les destins, les péchés, les crimes et les châtements seront arrêtés, pour soldé de tout compte.

La romancière a offert à son personnage la chance d'un mariage radieux (inspiré, dit-elle, du sien avec Franck Ward), qui lui donne la force de pardonner. « *C'est un sentiment qui ne m'est pas naturel. Alors j'ai laissé Emma Garnet se débrouiller toute seule et elle a découvert qu'il était terrible de perdre son temps avec un quelque chose d'aussi négatif. D'une certaine façon, elle m'a appris la valeur du temps.* » Remplie de compassion, Kaye Gibbons fait pour ses personnages ce qu'elle aimerait voir advenir dans la vie réelle : elle les sauve, non de la mort du corps, mais de celle de l'esprit. « *J'aimerais, dit-elle, que toutes les vies soient tou-*

chées par la grâce. » Avant d'ajouter, grave : « *Je suis fier d'avoir vécu trente-neuf ans. Car j'ai été plusieurs fois en danger de perdre non la vie, mais le goût de la vie.* » De cette saveur si particulière, faite d'une couleur sur le ciel couchant, d'un beau tableau ou du goût sublime d'un plat du Sud, elle n'entend priver ni ses personnages ni ses lecteurs.

EN MON DERNIER APRÈS-MIDI (On the Occasion of My Last Afternoon) de Kaye Gibbons. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Porte, éd. Christian Bourgois, 306 p., 140 F (21,34 €).



à la vie à l'amour

J.P. Milovanoff - L'offrande sauvage Grasset

Jenny, Martin, Edgar et les autres

En vingt-neuf séquences fixées dans le décor d'une petite ville de Thuringe, l'Allemand Ingo Schulze nous met face au vertige d'une quiétude abolie

HISTOIRES SANS GRAVITÉ (Simple Stories)
d'Ingo Schulze.
Traduit de l'allemand par Alain Lance et Renate Lance-Otterbein, Fayard, 366 p., 130 F (19,82 €).

En dépit de son sous-titre, *Un roman de la province est-allemande*, ce livre semble, au premier abord, davantage appartenir au genre de la nouvelle. Composé de vingt-neuf récits, chacun précédé d'un bref résumé, il flashe la vie quotidienne en ex-Allemagne de l'Est décomposée en séquences. Si les situations, les personnages et les décors changent, le lieu est pratiquement toujours le même: Altenburg. Il ne s'agit pas d'un lieu fictif mais d'une vraie petite ville de Thuringe qui eut son heure de gloire au XVIII^e siècle. Au moment où tous les regards sont braqués sur Berlin, la nouvelle grande capitale d'une nouvelle grande Allemagne, ce livre choisit donc de prendre l'histoire à contre-courant en privilégiant le petit.

« La littérature pour moi, c'est voir le monde dans une goutte d'eau », déclare Ingo Schulze, qui en est à son deuxième roman. Né à Dresde en 1962, il est venu à Altenburg en 1989, peu de temps avant la chute du mur, avec l'intention d'y faire du théâtre. A peine quelques mois plus tard, les événements politiques ont bouleversé ses plans, comme ils ont bouleversé la vie de tous les citoyens de la RDA. Après l'euphorie de la réunification, le désarroi n'a pas tardé à s'emparer de la population de ce pays hâtivement rattachée à l'Allemagne de l'Ouest. Car si l'ombre du mur abritait d'innombrables tragédies, elle procurait aussi un certain sentiment de sécurité, ser-



OSTREUD-AGENTUR / S. BERGMANN

vant même parfois d'excuse à toutes sortes de recules personnelles: de la faillite conjugale à la lâcheté professionnelle. Sans cynisme ni « ostalgie », Ingo Schulze laisse parler ces individus décentrés pour qui soudain le monde s'élargit, qui peuvent certes voyager désormais sans visa, n'ont plus à redouter les agissements de la Stasi, mais ne s'y retrouvent plus, encombrés par une nouvelle liberté dont ils ne savent encore que faire. Ils s'appellent Renate, Martin, Dieter, Conny ou Jenny; ils sont fonctionnaires, journalistes, médecins, entrepreneurs, femmes au foyer. Ils parlent de leurs soucis et de leurs fantasmes, de leurs il-

lusions et de leurs cauchemars, de leurs désirs et de leurs étonnements: « On a vraiment manqué de temps. Cinq jours en car: Venise, Florence, Assise. Pour moi, tous ces noms c'était comme Honolulu. J'ai demandé à Martin et à Pit comment ils avaient eu cette idée, d'où venait l'argent et comment ils imaginaient, pour nos vingt ans de mariage, qu'on puisse entreprendre un voyage sans autorisation. » Tout s'embrouille et se confond parce que plus rien n'est codifié ou plutôt parce que les nouveaux codes ne sont pas encore assimilés. Le monde va trop vite: on écrase un blaireau ou une cycliste, on devient brusquement riche ou on finit à l'asile.

Le livre, qui a eu énormément de succès à sa parution en Allemagne en 1998, nécessite une grande vigilance de la part du lecteur et une bonne mémoire des noms car, d'un récit à l'autre, des personnages surgissent et disparaissent, d'autres reviennent dans des constellations imprévues. Mais si l'on accepte de jouer le jeu, de se plonger dans ce puzzle, Altenburg devient le lieu universel de tous les enjeux, confirmant l'axiome que toute grande littérature naît en province.

Pierre Deshusses

Sôseki intime

Un recueil de textes rares et précieux éclaire l'arrière-boutique du grand romancier japonais

PETITS CONTES DE PRINTEMPS (EIJITSU SHÔHIN)
de Sôseki.
Traduit du japonais par Elisabeth Suetsugu, Ed. Philippe Picquier, 134 p., 80 F (12,19€).

Y a-t-il des textes mineurs de grands écrivains? Natsumé Sôseki est, certes, avant tout l'auteur de *Clair-obscur*, chef d'œuvre insurpassé de la littérature romanesque japonaise du XX^e siècle, de *Je suis un chat*, d'*Oreiller d'herbes*, de *Pauvre cœur des hommes*. Ces immenses romans ont affirmé son style, sa psychologie, son univers, tout en orientant définitivement la littérature de son pays. Sa présence, aussi écrasante qu'en France celle de Proust, dont il est le presque exact contemporain (né en 1867, Sôseki est mort, comme James, en 1916), a rejeté aux marges de l'histoire littéraire des œuvres naturalistes pourtant largement lues à leur parution et maintenant oubliées.

Fourmillant de digressions, les fictions de Sôseki ouvraient la voie, en quelque sorte, à d'autres formes littéraires. Les brefs chapitres de ses romans, tout en préservant la continuité et la fluidité de la narration, multipliaient les points de vue, un peu à la manière du dernier James, et esquissaient des fragments de théorie sur la poésie, la musique, le théâtre, la peinture, donnant donc au roman une ampleur exceptionnelle.

Ecrivain prolifique, Sôseki revenait d'Angleterre et d'Ecosse quand il s'imposa dans son pays au début du siècle, comme romancier et comme spécialiste de littérature anglaise. Il devait intervenir de façon très régulière dans les quotidiens et les revues. Ce ton très spécifique de Sôseki, particulièrement évident dans les *Petits*

contes de printemps, était dû à l'extrême liberté dont il jouissait, mais aussi à sa conception générale de la littérature où la mise en place de situations romanesques ne devait jamais permettre d'abandonner le terrain de la réflexion, sur un mode tour à tour humoristique (comme dans *Botchan* ou *Le Deux cent dixième jour*) ou profondément poétique et émouvant.

La plupart des écrivains (Kafû, Akutagawa et plus tard encore Kawabata et Tanizaki) imiteront, si l'on peut dire, cette liberté qui autorise le lecteur à rejoindre un auteur dans son intimité créatrice, mais aussi familiale. Ce que ne prévoyait peut-être pas Sôseki, c'est que ses fragments constitueraient, plus tard, de précieux documents historiques sur la vie quotidienne au Japon, au début du siècle et, plus inattendu encore, en Angleterre et en Ecosse (à Pitlochry où il avait séjourné en 1902). Mais l'intérêt littéraire se situe, bien entendu, ailleurs.

L'univers de Sôseki est le terrain de luttes incessantes entre le prosaïsme des rapports matériels et de la vie au jour le jour et une volonté de transcendance, sur laquelle il s'exalte parfois, mais ironise aussi souvent. Un chapitre particulièrement symptomatique de la démarche de Sôseki s'intitule *L'Argent*, thème très souvent abordé dans ses romans. A partir d'une situation très banale de sa vie, lecture ennuyeuse de romans médiocres à laquelle le contraint sa fonction sociale, Sôseki construit une scène à la fois réaliste et symbolique: il dialogue avec un philosophe imaginaire qu'il présente sous des traits forcés. Mais le contenu même de leur conversation, quoique ironique, est soudain essentiel. Peut-on acheter le travail de réflexion? Une fois monnayé, le travail intellectuel demeure-t-il libre et abstrait?

René de Ceccatty

Un destin cousu de fil noir

Iceberg Slim raconte la vie d'un arnaqueur et, une fois de plus, provoque le voyeurisme du lecteur

TRICK BABY
d'Iceberg Slim.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Gérard Henri, Ed. de l'Olivier, « Soul Fiction », 334 p., 129 F (19,66 €).

Robert Beck, dit Iceberg Slim (1918-1992) fut pendant vingt ans l'un des plus grands proxénètes de Chicago. Il le raconte crûment dans son autobiographie: *Pimp*. Il abandonna ce métier lucratif pour se consacrer à l'écriture. Ces souvenirs ne suffisent pas à expliquer le succès de ses récits et leur puissante attraction. Iceberg Slim est avant tout un romancier. Amoral, authentique, sans compromis, sa fiction vole au secours des existences sans relief. Ses romans recréent une réalité passionnante, maintenant inoffensive. Il met en scène, et en chantage, son propre personnage, son passé.

Pimp racontait l'histoire d'un enfant noir (redoutable d'intelligence et de pragmatisme) très rapidement plongé, à l'ombre des caïds, dans des magouilles de plus en plus dangereuses. Lui-même se hisse à la tête d'un des plus puissants réseaux de prostitution de la mafia noire.

Trick Baby est l'histoire d'un autre requin, rencontré en prison et qui se confie à lui. Yeux bleus, cheveux clairs, peau blanche, White Folks est fils d'une métisse engrossée par un Blanc. Exclu de la communauté blanche mais plus douloureusement rejeté par les Noirs, White Folks est pourtant un Noir, il le sait, il l'assume, fidèle à son seul amour, sa mère, prostituée alcoolique qui, très tôt, perd sa beauté, ses tentatives de réussite et la mémoire. Elle végète, enfermée dans sa folie, loin de cet enfant livré à lui-même et qu'elle ne reconnaît plus.

White Folks est beau: il apprend à se servir de son charme. A seize ans à peine, il rencontre Old Blue,

beaucoup plus âgé que lui, arnaqueur noir de haut vol qui vit fort bourgeoisement, seul avec sa fille adorée. Elle le quitte pour une femme. De toute évidence, le couple, indestructible, c'est le jeune homme et le vieux truand. Si chacun d'eux s'évade dans les diversions hétérosexuelles, c'est ensemble qu'ils vivent, sous le même toit, et c'est ensemble bien sûr qu'ils fomentent et exécutent leurs « coups » - minutieusement décrits pour notre plus grand plaisir de lecteur. Le duo de mâles est soudé à la vie, à la mort. L'apparition de la séductrice blonde et rose, qui tire de sublimes voluptés de l'homme ébloui avant de le trahir, ne sera qu'un intermède. Les personnages - comme les lecteurs - puisent dans les mythes machistes de la pègre les références qui dictent leur itinéraire.

STYLE SAVOUREUX

Trick Baby va au-delà. Nous vivons son polar de l'intérieur. Il est écrit à la première personne et les dialogues prédominent. L'action est rarement directe, elle est revécue par la parole. La langue, savoureuse, révèle la sensibilité infantile de ces hommes fébriles qui jouent à tricher, héros de la nuit, guettés par la fatalité. Iceberg Slim exploite le jargon tendre qui unit les deux arnaqueurs: une violence soumise et désespérée, hantée par la tentation du rachat et l'ombre traumatisante de la religion.

Iceberg Slim aime ses frères en négritude et, sans aucune militance, en toute clairvoyance, il détecte, dans un beau mouvement d'auto-dérision, les pesantes contradictions d'une société qui refuse les Noirs mais est fascinée par eux, encouragée par les Noirs eux-mêmes qui n'ont d'idéal que le luxe des Blancs. Il ne fait pas intervenir de considérations politiques. Comme tout roman digne de ce nom, *Trick Baby* n'est pas un constat, ni encore moins le lieu d'une polémique, c'est

d'abord l'histoire d'existences singulières. Nous basculons dans la jouissance de la *soul fiction* et, à travers des personnages que nous ne rencontrerons jamais dans la réalité, nous jouons au jeu de la survie, du désir et de la mort.

Iceberg Slim nous aspire corps et âme et, le temps du livre, nous offre un échange d'identité, un lent glissement envoûtant qui s'arrête au mot fin mais nous rejette alertés, incomplets parfois, excités et coupables d'avoir pu échapper à nous-mêmes. White Folk incarnerait la nostalgie d'une transgression secrète: la brutalité et la cruauté de l'homme asocial sous l'apparence policée des conventions.

Trick Baby est un roman total. Les péripéties entraînent le lecteur dans les ravages de l'exclusion et de la xénophobie qui enracinent le récit, au-delà de la seule différence de la couleur de la peau. White Folks pourrait cacher ses origines. Il lui suffirait de changer de ville. Mais il rêve comme nous tous d'être à la fois lui-même et un autre. Une scène rapide illustre la dimension fantasmagorique de cette frustration, emprisonnés que nous sommes dans un rôle social, sexuel et moral. Derrière une fenêtre apparaît « un géant d'une blancheur de lait à la poitrine de taureau ». L'homme porte une longue perruque blonde et des « boucles d'oreilles brillantes pendent sur ses joues fardées ». Il se penche sur le corps d'une femme « les yeux fixés sur la vallée merveilleuse de la féminité qui lui fait tristement défaut ». White Folks conclut ainsi: « Allons Blue, qu'est-ce que tu vois de si moche dans ce pauvre débile qui pleure de ne pas être une gonzesse? » Le polar, quand il atteint l'ampleur de *Trick Baby*, rejoint la famille des grands romans d'aventures qu'on ne se lasse jamais de relire parce qu'ils apaisent notre voyeurisme, le désir d'être un autre.

Hugo Marsan

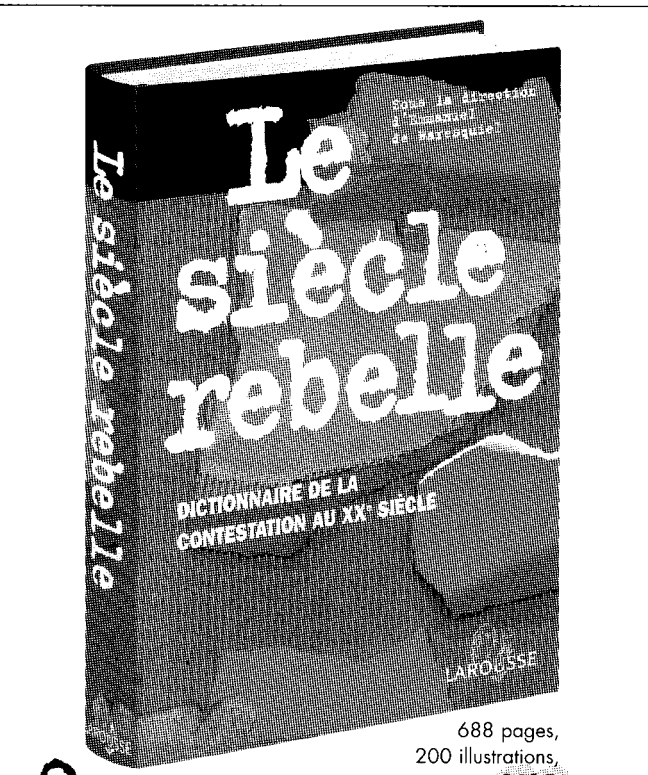
Cache-cache avec le passé

DRÔLE DE VIE LA VIE (Lo raro es vivir)
de Carmen Martín Gaité.
Traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Flammarion, 240 p., 120 F (18,29 €).

Elle est sans aucun doute l'un des écrivains les plus célèbres d'Espagne, au point qu'on la reconnaît dans la rue, ce qui n'est pas donné à tous les romanciers ou toutes les romancières, d'autant qu'elle a la réputation - justifiée - de ne pas être un écrivain « facile », dans tous les sens du terme. Elle a l'obsession du temps, de la façon dont la vie de ses personnages s'inscrit dans une durée et des résonances du passé sur le présent. L'héroïne de *Drôle de vie la vie* a été chanteuse de rock avant de passer des concours pour devenir archiviste et gagner sa vie tranquillement, mais comme le lui a dit un jour un gentil professeur français: « *Fouiller dans le passé lointain est parfois un lénitif. Le passé proche fait plus de mal.* » Comme pour confirmer cet adage, elle passe de la thèse - « Un aventurier du XVIII^e siècle et son valet » - qu'elle n'achèvera sans doute pas, au roman historique qu'elle pourrait en tirer mais qu'elle ne sait pas commencer, pour échapper à tous ses passés ravivés par la mort récente et inattendue de sa mère.

Prise au piège d'une mystification qu'elle ne sait refuser, elle va s'égarer dans les méandres de ses amours blessées, mal dites, mal entendues, mal reconnues, celui du père trop tendre et donc trop faible à qui la mère disait souvent « *tu as pris assez d'indécisions pour aujourd'hui* », celui de la mère trop forte, trop belle, trop artiste, modèle rejeté et admiré, celui de l'homme qui voyage et s'éloigne et revient, celui de l'enfant que l'on ne fait pas. Mais au bout du chemin, ce qui a été détruit pourra être reconstruit.

Martine Silber



On saura gré à Emmanuel de Waresquiel et à son équipe d'avoir osé mener à son terme une aussi audacieuse entreprise. Ce volume est d'ores et déjà un usuel dont on ne fera l'économie que si l'on veut prouver sa propre capacité de résistance. Ce serait, convenons-en, une bien maigre preuve de contestation.

Philippe-Jean Catinchi, *le Monde*
Ce dico d'un univers éclaté, d'une aventure bariolée, qui respire la poudre, les coquettes Molotov et l'encens de Krishna, s'avère d'une cohérence hallucinante et comme souterraine.
Arnould de Liedekerke, *le Figaro Magazine*

Cette traversée iconoclaste du XX^e siècle ordonne une philosophie de l'histoire. On saisit que le vrai rebelle, c'est d'abord celui qui proteste contre lui-même, contre sa situation.
Laurent Lemire, *le Nouvel Observateur*



Nostalgie des lointains

Entre « ciel et chair », Dominique Pagnier compose un beau récit aux teintes nervaliennes

LA VRAIE
de Dominique Pagnier.
Gallimard, 174 p., 88 F (13,41€).

Cette nostalgie des lointains brumeux, dans la famille du narrateur, on se la transmet de père en fils, en strates que le récit mêle dans un même présent intemporel. D'abord le grand-père, canonnier dans l'Argonne, en 1915 : sous la « lumière d'icône d'une lanterne sourde », il mesure au chronomètre, pour localiser l'artillerie ennemie, le temps qui sépare la lumière des explosions de leur détonation. Illuminée par ces lueurs éphémères, la campagne nocturne, semblable à un décor de théâtre, se mêle pour lui au souvenir d'une jeune comédienne, interprétant Geneviève de Brabant, à la veille de la guerre.

Une autre expérience, quasiment « métaphysique » – l'ascension en ballon, avec un observateur aérolier, au-dessus de la Champagne pouilleuse – exalte son « extraordinaire faculté à s'enchanter », à espérer l'amour impossible d'une « Vraie » qui aurait les traits de la frêle Geneviève, dans le décor idéal d'une Rhénanie de songe. Pourtant sa marraine de guerre le ramène vers la réalité : elle a le front large et solide, « des yeux où ferment une espèce de vendémiaire éternel », des gestes qui dénotent une disposition intérieure à des tâches ancillaires. Elle devient sa « Pénélope », celle qu'il va épouser, laissant inachevé le rêve de la Vraie.

Ce « partage géographique et sentimental », où les épouses incarnent la Raison, faible rempart contre l'amour sublime, le père, Jean, le poursuit une guerre plus tard, lorsque, prisonnier en Allemagne, il est charbonnier dans les hêtraies, avant d'exercer tous les métiers de la forêt. L'appel d'une improbable Eva de Mazurie se confond pour lui avec l'apparition plus ancienne de la « fille de la Vöge ». Si, comme

l'aïeul, il renonce, en se mariant, à la quête de la Vraie, il répond néanmoins à l'appel du lointain, en devenant représentant de pièces détachées de coucous pour la Saxe, ne retrouvant sa famille que fugacement, dans son « manteau d'exilé ».

Quant aux fragments de souvenirs rapportés par le narrateur, ils montrent cette même disposition héréditaire « à être ailleurs » : un gyroscope et une couronne de lierre, offerts pour ses sept ans à la Saint-Jean ; une pluie d'étoiles filantes d'août, contemplée dans un silence que trouble à peine le clapotis de l'eau sur les vantaux moussus d'une écluse ; une éclipse observée à travers des plaques couvertes de noir de fumée ; une sonate lointaine, hésitante dans l'air humide de novembre, jouée peut-être par une fille qu'il pourrait aimer.

Bientôt s'affrontent « ciel et chair » : la sensuelle « Asturienne », réduite à l'inoffensive abstraction d'un stylo publicitaire, et la « Mystérieuse », l'étoile Vénus, qui brille au ciel, du côté du couchant, « comme un coquillage de nacre poli par l'espèce de jasant igné que fait l'horizon ». Apparaissent, comme dans une ronde, des jeunes filles. Laquelle est la « Vraie » ? Angèle, Solange ? A Lucie, qui pourrait incarner « la raison du bonheur domestique », s'oppose la vibrante Jenny, qui profère : « Le romantisme sera votre perte et votre consolation. »

Poète, Dominique Pagnier a publié quatre beaux recueils – notamment *La Faveur de l'obscurité* et *Les Amours* (1), qui évoquent la vie simple, et les soirs de province. Après les charmantes proses vagabondes des *Filles de l'air* (2), il confirme son talent pour la narration poétique avec *La Vraie*, ce récit nervalien, ciselé dans une prose admirable, fervente et limpide.

Monique Petillon

(1) Gallimard
(2) Le Dilettante, 1997.

OBSCURATION (DÉCONNECTION)
de Claude Ollier.
POL, 138 p., 95 F (14,48 €)

En ce dernier hiver d'une guerre totale, la dernière, une ville allemande agonise. Des prisonniers ainsi que des civils raflés ailleurs par les nazis chasseurs d'esclaves triment entre les murs d'une usine qui tient encore debout alors que l'aviation des Alliés s'acharne sur les décombres qui l'entourent. Un jeune Français, Martin, arpente les ruines, regarde et note : « *Survie en demi-teinte, le soir, de la ville, comme en sourdine, feutrée dans la neige, de rares piétons, de rares automobiles, chacun se hâte avec un but précis (...)* passant sans s'attarder d'un champ spectral à l'autre de l'éclairage parcimonieux, respecté, sanctionné. » De brèves rencontres, une tentative presque aboutie d'évasion vers les libérateurs, un bel amour fugace teinté de quelque clarté d'obscurité feutrée du *Gotterdammerung*, ce crépuscule des dieux barbares. Et puis c'est l'aube, avec l'arrivée des chars américains.

Un autre texte, à la première personne cette fois-ci, s'assemble en torsade – chacun de ses chapitres s'insérant entre ceux du précédent – pour s'ajouter et faire écho, dans un futur lointain et indéterminé, à un récit qui restitue la dernière scène de l'effondrement nazi. Maintenant l'arpenteur-observateur (le même Martin vieilli ? un autre ?) vit retiré dans une vieille ferme sur le plateau des Causses. Une crise sans précédent pétrifie le monde, plus rien ne marche, tout est stoppé : « *Analyses divergentes, conclusions vagues, contradictoires, une*

Mondes crépusculaires

Paru il y a une douzaine d'années, cet assemblage de textes prouve le caractère singulier de l'édifice que Claude Ollier dresse depuis plus de quatre décennies

crise d'on ne savait quoi, continentale et quoi encore, crise de confiance ou de conscience (...), bilan de tant de lustres, désastres, siècles à faillites (...), la sensation d'une répétition, reprise d'un jeu de scène ». Au-delà de ce monde calciné, transports inexistant, industries hors service, machines rouillées et communications coupées, quand même une lueur d'espoir. « *Quelque chose d'autre a commencé peut-être* », nous laisse entendre Claude Ollier, toujours présent derrière son personnage fantomatique qui, soit raconte, soit est raconté.

IMAGES FIGÉES

Entre ces deux récits entrelacés, l'un miroir d'événements réels et le second celui d'une pure fiction, rien d'autre qu'une immense absence qui nous rappelle *Missing* (1), son dernier roman, comme si l'histoire de plusieurs décennies avait disparu, comme si le regard du romancier, scénariste de films et de radio aussi, s'était arrêté sur deux images figées, mondes crépusculaires se répondant au-dessus d'un gouffre. Il y a une bonne douzaine d'années, ce livre paraissait avec un titre qui en dé tournait le sens, *Déconnection*, imposé par l'ancien éditeur de Claude Ollier (2). En effet, ses deux personnages (ou bien le double aspect du même) sont davantage complémentaires que « *déconnectés* » sous le ciel obscurci qui les recouvre.

S'agit-il d'une rémanence du déjà ancien « nouveau roman », dont l'écrivain fut l'un des plus brillants initiateurs avec *La Mise en scène*, prix Médicis 1958, et *l'Été indien* (3), ou bien de cette littérature d'anticipation qu'il illustra dans *La Vie sur Epsilon* et *Fazzy sets* (4) ? Toujours est-il que, dans l'épisode allemand, Claude Ollier convoque les sou-

venirs d'un séjour à Nuremberg, en 1944, lorsque, envoyé aux travaux forcés, il fut témoin de la défaite nazie, alors que le texte d'anticipation exprime ses craintes, son pessimisme, provoqués par l'instabilité du monde actuel.

« Nouveau roman » hier, « postmodernisme » ou bien « nouveaux barbares » aujourd'hui, autant de modes qui passent tout en se voulant définitives, alors que le roman tout court demeure sans vieillir, malgré les étiquettes. En réaction au classicisme conventionnel des écrivains militants pendant l'entre-deux-guerres et après, la mouvance du nouveau roman, née vers la fin des années 50, préconisait l'effacement du personnage derrière les objets et les décors, une manière inédite de conduire le récit ainsi que le refus de toute parole rhétorique ou « engagée ». Que reste-t-il maintenant, presque un demi-siècle après, de cette contestation inaboutie du grand roman classique ? Un formidable travail sur le texte, une avancée afin de le rendre plus dépouillé, plus précis, plus beau, tout en rendant l'« engagement » présent, bien sûr, moins explicite. Ce sont justement ces qualités, et aussi une certaine inventivité dans le découpage de la narration, qui donnent aux deux histoires entrecroisées tout au long de son *Obscuration* – de même qu'à l'ensemble de l'œuvre bâtie par Claude Ollier – leur caractère si attachant, si singulier.

Edgar Reichmann

(1) POL (« Le Monde des livres » du 18 décembre 1998).
(2) Flammarion, 1988.
(3) Minuit, 1958 et 1963, Flammarion, 1981 et 1982
(4) Gallimard, 1972, Flammarion, 1984 ; UGE 10/18, 1975, à paraître chez POL.

Le vieil homme et la mort

LES TORTUES
de Loys Masson.
Ed. André Dimanche, 212 p., 109 F (16,62 €).

Poète, romancier et dramaturge, Loys Masson (1915-1969) est aujourd'hui quelque peu oublié. Il convient donc de saluer cette réédition des *Tortues* (1). On retrouve dans ce roman le « climat généralement mêlé de réalisme exotique et de symbolisme étrange », qui, selon Pierre-Henri Simon, caractérisait l'univers romanesque de cet écrivain né à l'île Maurice.

Un vieil homme, au visage grêlé par la variole, attend que la mort le délivre de ses cauchemars éveillés. Sa seule distraction est de tuer des tortues. Il hait ces reptiles dont la vue le renvoie à son dernier voyage en mer. Ses souvenirs d'ailleurs lui reviennent comme des bouffées de fièvre. Il aimerait être amnésique et avoir oublié les événements qui firent de lui un être à part. Avant cette maudite expédition à l'automne 1904, il était un marin heureux et cupide à bord de *La Rose de Mahé*, un voilier dont le capitaine, Seamus Eckardt, était disposé à tous les trafics : armes, opium, alcool, esclaves, etc.

Malgré des longueurs et des dialogues un rien chargés, il se dégage un charme certain de ce roman. Masson a fait de l'angoisse son personnage principal. Elle étreint tous les membres de l'équipage après leur départ des Seychelles en proie à une épidémie de variole. Il est vrai que leur chargement est un peu particulier : soixante tortues géantes. Ils ont en prime un mystérieux passager dont le capitaine prétend qu'il leur apportera la fortune. Celle-ci empruntera ses traits à la Camarde qui, bientôt, les décimera et les fera s'entretenir. Vieillir sera la pénitence des survivants : « *Chaque matin au réveil on embrasse la mort sur la bouche pour la nuit suivante.* »

Pierre Drachline

(1) Robert Laffont (1956).

Livraisons

● **UN FAUX FRÈRE**, de Marianne Dubertret

Prévert pourrait servir d'épigraphe à ce joli roman, mais c'est Cocteau qui donne le ton à ces enfants terribles. Impubères, puis nubiles, adolescents, adultes enfin – si l'on peut dire –, Marc et Ava se sont toujours aimés d'un amour gothique qui ne laisse de place pour rien d'autre. Sont-ils frère et sœur ? Peu importe : ce livre implique l'inceste, il n'en traite pas. C'est une cantate d'amour composée dans une prose de pure légèreté. Depuis l'âge où on les baignait ensemble, Marc possède Ava qui ne désire qu'être possédée par Marc. La passion qui les emporte demeurera longtemps platonique. Plus que le corps d'Ava, qu'il ne fait qu'effleurer, c'est son esprit, son temps, son énergie que Marc veut maîtriser, et c'est cela qui la comble. Cette harmonie totale porte en elle-même la cause de sa ruine. Alors que se dévoilent les mystères familiaux, Ava cherche ailleurs un bonheur plus conforme, plus reposant. La jalousie normalise le couple éthéré de l'enfance, ils deviennent comme les autres, ou presque... (Balland, 142 p., 79 F [12,04 €].)

J. Sn

● **LA FEMME DE GILLES**, de Madeleine Bourdouxhe

Publié chez Gallimard en 1937 sur la recommandation de Jean Paulhan, ce roman de l'écrivain belge Madeleine Bourdouxhe (1906-1996) est aussitôt encensé par la critique, Joë Bousquet et Ramon Fernandez en tête. Simone de Beauvoir y fait référence dans *Le Deuxième Sexe*. Avec dépouillement et pudeur, ce texte lumineux, empreint d'une vertigineuse détresse, dépeint un amour sans concession, celui d'Elisa, qui n'est épouse et mère que parce qu'elle est femme. L'auteur joue sur la dualité du langage, qui rend cet amour d'autant plus asservissant – mais jamais avilissant – et destructeur (Ramsay, 216 p., 99 F [15,09 €]).

S. de P.

● **LES ROSIERS DU SILENCE**, d'Anson Cameron

Une petite ville minière australienne est en cours de destruction parce que, suite à un accord passé entre la compagnie d'exploitation et les aborigènes, véritables propriétaires des lieux, l'endroit doit retourner à son état d'origine. Tous les habitants, largement dotés d'indemnités compensatoires, sont partis s'installer dans des lieux plus hospitaliers. Ne reste plus qu'une irréductible vieille dame. Pas particulièrement sympathique d'ailleurs, si on en croit le narrateur, son fils, lui-même embauché sans conviction par la compagnie pour l'amener à faire ses malles. Ce premier roman surprend par son ton, son style – qu'en soit remercié le traducteur, Pierre Furlan – sa subtilité, la diversité des points de vue abordés (traduit de l'anglais – Australie – par Pierre Furlan, Actes Sud, 380 p., 149 F [22,71 €]).

M. Si.

3^{ème} PRIX DES LIBRAIRIES
10 prix de 25000 F
pour des projets culturels et d'animations en faveur du livre
01 43 25 20 43
ADEL
Banques CIC pour le livre
fondation d'entreprise

LA LIBRAIRIE ÉROTIQUE DE PARIS
La Musardine
122 rue du Chemin-Vert 75011 Paris
Tél. : 01 49 29 48 58
CATALOGUES GRATUITS
sur simple demande
(Merci de certifier que vous êtes majeur.)
RÉFÉRENCE À RAPPELER : DI001

Envers et contre tous

Olivia Rosenthal compose avec rigueur le récit d'une introspection familiale inversée, soustrait à son pathos et à ses illusions

Que va-t-on chercher du côté de ses origines ? Qu'espère-t-on recueillir là ? Une justification ? Et que trouve-t-on au bout de la quête ? Des bribes de souvenirs impuissants à

reformer la silhouette précise du passé. Pourtant, malgré ce maigre résultat, dans la vie normale comme dans le roman, on veut incessamment se mettre en marche.

Ce désir de savoir est l'un des moteurs actifs de la fiction. Olivia

Rosenthal a bien compris cela, mais n'a pas pris le chemin tracé à l'avance. Ou à l'envers. Elle n'a pas voulu alimenter de nouveau l'incroyable chaudière des nostalgies. Ce sont aux « vivants » d'ailleurs et non aux morts que son livre est dédié.

Dès les premières pages, la narratrice s'applique à éliminer ce qui constitue habituellement l'accompagnement sentimental de cette recherche « intime et stricte-ment égocentrique ». Cette soustraction sera le gage de sa liberté. Liberté d'ajouter au portrait tremblé de son grand-père par exemple, ses propres rêves, ses interrogations, son angoisse. A la voie de la piété, il faut préférer, semble-t-elle dire, celle d'une vérité instable, violente parfois, jamais atteinte dans son intégrité. Dès lors, les figures questionnées – grand-père, parents, « oncle d'Amérique », sœur – se troublent, se modifient au gré du récit. Enfin, la question, comme une arme, se retourne sur celle qui la pose : « *Est-ce que j'ai vraiment le désir haineuse, est-ce que j'ai le désir de honnir pour toujours la figure incertaine, miroitante, de ce bel homme mon grand-père (...), est-ce que j'ai le désir d'entrer dans le rang de ma famille, d'être une autre femme souffrante...* »

Sous un titre d'une ironie amère, Olivia Rosenthal, pour son deuxième livre, a composé avec rigueur un récit où l'introspection familiale est comme retournée, privée de son pathos et de ses illusions. Cela au profit de pages chargées d'une grande intensité d'émotion.

Patrick Kéchichian

MES PETITES COMMUNAUTÉS
d'Olivia Rosenthal.
Ed. Verticales, 152 p., 95 F (14,48 €).

Eden japonais

LE JARDIN YAMATA
d'Isabelle Jarry.
Stock, 234 p., 115 F (17,53 €).

Comment évoquer le Japon sans sombrer dans les clichés ?

C'est une étrange garçonne à laquelle se livre l'héroïne d'Isabelle Jarry, Agathe, une jeune Française qui veut découvrir un épisode occulté de son histoire familiale, en se rendant pour la première fois à Kyoto ; mais l'exercice n'est pas moins périlleux pour l'auteur. Agathe dispose pour tout viatique d'un « *imaginaire japonais* » puisé dans les films d'Ozu et de Kurosawa. Elle sait que son grand-père a vécu au Japon, que sa mère y est née, mais cet épisode japonais semble tabou dans la famille. Par bribes, Agathe va apprendre l'histoire d'un jardin extraordinaire conçu par son grand-père pendant la deuxième guerre mondiale pour le compte d'un général japonais en même temps qu'elle tente d'apprivoiser le Japon contemporain. Prétendre construire un havre de paix en pleine folie meurtrière est une entreprise vouée à l'échec, et le jardin Yamata est une sorte d'Eden dont les héros ont été bannis. Commencé comme une chasse au trésor, le roman d'Isabelle Jarry se révèle être une sorte de traité des jardins zen à l'usage du lecteur occidental.

Le but compte moins que la quête elle-même. La peinture du Japon traditionnel et est saisissante parce qu'elle parvient à modifier le regard du lecteur, à lui imposer un nouvel usage du temps. Après avoir exploré dans des livres précédents le désert du Ténére et la jungle d'Angkor, Isabelle Jarry trouve ici pour parler de la nature domestiquée des jardins japonais une force d'évocation admirable. A tel point que, le livre fermé, on entend encore bien longtemps la pluie s'égoutter sur le feuillage des cryptomères.

Gérard Meudal

magazine littéraire
N° 382 - Décembre 1999
DOSSIER
modernité du MOYEN AGE
Vive l'an 1000 !
de Chrétien de Troyes à Jacques Le Goff
Albert Cossery. Christine Jordis. Armand Gatti. Georges-Arthur Goldschmidt. Elisabeth Badinter.
Entretien avec Norman Mailer
Chez votre marchand de journaux : 32 F
Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com
OFFRE SPÉCIALE
6 numéros : 132 F
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez
 Italo Calvino
 Virginia Woolf
 Albert Camus
 Marguerite Duras
 Jean Starobinski
 Sade
 Witold Gombrowicz
 Fernando Pessoa
 George Sand
 Joseph Conrad
 Tchekhov
 Michel Leiris
 André Gide
 Rainer Maria Rilke
 Guy de Maupassant
 Lévi-Strauss
 Jean Genet
 Roland Barthes
 Jacques Lacan
 Georges Perec
 Céline, le Voyage
 Hermann Hesse
 Rabelais
 L'existentialisme
 Paul Verlaine
 Aragon
 La Haine
 Marx
 Michel Foucault
 Ernst Jünger
 Cioran
 Schopenhauer
 Jean Giono
 Vladimir Jankélévitch
 Les Exclutés
 Ionesco
 Hannah Arendt
 F. Scott Fitzgerald
 Descartes
 Oscar Wilde
 La planète polar

Nom :
Adresse :
Règlement joint par chèque bancaire ou postal
magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36

Le Monde DES LIVRES

SPECIAL ● SALON JEUNESSE



Rêves d'Afrique

Que nous descendons de Lucy ou d'Abel, que nos ancêtres viennent du Tchad ou d'Éthiopie, l'Afrique noire est le berceau de l'humanité. Elle est aussi celui de son imaginaire. Une source plus pure que les diamants du Zaïre, où tous les enfants du monde trouvent la matière première de l'exotisme et du rêve.

Babar, Jules Verne, les grands récits d'explorateurs ont façonné nos premières « impressions d'Afrique ». Avec Kessel, nous avons affronté les guerriers masais, joué entre les pattes du lion au pied du Kilimandjaro. Plus tard, nous nous sommes enfoncés au cœur des ténèbres avec Conrad... Aujourd'hui, les petits sillonnent l'Afrique avec Elmer (David McKee) ou Zigomar (Philippe Corentin), barbotant dans ses rivières boueuses avec l'énorme

Editorial

crocodile de Roald Dahl, chassent en brousse avec Toshi Yoshida, vivent les rites d'initiation avec Camara Laye...

Afrique rêvée ? Afrique fantôme ? Le continent noir est l'invité du 15^e Salon du livre de jeunesse en Seine-Saint-Denis qui se tient jusqu'au 6 décembre, entre la porte de Montreuil et celle de Vincennes – et qui fête aussi le 10^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant. De Bamako à Tananarive, *Le Monde* est allé à la rencontre de ces auteurs, éditeurs ou illustrateurs, qui, en dépit des difficultés liées au développement, tentent de faire émerger une véritable production africaine pour la jeunesse. Après Bologne qui les fêtait déjà, beaucoup d'entre eux seront à Montreuil à côté des grands noms de la littérature africaine. L'occasion de confronter la réalité contemporaine à celle de nos « paysages originels ».

Fl. N.

Kourouma l'enchanteur

On connaît le romancier sarcastique, pourfendeur des autoritarismes, mais moins l'écrivain pour la jeunesse, soucieux de transmettre les valeurs ancestrales de l'Afrique

Un rire énorme, tumultueux. Un rire qui emporte tout sur son passage. Comme un fleuve tropical sorti de son lit. Comme un grand coup de torchon sur la savanne. Un rire tout neuf, à désarmer les fauves : Kourouma rit.

Mais pas comme d'habitude. L'écrivain ivoirien, prix du Livre Inter 1999 pour *En attendant le vote des bêtes sauvages* (Seuil, « Le Monde des livres » du 23 octobre 1998), nous avait accoutumés à l'insolence, au sarcasme, pourfendant les autoritarismes, vitriolant les impérialismes, moquant les marabouts et les sorciers, stigmatisant les autocrates de l'Afrique décolonisée. Témoin son portrait du dictateur Koyaga, l'homme au totem faou, qui est au centre de son dernier roman : « *Koyaga vous fîtes (...)* assassin comme un lycéen, émasculateur comme un castreur, démagogue comme un griot, préva-

ricateur comme un toto, libidineux comme deux canards... »

Kourouma rit. Pas jaune cette fois, mais de bon cœur. Tant, sans doute, la question qu'on lui pose lui semble saugrenue : pourquoi sera-t-il à Montreuil, pourquoi écrit-il aussi pour les enfants ? « *Mais parce que c'est capital. Que puis-je apporter à la culture internationale sinon de faire revivre une civilisation sur le point de disparaître ? Les jeunes doivent savoir ce qu'étaient les valeurs des anciens Africains. On peut leur servir des contes animaliers, le lapin malin, la méchante hyène : je préfère leur raconter des histoires vraies.* »

Ce rôle de passeur, Ahmadou Kourouma ne saurait le prendre plus au sérieux. A soixante-douze ans, lui, l'écrivain peu prolifique, qui n'a livré que trois romans pour adultes, a déjà écrit presque deux fois plus pour la jeunesse. Il dit la poésie, les chants, les danses, les

rites d'initiation, tous les aspects, même les plus archaïques ou les plus barbares, de la société traditionnelle. Il avait même songé aborder les pratiques d'excision et de circoncision, mais dit-il, « *l'éditeur n'a pas voulu* ».

C'est la nostalgie de son enfance, du côté de Boundiali où, « *pendant la saison sèche, tout le village bruissait de la fièvre de l'initiation* » qui lui a inspiré *Yacouba, chasseur africain*. Selon la vieille méthode des *Lettres persanes*, Kourouma soumet le monde noir au regard candide d'un jeune voyageur européen. Comment peut-on être Senoufo ou Malinké ? s'interroge Mathieu, un petit « toubab » débarqué de Lyon qui découvre notamment que « *le grand maître chasseur du village n'est pas seulement le chef des fournisseurs de gibier* » mais aussi « *le maître en magie* » et que c'est lui qui va diriger les cérémonies de scarification.

« *Yeux d'aigle, sveltesse d'un romier et taille de fromager* », *Yacouba*, avec sa haute mitre, son boubou couvert de trophées, griffes, cornes et écailles, et son manche à queue d'éléphant, n'est pas près de s'effacer de la mémoire du lecteur. Pas plus que la soirée dite du « *kénaï* », avec ses cercles de danses frénétiques, ses mystères inquiétants et ses odeurs de poudre.

A la fin du livre, Kourouma souligne que l'initiation aujourd'hui « *n'existe plus, sauf dans les villages les plus reculés* ». Il ne manque pas une occasion de dénoncer la scarification, réalisée dans des « *conditions d'hygiène déplorables* », et qui fait courir aux enfants un « *très grand danger* ». Toutefois, et c'est peut-être le plus intéressant dans sa démarche, il tente d'éclairer par un biais romanesque simple, ce que l'initiation a pu représenter aux yeux des Anciens. Soit, selon Amadou Hampâté Bâ, le moyen de « *donner à la personne psychique une puissance morale et mentale qui conditionne la réalisation parfaite de l'individu* » (*Aspects de la civilisation africaine*). Ou, d'après Mircea Eliade, le moyen d'accéder à la fameuse « *triple révélation : celle du sacré, de la mort et de la sexualité* » (*Le Sacré et le Profane*). Bien sûr, Kourouma reste loin de ces abstractions. Mais, il sait faire passer, au détour

« *Que puis-je apporter à la culture internationale, sinon de faire revivre une civilisation sur le point de disparaître ?* »

d'une description ou d'une remarque, beaucoup du savoir et des croyances ancestrales. Il en va de même dans la belle collection « *Hommes d'Afrique* » publiée par les éditions Grandir. Comme il se serait impossible de comprendre la Grèce antique sans connaître le rôle du prêtre ou de la pythie, c'est à travers ses personnages mythiques que Kourouma nous présente la société africaine traditionnelle. Du prince, homme de pouvoir, au forgeron, homme de savoir, du griot, homme de paroles, au chasseur, « *sorcier-voyant* », chaque livre relate la journée d'un de ces héros. Traitée comme un classique documentaire – richement illustrée de photos, sculptures, masques, tissus... – une première partie campe le décor, tandis que, sur les illustrations réalistes de Giorgio Bacchin, suit le récit de la journée, qui se dé-

roule comme une histoire véridique. Du détail quotidien aux grandes questions métaphysiques, de la recette du foutou manioc au secret des grigris ou aux mystères de la métamorphose, c'est toute la séduction de l'Afrique noire qui défile dans ces pages. Comme sur une lanterne magique. Avec bruitage assuré : feulement des panthères, « *bruyants envols des oiseaux de nuit* »... A croire que Kourouma est lui aussi un peu sorcier. Mais allez-donc le lui dire. On l'entend d'ici, lui et son très grand rire !

Florence Noiville

LE GRIOT, HOMME DE PAROLES ET LE CHASSEUR, HÉROS AFRICAIN
d'Ahmadou Kourouma.
Illustrations de Giorgio Bacchin.
Ed. Grandir (1350, chemin de la Passerelle, 84100 Orange), « *Hommes d'Afrique* », tous deux 44 p., 120 F (18,29 €). **A partir de 9 ans.**

YACOUBA, CHASSEUR AFRICAIN
d'Ahmadou Kourouma.
Illustrations de Claude et Denise Millet.
Gallimard Jeunesse, Folio Junior, « *Drôles d'aventures* », 96 p., 29 F (4,42 €). **A partir de 9 ans.**

VERONIQUE TADIO

Les combats de Véronique Tadjo

Ecrivain pour adultes et pour enfants, l'illustratrice et peintre interprète librement le patrimoine artistique traditionnel pour sauvegarder une culture mise à mal par les préjugés

Tout au long de son enfance, en Côte d'Ivoire, Véronique Tadjo a vu sa mère peindre et sculpter dans l'atelier qui faisait partie de la maison familiale: « Elle ne m'a jamais transmis formellement des techniques, mais elle m'a appris à croire en ce que je faisais. » A vingt ans, Véronique Tadjo se sent attirée par la photo. Pourtant, elle va venir à l'écriture. A la veille d'une grande traversée du Sahara dont elle tient à garder la trace, elle opte pour un cahier de notes: « Je voyageais dans des conditions sombres et il n'était pas prudent de transporter un objet de valeur comme un appareil photo. » Sur le cahier, elle compose des poèmes, qui formeront son premier recueil publié, *Latérite* (Hatier, 1984).

D'autres cahiers l'accompagnent au cours de ses voyages. Spécialiste de littérature anglophone noire américaine, Véronique Tadjo vit un temps aux Etats-Unis puis, dans les années 90, au Nigeria et au Kenya, avant d'emménager à Londres en 1998. Elle publie trois romans pour adultes, dont le plus récent, *Champs de bataille et d'amour*, peint le portrait d'un couple – il est noir, elle est blanche, comme ses propres parents (1).

« En voyageant, je me suis aperçue que tout le patrimoine africain des mythes, des contes et des légendes était menacé de disparition, surtout parmi

les enfants qui vivent en ville. J'ai commencé à écrire un livre pour transmettre ces récits et je l'ai illustré moi-même. » Dans *La Chanson de la vie* (2), ses premiers dessins, en noir et blanc, possèdent déjà cette liberté d'interprétation du monde symbolique africain qui explosera en couleur dans les quatre albums qui suivront (3).

L'art africain « n'est pas très apprécié aujourd'hui en Afrique, à cause de sa connotation païenne », déplore-t-elle. « Dans les cours de dessin à l'école, seul l'art occidental est enseigné. Il n'y a rien sur les masques ou la statuaire. Alors que l'art du continent prend énormément de liberté quant à la représentation, souvent on n'apprécie que le dessin réaliste, comme celui des natures mortes. »

De même, la plupart des enfants n'apprennent pas à aimer la littérature africaine: les livres présents sont souvent importés d'Europe. Peu d'écrivains se sont consacrés à la littérature de jeunesse, vue comme « une sous-littérature », affirme Véronique Tadjo. « On considère qu'un écrivain sérieux n'écrit pas pour les enfants. » Parmi les grands noms, Léopold Sédar Senghor, Chinua



« L'esprit ne se sème pas, cependant, il se cultive » (proverbe bambara/Mali)

« La parole est une coque de graines que le rusé décortique » (Côte d'Ivoire)

« Les pensées d'un homme sont son propre royaume » (proverbe bantou/Angola)

« La langue est la civière de son maître » (Congo)

Achebe et Ngugi Wa Thiong'o ont écrit de la fiction jeunesse, mais ils n'ont guère suscité de vocations. « Les écrivains se plaignent qu'il n'y a pas de lectorat en Afrique. Si l'on veut que les adultes lisent la littérature du continent, il faut qu'ils puissent découvrir ce plaisir-là dès l'enfance. » Dans ce but, elle a composé une anthologie de poésie africaine pour la jeunesse, *Talking Drums*, à paraître en 2000 à Londres (4).

Aujourd'hui, la romancière et illustratrice est devenue aussi une peintre à part entière, dont les grands formats tapissent les murs de son appartement londonien. Elle se rend souvent en Afrique pour animer des ateliers d'écriture et d'illustration. Depuis deux ans, elle participe aussi au projet « Ecrire par devoir de mémoire » mené par plusieurs écrivains du continent, à la suite du génocide perpétré au Rwanda. Après deux résidences d'écriture à Kigali, elle termine un livre entre fiction et carnet de voyage, destiné aux adultes, en attendant de se sentir mûre pour traiter de la guerre dans un livre pour enfants.

Catherine Bédarida

(1) Présence africaine, 1999, 175 p., 80 F.

(2) Hatier, 1989.

(3) *Mamy Wata et le monstre; Le Grain de maïs magique; Grand-Mère Nanan; Le Bel Oiseau et la Pluie* (Nouvelles éditions ivoiriennes, « Le Bois sacré »).

(4) Chez A & C Black.

Sous l'arbre à palabres

Trois albums pour célébrer la magie fugace de l'oral

Chants ou contes, poèmes épiques ou simples fables, les pays de tradition orale célèbrent la voix. Collectés, codifiés, retranscrits, ces morceaux de littérature mouvante, immobilisés comme en plein vol, peuvent sans doute toujours raconter une histoire. Reste à savoir si le relais de l'écrit parvient à préserver le ton singulier du conteur.

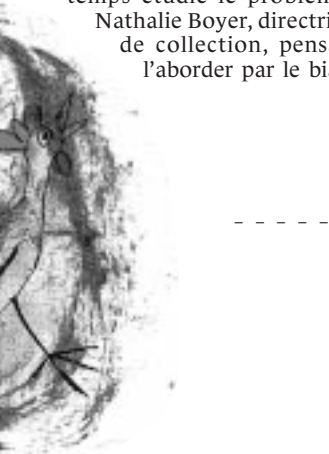
Aucun risque avec Henri Gougaud comme passeur. Grand amateur des gestes orales et amoureux d'une langue savoureuse, l'homme de parole reprend dans un bel album quelques-uns des contes recueillis dans ses trois « arbres », déjà parus au Seuil, *L'Arbre à soleils* (1979), *L'Arbre à trésors* (1987) et *L'Arbre d'amour et de sagesse* (1992). La promenade dans le fonds africain débordante le champ de l'Afrique noire même si la domiciliation de chaque récit fabuleux reste floue, l'imaginaire reste étonnamment commun, ce que les éclatantes illustrations de Marc Daniau accentuent encore. Conjurer le Malheur, démon tenace qui rend stériles les ventres et les terres, partir à la rencontre de la déesse créatrice pour modifier le sort qu'on s'est soi-même choisi, déjouer la trahison d'un roi orgueilleux qui n'admet pas que Dieu lui soit supérieur, ces histoires simples ne jouent que sur l'essentiel: l'amour, le courage, le respect, l'obstination, le dévouement, parades aléatoires face à un destin toujours farouche. Notons trois formidables éloges du verbe qui fête le mot, la palabre comme le mutisme (« Le Nom », « La Question » et « La Parole »).

Plus sobre, le petit recueil d'Ashley Bryan, fruit de voyages en Afrique noire dans les années 60 et 70, joue moins de la magie que des rapports humains relus en comportements animaliers. L'homme y apprend peu, péchant par les mêmes travers que la ruse comme la vanité dévoilent à coup sûr. Si certains récits déroutent, la verve et la malice des dénouements garantissent une facile adhésion à cette anthologie de poche.

★ *Contes d'Afrique*, d'Henri Gougaud. Illustrations de Marc Daniau (Seuil, 160 p., 98 F [14,94 €]). A partir de 9 ans.

Dix *Contes d'Afrique noire*, d'Ashley Bryan (traduits de l'anglais - Etats-Unis - par Rose-Marie Vassallo et illustrés par l'auteur, Castor Poche Flammarion, 160 p., 32 F [4,88 €]). A partir de 7 ans.

Sabila et Kotchéli, conte nouba collecté au Soudan par Patricia Musa et illustré par Hassan Musa (éd. Grand-dir, 68 p., 140 F [21,34 €]). A partir de 9 ans.



« L'avenir embarrasse celui qui méconnaît le passé » (proverbe malinké/Afrique de l'Ouest)

« Sois à l'écoute, tout parle, tout est parole, tout cherche à nous communiquer une connaissance » (proverbe bambara/Mali)

de la coédition: une collection multinationale, épaulée par des éditeurs locaux. Ceux-ci trouveraient auteurs et illustrateurs, et rentabiliseraient leurs efforts en distribuant aussi les titres produits par leurs voisins. Edicef assurera à Paris le contrôle de qualité et la cohérence. Restait le problème pédagogique, celui d'aider les artistes à contraindre leur inspiration pour mieux la faire jaillir. Il aurait fallu des ateliers d'écriture, précisément ce qu'organise au Bénin Michèle Nardi, conservateur détachée du minis-

Les illustrations des pages II et III sont tirées de *Cocorico Poulet Piga*, de Véronique Vernette.

Toutes les couleurs du « Caméléon »

Initiée par Edicef, une collection panafricaine

Ce ne sont pas les enfants qui manquent en Afrique. Ni les conteurs déserts, ni les illustrateurs talentueux, ni la couleur! Mais, pour y réaliser de bons livres, il faut présenter les uns aux autres, une entreprise très difficile dans une région morcelée en marchés exigus et où les créateurs n'ont pas toujours l'habitude des formes rigoureuses ni des règles strictes de l'édition pour la jeunesse.

Edicef, filiale d'Hachette qui publie surtout des livres scolaires pour ces marchés, a longtemps étudié le problème.

Nathalie Boyer, directrice de collection, pensait l'aborder par le biais

français de la culture. « On part un peu à l'aventure, raconte-t-elle, à part quelques auteurs, la plupart des participants ont très peu d'expérience... » Les conditions locales sont précaires: « L'atelier travaille dans la chaleur, souvent dans la pénombre... La nuit tombe vite à Cotonou. On saisit les textes sur ordinateur la nuit, profitant de deux ou trois heures de fourniture électrique... »

Finalement, plusieurs manuscrits sont envoyés à Edicef, qui les accepte, développe parallèlement ses contacts dans d'autres pays africains et lance « Le Caméléon vert », une collection panafricaine avec des titres conçus et réalisés dans divers pays, du Tchad au Sénégal en passant par l'île Maurice, le Mali et bientôt les Antilles.

Des textes courts – 23 pages – destinés aux plus jeunes. Une ins-

Livraisons

● **POURQUOI SI FÂCHÉE?**, de Pascale Bougeault
Sensible au poids d'humanité des objets africains, Pascale Bougeault nous offre un petit catalogue d'art traditionnel inventif et poétique. Belle prouesse qui consiste à créer la surprise autour d'un peigne à cheveux ivoirien ou d'un appuie-nuque congolais! Dans cet astucieux petit musée, où l'Afrique n'est d'ailleurs pas seule représentée, chaque objet raconte une histoire – un crocodile mange un zébu sur une cuillère malgache, trois personnages exécutent une danse bizarre au sommet d'un masque béninois... – et tous sont mis en scène de telle sorte que se dévoile, à travers eux, la vie ordinaire de leurs utilisateurs. Le tout est limpide, expressif comme le coup de pinceau de Pascale Bougeault (L'Ecole des loisirs, 72 p., 120 F [18,29 €]). A partir de 6 ans. FI. N.

● **MISTER B MILLIONNAIRE**, de Ken Saro-Wiwa
Mister B est un homme sans fortune qui accourt à Lagos, capitale du Nigeria, pour la trouver. Sa devise est inscrite sur son tee-shirt, et l'on lit, devant, « Pour être millionnaire », et derrière, « pensez comme un millionnaire ». Amoureux de l'argent qu'il ne possède pas encore, Mister B réussit assez bien par sa méthode Coué. Il va rouler et charmer le quartier où il s'installe avec ses histoires pittoresques de coups aussi flamboyants que féroces. Ce portrait attendri des millions de pauvres qui ne veulent pas se résigner à la misère est dressé par Ken Saro-Wiwa. Auteur d'une trentaine de romans pour enfants et adultes, il a été condamné à mort et exécuté en 1995, sous la dictature du général Abacha (traduit de l'anglais – Nigeria – par Kangni Alem, éd. Dapper, « Au bout du monde », 254 p., 38 F [5,8 €]). A partir de 10 ans. C. Ba

● **LÉON ET SON CROCO**, de Magdalena et Zaü
Plus que la fable elle-même – l'histoire du petit Léon victorieux d'un crocodile –, c'est son traitement graphique, à grands traits d'encre, de Zaü qui rend cet album immédiatement prenant. On y sent le geste du peintre derrière les contrastes ombre-lumière et l'eau du marigot qui miroite sous le soleil de plomb. Tout cela est campé comme à la hâte dans un camaïeu de noir et sépia rappelant la technique du batik. Un superbe album (Le Père Castor Flammarion, 36 p., 79 F [12,04 €]). A partir de 4 ans. FI. N.

● **CONTES, BERCEUSES, MUSIQUES KONGO**, de Gabriel Kinsa
« Si j'étais conteur, c'est Gabriel Kinsa que je raconterais en premier, note l'écrivain camerounais Francis Bebey. Il est un conte à lui tout seul, avec ses recettes inattendues qui vont du bruitage audible à la rêverie la plus intime. » Gabriel Kinsa, fondateur du Théâtre de l'Amitié à Brazzaville, a posé sa voix grave sur des histoires insolites, d'humains, d'humains ou de génies, solidement ancrées en terre Kongo. Y résonnent le tambour ngoma et les cris d'oiseaux. Alternance de contes et de musiques, ce CD, le deuxième de Kinsa, est une belle invitation au voyage (éd. Mots et Merveilles, 63, bd Saint-Michel, 75013 Paris, 150 F [22,86 €]). A partir de 7 ans. FI. N.

● **LA MALICE DE MONSIEUR ARAIGNÉE**, d'Anne Luxereau
De ce conte haoussa – où l'astucieuse araignée triomphe successivement du bousier, du coq (...), de l'éléphant et du chasseur – la morale pourrait être ce vers de La Fontaine: « Entre nos ennemis les plus à craindre sont souvent les plus petits. » Au passage, on glane mille informations sur le pays haoussa, à cheval entre Nigeria et Niger, la sécheresse, les marchés, le travail des femmes... Une collection idéale pour s'ouvrir aux cultures venues d'ailleurs (Gallimard Jeunesse, « Contes sans frontières », 24 p., 28 F [4,26 €]). A partir de 6 ans. FI. N.

● **EPAMINONDAS, d'Odile Weulersse, illustré par Kersti Chaplet**
Croyant bien faire, Epaminondas multiplie les bêtises: aurait-il « perdu le bon sens que sa mère lui avait donné à la naissance »? Comme toujours, c'est sous un fromager, par la bouche du sorcier, que s'énonce la morale du conte: rien ne sert d'obéir sans réfléchir; chacun doit trouver seul comment agir. De ce texte drôle et bien enlevé, on sort « le cœur tranquille et l'esprit éveillé » (Le Père Castor Flammarion, 24 p., 22 F [3,35 €]). A partir de 5 ans. FI. N.

● **COCORICO POULET PIGA**, de Véronique Vernette
Le poulet Piga vaut-il une paire de chaussures usées, deux broches à cheveux ou un billet déchiré? Sur le marché de Ouagadougou, Piga, hagard, ne sait plus où donner de la tête: a-t-il la moindre chance d'échapper à la casserole? Ancienne des Beaux-Arts de Saint-Etienne, Véronique Vernette a manifestement une connaissance précise du Burkina Faso qu'elle restitue, dans ses encres vives ou ses lavis, de façon libre et très originale. Un talent à suivre (éd. Points de suspension, BP 401, 95527 Cergy-Pontoise, 75 F [11,43 €]). A partir de 5 ans. FI. N.

● **PRINCE DE LA RUE**, de Dominique Mwankumi
A Kinshasa, « les princes de la rue » survivent en vendant des jouets dont ils ont récupéré la matière première sur une décharge. Traité sans concession par un jeune illustrateur, peintre et caricaturiste congolais, ce sujet difficile est adouci par un grand art de la suggestion et une palette toute en nuances (L'Ecole des loisirs, coll. « Archimède », 38 p., 74 F [11,28 €]). A partir de 6 ans. FI. N.

● **SOUNDIATA, L'ENFANT-LION**, de Lilyan Kesteloot, illustration Joëlle Jolivet
Pendant des siècles, les griots ont transmis et enrichi l'épopée de Soundiata, fils d'un petit roi et d'une femme-buffle, fondateur de l'empire du Mali en 1230. Fort bien adapté par Lilyan Kesteloot, spécialiste de la littérature africaine, ce récit représente plus qu'une initiation à la culture africaine; en tentant une amorce d'explication aux divisions actuelles du continent, notamment par la pratique de l'esclavage, il constitue aussi une belle façon de lutter, chez l'enfant, contre l'apparition de préjugés – sur l'islam ou la polygamie, par exemple (Casterman, 108 p., 35 F [5,33 €]). A partir de 10 ans. S. D. P

● **PAROLES D'AFRIQUE**, textes recueillis par Gérard Dumestre
Décidément, on ne se lasse pas de l'intelligente collection « Carnets de sagesse ». En regard de ces paroles et proverbes, Gérard Dumestre présente des fixés sous verre sénégalais. Entre cette technique picturale originale et le texte s'établit un jeu de correspondances qui montre une pensée faussement naïve où s'énonce « le rugueux quotidien des hommes » (Albin Michel, 54 p., 59 F [8,99 €]). A partir de 13 ans. FI. N.
★ **Les proverbes de ces pages sont extraits du Guide de la sagesse africaine**, de Lilliane Prévost et Barnabé Laye (éd. L'Harmattan, 344 p., 170 F [25,91 €]).

NIETZSCHE
Un continent perdu
de Bernard Edelman.
PUF, « Perspectives critiques »,
370 p., 139 F (21,19 €).

Mais si, il va se passer quelque chose en l'an 2 000 ! Ceux qui haussent les épaules ont tort. Contrairement à des rumeurs persistantes, ce millésime trois fois nul sera fécond. Un événement y est prévisible. Ni éclipse ni déluge de feu. Pas la moindre fin du monde ! Juste l'extinction d'un homme pas du tout comme les autres. Ou plutôt la commémoration de ce décès ancien. Un centenaire pour *happy few*, qui risque fort d'être étouffé par les feux d'artifice et le temps des bugs. Quelques-uns se souviendront, heureusement, de cet anniversaire qui n'est ni mondial ni rentable : le 25 août 2000, il y aura cent ans que cessa le souffle de Nietzsche. Il était « mort », en fait, depuis une bonne dizaine d'années.

Sa vraie disparition date de janvier 1889 (1). Le 3, il quitte sa chambre de la Via Carlo Alberto, à Turin. Dans la rue, on bat un cheval. Nietzsche lui saute au cou, puis s'écroule. David Fino, son logeur, le fait porter sur son lit. Le philosophe y dort presque quarante-huit heures d'affilée. Le 5, il écrit des phrases encore plus étranges que d'habitude : « Chaque nom de l'histoire, c'est moi. » A Jakob Buchardt : « Maintenant que le Dieu ancien est aboli, je suis prêt à gouverner l'univers. » Il affirme avoir assisté deux fois à ses propres obsèques, envoie des billets signés « l'Antéchrist », « Nietzsche-Caesar », « Dionysos ». Il dit aux gens dans la rue : « Sommes-nous contents ? Je suis Dieu. J'ai fait cette caricature. » Bref, il ne va pas bien.

L'esprit muet, il passe ensuite onze ans à Weimar, dans la maison de sa mère et de sa sœur Elisabeth. Celle-ci fera tout pour convaincre ses contemporains, contre toute raison et contre mille textes explicites, que Nietzsche était un modèle de précision et

liste (2). Un grande décennie sans livres, presque sans mots. Parfois, quelques notes au piano. De rares visites, aussi – amis qu'il reconnaît de temps à autre, curieux qui viennent au zoo, pour voir la tête déserte d'un penseur déjà fameux... Ce long temps sans phrases demeure énigmatique. Un jour, le corps resta inerte, une fin d'été, à midi. Du coup, il est difficile de dire ce qu'on célébrera, à propos de Nietzsche, le 25 août de l'an 2 000. La fin d'un cauchemar ? Le fait que seuls, désormais, les textes continuent à respirer ? Ce pourrait être l'occasion de quelques beaux livres vivants. En voici déjà un.

Le Nietzsche de Bernard Edelman est un modèle de précision et

de vivacité. Il parvient en effet à rendre nette l'architecture de l'ensemble, à détailler sa puissante cohésion, sans pour autant figer la pensée de Nietzsche en un système. Le problème, avec ce philosophe, c'est que tout commence à chaque page. Il n'a ni début ni fin, semble ressasser. En fait, il change continuellement de perspective. La plupart des commentateurs échouent donc sur deux écueils contraires. Les uns fragmentent à l'excès, font l'éloge de la discontinuité, admettent l'œuvre en mémoire – au risque de perdre et la cohérence et les continuités de la réflexion nietzschéenne. D'autres construisent un Nietzsche à visage unique, vu sous un seul angle – au risque de voir s'immobiliser

le mouvement qui lui donne vie et force. Le travail de Bernard Edelman parvient, ce qui est rare, à surmonter ce double obstacle.

On trouve évidemment sous sa plume, souvent incisive, des caractéristiques majeures du philosophe. Rien de « psychologique » ou de bêtement biographique. Des décisions de fond : l'immanence, l'absurdité de l'univers, le Chaos. Le monde selon Nietzsche est dépourvu de plan, privé de signification. Rien qu'un jeu de forces toujours recommencé, sans mémoire, sans justification – innocent, totalement. La tâche nouvelle, de ce point de vue, est de comprendre comment les forces se sont transformées chez les humains. Par quels détours elles ont

L'homme de demain



Violent, provocateur, insupportable. Ainsiles pauvres d'esprit voient-ils Nietzsche. A leurs dépens, Bernard Edelman montre qu'ils n'ont pas tort. Cent ans bientôt après sa mort, ce génie gêne encore

abouti à une forme de vie dénaturée. Se juger coupable, fabriquer des mondes imaginaires afin de continuer à se brimer de mieux en mieux – de manière plus subtile, plus retorse – en pensant se délier, voilà d'étranges jeux. Ces travers, il s'agit évidemment de les comprendre physiquement : l'histoire de l'esprit est une suite d'événements relatifs au corps.

Pas à pas, Bernard Edelman restitue un Nietzsche qui a l'avantage de paraître authentique. Brut, malgré les analyses savantes. Peut-être est-ce lié au fait que le juriste philosophe décrit cette œuvre sans prendre ni parti ni distance. Sans blâme, presque sans éloge. Le scandale, la puissance de choc deviennent plus nets dans cette lumière presque froide. Supportons-nous aisément de percevoir un lien entre la démocratie et le grégaire ? De présenter dans le socialisme quelque chose de dégoûtant, et dans la révolution une répétition du Jugement dernier ? Il y a un désagrément des questions posées par Nietzsche. On s'en débarrasse trop vite en ayant la bêtise de le croire raciste. Il suffit de lire pour savoir qu'il n'en est rien. « Maxime : ne fréquenter personne qui participe à la mensongère eschologie raciale. » Il existe même chez Nietzsche une forme de colère antiraciste : « Qui hait le sang étranger ou le mépris n'est pas encore un individu, mais une sorte de protoplasme humain. »

Ce qui étonne le plus, c'est

l'acuité des anticipations. Par exemple, dans les années 1880 : « En fait je souhaiterais qu'il fût démontré par quelques grandes expériences que dans une société socialiste la vie se nie elle-même, tranche ses propres racines (...) cette démonstration par l'absurde dût-elle être conquise et payée d'une énorme dépense de vies humaines. » Nietzsche décrit la transformation de la culture en marchandise et la naissance dans les lettres du chef de produit : « Quels gens, et combien de gens consomment cela ? voilà, pour lui la question des questions. » Reste l'homme de l'avenir, celui de demain, le « surhomme ». Il a mauvaise réputation. L'histoire du siècle l'a confondu avec un épouvantail eugéniste et massacreur. Le surhomme pourtant n'a rien à voir avec une race supérieure. C'est une autre combinaison de la réalité. Le fait est que nous n'avons pas épuisé les possibilités de la matière. Plusieurs sortes d'humanité ont existé, d'autres encore s'inventent, au fil des doutes et des siècles. Changera un jour peut-être tout à fait ce qu'on peut concevoir, sentir et vouloir. Si l'humanité sait traverser le néant, invente la capacité de surmonter le vide et l'effondrement. Sans doute est-ce cela le plus périlleux. « Eloignez-vous, dit Zarathoustra, de peur qu'on ne vous enseigne qu'un sage est aussi un fou. »

(1) Voir dans « Le Monde des Livres » du 6 janvier 1989, l'article intitulé « Il y a cent ans "mourait" Nietzsche ».

(2) Sur ce point, voir l'ouvrage d'Arno Münster, *Nietzsche et le nazisme*, Kimé, 1995.

★ A signaler également : *Nietzsche ou le dépassement esthétique de la métaphysique*, de Mathieu Kessler (PUF, « Thémis Philosophie », 314 p., 198 F [30,18 €]) ainsi que, du même auteur, *Le Paysage et son ombre* (PUF, « Perspectives critiques », 88 p., 78 F [11,89 €]).

Nietzsche ou la grande santé, sous la direction de Didier Raymond, qui réunit des études sur l'effondrement de Nietzsche, ainsi que sur son rapport quotidien à la maladie (L'Harmattan, 300 p., 140 F [21,34 €]).

Denis Tillinac au crépuscule du siècle

Au fil d'un essai vigoureux où il prend à partie notre époque, Denis Tillinac nous fait partager ses déconvenues pour mieux défendre ses propres valeurs

LES MASQUES DE L'ÉPHÉMÈRE

de Denis Tillinac.
La Table Ronde, 264 p., 110 F (16,77 €).

Il y a un ton Tillinac, fait d'enjouement, de panache, de juvénilité gaillarde. Une nature d'écrivain primesautière et allergique à l'embrigadement, bucolique à ses heures et rêveusement espègle, relaie un tempérament de bretteur, de pique-bœuf, d'insoumis en rupture de campagne. Tout ce qui fait le charme de ses livres où l'on relève aussi une vertu trop oubliée : un bon sens solide, terrien narquois qui souligne des vérités salutaires.

« Le moi a tourné à l'ego, comme le vin au vinaigre », lit-on dès les premières pages de ses *Masques de l'éphémère*, et, le livre refermé, on apprécie la justesse d'une formule qui eût pu lui servir d'épigraphie : « J'écris pour attester une

condition d'exilé. » Chemin faisant, Denis Tillinac a recensé tout ce qui, à son sens, dénote un état alarmant de civilisation, à commencer par ce qu'impose à tout va « la triple alliance du capital, du technologique et du médiatique pour anesthésier l'humain ». Ce triomphe de l'*Homo economicus*, ces implacables « lois du marché », tout ce à quoi l'on assiste chaque jour – jeux de fusion des multinationales, spéculations boursières, scandales financiers, manipulations et diktats des trusts agro-alimentaires, etc. Laisseront-elles à l'individu d'autre choix que de se complaire dans une moralité d'esclave par souci de « s'adapter » : passif, repus, tout à ses loisirs codifiés ? Restera-t-il d'autre alternative à la tyrannie de la mondialisation que celle du fanatisme sanguinaire d'extrémistes religieux ?

Denis Tillinac pose ce genre de questions et multiplie les exemples de cette dépossession de

l'individu au nom d'une modernité érigée en suprême commandement, il en relève partout les symptômes, des rites actuels aux aléas sociopolitiques en Afrique et en Amérique. Le champ est trop vaste mais les remarques de l'auteur ne manquent pas de pertinence. Il faut les accueillir, non pas comme des constats que divers sociologues et politologues ont déjà établis, mais comme les résonances d'une sensibilité d'écrivain confronté aux données socio-économiques actuelles. C'est là leur prix.

En contrepartie, Tillinac revendique son fief, ses valeurs propres, celles d'un village, d'une histoire locale, d'un mode de vie, des bonheurs, des traditions révolus. Le passé est la substance même de l'individu et ne se limite pas à des rites chosifiés dont on explore les vestiges. Son sens du passé n'est pas passéisme et la mémoire ne répond pas chez lui à une fonction de « devoir » mais à une table de

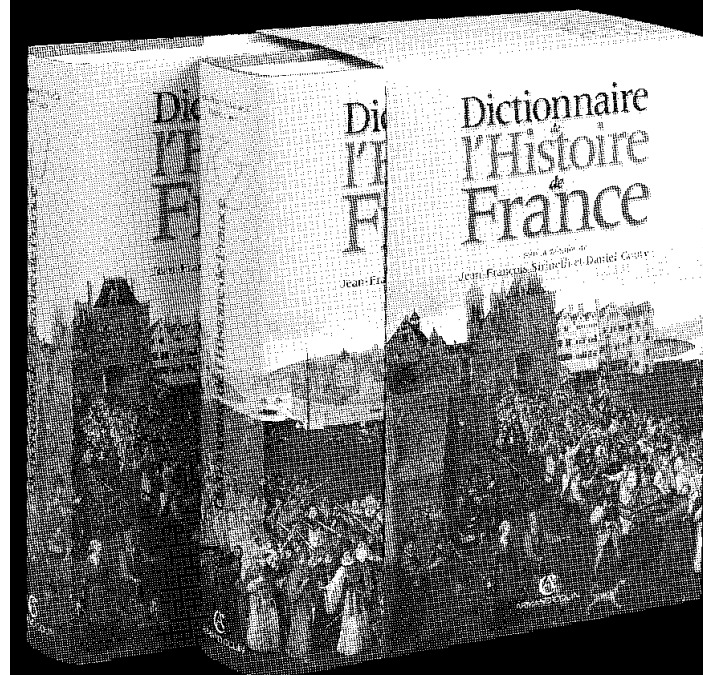
concordance pour mieux éclairer la vie. Qu'on se rassure, au reste, Denis Tillinac ne prône pas un retour à la terre et la niaiserie rousseauiste des babas cool d'après-68 ne lui a pas échappé.

Classer Denis Tillinac dans l'école de Brive c'est une facilité éditoriale, comme « homme de droite » c'est d'une commodité abusive, lui qui s'y reconnaît si mal quand elle est au pouvoir. Gaulliste, il l'est, de son propre aveu, « par sentimentalité », ce qui conduit à une certaine naïveté. Quant à son attachement à Jacques Chirac, il était autrement fort lorsque celui-ci, le temps d'une campagne présidentielle, était « inconvenant » parce qu'il brouillait le jeu politique.

L'homme résiste aux classements hâtifs et il ne fait pas mystère de son goût pour les nomades, les vagabonds, les proscrits. C'est assez dire son anarchisme du cœur.

Pierre Kyria

« Le Sirinelli/Couty »
enfin disponible
en librairie !

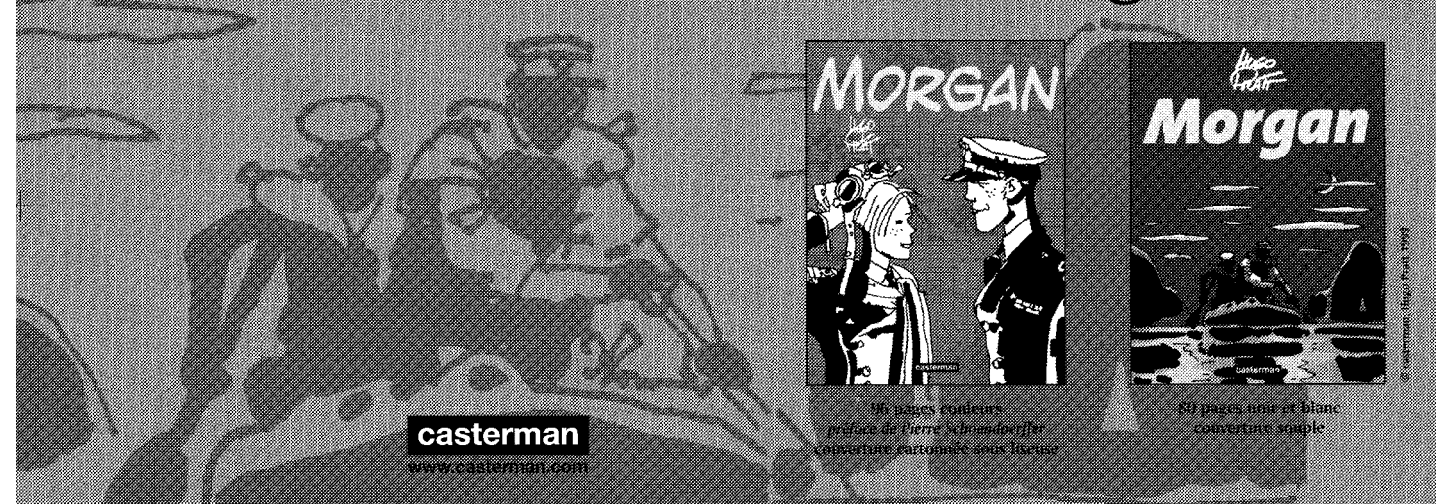


Deux volumes sous coffret reliés sous jaquette, 19 x 28 cm, 1 728 pages, 980 F

Une entreprise encyclopédique sans équivalent. Sous la direction de Jean-François Sirinelli et Daniel Couty, près de 200 auteurs, plus de 3 000 articles traitant de l'histoire de France, de la préhistoire à nos jours...

ARMAND COLIN
diffusion Larousse

Le dernier album inédit de Hugo Pratt



96 pages couleurs
préface de Pierre Schindler
couverture cartonnée sous jaquette

60 pages noir et blanc
couverture simple

casterman
www.casterman.com

X / LE MONDE / VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1999

ECONOMIE

● *par Philippe Simonnot*

Des rois épiciers

L'EMPIRE PORTUGAIS D'ASIE (1500-1700)

Une histoire économique et politique

de Sanjay Subrahmanyam.

Ed. Maisonneuve et Larose, 386 p., 180 F (27,44 €).

Etat minuscule, le Portugal s'est trouvé après quelques années de conquête et de négoce, à la tête d'un empire sur lequel, pour reprendre la formule fameuse appliquée à son voisin espagnol, le soleil ne se couchait jamais. La part asiatique de cet empire était constituée par l'Estado da India. Cet immense domaine n'avait pas échappé au destin des empires coloniaux. Il n'était déjà plus à la fin du XVII^e siècle que l'ombre de ce qu'il avait été à son apogée, en 1570. Certes, il englobait encore de vastes territoires, de Timor en Indonésie orientale à l'Afrique de l'Est. Mais ses colonies du sud de l'Asie et de l'Asie du Sud-Est n'étaient plus viables et seraient réduites désormais à l'état de « niches » occupées par des marchands souvent soucieux de se tenir à distance de l'Etat métropolitain.

C'est l'histoire économique et politique de cette aventure fabuleuse que nous raconte Sanjay Subrahmanyam. Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris), cet historien à qui l'on doit déjà un livre sur Vasco de Gama (*The Vareer and Legend of Vasco de Gama*, Cambridge, 1997), nous fait découvrir la conquête, puis le déclin portugais, non pas seulement vus depuis les rives du Tage, mais aussi à partir des rives asiatiques. Ce qui nous vaut un ouvrage où se rencontrent et s'équilibrent la vision des envahisseurs et celle des envahis. Les sources orientales dont se sert l'auteur avec beaucoup de bonheur sont d'autant plus utiles qu'elles fournissent des faits sur des points où les documents européens sont muets. Le résultat est un livre superbe et passionnant.

Il est arrivé à François I^{er} de traiter de « roi épicier » le souverain du Portugal. Encore faut-il nuancer ce que peut avoir de péjoratif cette qualification. Car, à l'époque, des milliers d'hommes risquaient leur vie et leur fortune pour aller quérir à l'autre bout du monde et rapporter dans les ports européens le poivre, le gingembre, la cannelle, les clous de girofle, la fleur de muscade, la myrrhe et autres cardamomes, mais aussi la gomme laque, le bois de santal rouge, la soie, la coralline. Le grand commerce, qui mobilisait galions et canonnières, et d'immenses capitaux, portait sur des objets qui étaient considérés par les contemporains de Magellan comme indispensables à une vie digne d'être vécue. Il n'empêche ! Le Portugal faisait figure dans l'Europe de la Renaissance de pays sous-développé, si l'on peut employer cet anachronisme. Dans la péninsule Ibérique, il avait été le dernier à résister aux Romains, le dernier à être intégré à l'empire des Visigoths, le dernier à adopter le calendrier chrétien et le dernier à adopter les titres de noblesse que la pratique imposait partout ailleurs. Comment aurait-il pu être le premier à coloniser l'Asie et l'extrême Asie ? C'est pourtant ce qu'il fit en adoptant pour un temps le « capitalisme monarchique ». Les marchands prendraient ensuite le relais, mais l'impulsion originale serait donnée par la Couronne.

Du Tage aux rives asiatiques, Sanjay Subrahmanyam croise les points de vue pour relater la conquête puis le déclin de l'empire portugais en Asie

La spécificité portugaise de cette forme étrange de capitalisme tient dans l'institution de la *feitoria* (ou factorerie). Rappelons que les cités médiévales avaient développé pour les communautés de résidents étrangers qu'elles accueillaient, des systèmes de régulation interne qui allaient jusqu'à leur accorder une autonomie sociale et juridique considérable. Ces communautés étaient représentées habituellement par un consul, mais le feitor qui tenait ce rôle pour les Portugais, était un employé de l'Etat tributaire du Trésor de la métropole. Il vendait des marchandises portugaises, mais s'occupait aussi du commerce affrété par

les navires appartenant au Roi. Ainsi la première feitoria dont on puisse retracer l'histoire était-elle située à Bruges. Ces feitoria bientôt disséminées dans l'Océan Indien jusqu'à Java permettaient aux souverains de se livrer au négoce d'esclaves et d'épices et de commercialiser le raisin et le vin de leurs propres domaines.

C'est un lieu commun que d'opposer le capitalisme monarchique, voire médiéval, des Portugais au capitalisme authentique de leurs successeurs hollandais et anglais. La fameuse théorie de Weber (*L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*) a ici aussi fait quelques ravages. Les entrepreneurs bataves ou britanniques austères et économes, ne recherchant le profit que pour investir à nouveau, auraient finalement triomphé en Asie des Cafres de l'Europe, guerriers jouisseurs tout juste capables de s'ouvrir des routes commerciales à coups de canon.

Sanjay Subrahmanyam fait justice de cette caricature simplificatrice. Il a une jolie formule pour résumer la stratégie portugaise : *« faire du commerce là où c'était possible et la guerre là où c'était nécessaire »*. Mais elle pourrait s'appliquer aux autres Européens de l'époque. Les grandes compagnies dont le triomphe marqua le XVII^e siècle n'étaient pas de grandes entreprises au sens moderne du terme, soumises en principe aux grands vents de la concurrence. La Verenigde Oost-Indische Compagnie (Compagnie hollandaise des Indes orientales), par exemple, était une compagnie commerciale sous charte royale – en d'autres termes, il s'agissait d'une organisation quasi gouvernementale à qui l'Etat permettait de faire la guerre, d'établir des traités et d'engager tout un éventail d'activités qui n'étaient pas directement du ressort des marchands. Bref, le commerce n'était que la continuation de la guerre par d'autres moyens !

L'idée sous-jacente à la création des compagnies était de décharger le Trésor public du coût de la guerre. Principe économique au demeurant fort sain que de faire payer la guerre à ceux qui y trouvent profit, et non par tous les citoyens comme dans les Etats modernes.

La preuve même que les Portugais n'étaient pas aussi arriérés qu'une histoire à la Weber pourrait le faire croire, c'est que même si les Hollandais leur prirent l'Asie (pour ensuite être supplantés par les Anglais), les Portugais restèrent maîtres de l'Atlantique sud jusque dans le courant du XVIII^e siècle, et notamment du Brésil pour lequel ils avaient sacrifié leur empire asiatique. Choix économiquement judicieux : en 1690 des mines d'or furent découvertes dans le Minas Gerais. Et l'exportation de métal jaune vers Lisbonne atteignit de 1710 à 1755 une moyenne annuelle supérieure à 10 tonnes...

PASSAGE EN REVUE

● « Dédale » et « Arsenal »

Sous le titre « La Venue de l'étranger », le poète Abdelwahab Meddeb a rassemblé, dans le dernier cahier de la revue *Dédale* (n^o 9-10), un ensemble très riche et divers de plus de 600 pages, embrassant les époques et les contrées. De Platon, saint Paul et Confucius à Antonio Tabucchi, Jean Bollack, Lorand Gaspar et Jean-Luc Nancy, l'histoire, la philosophie et la littérature sont convoquées dans cette anthologie de textes anciens et de pages inédites. L'étranger, qui combine en lui, selon Georg Simmel, *« le proche et le lointain »*, est l'égal de celui qui l'accueille et dont il porte le nom : l'hôte (éd. Maisonneuve et Larose, 187 F,[28,51 €]).

Une nouvelle revue littéraire vient de voir le jour à Brest. *Arsenal*, selon son directeur Jacques André, se consacre aux écritures d'aujourd'hui, jusqu'aux « plus acides », de la fiction et de la poésie aux arts visuels, en passant par l'essai : *« L'urgence est le meilleur ferment de la création en train de se faire »*. Au sommaire de ce premier numéro : Olivier Apert et François Boddart, Paul Le Jéloux, Yves Pagès, des poètes italiens... (BP 66614, 29266 Brest Cedex, 90 F [13,72 €]). **P.K.**

c h r o n i q u e s

INTERNATIONAL

● *par Daniel Vernet*

LE PRINTEMPS TCHÉCOSLOVAQUE 1968 sous la direction de François Fejtő et Jacques Rupnik. Préface de Vaclav Havel, ed. Complexe, 336 p., 149 F.

À l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et quelques jours après le dixième anniversaire de la « révolution de velours » à Prague, la question de la réforme du système communiste, d'une « troisième voie » entre le régime soviétique et le capitalisme, a de nouveau été posée. Mikhail Gorbatchev, qui aurait volontiers incarné cette variante du socialisme démocratique, a été invité aux manifestations organisées dans la capitale allemande et la capitale tchèque et, les deux fois, il a regretté que les réformateurs communistes aient échoué. L'ancien président du syndicat Solidarnosc, Lech Walesa, qui devint le premier chef de l'Etat de la Pologne démocratique des années 90, lui a répondu sans trop de ménagements que personne, dans les pays d'Europe centrale et orientale, n'était intéressé par le « rafistolage » du système.

La réponse à cette question de l'impossibilité de réformer le système communiste est en partie au moins apportée par le « printemps de Prague » de 1968. L'année dernière, le vingtième anniversaire du mouvement n'a donné lieu à aucune commémoration en Tchécoslovaquie. C'est à Paris que s'est tenu un colloque sur les espoirs et les déceptions de ce « printemps tchécoslovaque », dont rend compte le livre publié par les éditions Complexe. Parce que c'est à Paris, Rome ou Berlin, comme

POLITIQUE

● *par Thierry Bréhier*

CORRUPTIONS de Pierre Lascoumes. Presses de Sciences po, 166 p., 75 F (11,43 €).

MNEF, Mairie de Paris, Elf... les dossiers de corruption se suivent, s'accablent, laissant à penser que tout s'achète, que l'honnêteté est une vertu oubliée par les dirigeants français. Pour éviter de se laisser emporter par le flot de l'actualité, il est utile de trouver un ouvrage de réflexion qui situe le présent dans l'histoire, démonte les mécanismes du phénomène sans le relativiser. C'est le mérite du dernier livre de Pierre Lascoumes, directeur de recherche au CNRS, qui a su réaliser l'ambition de la collection où il le publie, « La bibliothèque du citoyen ».

Le citoyen, en effet, doit savoir et comprendre, d'autant que la corruption est *« typiquement une infraction "sans victime", du moins sans victime directe et explicite qui disposerait d'un intérêt évident à agir »*, car *« les contributeables, les actionnaires, la collectivité sont des entités abstraites et inorganisées qui ne se perçoivent pas véritablement comme des victimes, même si l'impact financier de ces pratiques sur leur situation est certain »*. La lutte contre ce dysfonctionnement ne se fera pourtant pas sans une pression citoyenne, tant il est vrai que les reponsables économiques et politiques ont la tentation d'en profiter. Ce n'est pas spécifiquement à la France d'aujourd'hui. *« La visibilité »* actuelle rappelle celle de la fin du XVIII^e siècle : les cahiers de doléances rédigés pour les Etats

RELIGIONS

● *par Henri Tincq*

L'AVENTURE DU CHRISTIANISME SOCIAL de Jean Boissonnat. Bayard, 158 p., 110 F (16,76 €).

L'ÉVANGILE SOCIAL de Henri Madelin et François Boëdec. Bayard, 154 p., 98 F (14,94 €).

LES SILENCES DE LA DOCTRINE SOCIALE CATHOLIQUE de Jean-Yves Calvez. Ed. de L'Atelier,160 p., 85 F (12,95 €).

Doctrine sociale » de l'Eglise. Le mot fait désuet. Pour les jeunes générations, il fleureraît presque les temps de « chrétienté », ou ceux d'une démocratie chrétienne triomphante, ou des compromis passés avec les pouvoirs capitaliste ou financier. Dans *Feu la chrétienté*, un Emmanuel Mounier se méfiait déjà d'une doctrine sociale de l'Eglise, au sens où cette notion lui rappelait l'emprise chrétienne d'autrefois sur la société et ses institutions. En ces temps d'inventaire pour fin de siècle, l'héritage du christianisme social – que décrivent trois ouvrages brefs, lisibles et documentés – est plus complexe et nuancé que le laisserait croire une histoire peu connue ou mal assimilée.

Outre la foi chrétienne, que peuvent bien avoir de commun des philosophes comme Jacques Maritain, Maurice Blondel ou Etienne Borne ? Des théologiens comme les Pères Chenu, Congar, de Lubac ou Teilhard de Chardin ? Des journalistes comme Francisque Gay, Joseph Folliet ou Georges Hourdin ? Des économistes comme Alain Barrière ou François Perroux ? Des hommes politiques comme Marc Sangnier, Robert Schuman ou Edmond Michelet ? Tous ont été associés peu ou prou à cette

La réforme communiste en échec

l'écrivent François Fejtő et Jacques Rupnik, que les intellectuels gardent une certaine nostalgie de ce « printemps de Prague ». Ils y voyaient l'espoir d'un « socialisme à visage humain », alors que les Tchèques et les Slovaques ne gardent que le souvenir d'un échec, d'un traumatisme qu'ils ont *« payé au prix fort »*, par vingt ans de *« normalisation »*.

Jacques Rupnik parle de la tentative menée par Alexandre Dubcek et ses amis comme du *« stade suprême du réformisme »*. L'expression pourrait s'appliquer aussi à la perestroïka gorbatchévienne. Celle-ci avait-elle plus de chances de réussir parce qu'elle se passait au cœur du système et non à sa périphérie ? Elle ne courait pas le risque d'être annihilée de l'extérieur, comme le « printemps de Prague », mais elle a apporté la preuve, de l'intérieur, que le système ne pouvait pas être réformé. D'une certaine manière, Brejnev et consorts avaient été plus lucides que Gorbatchev. Ils avaient compris que le régime était en danger de mort s'il acceptait l'instillation de quelques doses de libéralisme au lieu de miser sur la répression. A propos du « printemps de Prague » et de l'écrasement du mouvement tchécoslovaque par les chars de six pays du pacte de Varsovie, le philosophe polonais Leszek Kolakowski a parlé de la *« mort clinique du marxisme »*. Il faudra encore vingt ans pour que tout le monde en prenne conscience.

L'expérience a-t-elle été seulement négative ? Parmi les dissidents tchèques, beaucoup le pensent. Vaclav Havel constate cependant que *« la peur disparaissait, des tabous étaient levés, les diverses contradictions sociales pouvaient enfin être appelés par leur nom, les mé-*

« Tous pourris ! »

généraux de 1789 montrent à quel point la concussion constitue *« un enjeu extrêmement sensible pour la paysannerie et la bourgeoisie »*. La Grande-Bretagne a connu la même révolte contre les abus de l'aristocratie, et une société démocratique comme les Etats-Unis n'échappe pas à cette dérive, la *« probité publique »* y devenant un sujet politique dès la fin du XIX^e siècle.

La situation d'aujourd'hui présente pourtant bien des originalités. Plusieurs explications sont données par les scientifiques. Certains, s'appuyant sur l'exemple italien, expliquent que la fin de la guerre froide a fait perdre leur *« finalité politique supérieure »* – la lutte contre le communisme – aux *« alliances corrompues »*. D'autres mettent en avant la crise économique, et donc celle de l'Etat-providence, qui rend encore plus inacceptable le gaspillage des fonds publics. D'autres encore soulignent que les changements sociaux et la *« prise d'autonomie des secteurs judiciaires et des médias »* ont *« ébranlé la culture d'impunité qui prévalait en France depuis l'Ancien Régime »*. Pierre Lascoumes insiste, lui, sur *« la pénétration grandissante des valeurs du marché dans les systèmes politico-administratifs »*. Or, l'entreprise, qui a pour but le profit, peut avoir intérêt à *« acheter »* la bienveillance des décideurs politiques.

Le corrompu – l'êlu – est effectivement plus facilement stigmatisé que le corrupteur – le patron. Est-ce parce que le premier trahit la confiance des citoyens, alors que le second ne fait que pousser à son terme la logique économique ? L'auteur le pense. Car, s'il convient que la corruption peut finir par *« coûter trop cher*

Du christianisme social

« aventure » du christianisme social que décrit Jean Boissonnat (avec la collaboration de Christophe Grannec), devenu leur héritier à la tête des Semaines sociales qu'avec Jean Gélamu il vient de relancer pour en faire l'un des lieux privilégiés de la recherche sociale chrétienne, qui vient de réunir à Paris ses assises annuelles.

Cette « aventure » commence par une révolte à la charnière des deux derniers siècles. Le christianisme prend conscience de son retard sur ce qu'on appelait alors la « question ouvrière ». Auteur de la fameuse encyclique *Reum novarum* (1891), un pape comme Léon XIII plonge dans le monde moderne une Eglise encore cramponnée sur ses privilèges d'hier. Son programme n'est pas révolutionnaire, mais l'attention qu'il porte aux injustices économiques fait naître un courant qui va inspirer des générations de militants chrétiens sociaux, la naissance d'un syndicalisme chrétien, d'une démocratie chrétienne aujourd'hui décriée mais hier influente, jusqu'à des mouvements d'action catholique qui vont compter dans tous les milieux étudiants, agricoles ou ouvriers.

Entre l'excès d'une *« soumission »* à la hiérarchie catholique, dénoncée par les militants révolutionnaires, et le danger d'*« hérésie »* moderniste flairée par les intégristes, le christianisme social se fraie un passage douloureux, parfois au prix d'ambiguïtés. La « troisième voie » (entre capitalisme et socialisme) qu'il préconise s'accommode mal des crispations idéologiques des années 60 et 70. La déconfessionnalisation du syndicalisme chrétien, l'avènement du gaullisme qui porte un coup sévère à la démocratie chrétienne, la reconnaissance du pluralisme social et politique des Eglises, l'affaiblissement des mouvements d'Action catholique tarissent la réflexion proprement chrétienne sur la société.

L'enseignement de papes comme Jean XXIII

dias commençaient à accomplir leur mission véritable, l'esprit civique s'épanouissait ». Toutes ces manifestations de la société se réveilleront au moment de la « révolution de velours », à l'automne 1989. Non pas pour recommencer la malheureuse expérience de 1968 et chercher à réformer le système, mais pour l'abattre et construire à sa place une démocratie qui n'ait plus besoin de qualificatif. Certes, la Tchécoslovaquie a une tradition démocratique qui remonte au moins à l'entre-deux-guerres, et sa civilisation n'a rien à envier aux Européens qui en 1947 se sont retrouvés du bon côté du rideau de fer. Il n'en reste pas moins que quarante ans de communisme ont laissés traces, d'autant que le totalitarisme n'a pas été seulement un produit d'importation imposé par l'Union soviétique. En 1948, au moment du « coup de Prague », le Parti communiste tchécoslovaque bénéficiait d'une grande popularité.

Les leçons ne doivent pas être pour autant oubliées. En ces temps de démocratie parlementaire, répond Vaclav Havel : *Sans une société civile bien structurée, notre démocratie, – et les partis politiques l'oublent souvent – restera faible, peu ancrée et, par conséquent, vulnérable »*. L'avertissement du président s'adresse au gouvernement comme à l'opposition, qui ont tendance à s'enfermer dans des joutes politiciennes.

Pendant le communisme, et à l'exception de quelques brèves périodes, les Tchèques ont appris à s'occuper de leurs affaires sans prêter une attention trop soutenue aux jeux du pouvoir. Dans un régime totalitaire, c'est une condition de survie ; dans une démocratie, une recette pour l'échec.

aux financiers et aux entreprises internationales, il constate aussi *« les contradictions flagrantes des Etats qui affichent symboliquement des "opérations mains propres" sans se donner les moyens concrets de les mettre en œuvre »*. La preuve : les paradis fiscaux (*« la moitié bat pavillon anglais, mais les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas ont aussi leurs leurs »*), les avantages pratiquement comparables octroyés par trois pays de l'Union européenne (Autriche, Irlande, Luxembourg), l'impunité des *« coauteurs systématiques »* du blanchiment d'argent sale que sont les banques internationales.

Seul point contestable de cette analyse, aussi sévère que rigoureuse, l'affirmation selon laquelle *« en termes de responsabilité, telle qu'elle se matérialise dans les élections ou les choix de candidatures effectués par les partis, la corruption reste souvent sans conséquence »*. Au vu de l'actualité immédiate, il est difficile de prétendre qu'en France *« la corruption et plus généralement les atteintes à la probité ne sont jamais devenues un véritable enjeu politique »*. Certes bien des progrès restent à accomplir pour améliorer les outils juridiques, et Pierre Lascoumes a raison de montrer les attermoissements, les marches arrière... La Cour de cassation a ainsi changé quatre fois en cinq ans la définition de l'abus de biens sociaux. Mais, globalement, l'amélioration est difficile à contester. Il reste encore, il est vrai, beaucoup à faire, pour que la corruption ne soit plus *« un illégalisme toléré ou discrètement géré »*. En permettant de mieux connaître pour bien comprendre, les scientifiques jouent aussi leur rôle dans ce long, délicat, indispensable combat.

(*Pacem in terris*) et Paul VI (*Populorum progressio*) permet cependant de franchir d'autres étapes. Comme le décrit dans son ouvrage Henri Madelin, la question des injustices sociales cède la place à une réflexion sur les mécanismes économiques et les idéologies qui les sous-tendent. Pie XI avait commencé par ses encycliques de l'entre-deux-guerres dénonçant à la fois le socialisme et le fascisme. Les papes du concile Vatican II (1962-1965) « internationalisent » la réflexion, remettent l'Eglise en phase avec le monde, encouragent les chrétiens à participer à la vie publique pour la « moraliser » de l'intérieur.

Avec Jean Paul II, ce dernier mouvement s'amplifie. La réflexion sociale du pape polonais a moins de retentissement médiatique que ses prises de position en matière de morale sexuelle. Henri Madelin et François Boëdec montrent comment le pape actuel presse les chrétiens d'être plus exigeants et plus critiques sur les fonctionnements de tout système politique et économique. Et dans le tableau de la société postcommuniste qu'elle décrit, sa principale encyclique sociale, *Centesimus Annus*, publiée en 1991, est un avertissement lancé au capitalisme pour dire que l'échec du collectivisme ne doit pas l'autoriser à faire n'importe quoi. Michel Camdessus, qui vient de démissionner de la présidence du FMI, confie qu'il a fait de cette encyclique l'un de ses livres de chevet.

On comprend d'autant moins que la réflexion sociale de l'Eglise semble aujourd'hui en panne. Et on approuvera le constat que fait le Père Jean-Yves Calvez de certains *« silences »*. Le juséuite trouve son Eglise bien muette sur des sujets aussi anciens que la propriété du capital des entreprises ou aussi modernes que la « financiarisation » de l'économie. Et il appelle de ses vœux des modes plus contraignants de régulation de la sphère financière et de la mondialisation. Un chantier pour le prochain siècle.

Faut-il brûler Gilles Veinstein ?

Alors que le titulaire de la chaire d'histoire turque et ottomane prononce sa leçon inaugurale au Collège de France, Yves Ternon relance la polémique sur le génocide arménien et la question du négationnisme

DU NÉGATIONNISME
Mémoire et tabou
d'Yves Ternon.
Ed. Desclée de Brouwer,
158 p., 90 F (13,72 €).

L'élection de Gilles Veinstein, il y a tout juste un an, à la chaire nouvellement créée d'histoire turque et ottomane du Collège de France a provoqué, dans une partie du milieu universitaire, une vive controverse dont la presse a largement rendu compte. Pourquoi cette émotion ? Parce que le nouvel élu avait écrit, dans la revue *L'Histoire*, en 1995, un article dans lequel il refusait l'emploi du mot *génocide* pour qualifier les massacres commis en 1915 par les Turcs contre les Arméniens. Pour qu'il y eût génocide, il fallait en effet qu'il y eût intention criminelle de la part des autorités turques. Or une telle intention, expliquait-il, reste à démontrer : on ne peut dire avec certitude que les massacres ont été commis « sur l'ordre du gouvernement jeune-turc », en tout cas « on ne dispose pas jusqu'à présent de preuve de cette implication gouvernementale ».

Cet article lui avait été demandé par la rédaction, en contrepoint du point de vue exprimé par Yves Ternon, historien du génocide arménien et auteur du dossier présenté par la revue. Se trouvant ainsi indirectement à l'origine de la polémique, celui-ci, après s'être associé aux protestations suscitées par l'élection, revient sur l'affaire, dans un petit livre où il s'efforce, dit-il,

d'éviter toute « provocation ». Les propos de Gilles Veinstein, rappelle-t-il, ont provoqué, dès leur publication, la colère d'un militant de la cause arménienne, Claude Mutaïan, maître de conférences de mathématiques à Paris-XIII, puis, sous son impulsion, quand fut connue la prochaine nomination de leur auteur au Collège de France, l'indignation de la communauté arménienne. Yves Ternon tient ces réactions pour justifiées. L'article en question est « un condensé de négationnisme », écrit-il, avant d'ajouter : « Quand on est accoutumé à la négation du génocide, le texte de Gilles Veinstein est d'un décryptage aussi facile qu'une lecture de coupe proposée à un examen d'histologie à un étudiant en médecine. » Tel est le cœur de son essai, qui justifie son titre : ce qu'il veut, c'est que s'ouvre, à cette occasion, « un débat scientifique sur l'extension des qualificatifs de "négationnisme" et de "négationniste" à d'autres champs que celui de la Shoah ».

Certes, dit-il, « chaque négation présente un aspect distinct », et celle du génocide arménien a sa propre histoire. Ce « négationnisme »-là, qui ne conteste pas la réalité des massacres, ne saurait être mis sur le même plan que celui qui concerne la Shoah, il n'obéit pas aux mêmes mobiles et ne mérite pas le même

opprobre, mais il recourt aux mêmes techniques, en particulier à ce qu'Yves Ternon appelle « la stratégie de l'ultrapreuve », c'est-à-dire le doute poussé à l'extrême. Si le rôle de l'historien est de remettre en cause les vérités établies, explique-t-il, sa liberté a des limites : elle a pour contrepartie sa responsabilité, comme l'a rappelé en 1995 le tribunal de grande instance de Paris en condamnant l'historien Bernard Lewis pour une affaire comparable.

Au-delà des péripéties de l'affaire Veinstein, la réflexion d'Yves Ternon, même si elle est parfois exagérément polémique, soulève au moins deux questions importantes. L'une est de savoir si la thèse du génocide arménien est suffisamment établie pour que soit jugé inacceptable le refus d'y souscrire pleinement, faute de preuves directes. L'autre porte sur la légitimité d'étendre à ceux qui choisissent le doute méthodique l'épithète de « négationniste », forgée pour qualifier les seuls négateurs de la Shoah. Oui, répond l'auteur, il existe assez de preuves indirectes du génocide arménien (témoignages, comparaison avec d'autres génocides) pour que le doute ne soit plus permis. Oui, il faut parler de négationnisme, car ceux qui expriment des doutes s'appuient sur

une documentation qui, elle, nie le génocide.

C'est le passage de la première de ces affirmations à la seconde qui, à l'évidence, appelle ici la discussion. Quoi qu'il en soit, le débat n'aura pas été inutile, conclut Yves Ternon, puisqu'il a amené Gilles Veinstein à nuancer son propos en précisant, en 1998, que, pour lui, « l'absence de preuve positive à l'heure actuelle, à un moment donné de la recherche historique, ne signifie pas que le plan d'extermination n'a pas eu lieu » ; et puisqu'il a conduit la quasi-totalité des participants à la controverse, y compris ceux qui soutenaient Gilles Veinstein, à reconnaître publiquement le génocide arménien, c'est-à-dire l'implication du pouvoir turc – sinon du gouvernement lui-même, au moins du parti Union et Progrès, qui en était le moteur – dans les massacres.

En revanche, tous, ou presque, ont écarté l'idée d'appliquer à Gilles Veinstein l'épithète de « négationniste », dont la connotation est, comme le souligne Yves Ternon lui-même, « ignominieuse » et dont le champ d'application ne saurait sans abus s'appliquer indifféremment à ceux qui nient l'existence de la « solution finale » mise en œuvre par Hitler comme à ceux qui s'interrogent sur les circonstances du massacre des Arméniens. Quelles que soient les convictions de chacun, il est assurément préférable de tenter de réfuter la thèse de l'adversaire plutôt que de la stigmatiser par une qualification infamante.

Thomas Ferenczi

Réponse à Yves Ternon

Le 8 février dernier, Jacques Chirac signait le décret officialisant la nomination de Gilles Veinstein comme professeur d'histoire turque et ottomane au Collège de France. Pendant plusieurs semaines une campagne avait été menée avec acharnement par des savants arméniens ou sympathisants de la cause arménienne, tel notamment le docteur Yves Ternon, pour empêcher cette nomination. Dans ce dossier, un argument, et un seul : un article de deux pages de Gilles Veinstein publié dans *L'Histoire* en avril 1995 et intitulé « Trois questions sur un massacre ». Le titre même de ce bref papier montrait que cet historien, mon collègue à l'Ehess, n'entendait en rien nier l'existence du meurtre d'un « nombre immense d'Arméniens » en 1915-1916, ces massacres étant définis comme

vernement ottoman dans cet immense massacre. L'historiographie turque a été et est encore largement nationaliste, à quelques rares exceptions près. Cette historiographie a trouvé en Turquie et ailleurs, notamment chez certains historiens américains, un soutien qui n'a pas toujours été gratuit.

Cela dit, tout n'est pas faux dans ce que disent ces historiens. Yves Ternon le reconnaît lui-même, les documents Andonian, ces télégrammes découverts en 1919 à Alep par un journaliste arménien et qui contiennent l'ordre de tuer, « ne sauraient justifier des preuves recevables devant un tribunal, d'autant plus que les originaux restent aujourd'hui introuvables ». Rien de tout cela n'affecte à mon avis l'essentiel. Des documents récemment publiés (1) montrent que le consul américain à Khartoum, au cœur de

l'Anatolie, Kharpout a vu de ses yeux le génocide.

Son témoignage est d'autant plus accablant qu'il ne montre pas – c'est le moins qu'on puisse dire – de sympathie pour les Arméniens.

Certains, en Israël ou ailleurs, nient qu'il y ait eu génocide pour laisser aux juifs le monopole de la souffrance, se drapant ainsi, comme je l'ai écrit en 1980, dans le « grand cordon de l'extermination majeure ». D'autres sont soucieux de préserver les bonnes relations d'Israël avec la Turquie. Dans l'attitude du professeur Bernard Lewis, il y a eu un peu de ces deux motivations. Cela ne me paraît pas une raison pour accabler Gilles Veinstein d'une épithète de négationniste, qu'il ne mérite absolument pas. Yves Ternon entend dans son livre « contribuer à réduire la connotation ignominieuse qui s'attache à ce mot ». Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y parvient pas. Il a raison de me rappeler que je n'ai pas toujours été très rigoureux dans l'emploi de ce mot (*Cf. Le Monde* du 4 février 1998). Mais, quand il parle à propos de Gilles Veinstein de « finesse ottomane », de « retournement », de « subtilité jésuitique » ou d'« élégance florentine », il ne fait pas précisément dans la nuance.

Il y a assez de vrais négateurs qui ne font généralement pas dans l'élégance florentine pour ne pas en fabriquer d'imaginaires. La solidarité communautaire, le poids de la mémoire n'autorisent pas l'emploi d'arguments qui, à la limite, détruisent la cause qu'ils prétendent servir.

(1) *La Province de la mort. Archives américaines concernant le génocide des Arméniens (1915)*, Lettres du consul Leslie Davies (éd. Complexe, 1998).

Pierre Vidal-Naquet

« des crimes contre l'humanité caractérisés », dont les auteurs ne furent pas seulement des Turcs mais des Kurdes. Cet article était-il « négationniste » ? Je l'ai nié dans *Le Monde* daté du 3 février, et du coup me voilà classé comme « négationniste », et Yves Ternon, dans le livre qu'il vient de publier, consacre presque autant de place à réfuter ce modeste article qu'à attaquer Gilles Veinstein.

De quoi s'agit-il ? Les Turcs ont-ils commis en 1915-1916 un génocide, c'est-à-dire un massacre délibéré de la population arménienne transférée de l'Anatolie orientale en direction des rives de l'Euphrate ? A cette question j'ai toujours répondu oui : dans de nombreux textes qu'Yves Ternon cite et commente, je le faisais encore dans le même article du *Monde*.

Que dit Gilles Veinstein ? Il a précisé au cours de la campagne que la disparition de près de la moitié de la population arménienne de l'Empire relevait bien du génocide. Il faisait cependant valoir que ce massacre a eu lieu dans les conditions d'une guerre où la Turquie se trouvait en très mauvaise passe, et où, à tout le moins, de l'autre côté de la frontière, des Arméniens servaient dans l'armée russe. Les Turcs pouvaient penser que les Arméniens accueilleraient avec plaisir l'invasion russe.

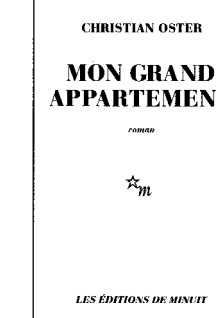
Il y a, me semble-t-il, du vrai dans cette argumentation, même si elle ne justifie en rien un massacre à tous égards abominable.

Ce qui complique les choses est que l'Etat turc, depuis la révolution kémaliste, nie avec un acharnement digne d'une meilleure cause toute implication du mouvement Jeunes-Turcs alors au pouvoir et du gou-

PRIX MÉDICIS



CHRISTIAN OSTER

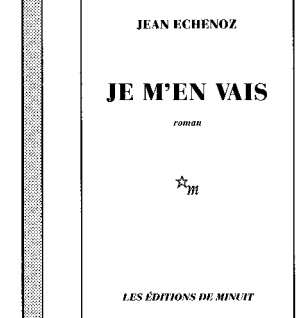


MINUIT

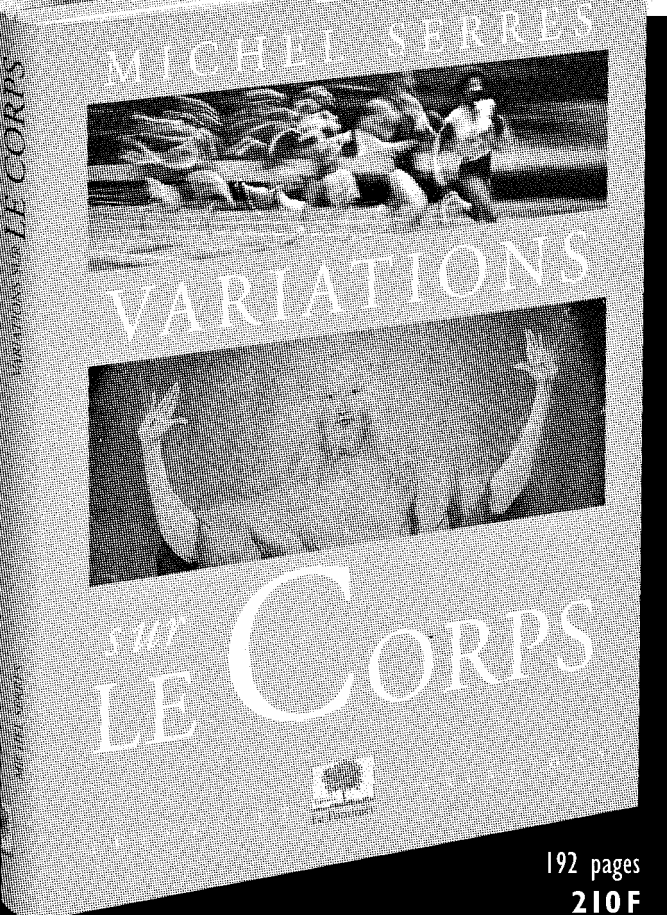
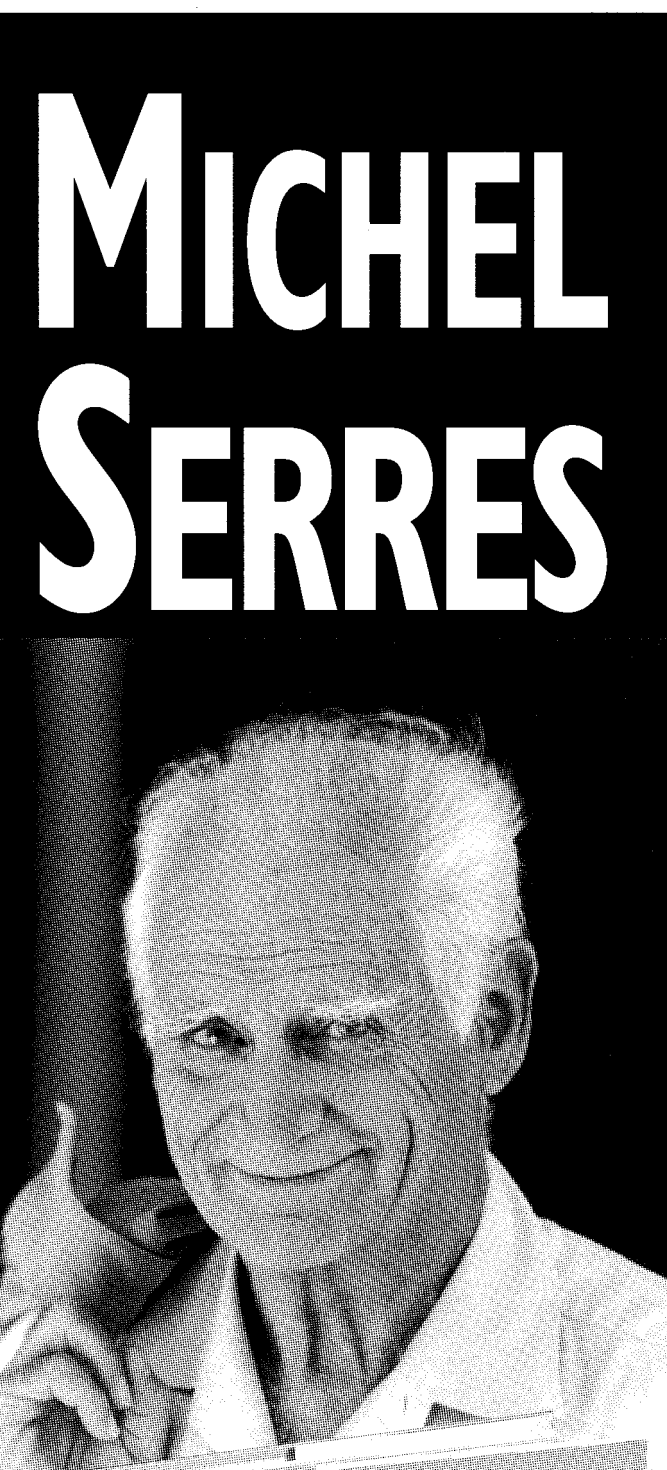
PRIX GONCOURT



JEAN ECHENOZ



MINUIT



192 pages
210 F

“Que peuvent nos corps ? Presque tout.”

Michel Serres



Le Pommier

